

Matel PC Market S.A.

NOTE D'INFORMATION

INTRODUCTION EN BOURSE PAR CESSION DE 239 459 ACTIONS ET AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE DE 135 135 ACTIONS

OFFRE A PRIX FERME

Nombre d'actions offertes	: 374 594 actions
Prix par action	: MAD 370
Montant global de l'opération	: MAD 138 599 780
Période de souscription	: Du 12 au 16 février 2007

POSSIBILITE DE CLOTURE ANTICIPEE A PARTIR DU 14 FEVRIER 2007

CETTE OFFRE NE S'ADRESSE PAS AUX OPCVM OBLIGATAIRES ET MONETAIRES

CONSEILLER ET COORDINATEUR GLOBAL



CHEF DE FILE :



AUTRES MEMBRES DU SYNDICAT DE PLACEMENT :



VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 30/01/2007 sous la référence VI/EM/001/2007.

ABREVIATIONS & DEFINITIONS

ADSL	Asymmetric Digital Subscriber Line - Mode de transmission des données par le réseau téléphonique permettant une connexion rapide et permanente
APEBI	Association des Professionnels des Technologies de l'Information
BFR	Besoin en fonds de roulement
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BVQI	Bureau Veritas Quality International
CA	Chiffre d'affaires
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
ERP	Enterprise Ressource Planning ou PGI Progiciel de Gestion Intégré : Outil fédérateur du système d'information intégrant les fonctions de l'entreprise comme la comptabilité, la gestion des ressources humaines, la gestion de production, la gestion financière...
EUR	EURO
FIFO	First In First Out (premier entré, premier sorti)
Firewall	(ou pare-feu) dispositif de protection qui constitue un filtre entre un ordinateur ou un réseau local et un autre réseau non sûr, Internet en particulier.
Fracture numérique	La fracture numérique désigne le plus souvent l'inégalité d'accès aux technologies numériques
FSC	Fujitsu Siemens Computers
Hardware	Matériel informatique « physique » tels que les PCs, les serveurs, les disques durs, le matériel réseau, les imprimantes et les accessoires
HP	Hewlett-Packard
IBM	International Business Machine
IBTC	Investment Banking & Trust Company Limited
IDATE	Cabinet européen spécialisé dans l'analyse de l'information et des secteurs des technologies de communication
IDC	International Data Corporation
IGR	Impôt Général sur le Revenu
IP	Internet Provider
IPO	Initial Public Offering
IS	Impôt sur les Sociétés
ISO	International Organization for Standardization
IT	Information Technologies - Technologies de l'Information
K	Millier
K MAD	Millier de dirham marocain
LAN	Local Area Network
Matel PC Market	Matel PC Market SA
M MAD	Million de dirham marocain
m²	Mètre carré
MAD	Dirham marocain
Md MAD	Milliard de dirhams marocain
NA	Non applicable
OEM	Original Equipment Manufacture
PC	Personal Computer
PME -PMI	Petite et Moyenne Entreprise / Industrie

RAN	Report à nouveau
REX	Résultat d'exploitation
SAV	Service après vente
SSII	Société de Services et d'Ingénierie en Informatique
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TIC	Technologie d'Information et de Communication
TSV	Taxe Sur Valeur
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
USA	Etats-Unis d'Amérique
USD	Dollar Américain
var	Variation
VN	Valeur nominale
WAN	Wide Area Network
WiFi	Wireless Fidelity
WIFI	Système permettant de relier en réseau sans fil des ordinateurs portables, des machines de bureau ou tout type de périphérique à une liaison haut débit sur un rayon de plusieurs dizaines de mètres en intérieur (généralement entre une vingtaine et une cinquantaine de mètres) et de plusieurs centaines de mètres en environnement ouvert

SOMMAIRE

ABREVIATIONS & DEFINITIONS	2
SOMMAIRE	4
AVERTISSEMENT	7
PREAMBULE	8
 I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES	 10
1. CONSEIL D'ADMINISTRATION	11
2. COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	12
3. AUDITEURS EXTERNES.....	21
4. CONSEILLER JURIDIQUE	24
5. CONSEILLER ET COORDINATEUR GLOBAL.....	25
6. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE.....	26
 II. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	 27
1. CADRE DE L'OPERATION.....	28
2. OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	29
3. ACTIONNAIRES CEDANTS.....	30
4. INTENTIONS DES ACTIONNAIRES.....	31
5. STRUCTURE DE L'OFFRE	32
6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE ET A CEDER.....	33
7. ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX	34
8. COTATION EN BOURSE	40
9. SYNDICAT DE PLACEMENT.....	43
10. MODALITES DE SOUSCRIPTION	44
11. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES	51
12. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES.....	53
13. FISCALITE	54
14. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION.....	57

III. PRESENTATION DE LA FUSION	58
1. INTRODUCTION.....	59
2. MOTIVATIONS.....	60
3. MODALITES	62
4. PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITE DE L'ENTITE FUSIONNEE	64
5. RISQUES	65
IV. PRESENTATION GENERALE DE MATEL PC MARKET	66
1. RENSEIGNEMENT A CARACTERE GENERAL	67
2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE MATEL PC MARKET	70
3. MARCHE DES TITRES DE LA SOCIETE	86
4. ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES.....	87
5. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MATEL PC MARKET.....	89
6. ORGANES DE DIRECTION	90
7. FONCTION MARKETING.....	92
8. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	93
V. MARCHE DE L'INFORMATIQUE.....	95
1. PANORAMA DU MARCHE MONDIAL DE L'INFORMATIQUE	96
2. MARCHE NORD AFRICAINE DE L'INFORMATIQUE	101
3. PANORAMA DU MARCHE MAROCAIN DE L'INFORMATIQUE	102
VI. POSITIONNEMENT DE MATEL PC MARKET	109
1. ACTIVITE DE MATEL PC MARKET.....	110
2. POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT	124
3. POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE.....	126
4. POLITIQUE DE DISTRIBUTION	128
5. TROPHES ET RECOMPENSES	129
VII. OUTILS ET MOYENS.....	130
1. MOYENS HUMAINS	131
2. MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES	135

VIII.	SITUATION FINANCIERE DE MATEL PC MARKET.....	137
1.	PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS.....	138
2.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE MATEL.....	139
3.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE PC MARKET.....	158
4.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE MATEL PC MARKET	174
IX.	PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	195
1.	PERSPECTIVES DU SECTEUR.....	196
2.	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE MATEL PC MARKET	198
3.	BUSINESS PLAN SUR LA PERIODE 2006-2009.....	201
4.	FACTEURS DE RISQUE	209
5.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	212
X.	ANNEXES.....	213
1.	ORGANISATION DES ANNEXES	214
2.	MATEL	215
3.	PC MARKET.....	282

_Toc158123677

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de l'émetteur.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition de titres de capital, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les titres de capital objets de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni Matel PC Market n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'organisation, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par Upline Securities en tant qu'organisme conseil, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de Matel PC Market, notamment lors des diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- comptes consolidés proforma de Matel PC Market pour les exercices clos aux 31 décembre 2003, 2004 et 2005 et comptes consolidés au 30 septembre 2006 ;
- liasses fiscales de Matel et de PC Market pour les exercices clos aux 31 décembre 2003, 2004 et 2005 ;
- rapports des commissaires aux comptes de Matel et de PC Market pour les exercices clos aux 31 décembre 2003, 2004 et 2005 ;
- procès-verbaux des conseils d'administration, des assemblées générales ordinaires, des assemblées générales extraordinaires et des rapports d'activité pour les exercices clos aux 31 décembre 2003, 2004 et 2005 ;
- procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales tenus en 2006 jusqu'à la date de visa de la note d'information ;
- les informations sectorielles notamment auprès de l'APEBI et de l'ANRT et du Management de Matel PC Market.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'informaion doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de Matel PC Market, d'Upline Securities et des membres du syndicat de placement selon les modalités suivantes :
 - Elle est disponible à tout moment à UPLINE SECURITIES au 37 Bd Abdellatif Benkadour, Casablanca, tél :+212 22 95 49 60
 - Elle est disponible sur demande dans un délais maximum de 48h auprès des points de collecte du réseau de placement :

- ✓ Agences d'Attijariwafa Bank
- ✓ Agences de SGMB
- ✓ Agences du Crédit du Maroc
- Elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma)
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse des Valeurs de Casablanca.

I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1. IDENTITE

Dénomination sociale	Matel PC Market SA
Représentant légal	M. Mohammed Nouredine Anacleto
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 50 96 00
Numéro de fax	+212 (0) 22 58 02 36
Adresse électronique	nouredine.anacleto@matelpcmarket.ma

1.2. ATTESTATION

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Matel PC Market ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

M. Mohammed Nouredine Anacleto
Président du Conseil d'Administration

2. COMMISSAIRES AUX COMPTES

2.1. IDENTITE

Cabinet	Belkhayat Finance Consultants
Représentant	M. Mohamed Belkhayat
Adresse	Bd. Anfa 79, rue Jaber Ibnou Hayane, Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 29 59 09/08
Numéro de fax	+212 (0) 22 29 59 10
Adresse électronique	bfc@wanadoo.net.ma
Date du 1 ^{er} exercice soumis au contrôle	1995 ¹
Date d'expiration du mandat actuel	2007

Cabinet	M'Hamed Bendaoud
Représentant	M. M'Hamed Bendaoud
Adresse	29, rue Bapaume, quartier de la Gare, Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 24 78 88
Numéro de fax	+212 (0) 22 24 78 80
Adresse électronique	m.bendaoud@menara.ma
Date du 1 ^{er} exercice soumis au contrôle	1986 ²
Date d'expiration du mandat actuel	2008

2.2. ATTESTATION

2.2.1. Société MATEL

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins au titre des exercices 2003, 2004 et 2005. Les rapports d'opinion au titre des dits exercices sont intégralement repris dans la présente note d'information.

¹ Pour la société Matel.

² Pour l'ancienne société PC Market.

2.2.1.1. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2003

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 26 juin 2002, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joint, de votre Société Anonyme « MATEL S.A » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos au 31/12/2003.

Ces états de synthèse font ressortir :

* Un total net du bilan de :	139.352.949,83 DH
* Des Capitaux Propres de :	40.659.142,22 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	236.057.880,20 DH
* Un Bénéfice net de :	570.109,59 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

Le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre de l'exercice 2003 a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances concernées au lieu de 100% méthode utilisée les exercices précédents. Soit un impact sur le résultat de -3.240.075,94 Dh.

A notre avis, sous réserve de l'incident sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre société « MATEL S.A » au 31 décembre 2003, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A l'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

2.2.1.2. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2004

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 26 juin 2002, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joint, de votre Société Anonyme « MATEL S.A » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos au 31/12/2004.

Ces états de synthèse font ressortir :

* Un total net du bilan de :	179.051.747,98 DH
* Des Capitaux Propres de :	43.253.385,23 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	270.783.049,83 DH
* Un Bénéfice net de :	2.594.243,01 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

Comme signalé dans notre rapport relatif à l'exercice 2003, le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre dudit exercice a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances concernées au lieu de 100% méthode utilisée les exercices précédents. Cette provision a été portée de la somme de 360.008,44 DH en 2003 à la somme de 675.392,37 DH en 2004 au titre des créances contentieuses de l'exercice 2003 qui à fin 2004 s'élèvent à 3.360.735,10 DH. Soit un impact hors effet fiscal sur la situation nette de -3.000.726,66 et un impact sur le résultat de 315.383,93 Dh.

A notre avis, sous réserve de l'incident sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre société « MATEL S.A » au 31 décembre 2004, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A l'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations

à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

2.2.1.3. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2005

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 16 juin 2005, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joint, de votre Société Anonyme « MATEL S.A » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos au 31/12/2005.

Ces états de synthèse font ressortir :

* Un total net du bilan de :	219.469.808,21 DH
* Des Capitaux Propres de :	49.276.669,33 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	327.468.551,00 DH
* Un Bénéfice net de :	6.023.284,10 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

Comme signalé dans notre rapport relatif à l'exercice 2003, le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre dudit exercice a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances concernées au lieu de 100%, méthode utilisée les exercices précédents. Cette provision a été portée de la somme de 360.008,44 Dh en 2003, à la somme de 675.392,37 Dh en 2004 et à 979.516,09 en 2005 au titre des créances contentieuses de l'exercice 2003 qui à fin 2005 s'élèvent à 3.254.235,85 Hors Taxe sur la valeur ajoutée. Soit un impact net de l'impôt sur les sociétés de (-) 1.881.247,82 Dh sur la situation nette et de (+) 197.680,42 DH sur le résultat net. La direction de votre société estime que la provision pour dépréciation de ces créances portée à 979 Kdh au 31/12/2005 est suffisante compte tenu des sérieuses chances de recouvrement que présentent certains dossiers toujours en cours de procédure judiciaire et que l'effort de provisionnement de ces créances litigieuses sera poursuivi suivant le sort définitif des jugements.

A notre avis, sous réserve de l'incident sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre société « MATEL S.A » au 31 décembre 2005, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus nous attirons votre attention sur les états A2 et A3 de l'ETIC qui exposent respectivement une dérogation comptable de l'encours d'un contrat de leasing d'un montant de 473.128,52 Dh au 31/12/2005 enregistré en dettes de financement et d'un changement de méthode de présentation des chèques détenus en portefeuille au 31/12/2005 et versés en janvier 2006 inscrits au poste de chèques et valeurs à encaisser en remplacement du poste clients et comptes rattachés.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A l'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Belkhayat Finance Consultants

Mohamed Belkhayat

2.2.2. Société PC Market

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins au titre des exercices 2003, 2004 et 2005. Les rapports d'opinion au titre des dits exercices sont intégralement repris dans la présente note d'information.

2.2.2.1. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2003

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société PC MARKET au 31 décembre 2003, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 40.171.028,13 et un bénéfice net de DH 5.163.945.62 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2003 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

2.2.2.2. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2004

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société PC MARKET au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 46.897.474,69 et un bénéfice net de DH 8.076.631,56 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

2.2.2.3. Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2005

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société PC MARKET au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 55.875.206,83 et un bénéfice net de DH 9.753.660,14 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE :

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

M. M'Hamed BENDAOU

3. AUDITEURS EXTERNES

3.1. IDENTITE

Cabinet	AD Associés
Représentant	M. Fouad Akesbi
Adresse	59, Bd. du 9 avril, Palmier Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 98 94 01/02
Numéro de fax	+212 (0) 22 98 92 73
Adresse électronique	adassocies@wanadoo.net.ma

3.2. ATTESTATION

3.2.1. Attestation des auditeurs externes relative aux comptes consolidés proforma pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes consolidés proforma, objet d'un examen limité. Ces comptes ont été établis sous la responsabilité des organes de gestion de la société.

*Les états de synthèse consolidés proforma de la société **MATEL PC MARKET SA** pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 septembre 2006 ont fait l'objet d'un examen limité de notre part. Nos contrôles ont consisté à :*

- *Vérifier le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes d'intégration retenues ;*
- *Valider les écritures d'intégration dans les comptes de la société consolidante des éléments du bilan et du compte de résultat, ainsi que le partage des capitaux propres entre la part revenant à la société mère et celle revenant aux minoritaires. Nous nous sommes basés sur les comptes sociaux certifiés par les commissaires aux comptes pour les sociétés MATEL S.A et PC MARKET SA, ainsi que ceux attestés par un expert comptable ou les dirigeants pour les filiales non soumises au commissariat aux comptes du fait de leur taille ou de leur statut juridique ;*
- *Valider les écritures de retraitement constatés (élimination des opérations internes, retraitements d'homogénéité, retraitements destinés à « éliminer les écritures constatées pour la seule application des législations fiscales, retraitements résultant de l'imposition différée, comptabilisation des provisions relatives aux comptes clients faisant l'objet de réserves par le commissaire aux comptes de la société Matel S.A).*

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

*Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes susmentionnés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de la période écoulée, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société **MATEL PC MARKET SA**, conformément aux principes comptables décrits dans la note jointe aux comptes consolidés proforma au 30 septembre 2006.*

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente note, avec les comptes consolidés proforma, objet de l'examen limité précité.

AD Associés

Fouad Akesbi

3.2.2. Attestation des auditeurs externes relative aux comptes consolidés proforma pour les exercices clos au 31 décembre 2003, 2004 et 2005

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes consolidés proforma, objet d'un examen limité. Ces comptes ont été établis sous la responsabilité des organes de gestion de la société.

Les états de synthèse consolidés proforma de la société **MATEL PC MARKET SA** pour les exercices clos le 31 décembre 2003, 2004 et 2005 ont fait l'objet d'un examen limité de notre part. Nos contrôles ont consisté à :

- Vérifier le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes d'intégration retenues ;
- Valider les écritures d'intégration dans les comptes de la société consolidante des éléments du bilan et du compte de résultat, ainsi que le partage des capitaux propres entre la part revenant à la société mère et celle revenant aux minoritaires. Nous nous sommes basés sur les comptes sociaux certifiés par les commissaires aux comptes pour les sociétés MATEL S.A et PC MARKET SA, ainsi que ceux attestés par un expert comptable ou les dirigeants pour les filiales non soumises au commissariat aux comptes du fait de leur taille ou de leur statut juridique ;
- Valider les écritures de retraitement constatés (élimination des opérations internes, retraitements d'homogénéité, retraitements destinés à éliminer les écritures constatées pour la seule application des législations fiscales, retraitements résultant de l'imposition différée, comptabilisation des provisions relatives aux comptes clients faisant l'objet de réserves par le commissaire aux comptes de la société Matel S.A).

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes susmentionnés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de la période écoulée, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société MATEL PC MARKET SA, conformément aux principes comptables décrits dans la note jointe aux comptes consolidés proforma aux 31 décembre 2003, 2004 et 2005.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente note, avec les comptes consolidés proforma, objet de l'examen limité précité.

AD Associés

Fouad Akesbi

4. CONSEILLER JURIDIQUE

4.1. IDENTITE

Dénomination sociale	Acconcil
Responsable	M. Tarik Bouziane
Adresse	5, boulevard Abdellatif Benkaddour à Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 94 71 01
Numéro de fax	+212 (0) 22 94 71 02
Adresse électronique	tarik-bouziane@acconcil.com

4.2. ATTESTATION

L'opération, objet de la présente note d'information est conforme aux dispositions statutaires de Matel PC Market et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

5. CONSEILLER ET COORDINATEUR GLOBAL

5.1. IDENTITE

Dénomination sociale	Upline Securities SA
Représentant légal	M. Rachid Alaoui
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour à Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 95 49 60
Numéro de fax	+212 (0) 22 95 49 62
Adresse électronique	alaoui@upline.co.ma

5.2. ATTESTATION

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de Matel PC Market à travers :

- *Les requêtes d'information et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de Matel PC Market ;*
- *L'analyse des comptes sociaux, des rapports d'activité des exercices 2003, 2004 et 2005 ainsi que la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de Matel PC Market ; et*
- *Les principales caractéristiques du secteur de la distribution du matériel informatique.*

Par ailleurs, Matel PC Market compte parmi ses actionnaires la société MarocInvest qui gère les fonds « Mahgreb Private Equity Fund » et « AfricInvest »:

- *Upline International détient une participation de 33,26% dans le capital de MarocInvest et participe à hauteur de 99,98% dans le capital de UPLINE SECURITIES, qui agit en tant que conseiller financier; et*

Compte tenu de ce qui précède, nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

6. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Dénomination sociale	Matel PC Market
Responsable	M. Souheim Bentita
Fonction	Directeur Financier
Adresse	Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca
Numéro de téléphone	+212 (0) 22 50 96 00
Numéro de fax	+212 (0) 22 97 37 62
Adresse électronique	sbentita@matel.ma

II. PRESENTATION DE L'OPERATION

1. CADRE DE L'OPERATION

Le Conseil d'Administration de Matel du 8 Septembre 2006, après avoir étudié les différents documents financiers de l'opération de fusion projetée par absorption de PC Market et les articles du projet de traité de fusion, a arrêté les termes dudit traité de fusion qui a été soumis à la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de chacune des deux sociétés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de Matel du 4 novembre 2006, après avoir pris connaissance du traité de fusion et ses annexes, signé le 8 Septembre 2006 avec PC Market, aux termes duquel cette dernière fait apport à la société Matel de toute la propriété de ses biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, a :

- décidé la fusion par voie d'absorption de PC Market avec effet rétroactif au 1^{er} Janvier 2006.
- approuvé le traité de fusion avec ses annexes et les apports à titre de fusion effectués par PC Market ainsi que leur évaluation sous réserve de leur vérification par un commissaire aux apports.
- approuvé à titre provisoire l'apport du patrimoine universel de PC Market fait à Matel au titre de la fusion.
- approuvé la rémunération des apports à titre de fusion selon un rapport d'échange de 1 (une) action PC Market d'une valeur nominale de 3.125 dirhams pour 32 (trente deux) actions Matel d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune

Suite à la fusion, Matel a changé de dénomination sociale pour devenir Matel PC Market.

Le Conseil d'Administration du 4 novembre 2006 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire d'introduire les actions de Matel PC Market à la Bourse de Casablanca par cession de 239.459 actions existantes et par augmentation de capital par émission de 135.135 nouvelles actions avec suppression du droit préférentiel de souscription et de déléguer au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ladite augmentation du capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 20 novembre 2006, (i) approuve définitivement le traité de fusion avec ses annexes signé en date du 8 Septembre 2006 et les apports à titre de fusion effectués par la société absorbée PC Market ainsi que leur évaluation, tel que décidée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2006 décidant la fusion, (ii) approuve la décision du Conseil d'Administration d'introduire la société à la Bourse de Casablanca par cession d'actions existantes et augmentation de capital par émission de nouvelles actions avec suppression de droit préférentiel de souscription et délègue au président du Conseil d'Administration tous pouvoirs pour faire admettre les titres de la société à la Bourse de Casablanca et (iii) conformément au dernier alinéa de l'article 186 de la loi 17-95 relative aux sociétés Anonymes, délègue au conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation du capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Par ailleurs, conformément à la loi 17-95 relative aux sociétés Anonymes, un Conseil d'Administration sera tenu ultérieurement afin d'entériner l'opération d'introduction de Matel PC Market en bourse.

2. OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'introduction en Bourse de Matel PC Market vise les objectifs suivants :

1. Renforcer l'institutionnalisation de l'entreprise et de son capital en ouvrant l'actionnariat au grand public, aux investisseurs institutionnels ainsi qu'aux salariés et partenaires de la société. Ainsi, la société fera participer un plus grand nombre d'actionnaires à sa rentabilité ;
2. Accroître la notoriété de l'entreprise auprès de ses partenaires, de ses clients, de la communauté financière et du grand public ;
3. Renforcer la logique de performance et de transparence dans laquelle s'inscrit l'entreprise en acceptant le jugement du marché ;
4. Permettre une liquidité des titres de capital de la société et par là même pérenniser la société ;
5. Faciliter le recours à des financements externes grâce à un accès direct aux marchés financiers.

3. ACTIONNAIRES CEDANTS

Les actionnaires suivants souhaitent céder une partie de leur participation dans le capital de la société :

- La famille Anacleto procédera collectivement à la cession de 12,9% des actions cédées ;
- La famille Bentita procédera collectivement à la cession de 4,3% des actions cédées ;
- Les investisseurs financiers procéderont à la cession de 54,3% des actions cédées ;
- M. Lemfadel Azim procédera à la cession de 21,4% des actions cédées ;
- Monsieur Abdelilah Sbai procédera à la cession de 7,1% des actions cédées.

Ainsi, le capital de la société Matel PC Market après l'opération d'introduction en Bourse sera structuré comme présenté au niveau du tableau ci-dessous :

Actionnaire	Capital avant introduction en bourse			Actions souscrites dans le cadre de l'opération	Actions transférées dans le cadre de la cession	Capital après introduction en bourse		
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote			Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
Lemfadel Azim	164 944				-51 313	113 631		
Samir Azim	30 278					30 278		
Annabel Azim	30 278					30 278		
Nadine Azim	107 278					107 278		
Groupe Azim	332 778	33,3%	33,3%		-51 313	281 465	24,8%	24,8%
M. Mohamed Anacleto	113 250				-18 468	94 782		
Mme. Véronique Poudou	37 750				-6 160	31 590		
M Cyrille Anacleto	18 875				-3 080	15 795		
Mlle Laura Maria Anacleto	18 875				-3 080	15 795		
Novapro SARL	5 694					5 694		
Groupe Anacleto	194 444	19,4%	19,4%		-30 788	163 656	14,4%	14,4%
Abdelilah Sbai	111 056	11,1%	11,1%		-17 104	93 952	8,3%	8,3%
Mme Noufissa Aboussaad	44 417				-5 000	39 417		
M. Souheim Bentita	22 208				-2 826	19 382		
Mme. Fariel Saheb Ettabaa	18 957				-2 437	16 520		
Soparfin SARL	5 694					5 694		
Groupe Bentita	91 276	9,1%	9,1%		-10 263	81 013	7,1%	7,1%
Mohammed Azim	556					556		
Najat Sbai	55					55		
Divers actionnaires	611	0,1%	0,1%			611	0,1%	0,1%
Maghreb Private Equity Fund	166 657				-80 283	86 374		
AfricInvest	103 168				-49 708	53 460		
MarocInvest	10					10		
Investisseurs	269 835	27,0%	27,0%		-129 991	139 844	12,3%	12,3%
Flottant en bourse				135 135	239 459	374 594	33,0%	33,0%
Actions cédées						239 459	21,1%	21,1%
Actions émises						135 135	11,9%	11,9%
Total	1 000 000	100%	100,0%	135 135	0	1 135 135	100%	100,0%

4. INTENTIONS DES ACTIONNAIRES

A la connaissance de la société, aucun des actionnaires de Matel PC Market détenant plus de 5% du capital n'envisage de participer à la présente opération.

A la connaissance de la société, aucun des dirigeants de Matel PC Market n'envisage de souscrire à la présente opération.

5. STRUCTURE DE L'OFFRE

5.1. MONTANT GLOBAL DE L'OPERATION

Le montant global de l'opération est de 138.599.780 DH sur la base de 374.594 actions offertes au public au prix de 370 DH par action. Le montant global de l'opération est réparti de la manière suivante :

- 49.999.950 DH issue d'une augmentation de capital en numéraire, soit l'équivalent de 135.135 nouvelles actions et 36,1% du montant global de l'opération ;
- 88.599.830 DH issue de la cession de 239.459 actions existantes, soit 63,9% du montant global de l'opération.

5.2. PLACE DE COTATION

Les actions de Matel PC Market seront cotées au 1^{er} compartiment de la cote de la Bourse de Casablanca.

5.3. REPARTITION DE L'OFFRE

La présente opération est structurée en trois (3) types d'ordres :

Type d'ordre I	Réservé aux salariés de MATEL PC MARKET.
Type d'ordre II	Réservé : • aux personnes physiques résidentes ou non résidentes de nationalité marocaine ou étrangère exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 2 000 actions ; • aux personnes morales non institutionnelles de droit marocain exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 2 000 actions.
Type d'ordre III	Réservé : • aux institutionnels³ de droit marocain et aux OPCVM actions et diversifiés exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 15 000 actions • aux institutionnels, personnes morales de droit étranger exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 15.000 actions.

5.4. CLAUSES DE TRANSVASEMENT

Si le nombre de titres demandés pour un type d'ordre demeure inférieur au nombre total de titres offerts pour un même type d'ordre, le chef de file du syndicat de placement attribuera la différence entre le nombre total de titres offerts et le nombre de titres demandés aux autres types d'ordres. Les modalités de transvasement sont définies dans la section II, paragraphe 11.2.

³ SONT désignés comme investisseurs institutionnels tout investisseur qualifié par nature selon l'article 12-3 du Dahir portant loi n°1-93-212, tout professionnel de l'investissement agréé ou réglementé en tant que tel, toute personne morale dont l'objet social prévoit comme activité régulière l'investissement en valeurs mobilières

6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE ET A CEDER

Nature des titres	Les actions MATEL PC MARKET sont toutes de même catégorie
Nombre d'actions offertes	374.594 actions dont 239.459 actions existantes (à céder par les actionnaires historiques) et 135.135 actions nouvelles issues de l'augmentation de capital
Valeur nominale	La valeur nominale est de 100 DH par action.
Prix de souscription	Le prix de souscription est fixé à 370 DH par action.
Prime d'émission	Les actions sont offertes avec une prime d'émission de 270 DH par action.
Date de jouissance	Les actions, objet de la présente opération portent jouissance du 01/01/2006 ⁴ .
Forme de titres	Les actions sont au porteur à compter de l'admission des titres à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Les actions Matel PC Market sont entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez MAROCLEAR.
Libération des titres	Les actions offertes sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Compartiment de cotation	1 ^{er} compartiment
Ligne de cotation	1 ^{ère} ligne
Droits préférentiels de souscription	Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 20 novembre 2006, les anciens actionnaires ont procédé à la suppression de leur droit préférentiel de souscription en faveur des nouveaux actionnaires.
Négociabilité des titres	Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de Matel PC Market. Les actions, objet de la présente opération sont librement négociables
Droits attachés	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

⁴ Droit aux dividendes qui seront distribués en 2007 au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

7. ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX

Le prix de souscription proposé dans le cadre de la présente opération d'introduction en bourse, a été fixé d'un commun accord entre les membres du conseil d'administration et le coordinateur global.

La démarche globale adoptée pour la valorisation des titres Matel PC Market dans le cadre de la présente opération repose sur le croisement de deux méthodes d'évaluation :

- La méthode d'actualisation des cash flows futurs (DCF : Discounted Cash Flows) ;
- La méthode des comparables boursiers.

Ce travail de valorisation aboutit au prix proposé pour la présente opération.

7.1. METHODE D'ACTUALISATION DES CASH-FLOWS FUTURS (DCF)

7.1.1. Définition

La méthode des DCF repose sur le business plan prévisionnel de Matel PC Market tel que présenté dans la partie « Perspectives sur la période 2006-2009 » sur un horizon de 3 ans ainsi que sur le calcul d'une valeur terminale en fin de période du business plan. Les cash flows y compris la valeur terminale sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC). La valeur des fonds propres est égale ainsi à la valeur de l'entreprise (cash flows actualisés) diminuée de l'endettement net.

7.1.2. Taux d'actualisation : CMPC

Le CMPC correspond à la rentabilité exigée par l'ensemble des pourvoyeurs de fonds de l'entreprise. Son mode de calcul repose sur la formule suivante :

$$\text{CMPC} = \text{Cfp} * \text{FP/FT} + \text{Cd} * (1-\text{IS}) * \text{D/FT}$$

- **Cfp** : Coût des fonds propres
- **FP** : Fonds Propres
- **FT** : Financement total (fonds propres + dettes à long terme)
- **Cd * (1-IS)** : Coût de la dette net d'impôts
- **D** : Dettes à long terme

Eléments	Valeurs	Commentaires
Taux sans risque	3,34%	Taux des bonds de trésor sur 5 ans
Bêta	0,95	Niveau observé sur le marché européen pour les sociétés de distribution
Prime de risque	7,1%	Rendement marché : 1995-2005
Coût des Fonds Propres	10,1%	
Coût de dette	6,1%	Coût d'endettement moyen de la société
Taux IS	35%	Taux d'imposition de la société
Taux D'endettement Net	3,9%	
% Dette	38,8%	Niveau d'endettement à fin décembre 2006
% Fonds Propres	61,2%	Niveau des fonds à fin décembre 2006
Coût moyen pondéré du capital	7,69%	

7.1.3. Cash Flows libres à l'entreprise

Les flux futurs opérationnels libres découlent du business plan sur l'horizon 2006-2009 détaillé dans la partie 8 (Perspectives et Stratégie de développement) :

KMAD	2006	2007	2008	2009
Cash Flows Libres à l'Ese	22 542	17 556	28 192	26 588
EBE	48 099	53 941	61 756	70 769
Variation BFR	-24 488	-22 379	-19 080	-27 548
Investissements Nets	12 500	1 500	-1 000	-1 000
IS sur Résultat d'exploitation	-13 569	-15 506	-13 484	-15 632

7.1.4. Valeur résiduelle

Eléments	Valeurs	Commentaires
Taux de croissance à l'infini	3%	Taux de croissance moyen de l'économie

7.1.5. Résultat de la valorisation par DCF

La valorisation par actualisation des flux futurs est de 431,5 millions de dirhams.

Eléments	KMAD
Valeur d'Entreprise	529 724
Dettes Nettes	-98 221
Valeur de Fonds Propres	431 504

7.2. METHODE DES COMPARABLES BOURSIERS

7.2.1. Définition

L'utilisation de cette méthode repose sur le choix d'un échantillon de sociétés cotées sur la bourse de Casablanca et ayant des similitudes avec Matel PC Market. De ce fait, cette approche a retenu les similitudes suivantes dans la composition de l'échantillon :

- Typologie du secteur ;
- Nature de l'activité.

7.2.2. Détermination des échantillons de sociétés comparables

Matel PC Market opère dans le secteur de la distribution du matériel informatique corrélé au secteur de distribution en général et au secteur informatique en particulier. Ainsi, l'échantillon retenu des entreprises comparables regroupe l'ensemble des sociétés opérant dans le secteur de distribution et informatique cotées sur la place de Casablanca sont les suivantes :

- Secteur de distribution en général ;
- Secteur de distribution matériel informatique : Distrisoft.

7.2.3. Détermination des ratios

Deux ratios ont été retenus pour établir la comparaison avec les autres sociétés du secteur :

- PER (Price Earning Ratio): c'est le rapport entre la valeur de marché des capitaux propres (la capitalisation boursière) et le résultat net ;
- P/B (Price to Book Ratio) : c'est le coefficient mesurant le rapport entre la valeur de marché des capitaux propres et leur valeur comptable.

Tableau des ratios de comparaison au 13/10/2006

Société	P/E (2006)	P/B (2006)	Capitalisation MDH
Secteur de Distribution			
AFRIQUIA GAZ	20,6	1,9	2 698
AUTO NEJMA	19,2	5,4	1 163
AUTO-HALL	16,0	2,9	2 089
BERLIET	20,5	1,5	294
Secteur Matériel Informatique			
DISTRISOFT	17,5	3,2	237

Source : Upline Securities

7.2.4. Résultat de valorisation par la méthode des comparables

Les pondérations suivantes sont adoptées dans le calcul de la valorisation par la méthode des comparables :

Tableau des pondérations

	Poids en %
Pondération des Secteurs	
Secteur Distribution Général	20%
Secteur Matériel Informatique	80%
Pondération des Ratios	
PER	60%
P/B	40%

La sur-pondération du secteur du matériel informatique est justifiée par la similitude entre l'activité de Matel PC Market et le secteur. En outre, la sur-pondération du ratio PER par rapport au P/B découle de l'utilisation répandue du PER dans les méthodes d'évaluation par comparables.

La valorisation moyenne des fonds propres de Matel PC Market par la méthode des comparables s'élève à 422,9 MMAD

KMAD	Application PER	Application P/B
Secteur de Distribution	410 062	452 309
Société Matériel Informatique	374 854	492 344
Valorisation Moyenne	422 872	

7.3. REFERENCE TRANSACTIONNELLE

Cette méthode consiste en l'utilisation de la récente introduction en bourse de la société comparable Distrisoft comme base de valorisation. Les principaux ingrédients de cette approche sont les suivants :

Société	CA 2006	RN récurrent 2006	Fonds Propres 2006
Distrisoft	360 000	15 759	74 584
Matel PC Market	709 683	21 480	155 029

Les résultats de cette méthode de valorisation sont les suivants :

	P/E	P/B	Valorisation KDh
Prix introduction en bourse Distrisoft	18,3	3,3	198 500
Matel PC Market : application des ratios	392 871	516 009	442 126

7.4. SYNTHESE DE L'EVALUATION DE MATEL PC MARKET

La valorisation moyenne des fonds propres de Matel PC Market s'établit à 432 MDH sur la base d'une pondération de 50% pour la méthode d'actualisation des cash-flows et 25% pour chacune des méthodes de comparables et de référence transactionnelle. La décote pour minoritaire appliquée aux actions offertes au public dans le cadre de la présente opération est de 14,4%, ce qui correspond à une valorisation de 370 MDH, soit un prix par action de **370 DH**.

Synthèse de l'évaluation

	Pondérations	Montant Kdh
DCF	50%	431 504
Comparables	25%	422 872
Référence Transactionnelle	25%	442 126
Moyenne Pondérée		432 001
Décote		14,4%
Prix par action		370 Dh

7.5. OPERATION RECENTES NON-REFERENTEEES

7.5.1. Fusion entre Matel et PC Market

La fusion entre Matel et PC Market a été réalisée sur la base des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre 2005 et approuvés par leurs assemblées générales.

Les valorisations qui ont été retenues dans le cadre du rapprochement entre Matel et PC Market ont permis de déterminer une parité d'échange entre les actionnaires des deux sociétés. Il s'agit de valorisations retenues dans le seul cadre de la fusion lesquelles ont été déterminées sur des bases patrimoniales et historiques de chaque société sans tenir compte du potentiel propre à chaque société dès lors que ce potentiel de développement concerne le nouvel ensemble et intègre des synergies de fusion qui ne pouvaient être prises en considération dans une démarche de valorisation ayant servi de base pour le rapprochement.

Par conséquent, c'est la valeur patrimoniale (situation comptable nette corrigée) au 31 décembre 2005 de chaque société qui a été retenue pour déterminer la parité d'échange, soit 100 millions de dirhams pour Matel et 80 millions de dirhams pour PC Market. Le rapport d'échange qui en a découlé est de 32 actions Matel d'une valeur nominale de 100 dirhams en échange d'une action PC Market de valeur nominale de 3.125 dirhams.

De ce fait, ces valorisations ne peuvent servir de référentiel pour l'appréciation du prix des actions « Matel PC Market », entité nouvelle, dans le cadre de l'opération d'introduction en Bourse.

7.5.2. Sortie de Monsieur Badreddine Bentita

S'agissant de la transaction effectuée entre le fonds AfricInvest et M. Badreddine Bentita, l'opération porte sur des actions Matel (avant sa fusion avec PC Market) et non sur des actions « Matel PC Market » et résulte d'accords antérieurs conclus entre les parties sur des bases de résultats historiques de Matel lesquelles n'intègrent pas le potentiel de développement de Matel PC Market.

Cette opération est soumise à une clause de confidentialité prévue dans la promesse de cession conclue entre MarocInvest (représentant du fonds AfricInvest) et M. Badreddine Bentita en date du 22 juin 2006.

8. COTATION EN BOURSE

8.1. CALENDRIER INDICATIF DE L'OPERATION

Numéro	Etapes	Au plus tard
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération d'introduction en Bourse	26 janv 2007
2	Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération	29 janv 2007
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	30 janv 2007
4	Publication au Bulletin de la Cote de l'avis relatif à l'opération d'introduction en Bourse	31 janv 2007
5	Ouverture de la période des souscriptions	12 fév 2007
6	Clôture anticipée de la période de souscription à partir du :	14 fév 2007
7	Clôture de la période des souscriptions	16 fév 2007
8	Réception des souscriptions par la Bourse de Casablanca	20 fév 2007 à 12h00
9	Centralisation, consolidation des souscriptions et traitement des rejets par la Bourse de Casablanca	21 fév 2007
10	- Allocation des souscriptions et remise par la Bourse de Casablanca du listing des souscriptions relatives à l'augmentation de capital à l'émetteur - Remise des allocations par dépositaire au chef de file.	22 fév 2007 à 16 h00
11	Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par le Conseil d'Administration	23 fév 2007
12	- Réception par la Bourse de Casablanca du PV du Conseil d'Administration ayant ratifié l'augmentation de capital et de la lettre comptable de Maroclear ; - Remise des allocations de titres aux membres du syndicat de placement	26 fév 2007 à 12 h00
13	- Première cotation et enregistrement de l'opération - Annonce des résultats de l'opération au Bulletin de la Cote	28 fév 2007
14	Règlement et livraison	05 mars 2007
15	Prélèvement par la Bourse de Casablanca de la commission d'admission	06 mars 2007

8.2. LIBELLE DES ACTIONS, SECTEUR D'ACTIVITE ET CODES

Libellé	: MATEL PC MARKET
Compartiment	: 1 ^{er} compartiment
Secteur d'activité	: Matériels, Logiciels et Services Informatiques
Mode de cotation	: Continu
Date de 1 ^{ère} cotation	: 28/02/2007
Code	: 9700
Ticker	: MAT
Procédure de 1 ^{ère} cotation	: Offre à prix ferme

8.3. PROCEDURE DE CONTROLE ET D'ENREGISTREMENT PAR LA BOURSE DE CASABLANCA

8.3.1. Centralisation

Les membres du syndicat de placement remettront séparément à la Bourse de Casablanca, sous forme de clé USB, et au plus tard le 26/02/2007 à 12 heures, le fichier des souscripteurs ayant participé à la présente Opération. A défaut, les souscriptions seront rejetées.

La Bourse de Casablanca procédera à la consolidation des différents fichiers de souscripteurs et aux rejets des souscriptions ne respectant pas les conditions de souscriptions définies dans la présente note d'information.

Le 22/02/2007, la Bourse de Casablanca communiquera aux membres du syndicat de placement les résultats de l'allocation.

8.3.2. Procédure d'appel de fonds

Il convient de rappeler l'article 1.2.8 du Règlement Général de la Bourse de Casablanca qui dispose que « (...) en cas de demande excessive de nature à entraîner une attribution inéquitable des titres, la Société Gestionnaire peut exiger que les sociétés de bourse membres du syndicat de placement lui versent, le jour de clôture des souscriptions, les fonds correspondant à la couverture des ordres de souscription, sur un compte de la Société Gestionnaire ouvert à Bank AL Maghrib. Elle fixe le pourcentage de couverture requis et le délai pendant lequel les fonds doivent rester bloqués. Dans tous les cas, ce délai ne peut dépasser le jour de l'attribution des titres (...). La décision de couverture des ordres de souscription est motivée et notifiée au CDVM sans délai ».

En cas d'appel de fonds par la Bourse de Casablanca, les membres du syndicat de placement n'ayant pas le statut de société de bourse s'engagent à verser à Upline Securities, à première demande, leur part dans les fonds requis par la Bourse de Casablanca. Au même titre, Upline Securities s'engage à verser les fonds requis par la Bourse de Casablanca.

8.4. MODALITES D'ENREGISTREMENT A LA BOURSE DE CASABLANCA

Lors de la séance du 28/02/2007, il sera prononcé l'introduction de MATEL PC MARKET à la Bourse de Casablanca et son inscription au 1er compartiment de la cote. Sur la base des résultats de l'allocation, il sera procédé à l'enregistrement en bourse des transactions correspondantes à l'opération et le 05/03/2007 au règlement/livraison des titres selon les procédures en vigueur à la Bourse de Casablanca.

En particulier, il sera procédé, sur la base des résultats de l'allocation, à la validation des Avis d'Opéré, configurés conformément aux modèles en vigueur à la Bourse de Casablanca, par les sociétés de bourse et les établissements dépositaires, et ce, préalablement au règlement des transactions.

L'enregistrement des transactions dans le cadre de la présente opération côté vendeurs se fera par l'entremise de la société de bourse Upline Securities.

Upline Securities procédera à l'enregistrement des allocations qu'elle aura recueillie (côté acheteurs), tandis que les membres du syndicat de placement n'ayant pas le statut de société de Bourse sont libres de désigner la société de bourse de leur choix, qui se chargera de l'enregistrement de leurs souscriptions auprès de la Bourse de Casablanca. Ils devront informer la Bourse de Casablanca ainsi que la société de bourse choisie par écrit, et ce avant le début de la période de souscription.

L'enregistrement se fera à un seul cours, étant donné que la société MATEL PC MARKET supportera la décote offerte aux salariés.

9. SYNDICAT DE PLACEMENT

Type d'intermédiaire financier	Nom	Adresse	Types d'ordre
Chef de file	Upline Securities	37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour – Casablanca	I, II, III
Syndicat de placement	Attijariwafa Bank	2, Bd. Moulay Youssef - Casablanca	II
	SGMB	55, Bd. Abdelmoumen - Casablanca	II
	Crédit du Maroc	Bd. Mohamed V - Casablanca	II
Domiciliataire des titres	Upline Securities	37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour - Casablanca	

10. MODALITES DE SOUSCRIPTION

10.1. PERIODE DE SOUSCRIPTION

La période de souscription est fixée du 12/02/2007 au 16/02/2007. La clôture anticipée de la période de souscription peut être envisagée dès la fin du 3ème jour de la souscription si l'importance de la demande risque d'aboutir à une allocation très faible voire nulle pour une partie des souscripteurs. La clôture anticipée interviendrait sur recommandation du Conseiller et Coordinateur Global sous le contrôle de la Bourse de Casablanca et du CDVM. Le Conseiller devra informer la Bourse de Casablanca le jour même avant 16 heures.

Un avis sera diffusé par la Bourse de Casablanca le jour même de la clôture de la période de souscription dans le bulletin de la cote et un communiqué sera publié par l'émetteur dans les deux jours qui suivent dans un journal d'annonces légales.

10.2. DESCRIPTIF DES TYPES D'ORDRES

10.2.1. Type d'ordre I :

Ce type d'ordre est réservé à l'ensemble des salariés de la société MATEL PC MARKET disposant d'un contrat à durée indéterminée.

Le nombre d'actions alloué à ce type d'ordre est de 9 364 actions (soit 2,5% du nombre total d'actions offertes et 0,82% du capital après augmentation) et ce, dans les conditions suivantes :

- Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre. Le montant individuel de souscription est plafonné à l'équivalent de 12 mois de salaire brut.
- Une décote de 10% sera appliquée à ce type d'ordre par rapport au prix de l'action au moment de l'introduction en Bourse à condition de conserver les titres au minimum trois ans à dater de l'introduction en Bourse.

Toutefois, les salariés ayant souscrit à la présente offre auront la possibilité de céder leurs actions, sans avoir à rembourser la décote de 10%, dans les cas ci-après :

- accession à la propriété immobilière pour la première fois ;
- mariage ou divorce avec garde d'enfants ;
- invalidité du souscripteur ;
- décès du salarié ;
- départ en retraite du salarié.

La décote proposée aux salariés sera supportée par la société MATEL PC MARKET.

Si les actions ayant bénéficié de cet avantage sont cédées dans des cas autres que ceux susmentionnés, le salarié devra restituer à la société MATEL PC MARKET la décote dont il a bénéficié.

Un financement par une banque désignée sera proposé aux salariés qui en émettent le souhait. Le financement accordé aux salariés tiendra compte de leur capacité d'endettement et pourra être remboursé par anticipation.

Les actions acquises dans le cadre de la présente opération, par le biais d'un prêt, seront nanties au profit de ladite banque désignée, jusqu'à remboursement du principal et des intérêts afférents au prêt.

Les actions acquises par les souscripteurs sans avoir recours à un financement bancaire ne seront pas nanties.

Les salariés ont également la possibilité de souscrire au type d'ordre II en tant que personnes physiques. Cependant, ils ne bénéficieront pas au titre des actions souscrites au type d'ordre II de l'ensemble des avantages liés au type d'ordre I cités précédemment.

L'ensemble des souscriptions des salariés devra être adressé au Chef de File UPLINE SECURITIES seul habilité à enregistrer ce type d'ordre.

10.2.2. Type d'ordre II :

Le nombre d'actions allouées à ce type d'ordre est de 206.027 actions (soit 55,0% du nombre total d'actions offertes et 18,15% du capital après augmentation).

Ce type d'ordre est réservé :

- aux personnes physiques résidentes ou non résidentes de nationalité marocaine ou étrangère exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 2.000 actions ;
- aux personnes morales non institutionnelles de droit marocain exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 2.000 actions.

Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre.

Les souscriptions au type d'ordre II peuvent être adressées à l'un des membres du syndicat de placement, au choix du souscripteur.

En ce qui concerne les salariés désirant souscrire, en plus de leur souscription au type d'ordre I, au type d'ordre II en tant que personnes physiques, ils sont tenus de le faire auprès du même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription au type d'ordre I, soit le Chef de File, UPLINE SECURITIES.

10.2.3. Type d'ordre III

Le nombre d'actions allouées à ce type d'ordre est de 159.203 actions (soit 42,5% du nombre total d'actions offertes et 14,03% du capital après augmentation).

Le type d'ordre III est réservé :

- aux institutionnels⁵ de droits marocain et aux OPCVM actions et diversifiés exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 15.000 actions ;
- aux institutionnels et personnes morales de droit étranger exprimant des ordres inférieurs ou égaux à 15.000 actions.

Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre.

⁵ Sont désignés comme investisseurs institutionnels tout investisseur qualifié par nature selon l'article 12-3 du Dahir portant loi n°1-93-212, tout professionnel de l'investissement agréé ou réglementé en tant que tel, toute personne morale dont l'objet social prévoit comme activité régulière l'investissement en valeurs mobilières.

Les souscriptions au type d'ordre III devront être adressées au Chef de file Upline Securities seul habilité à enregistrer ce type d'ordre.

Cette offre ne s'adresse pas aux OPCVM obligataires moyen et long terme ni aux OPCVM monétaires et court terme.

10.3. CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

10.3.1. Ouverture de compte

Les opérations de souscription sont enregistrées dans un compte titres et espèces au nom du souscripteur, ouvert auprès du membre du syndicat de placement auprès duquel il fait la souscription.

Toute personne désirant souscrire auprès d'un membre du syndicat de placement devra obligatoirement disposer d'un compte ou ouvrir un compte auprès dudit membre. Sur ledit compte espèces, les souscripteurs devront effectuer le dépôt de 40% du montant de la souscription tel que mentionné dans 6.4.2 Modalités de souscription.

Pour ouvrir le compte, le membre du syndicat de placement devra exiger :

- une copie du document d'identification du client (carte d'identité nationale, carte de séjour, registre de commerce, passeport,...) ; et
- un contrat d'ouverture de compte dûment signé par le souscripteur, sous réserve de compatibilité avec la politique commerciale dudit membre du syndicat de placement.

Il est à noter que :

- il est strictement interdit d'ouvrir un compte par procuration ; et
- une procuration pour une souscription ne peut en aucun cas permettre l'ouverture d'un compte pour le mandant.

Les ouvertures de comptes pour enfants mineurs ne peuvent être réalisées que par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur.

Le membre du syndicat de placement peut décider de ne pas procéder à l'ouverture de nouveaux comptes si cela peut représenter un risque potentiel pour le bon déroulement de l'opération.

10.3.2. Modalités de souscription

- Toutes les souscriptions se font au numéraire ;
- Les souscriptions peuvent être réalisées par le souscripteur lui même ou par son mandataire ;
- Tout bulletin doit être signé par le souscripteur ou son mandataire ;
- Le souscripteur salarié est autorisé à souscrire jusqu'à douze fois son salaire mensuel brut ;
- Les salariés pourront souscrire aussi au type d'ordre II, en passant par UPLINE SECURITIES ;
- Les membres du syndicat de placement doivent s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements ;
- Les membres du syndicat de placement sont tenus d'accepter les ordres de toute personne habilitée à participer à l'opération et remplissant les conditions prévues dans la présente Note d'Information ;
- Les membres du syndicat de placement s'engagent à exiger de leurs clients (autres que les « Institutionnels » compte tenu des contraintes qui leur sont propres) la couverture de leurs souscriptions selon les modalités suivantes :

- o 40% au moins du montant des souscriptions devra faire l'objet d'un dépôt effectif (remise d'espèces) qui devra rester bloqué jusqu'à l'attribution des titres.
- o Les éléments suivants peuvent intervenir jusqu'à un maximum de 60% dans la couverture des souscriptions, à hauteur des proportions suivantes :
 - Engagement bancaire, Crédit levier par signature : 100% ;
 - Parts d'OPCVM monétaires et obligataires, Certificat de Dépôts, Dépôts à Terme, Obligations d'Etat, Bons de caisse : 100% ;
 - Parts d'OPCVM actions et diversifiées, valeurs cotées, Bons de Sociétés de Financement, Billets de trésorerie : 80%.

Les dépôts doivent se faire auprès du membre du syndicat de placement auprès duquel les souscriptions sont faites. Dans le cas où des souscriptions seraient transmises avec des dépôts auprès de dépositaires non membre du syndicat de placement, la Bourse de Casablanca procédera automatiquement à l'annulation des ordres de souscriptions.

Pour les institutionnels, la couverture des souscriptions sera appréciée par le Chef de file du syndicat de placement qui peut accepter un engagement de couverture sur simple demande.

10.3.3. Souscription pour compte de tiers

Les souscriptions pour tiers sont autorisées mais dans les limites suivantes :

- Les souscriptions pour le compte de tiers sont autorisées à condition que le souscripteur présente une procuration dûment signée et légalisée par son mandant délimitant exactement le champ d'application de la procuration (procuration sur tous types de mouvements titres et espèces sur le compte, ou procuration spécifique à la souscription à l'opération MATEL PC MARKET). Les membres du syndicat de placement sont tenus, au cas où ils ne disposeraient pas déjà de cette copie, d'en obtenir une et de la joindre au bulletin de souscription.
- Le mandataire doit préciser les références des comptes titres et espèces du mandant, dans lesquels seront inscrits respectivement les mouvements sur titres ou sur espèces liés aux actions objet de l'opération.
- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur. Les membres du syndicat de placement sont tenus, au cas où ils n'en disposeraient pas déjà, d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur lors de l'ouverture de compte, ou lors de la souscription pour le compte du mineur en question le cas échéant. En ce cas, les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur, soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du tuteur ou représentant légal.
- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs doivent être effectuées auprès du même intermédiaire que celui pour la souscription du père, de la mère, du tuteur, ou du représentant légal.

10.3.4. Souscriptions multiples

Les souscriptions multiples sont interdites sauf pour les salariés. Les règles suivantes s'appliquent :

- Les salariés de MATEL PC MARKET ont la possibilité de souscrire, en plus de leur souscription dans le cadre du type d'ordre I, au type d'ordre II pour un maximum de 2000 actions ;
- Une même personne ne peut souscrire qu'une seule fois au type d'ordre II ;
- Une même personne ne peut souscrire à la fois aux types d'ordre II et III ;

Les souscriptions, y compris celles effectuées pour le compte d'enfants mineurs, auprès de plusieurs membres du syndicat de placement sont interdites.

Les salariés désirant souscrire au type d'ordre II, en plus de leur souscription au type d'ordre I, doivent le faire auprès du même intermédiaire, soit UPLINE SECURITIES.

Les souscriptions par les membres du syndicat ou par leurs collaborateurs pour leur compte ne doivent pas être effectuées dans les deux derniers jours de la période de souscription.

Tous les ordres de souscription ne respectant pas les conditions ci-dessus sont frappés de nullité. La Bourse de Casablanca procèdera à leur annulation automatiquement.

10.4. COMMISSIONS FACTUREES AUX SOUSCRIPTEURS

Dans le cadre de la présente opération de placement, les Membres du syndicat de placement s'engage explicitement et irrévocablement, à l'égard du Chef de file, du coordinateur global et des autres Membres du syndicat de placement, à facturer aux souscripteurs pour tous les ordres enregistrés à la Bourse de Casablanca les commissions suivantes :

- 0,1% (hors taxes) au titre de la commission d'enregistrement à la Bourse ;
- 0,3% (hors taxes) au titre des commissions de règlement et de livraison ;
- 1,0% (hors taxes) au titre de la commission d'intermédiation.

La TVA au taux de 10% sera appliquée en sus.

Le Chef de file et les membres du syndicat de placement s'engagent, formellement et expressément, à ne pratiquer aucune ristourne aux souscripteurs, simultanément ou postérieurement à la souscription, et ce pour quelque motif que ce soit.

10.5. IDENTIFICATION DES SOUSCRIPTEURS

Les membres du syndicat de placement doivent s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-dessous. A ce titre, ils doivent obtenir une copie du document qui atteste l'appartenance du souscripteur à la catégorie et la joindre au bulletin de souscription.

10.5.1. Type d'ordre I

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
Salariés de Matel PC Market	Photocopie de la carte d'identité nationale

Une liste détaillée du personnel de Matel PC Market qualifié à souscrire au type d'ordre I, intégrant les numéros de carte d'identité nationale, sera transmise à Upline Securities.

10.5.2. Type d'ordre II

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
Personnes physiques marocaines résidentes	Photocopie de la carte d'identité nationale
Personnes physiques marocaines résidentes à l'Etranger	Photocopie de la carte d'identité nationale
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document
Associations marocaines	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt du dossier
Personnes morales de droit marocain	Photocopie du registre de commerce
Enfant mineur	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant

10.5.3. Type d'ordre III

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM de droit marocain (hors OPCVM obligataires moyen et long terme et OPCVM monétaires et court terme)	Photocopie de la décision d'agrément : - Pour les Fonds Communs de Placement 'FCP', le certificat de dépôt au greffe du tribunal, - Pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable 'SICAV', le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Investisseurs institutionnels nationaux (Hors OPCVM)	Photocopie du registre de commerce
Investisseurs institutionnels et personnes morales de droit étranger	Tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par le coordinateur global concerné

11. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

11.1. REGLES D'ATTRIBUTION

11.1.1. Type d'ordre I

Le nombre de titres réservés à ce type d'ordre est de 9 364 actions.

Si le nombre d'actions demandées excède le nombre d'actions offertes, les actions seront servies au prorata des demandes de souscriptions.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre I ne serait pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront attribués par palier d'une action avec priorité aux demandes les plus fortes.

Dans le cas où le nombre d'actions demandées n'excède pas le nombre d'actions offertes, la demande sera entièrement servie.

11.1.2. Type d'ordre II

Le nombre d'actions allouées à ce type d'ordre est de 206.027 actions.

Si le nombre de titres demandés excède le nombre de titres offerts, les titres seront servis au prorata des demandes de souscriptions.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre II ne serait pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une action par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

Dans le cas où le nombre d'actions demandées n'excède pas le nombre d'actions offertes, la demande sera entièrement servie.

En fonction de la demande globale de titres exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être satisfaites.

Dans le cas où l'importance de la demande risquerait d'aboutir à une allocation très faible, voire nulle, pour une partie des souscripteurs, le chef de file se réserve la possibilité, sous le contrôle de la Bourse de Casablanca et du CDVM, de procéder à une allocation par sous-tranche. En ce cas, les sous-tranches regroupant les souscriptions dont les montants sont les plus faibles seront allouées de façon privilégiée.

11.1.3. Type d'ordre III

Le nombre de titres réservés à ce type d'ordre est de 159.203 actions.

Si le nombre de titres demandés excède le nombre de titres offerts, les titres seront servis au prorata des demandes de souscriptions.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre III ne serait pas un nombre entier, ce nombre de titres sera

arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une action par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

Dans le cas où le nombre d'actions demandées n'excède pas le nombre d'actions offertes, la demande sera servie entièrement.

En fonction de la demande globale de titres exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être satisfaites.

11.2. REGLES DE TRANSVASEMENT

Les règles de transvasement se présentent comme suit :

- si le nombre de titres souscrits au type d'ordre I demeure inférieur à l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre II ;
- si le nombre de titres souscrits au type d'ordre II n'atteint pas l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III ;
- si le nombre de titres souscrits au type d'ordre III n'atteint pas l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre II.

12.MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

12.1. DATE DE REGLEMENT/LIVRAISON

Le règlement et la livraison des actions MATEL PC MARKET s'effectueront selon les procédures en vigueur à la Bourse de Casablanca. L'opération de règlement/livraison interviendra le 05/03/2007.

12.2. MODALITES DE PUBLICATION DES RESULTATS DE L'OPERATION

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 28/02/2007 et par MATEL PC MARKET dans un journal d'annonces légales au plus tard le 02/03/2007.

13. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime en vigueur est le suivant :

13.1. ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES RESIDENTES AU MAROC

13.1.1. Imposition des profits de cession

Conformément aux dispositions de l'article 75-II du livre d'assiette et de recouvrement, les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 10%. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 70 du livre d'assiette et de recouvrement, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions ; réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20 000 Dh ;
- la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs ;

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

13.1.2. Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes au Maroc sont soumis à une retenue à la source de 10%.

13.2. ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES RESIDENTES AU MAROC

13.2.1. Imposition des profits de cession

Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca sont imposables en totalité.

Par dérogation aux dispositions de l'article 163-I du livre d'assiette et de recouvrement institué par l'article 6 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année 2006, les personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés (IS) qui, procèdent à des cessions de titres de participation bénéficient, pour une période de deux ans allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007, d'un abattement appliqué sur le profit net global des cessions, obtenu après imputation des pertes résultant des cessions.

Le taux de l'abattement est de :

- 25% si le délai écoulé entre l'année d'acquisition et l'année de cession est supérieure à 2 ans et inférieur ou égal à 4 ans ;
- 50% si le délai écoulé entre l'année d'acquisition et l'année de cession est supérieure à 4 ans.

13.2.2. Imposition des dividendes

13.2.2.1. Personnes morales résidentes passibles de l'IS

Les dividendes distribués à des contribuables relevant de l'IS sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS. Cependant les revenus précités ne sont pas soumis audit impôt si la société bénéficiaire fournit à la société distributrice une attestation de propriété des titres comportant son numéro d'imposition à l'IS.

13.2.2.2. Personnes morales résidentes passibles de l'IR

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes passibles de l'IR sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

13.3. ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES NON RESIDENTES AU MAROC

13.3.1. Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions réalisées par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

13.1.1. Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques non résidentes au Maroc sont soumis à une retenue à la source de 10%.

13.2. ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES N'AYANT PAS LEUR SIEGE AU MAROC

13.2.1. Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions cotées à la Bourse des Valeurs réalisées par des personnes morales non résidentes au Maroc sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

13.2.2. Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes morales n'ayant pas leur siège au Maroc sont soumis à une retenue à la source de 10%.

14. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

MATEL PC MARKET supportera l'ensemble des frais relatifs à la présente introduction en bourse. Ces frais sont estimés à environ 3% du montant de l'opération. Ils sont relatifs :

- aux commissions liées :
 - au conseil financier ;
 - au conseil juridique ;
 - au placement des titres ;
 - au dépositaire des titres ;
 - au Dépositaire Central Maroclear ;
 - à la Bourse de Casablanca ;
 - au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ;
- aux frais suivants :
 - frais légaux ;
 - agence de communication ;
 - commissaires aux comptes ;
 - publication dans les journaux ; ...

En outre, MATEL PC MARKET supportera le coût de la décote de 10% offerte aux salariés souscrivant aux ordres de types d'ordre I. Le coût de cette décote s'élève à 346,5 KDh et sera comptabilisé au titre des charges exceptionnelles de l'exercice 2007.

III. PRESENTATION DE LA FUSION

1. INTRODUCTION

Matel PC Market est issue de la fusion entre Matel et PC Market réalisée sur la base des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre 2005 et approuvés par leurs assemblées générales. L'opération a été conclue par la signature d'un traité de fusion en date du 8 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006 sous forme d'une fusion-absorption de PC Market par Matel.

L'opération d'apport de PC Market ainsi que sa rémunération par Matel ont fait respectivement l'objet d'un rapport de commissariat aux apports et d'un apport de commissariat à la fusion conformément à la loi sur la société anonyme.

Préalablement à la fusion, Matel et PC Market étaient, en termes de chiffre d'affaires, respectivement numéro un et deux du marché de la distribution en gros du matériel et équipement informatique au Maroc. Les deux sociétés ont évolué depuis les années 1990 dans ce secteur de la distribution informatique et ont noué au fil des ans des relations de partenariat commercial (échanges de stocks notamment) qui les ont encouragé à créer en 2000 Qualitech une filiale commune détenue à 40% par Matel et 40% par PC Market et dédiée au service après vente initialement pour le compte du constructeur Hewlett-Packard et par la suite pour d'autres constructeurs.

2. MOTIVATIONS

Le rapprochement entre Matel et PC Market a été motivé par une vision régionale du métier et la recherche d'une taille critique devenue nécessaire pour deux raisons essentielles :

1. Le changement de l'environnement économique dans le secteur de la distribution depuis la fusion HP/Compaq qui a conduit à la multiplication du nombre de distributeurs au Maroc (les distributeurs HP et les distributeurs Compaq étant devenus distributeurs HP/Compaq).
2. La stratégie affichée des constructeurs, notamment HP et Microsoft, de recourir à des grossistes de taille significative à l'échelle régionale qui auront pour vocation de jouer le rôle d'importateurs régionaux et qui seront eux-mêmes relayés par des grossistes locaux.

On observe en effet que les grands constructeurs appliquent désormais une logique régionale pour aborder les marchés mondiaux en réponse à une compétition accrue dans un contexte de mondialisation. Des grandes zones économiques, telles que le Moyen Orient, les ex Pays de l'Est ou bien l'Amérique Centrale sont ainsi adressées par des grossistes à dimension régionale. Les volumes distribués, très importants, permettent de réaliser de grandes économies de gestion pour ces constructeurs. A contrario, le continent africain et dans une moindre mesure l'Afrique du Nord représentent des coûts élevés de distribution au regard des volumes réalisés.

Par ailleurs, de par sa position géographique et son ouverture économique, le Maroc est reconnu comme base potentielle crédible pour adresser dans un futur très proche les marchés de la région aussi bien en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest et Subsaharienne. Les grands constructeurs confirment cette vision en installant leurs filiales régionales au Maroc. Après IBM et HP, Cisco et Lexmark se sont installés récemment.

Il est donc apparu nécessaire pour Matel et PC Market d'anticiper cette évolution et de s'unir pour être en mesure de se positionner au niveau régional en Afrique dès lors que la taille critique minimale exigée pour cela par les constructeurs partenaires se situe au niveau d'un chiffre d'affaire annuel compris entre 50 et 100 millions de Dollars américains.

La fusion entre Matel et PC Market constitue donc et avant tout une réponse industrielle au changement dans le paysage de la distribution informatique au Maroc et dans la région.

Par ailleurs, à l'instar d'autres rapprochements qui ont vu le jour ces dernières années dans des secteurs clés de l'économie marocaine (banques, assurances, distribution pétrolière, manufactures de papier/carton...), cette fusion vise l'amélioration de la rentabilité de l'ensemble compte tenu, d'une part des retombées positives de la taille et du positionnement nouveau de la société sur son marché et d'autre part, de la mise en œuvre des synergies existant entre Matel et PC Market, notamment :

- **La complémentarité au niveau des « business model »** : les sociétés ont un positionnement marché complémentaire tant au plan géographique (Matel est basée à Casablanca et PC Market à Rabat) qu'au plan de la structure de leur chiffre d'affaires et de la nature de leur portefeuille clients (revendeurs spécialisés en PME/PMI et en domestique pour Matel et revendeurs orientés grands comptes pour PC Market).

- **L'amélioration des Approvisionnements/Stocks** : l'effet de taille aura un impact positif pour la négociation des conditions d'achats avec les constructeurs (prix et incentives) notamment avec HP et Microsoft et permettra une optimisation des stocks nécessaires à l'exploitation.
- **L'intégration horizontale des ressources humaines et l'optimisation des charges de structure** par une mutualisation de certaines fonctions back office des deux sociétés :
 - Finance et comptabilité,
 - Marketing et chefs produits,
 - Système d'information,
 - Direction logistique.
- **La possibilité de développer l'ensemble fusionné vers les autres pays de la région** en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne francophone grâce à la taille résultant de la fusion et aux ressources tant humaines que financières qui pourront être déployées pour mettre en œuvre ces développements potentiels.

3. MODALITES

La fusion entre Matel et PC Market a été réalisée sur la base des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre 2005 et approuvés par leurs assemblées générales.

L'opération a été conclue par la signature d'un traité de fusion en date du 8 septembre 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006 sous forme d'une fusion-absorption de PC Market par Matel entérinée par l'assemblée générale des actionnaires de Matel PC Market du 20 novembre 2006.

Les valorisations qui ont été retenues dans le cadre du rapprochement entre Matel et PC Market ont permis de déterminer une parité d'échange entre les actionnaires des deux sociétés. Il s'agit de valorisations retenues dans le seul cadre de la fusion, lesquelles ont été déterminées sur des bases patrimoniales et historiques de chaque société, sans tenir compte du potentiel propre à chacune prise séparément, dès lors que le potentiel de développement concerne le nouvel ensemble et intègre de ce fait des synergies de fusion qui ne pouvaient être prises en considération dans une démarche de valorisation ayant servi de base pour le rapprochement.

Par conséquent, c'est la valeur patrimoniale (situation comptable nette corrigée) au 31 décembre 2005 de chaque société qui a été retenue pour déterminer la parité d'échange, soit 100 millions de dirhams pour Matel et 80 millions de dirhams pour PC Market tel que indiqué dans les tableaux suivants :

PC Market

Total actifs apportés	216.812.503,13 DH
Total passifs apportés	136.814.516,75 DH
Soit un actif net apporté de	79.997.986,38 DH
Arrondi à	80.000.000,00 DH

Matel

Total actifs	270.193.693,67 DH
Total passifs	170.193.138,88 DH
Soit un actif net de	100.000.554,79 DH
Arrondi à	100.000.000,00 DH

Le rapport d'échange qui en a découlé est de 32 actions Matel d'une valeur nominale de 100 dirhams en échange d'une action PC Market de valeur nominale de 3.125 dirhams. Le rapport d'échange a été déterminé comme suit :

Indicateur	Matel	PC Market
Valeur patrimoniale en MDH	100	80
Nombre d'actions pré-fusion	320 000	8 000
Valeur par action en DH	312,5	10 000
Rapport d'échange	10 000/312,5= 32	

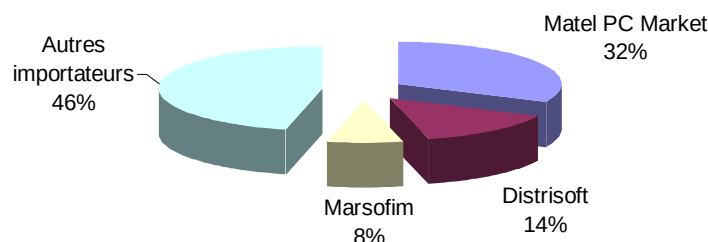
En rémunération de l'apport net d'un montant de 79.997.986,38 dirhams fait par PC Market à Matel, et conformément au rapport d'échange retenu, cette dernière a émis 256.000 (8 000 action PC Market multiplié par le rapport d'échange) actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune qui ont été attribuées aux actionnaires de PC Market.

L'opération d'apport de PC Market ainsi que leur rémunération par Matel ont fait respectivement l'objet d'un rapport de commissariat aux apports et d'un apport de commissariat à la fusion conformément à la loi sur la société anonyme.

4. PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITE DE L'ENTITE FUSIONNEE

La fusion entre Matel et PC Market a donné naissance à un acteur majeur de la distribution informatique au Maroc avec plus 30% de parts de marché :

Répartition du marché marocain de la distribution informatique en gros



Source : OMPIC Chiffres d'affaires 2005

Le tableau ci-dessous présente les chiffres-clés relatifs à chacune des sociétés Matel, PC Market et Qualitech, ainsi que les comptes consolidés proforma de Matel PC Market au 31 décembre 2005.

(En KMAD)	Matel	PC Market	Qualitech	Comptes consolidés Matel PC Market
Chiffre d'affaires	327.469	304.178	22.190	633.725
Marge Brute sur ventes en l'état	37.797	32.737	N/A*	68.006
Taux de marge brute	11,6%	10,8%	N/A*	11,2%
Consommation de l'exercice	7.116	7.230	15.310	27.003
Valeur ajoutée	31.902	26.612	7.228	65.739
Charges de personnel	13.428	6.163	4.567	24.158
EBE	18.182	20.244	2.625	41.020
Résultat net	6.023	9.754	1.339	17.271
Taux de marge nette	1,8%	3,2%	6%	2,7%
Fonds propres	49.277	52.477	4.627	135.049
Total bilan	219.470	186.636	11.317	439.421
Effectif	72	45	36	153

* Non applicable

5. RISQUES

Les principaux risques relatifs à toute opération de fusion sont de trois natures :

- Risques relatifs à l'accueil de la fusion : Les intérêts des partenaires historiques (clients, fournisseurs et banques) pourraient ne plus converger avec ceux de l'entité fusionnée ce qui pousserait ses partenaires à appliquer des conditions de collaboration moins avantageuses.
- Risques concernant la réorganisation post-fusion : Le plan stratégique ainsi que l'organisation mise en place suite à la fusion pourraient ne pas recevoir l'adhésion du personnel et compromettre la réussite du projet d'entreprise du nouvel ensemble.
- Les passifs éventuels post-fusion, étant donné que la fusion entraîne un contrôle fiscal quasi-systématique au niveau de l'entité absorbée. PC Market a en effet reçu en date du 30 novembre 2006 un avis de vérification de la comptabilité de la part de la Direction Générale des Impôts suite à son absorption par Matel.

Ces risques sont appréhendés comme suit :

- **L'accueil de la fusion par le marché et les partenaires** : Jusqu'à aujourd'hui, le rapprochement entre Matel et PC Market a été favorablement accueilli aussi bien par le marché (clients) que par les partenaires stratégiques de la société (banques et constructeurs/fournisseurs), lesquels ont continué à collaborer aux mêmes conditions que précédemment.
- **L'intégration post-fusion** : dès la signature du traité de fusion, la direction de la société a engagé des actions visant une bonne intégration post-fusion recouvrant les domaines suivants :
 - « Business model » et stratégie.
 - Organisation et responsabilités opérationnelles.
 - Intégration des équipes et rôle des éléments clés.
- **Les passifs éventuels post-fusion** : l'apparition de passifs éventuels post-fusion notamment les redressements fiscaux éventuels post-fusion⁶ ne devrait pas affecter les résultats futurs de l'entreprise mais éventuellement ses capitaux propres dans la mesure où il a été décidé par l'assemblée générale des actionnaires du 4 novembre 2006, la possibilité d'affecter tout passif éventuel sur le solde de la prime de fusion, dont le montant, après affectation d'une partie de la prime de fusion à l'augmentation de capital pour MMAD 42,4, est de MMAD 12.

⁶ PC Market a reçu en date du 30 novembre 2006 un « Avis de Vérification de Comptabilité » de la part de la Direction Générale des Impôts suite à son absorption par Matel.

IV. PRESENTATION GENERALE DE MATEL PC MARKET

1. RENSEIGNEMENT A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Matel PC Market SA
Siège social	Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca
Téléphone	022 50 96 00
Télécopie	022 97 37 60
Adresse électronique	matel@matelpcmarket.ma
Site web	www.matel.ma
Forme juridique	SA régie par la loi n° 17-95 du 30 Août 1996.
Date de constitution	1982
Durée de vie	99 ans
Capital social au 20 novembre 2006	100 millions de dirhams entièrement libéré, composé de 1 million d'actions d'une valeur nominale de 100 Dh
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre.
Numéro Registre de Commerce	41253 (Casablanca).

Objet social (Article 2 des statuts)	La société a pour objet d'effectuer tant pour elle-même que pour le compte de tiers au Maroc et à l'étranger, les opérations suivantes : - L'étude de tous procédés dans le domaine des Télécommunications, radioélectriques et Téléphoniques, de tous systèmes de transmission, de contrôle et de mesure, électroniques, électriques, industriels et scientifiques, de tous système d'informatiques, de micro-informatiques et de logiciels, de tous procédés en énergie solaire actif et passif, ainsi que tous travaux électriques en basse et moyenne tension, y compris les travaux de génie-civil afférents. - L'établissement de tous projets, devis, plans et études. - La soumission à tous appels d'offres et concours en matières d'étude, projets de travaux dans les domaines cités ci-dessus ainsi que leur exécution. - L'import et l'export.

- L'étude, la mise au point et la réalisation de matériels professionnels et autre dans ces domaines d'activité.
- La création, la conception, la fabrication, l'entretien et le dépannage des appareils entrant dans la composition des matériels ci-dessus.
- L'acquisition des appareils, accessoires et pièces détachées relatifs à ces matériels.
- Le placement et la vente des dits matériels, appareils, pièces et accessoires au Maroc et à l'étranger.
- La création et l'exploitation de tous comptoirs, agences et succursales.
- L'étude, l'obtention, l'achat, la cession, l'échange, l'exploitation, la vente, la concession de tous brevets, licences de brevets, procédés et marques pour le compte exclusif de la société.
- La participation sous toutes formes y compris la fusion dans tous consortiums, société et autres associations du groupement d'intérêts créé ou à créer.
- Et plus généralement, toutes opérations financières commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou pouvant favoriser le développement de la société.

Consultation des documents juridiques

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au niveau du siège social de la Société Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca.

Textes législatifs

La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, ainsi que par ses statuts.

De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et a modifié ses statuts en conséquence afin de se conformer au :

- Dispositions de la loi 17-95 applicables aux sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne ;

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ;
- Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié dans l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ;
- Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié et complété par la loi n°43-02) ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.

La société est soumise également aux dispositions de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables.

Lesdites modifications entreront en vigueur le premier jour de cotation des actions Matel PC Market.

2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE MATEL PC MARKET

2.1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Le capital social de Matel PC Market est entièrement libéré et réparti en 1.000.000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de MAD 100.

2.2. HISTORIQUE DU CAPITAL ET DE L'ACTIONNARIAT

2.2.1. Historique du capital

2.2.1.1. PC Market

L'évolution historique du capital de PC Market est présentée dans le tableau ci-dessous :

Date	Capital avant l'opération en Dh	Nombre d'actions en circulation avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Variation de la valeur nominale	Valeur nominale	Montant de l'opération en Dh	Nombre d'actions en circulation après l'opération	Capital final en Dh
1986	-	-	Création de la société	1.000	-	100	100.000	1.000	100.000
1993	100.000	1.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	4.000	140	240	1.100.000 ⁷	5.000	1.200.000
1997	1.200.000	5.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves et apports en numéraire	3.000	460	700	4.400.000 ⁸	8.000	5.600.000
2001	5.600.000	8.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	-	750	1.250	4.400.000 ⁹	8.000	10.000.000
2003	10.000.000	8.000	Augmentation du capital par incorporation du report à nouveau	-	1.875	3.125	15.000.000 ¹⁰	8.000	25.000.000

Source : Matel PC Market S.A.

⁷ $4.000 * 240 + [1.000 * (240 - 100)] = 1.100.000 \text{ MAD}$

⁸ $3.000 * 700 + [5.000 * (700 - 240)] = 4.400.000 \text{ MAD}$

⁹ $8.000 * (1.250 - 700) = 4.400.000 \text{ MAD}$

¹⁰ $8.000 * (3.125 - 1.250) = 15.000.000 \text{ MAD}$

1986	Création de la société PC Market avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Azim, Bentita et Anacleto.
1993	Augmentation de capital par incorporation de réserves en créant 4 .000 nouvelles actions et en augmentant la valeur nominale de l'action de 100 DH à 240 DH.
1997	Augmentation de capital par incorporation de réserves et apports en numéraire en créant 3.000 nouvelles action et en augmentant la valeur nominale de l'action de 240 DH à 700 DH.
2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves en augmentant la valeur nominale de 700 DH à 1.250 DH par action.
2003	Augmentation du capital de 10 MDH à 25 MDH par incorporation du report à nouveau en augmentant la valeur nominale de l'action de 1.250 DH à 3.125 DH.

2.2.1.2. Matel (devenue Matel PC Market)

L'évolution historique du capital de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année	Capital avant l'opération en Dh	Nombre d'actions en circulation avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Montant de l'opération en Dh	Nombre d'actions en circulation après l'opération	Capital final en Dh
Janv. 1982	-	-	Création de la société	1.000	100	100.000	1.000	100.000
Déc. 1993	100.000	1.000	Augmentation de capital par souscription d'actions nouvelles en numéraire	18.000	100	1.800.000	19.000	1.900.000
	1.900.000	19.000	Augmentation du capital par incorporation de réserves	3.000	100	300.000	22.000	2.200.000
Déc. 1997	2.200.000	22.000	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créditeur	18.000	100	1.800.000	40.000	4.000.000
Avr. 1999	4.000.000	40.000	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créditeur	40.000	100	4.000.000	80.000	8.000.000
Nov. 2001	8.000.000	80.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	80.000	100	8.000.000	160.000	16.000.000
Juin 2002	16.000.000	160.000	Augmentation de capital par apport en numéraire	35.122	100	3.512.200	195.122	19.512.200
Déc. 2002	19.512.200	195.122	Augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission et de réserves	124.878	100	12.487.800	320.000	32.000.000
20 Nov. 2006	32.000.000	320.000	Augmentation de capital après fusion absorption de PC-Market par apport en nature	256.000	100	25.600.000	576.000	57.600.000
20 Nov. 2006	57.600.000	576.000	Augmentation de capital par incorporation de la prime de fusion	424.000	100	42.400.000	1.000.000	100.000.000

Source : Matel PC Market S.A.

Janvier 1982	Création de la société Matel avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Bentita, Anacleto et Toulait.
Décembre 1993	(i) Augmentation de capital en numéraire de 1.800.000 dirhams pour le porter de 100.000 dirhams à 1.900.000 dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune (ii) Augmentation de capital de 300.000 dirhams pour le porter de 1.900.000 dirhams à 2.200.000 dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 3.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Décembre 1997	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créateur à hauteur de 1.800.000 dirhams pour le porter de 2.200.000 dirhams à 4.000.000 de dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Avril 1999	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créateur à hauteur de 4.000.000 dirhams pour le porter de 4.000.000 dirhams à 8.000.000 dirhams, et ce par création de 40.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Novembre 2001	Augmentation de capital de 8.000.000 de dirhams pour le porter de 8.000.000 de dirhams à 16.000.000 de dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 80.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Juin 2002	Augmentation de capital par apport en numéraire réservée à MPEF pour le porter à 19.512.200 dirhams, et ce par émission de 35.122 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune.
Décembre 2002	Augmentation de capital de 12.487.800 dirhams pour le porter de 19.512.200 dirhams à 32 millions de dirhams par incorporation de la prime d'émission et de réserves, et ce par création de 124.878 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Novembre 2006	Approbation définitive du traité de fusion avec ses annexes signé en date du 8 septembre 2006 et les apports à titre de fusion effectués par la société absorbée PC Market ainsi que leur évaluation. En rémunération de l'apport net d'un montant de 79.997.986,38 dirhams fait par PC Market à Matel, et conformément au rapport d'échange retenu de une action PC Market pour trente deux actions Matel, cette dernière a émis 256.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune qui ont été attribuées aux actionnaires de PC Market. La même Assemblée Générale Extraordinaire ayant ratifié la fusion en date du 20 novembre 2006, a décidé l'augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime de fusion (42.400.000 DH) pour le porter de 57.600.000 de dirhams à 100.000.000 de dirhams.

2.2.2. Historique de l'actionnariat

2.2.2.1. PC Market :

L'évolution historique de l'actionnariat de PC Market est présentée dans le tableau ci-dessous :

Actionnaire	1986	1990	1991	1993	1997	2000	2001	2003	2006
M. Lemfadel Azim	340	986	589	2.989	2.989	2.989	2.969	2.969	2.969
M. Nadine Nicole Robin		1	1	1	1	1.921	1.921	1.921	1.931
M. Samir Azim	5	5	5	5	5	5	545	545	545
Mlle Annabel Azim	5	5	5	5	5	5	545	545	545
M. Mohammed Azim							10	10	10
Famille Azim	350	997	600	3.000	3.000	4.920	5.990	5.990	6.000
M. Abdelilah Sbai		1	398	1.998	1.998	1.998	1.998	1.998	1.999
Mme Najat Sbai		1	1	1	1	1	1	1	1
M. Nabil Sbai		1	1	1	1	1	1	1	
Famille Sbai		3	400	2.000	2.000	2.000	2.000	2.000	2.000
M. Badreddine Bentita	175								
Mme Noufissa Bentita	100								
Famille Bentita	275								
Mme Emile Alcayde	100								
M. Noureddine Anacleto	175								
Mme Meftaha Benjelloun	100								
M. Mohammed El Jahouari					3.000	1.080			
M. Abderrezak Mekkaoui							10	10	
Total	1.000	1.000	1.000	5.000	8.000	8.000	8.000	8.000	8.000
Valeur nominale de l'action	100	100	100	240	700	700	1.250	3.125	3.125
Capital en dirhams	100.000	100.000	100.000	1.200.000	5.600.000	5.600.000	10.000.000	25.000.000	25.000.000

Source : Matel PC Market S.A.

- 1986** Création de la société PC Market avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Azim, Bentita et Anacleto.
- 1990** Rachat par M. Lemfadel Azim des actions détenues par la famille Bentita, M. Anacleto et M. Meftaha Benjelloun et M. Alcayde.
- 1991** Entrée de M. Sbai dans le capital de PC Market par le rachat de 398 actions auprès de M. Lemfedal Azim.
- 1993** Augmentation du capital de la société de 100 KDH à 1,2 MDH par incorporation de réserves en créant 4.000 nouvelles actions et en augmentant la valeur nominale de l'action de 100 DH à 240 DH..
- 1997** Augmentation du capital de PC Market de 1,2 MDH à 3,5 MDH par incorporation de réserves et apports en numéraire en créant 3.000 nouvelles action et en augmentant la valeur nominale de l'action de 240 DH à 700 DH.
- Entrée de M. Mohammed El Jahouari dans le capital de la société suite à l'augmentation de capital de la société de 3,5 MDH à 5,6 MDH par apports en numéraire.

- 2000** Cession de 1.920 actions par M. Mohammed El Jahouari au profit de Mme Nadine Nicole Robin.
- 2001** Sortie définitive de M. Mohammed El Jahouari en cédant 1.080 actions à la famille Azim et augmentation du capital de la société de 5,6 MDH à 10 MDH par incorporation de réserves.
- 2003** Augmentation du capital de 10 MDH à 25 MDH par incorporation du report à nouveau en augmentant la valeur nominale de l'action de 1.250 DH à 3.125 DH.

2.2.2.2. Matel (Matel PC Market)

L'évolution historique de l'actionnariat de la société est présentée dans le tableau ci-dessous (en nombre d'actions) :

Matel PC Market

Actionnaire	Jan. 1982	Nov. 1983	Mai. 1988	Av. 1991	29 Déc. 1993	30 Déc. 1993	Mai 1994	déc. 1997	Av. 1999	Déc. 1999	Nov. 2001	Juin 2002	Déc. 2002	Sept. 2006	% du capital et des droits de vote	Nov. 2006	% du capital et des droits de vote	Capital en nombre d'actions au 20/11/06	% du capital et des droits de vote
M. Mohammed Anacleto	155	310	345	300	5.700	6.600	6.600	12.000	24.000	23.400	46.800	39.776	65.232	65.232	20,4%	65.232	11,3%	113.250	11,3%
Mme Meftaha Benjelloun	155	155	155	100	1.900	2.200													
Mme. Véronique Poudou				50	950	1.100	2.200	4.000	8.000	7.800	15.600	13.259	21.744	21.744	6,8%	21.744	3,8%	37.750	3,8%
M. Cyrille Anacleto (né en 1909)				50	950	1.100													
M. Cyrille Anacleto (né en 1992)							1.100	2.000	4.000	3.900	7.800	6.629	10.872	10.872	3,4%	10.872	1,9%	18.875	1,9%
Mlle Laure Maria Anacleto							1.100	2.000	4.000	3.900	7.800	6.629	10.872	10.872	3,4%	10.872	1,9%	18.875	1,9%
Novapro SARL										1.000	2.000	2.000	3.280	3.280	1,0%	3.280	0,6%	5.694	0,6%
Famille Anacleto	310	465	500	500	9.500	11.000	11.000	20.000	40.000	40.000	80.000	68.293	112.000	112.000	35,0%	112.000	19,5%	194.444	19,5%
M. Badreddine Bentita	155	310	345	300	5.700	6.600	6.600	12.000	24.000	23.400	46.800	36.235	59.425						
Mme Noufissa Aboussaad	155	155	155	100	1.900	2.200	2.200	4.000	8.000	7.800	15.600	15.600	25.584	25.584	8,0%	25.584	4,44%	44.417	4,44%
M. Souheim Bentita				50	950	1.000	1.000	2.000	4.000	3.900	7.800	7.800	12.792	12.792	4,0%	12.792	2,2%	22.208	2,2%
Mme. Fariel Saheb Ettabaa				50	950	1.000	1.000	2.000	4.000	3.900	7.800	6.658	10.919	10.919	3,4%	10.919	1,9%	18.957	1,9%
Soparfin SARL										1.000	2.000	2.000	3.280	3.280	1,0%	3.280	0,6%	5.694	0,6%
Famille Bentita	310	465	500	500	9.500	11.000	11.000	20.000	40.000	40.000	80.000	68.293	112.000	52.575	16,4%	52.575	9,1%	91.276	9,1%
Maghreb Private Equity Fund												58.536	96.000	96.000	30,0%	96.000	16,7%	166.657	16,7%
AfricInvest														59.425	18,6%	59.425	10,3%	103.168	10,3%
MarocInvest																		10	
Investisseurs												58.536	96.000	155.425	48,6%	155.425	27,0%	269.835	27,0%
M. Lemfadel Azim																95.008	16,5%	164.944	16,5%
M. Samir Azim																17.440	3,0%	30.278	3,0%
Mlle Annabel Azim																17.440	3,0%	30.278	3,0%
Mme Nadine Nicole Robin																61.792	10,7%	107.278	10,7%
Famille Azim																191.680	33,2%	332.778	33,2%
Abdelilah Sbai																63.968	11,1%	111.056	11,1%
M. Abdelkebir Toulait	155																		
Mme Milouda Toulait	155																		
Mme Fatna Abdellilah	70	70																	
M. Mohammed Azim																320		556	
Mme Najat Sbai																32		56	
Divers actionnaires	380	70														352	0,1%	611	0,1%
Total	1.000	1.000	1.000	1.000	19.000	22.000	22.000	40.000	80.000	80.000	160.000	195.122	320.000	320.000	100%	576.000	100%	1.000.000	100%

Source : Matel PC Market S.A.

Janvier 1982	Création de la société Matel avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Bentita, Anacleto et Toulait.
Novembre 1983	Rachat par les familles Anacleto et Bentita des actions détenues par la famille Toulait.
Décembre 1993	(i) Augmentation de capital en numéraire de 1.800.000 dirhams pour le porter de 100.000 dirhams à 1.900.000 dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune (ii) Augmentation de capital de 300.000 dirhams pour le porter de 1.900.000 dirhams à 2.200.000 dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 3.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Décembre 1997	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créateur à hauteur de 1.800.000 dirhams pour le porter de 2.200.000 dirhams à 4.000.000 de dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Avril 1999	Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créateur à hauteur de 4.000.000 dirhams pour le porter de 4.000.000 dirhams à 8.000.000 dirhams, et ce par création de 40.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Novembre 2001	la société a procédé à une augmentation de capital de 8 millions de dirhams pour le porter de 8 millions de dirhams à 16 millions de dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 80.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Juin 2002	(i) La famille Bentita et la famille Anacleto ont cédé chacun 11.707 actions au profit de Maghreb Private Equity Fund (MPEF), fonds d'investissement géré par MarocInvest (ii) La société a procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire réservée à MPEF pour le porter à 19.512.200 dirhams, et ce par émission de 35.122 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune.
Décembre 2002	la société a procédé à une augmentation de capital de 12.487.800 dirhams pour le porter de 19.512.200 dirhams à 32 millions de dirhams par incorporation de la prime d'émission et de réserves, et ce par création de 124.878 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.
Septembre 2006	M. Badreddine Bentita a cédé la totalité de ses actions (59.425 actions) en faveur de AfricInvest, un deuxième fonds d'investissement géré par MarocInvest.
Novembre 2006	Approbation définitive du traité de fusion conclu en date du 8 septembre 2006 et les apports à titre de fusion effectués par la société absorbée PC Market ainsi que leur évaluation. En rémunération de l'apport net d'un montant de 79.997.986,38 dirhams fait par PC Market à Matel, et conformément au rapport d'échange retenu de une action PC Market pour trente deux actions Matel, cette dernière a émis 256.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune qui ont été attribuées aux actionnaires de PC Market. La même Assemblée Générale Extraordinaire ayant ratifié la fusion, a décidé l'augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime de fusion (42.400.000 DH) pour le porter de 57.600.000 de dirhams à 100.000.000 de dirhams.

2.3. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

2.2.3. Structure de l'actionnariat

Actionnaire	Capital avant introduction en bourse			Capital après introduction en bourse			
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	% des actions inaliénables ¹¹
M. Mohamed Anacleto	113.250			94.782			8,0%
Mme. Véronique Poudou	37.750			31.590			1,2%
M Cyrille Anacleto	18.875			15.795			
Mlle Laura Maria Anacleto	18.875			15.795			
Novapro SARL	5.694			5.694			
Groupe Anacleto	194.444	19,4%	19,4%	163.656	14,4%	14,4%	9,2%
Mme Noufissa Aboussaad	44.417			39.417			
M. Souheim Bentita	22.208			19.382			
Mme. Fariel Saheb Ettabaa	18.957			16.520			
Soparfin SARL	5.694			5.694			
Groupe Bentita	91.276	9,1%	9,1%	81.013	7,1%	7,1%	
Maghreb Private Equity Fund	166.657			86.374			
AfricInvest	103.168			53.460			
MarocInvest	10			10			
Investisseurs	269.835	27,0%	27,0%	139.844	12,3%	12,3%	
Lemfadel Azim	164.944			113.631			10,0%
Samir Azim	30.278			30.278			5,8%
Annabel Azim	30.278			30.278			
Nadine Azim	107.278			107.278			
Groupe Azim	332.778	33,3%	33,3%	281.465	24,8%	24,8%	15,8%
Abdellilah Sbai	111.056	11,1%	11,1%	93.952	8,3%	8,3%	
Mohammed Azim	556			556			
Najat Sbai	56			56			
Divers actionnaires	611	0,1%	0,1%	611	0,1%	0,1%	
Flottant en bourse				374.594	33,0%	33,0%	
Total	1.000.000	100%	100,0%	1.135.135	100%	100%	25%

Source : Matel PC Market S.A.

2.2.4. Répartition de l'actionnariat

L'actionnariat actuel de Matel PC Market comprend les sociétés suivantes :

MarocInvest :

MarocInvest est une société indépendante de conseil en investissement spécialisée dans les métiers du capital investissement. MarocInvest gère notamment les investissements au Maroc des fonds d'investissement Maghreb Private Equity Fund et AfricInvest.

¹¹ L'inaliénabilité des actions détenues individuellement par M. Lemfadel Azim et M. Nouredine Anacleto et conjointement par le Groupe Azim et le Groupe Anacleto s'applique tant que les Investisseurs détiendront conjointement au moins 5% du capital de Matel PC Market (cf.2.2.3).

Raison sociale	MarocInvest Finance Group
Forme Juridique	Société Anonyme de droit Marocain
Adresse	82, angle boulevard Abdelmoumen et rue Soumaya à Casablanca
Directeur Général	M. Brahim El Jaï
Capital social	1.000.000 dirhams
Création	Juin 2000
Actionnariat	TunInvest Investment ¹² 33,34%
	Upline International 33,32%
	M. Brahim El Jaï 33,34%
Chiffre d'affaires 2005	2.948 K MAD
Résultat net 2005	152 K MAD
Situation nette 2005	679 K MAD

Maghreb Private Equity Fund :

MPEF est un fonds généraliste de 23 millions de dollars ayant pour vocation d'accompagner les entreprises marocaines, algériennes et tunisiennes dans leur développement local et international.

Raison sociale	Maghreb Private Equity Fund (MPEF)
Forme Juridique	Limited Company, Royaume Uni
Adresse	Channel House 7, Esplanade St Helier Jersey JE4 5UW
Directeur Général	M. Aziz Mebarek
Capitalisation du fonds dont	
Capital Social	23.196 KUS \$
Prime d'émission	23.172.804 US \$ (fonds investi)
Démarrage	Mai 2000
Champ d'intervention	Maroc - Algérie - Tunisie
Montant investi à fin 2005	20.360 K USD ¹³
Actionnaires	Averroès Finance ¹⁴
	Société Financière Internationale
	Banque Européenne d'investissement

¹² TunInvest, groupe indépendant installé à Tunis, est présent dans les métiers du capital investissement depuis 1994, dans les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Ghana, Zimbabwe, et Afrique du Sud) et gère plus de 150 M\$ à ce jour.

¹³ Le fonds MPEF n'a pas été totalement investi à ce jour.

¹⁴ Averroès Finance est un fonds de fonds pour la région méditerranée créé en août 2003 par CDC PME (Groupe Caisse des dépôts, France), Proparco (Groupe AFD), CEPAC (Groupe Caisse d'Epargne), la BEI (Banque européenne d'investissement) et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG).

Banque Néerlandaise de développement (FMO)

Secrétariat d'Etat à l'Economie (Suisse)

Natexis Banque Populaire

Natexis Private Equity International

Exemples d'investissement Société Maghrébine de Monétique (S2M), spécialisée dans les services pour moyens de paiement (monétique).

Groupe CMCP spécialisé dans la fabrication d'emballages de carton ondulé¹⁵.

AfricInvest Limited :

AfricInvest Limited est un fonds d'investissement généraliste de 34 millions d'Euros intervenant au Maghreb et en Afrique Subsaharienne. AfricInvest Limited a pour vocation la prise de participations majoritaires et minoritaires dans des entreprises privées ou en cours de privatisation à fort potentiel avec l'ambition d'accélérer leur croissance et de les accompagner dans leur développement local et régional.

Raison sociale	AfricInvest Limited
Forme Juridique	Limited Company, île Maurice
Adresse	Suite 520 Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, Port Louis, Maurice
Directeur Général	M. Ziad Oueslati
Capital Social	28.000.000 Euros
Démarrage	Septembre 2004
Champ d'intervention	Afrique du nord, Afrique centrale, Afrique de l'ouest, Ghana et Nigeria
Montant investi à fin 2006	20,2 millions d'euros ¹⁶
Actionnaires	Banque Néerlandaise de développement (FMO) Société belge d'investissement pour les pays en développement BIO (Belgique) Banque Européenne d'investissement Finnfund (Finland) Bank of Africa / African Financial Holding Group IBTC (Nigeria) Proparco Oikocredit ¹⁷

¹⁵ MPEF et AfricInvest ont cédé leurs participations en octobre 2005

¹⁶ Le fonds AfricInvest n'a pas été totalement investi à ce jour.

¹⁷ Oikocredit est opérateur du secteur de la microfinance à l'échelle mondiale.

Sociétés du portefeuille

Société Maghrébine de Monétique (S2M), spécialisée dans les services pour moyens de paiement (monétique).

Finapack/CMCP spécialisée dans la fabrication d'emballages de carton ondulé¹⁸.

2.2.5. Pactes d'actionnaires

2.2.5.1. Pacte d'actionnaire post-fusion

En septembre 2006 et suite (i) à l'entrée de AfricInvest dans le capital de Matel et (ii) à la signature d'un traité de fusion entre Matel et PC Market, un nouveau pacte d'actionnaires a été conclu, entre, d'une part, le groupe majoritaire de la société composé des groupes Azim, Anacleto, Bentita et M. Abdelilah Sbai et d'autre part, les investisseurs à savoir MPEF et AfricInvest.

2.2.5.2. Pacte d'actionnaire post-introduction en bourse

Suite à l'introduction de Matel PC Market à la Bourse des Valeurs de Casablanca, un nouveau pacte d'actionnaires sera conclu entre, d'une part, le groupe majoritaire de la société composé des groupes Azim, Anacleto, Bentita et M. Abdelilah Sbai et d'autre part, les investisseurs à savoir MPEF et AfricInvest. Ce pacte d'actionnaires annulera et remplacera le pacte d'actionnaires conclu en septembre 2006. Ce pacte aura pour objet principal d'organiser les relations contractuelles entre les parties au sein de la Société, après son introduction en bourse. Ce pacte s'impose tant que les investisseurs détiennent conjointement au moins 5% du capital social de la Société.

Les principales dispositions du nouveau pacte d'actionnaires sont les suivantes :

- **Gouvernance d'entreprise** : Mise en oeuvre d'un mode de gouvernance conforme aux normes applicables aux sociétés faisant appel public l'épargne essentiellement au travers d'un conseil d'administration responsable et loyal vis-à-vis de la société et de ses actionnaires et permettant d'assurer (i) le pilotage stratégique de l'entreprise et (ii) la surveillance de la gestion.

La société sera administrée par un conseil d'administration se composant de deux (2) membres représentant le groupe Azim, d'un (1) membre représentant les investisseurs, de deux (2) membres représentant le groupe Anacleto, de M. Abdelilah Sbai et de la société Soparfin représentée par M. Souheim Bentita. Ainsi, la société aura la possibilité de nommer un administrateur indépendant lequel pourra être un représentant des petits porteurs.

Le conseil d'administration doit remplir certaines fonctions essentielles, notamment :

1. Revoir et guider la stratégie de l'entreprise, ses principaux plans d'action, sa politique de risque, ses budgets annuels et programmes d'activité, définir ses objectifs de résultats, assurer la surveillance de la mise en œuvre de ces objectifs et des résultats de l'entreprise et contrôler les principales dépenses d'équipement, acquisitions et cessions d'actifs.
2. Surveiller les pratiques effectives de la société en matière de gouvernement d'entreprise et procéder aux changements éventuels qui s'imposent.

¹⁸ MPEF et AfricInvest ont cédé leurs participations en octobre 2005

3. Recruter les principaux dirigeants, déterminer leurs rémunérations, suivre leurs activités et, le cas échéant, les remplacer et préparer les plans de succession.
4. Aligner les rémunérations des principaux dirigeants et des administrateurs avec les intérêts à long terme de la société et de ses actionnaires. Le conseil devra de ce fait désigner un comité de rémunération indépendant des administrateurs salariés ou prestataires de la Société pour fixer les émoluments des principaux dirigeants de la société.
5. S'assurer de la mise en place d'une procédure clairement définie et transparente pour la nomination et l'élection des administrateurs.
6. Surveiller et gérer les conflits d'intérêt pouvant survenir entre la direction, les administrateurs et les actionnaires, y compris les abus de biens sociaux ou les abus commis dans le cadre de transactions avec des parties liées.
7. S'assurer de l'intégrité des systèmes de comptabilité et de communication financière de la société (notamment avec le marché), notamment de l'indépendance de la vérification des comptes, et que l'entreprise est dotée de dispositifs de contrôle adéquats, en particulier de dispositifs de gestion des risques et de contrôle financier et opérationnel, ainsi que de respect du droit et des normes applicables.
8. Surveiller le processus de diffusion de l'information et de communication de l'entreprise.

Le conseil d'administration de la Société devra intervenir dans le respect des règles et principes suivants :

1. Les administrateurs doivent agir en toute connaissance de cause, de bonne foi, avec toute la diligence et le soin requis et dans l'intérêt de la société et de ses actionnaires.
2. Lorsque ses décisions peuvent affecter de manière variable les différentes catégories d'actionnaires, le conseil d'administration doit veiller à ce que tous les actionnaires soient traités équitablement.
3. Le conseil d'administration doit appliquer un standard d'éthique élevé notamment en matière de communication et de gouvernance.

Le conseil d'administration doit être en mesure de porter un jugement objectif et indépendant sur la conduite des affaires de la société :

1. Le conseil doit confier les tâches pouvant être source de conflit d'intérêts à un nombre suffisant d'administrateurs sans fonctions de direction et capables d'exercer un jugement indépendant. Figurent notamment au nombre de ces responsabilités essentielles : la surveillance de l'intégrité de la communication financière et non financière, l'examen des transactions avec des parties liées, la nomination des administrateurs et des principaux dirigeants et la rémunération des administrateurs.
 2. Les administrateurs doivent pouvoir s'investir véritablement dans l'exercice de leurs responsabilités.
- **Comité stratégique de rapprochement** : Les Parties s'engagent à maintenir le comité stratégique de rapprochement mis en place concomitamment à la fusion entre Matel et PC Market, lequel se réunira au moins une (1) fois par mois. Ce comité sera composé de M. Nouredine Anacleto, M. Lemfadel

Azim et les représentants des investisseurs (M. Brahim El Jaï et Mme Najate Berrada). Ce comité aura les attributions suivantes :

- Définition de l'organigramme et fixation des rémunérations des principaux cadres de la Société,
 - Système d'information à mettre en place post-fusion,
 - Homogénéisation des stocks,
 - Politique d'approvisionnement,
 - Négociations avec les banques de nouvelles lignes de financement et des mainlevées des cautions personnelles des Actionnaires et/ou des Dirigeants le cas échéant,
 - Définition des axes stratégiques de la Société,
 - Etude de tout programme d'investissement préalablement à son examen par le conseil d'administration de la Société,
 - Amélioration de l'information financière et comptable de la Société,
 - Supervision de la communication financière avec l'ensemble des actionnaires de la Société et avec les autorités du marché financier.
- **Inaliénabilité temporaire des titres** : Tant que les Investisseurs détiendront conjointement au moins 5% du capital de la Société et sauf leur autorisation préalable :
 - Le Groupe Azim s'oblige expressément et irrévocablement à conserver directement sans pouvoir les Céder, de quelque manière que ce soit, 15,80% du capital social de la Société.
 - M. Lemfadel Azim s'oblige expressément et irrévocablement à conserver directement sans pouvoir les Céder, de quelque manière que ce soit, 10% du capital social de la Société.
 - Le Groupe Anacleto s'oblige expressément et irrévocablement à conserver directement sans pouvoir les Céder, de quelque manière que ce soit, 9,20% du capital social de la Société.
 - M. Nourreddine Anacleto s'oblige expressément et irrévocablement à conserver directement sans pouvoir les Céder, de quelque manière que ce soit, 8% du capital social de la Société.
 - **Exclusivité** : Les dirigeants de la société s'engagent envers les investisseurs à exercer leur activité professionnelle à titre exclusif au bénéfice de la société, de la ou des filiales et/ou de toute société contrôlée par la société et/ou la ou les filiales pendant une période débutant ce jour et tant que les investisseurs seront actionnaires.
 - **Siège au conseil d'administration** : Tant que les Investisseurs détiendront conjointement au moins 5% du capital de la Société, le Groupe Majoritaire s'engage à ce que les Investisseurs soient représentés au sein du conseil d'administration individuellement ou conjointement.
 - **Distribution des dividendes** : Adopter une politique de distribution de dividendes permettant d'assurer une rémunération annuelle des actionnaires de la société : distribution de 50% du bénéfice de l'exercice considéré diminué des pertes antérieures et des sommes devant être affectées à la réserve légale par application de l'article 329 de la loi n°17-95 relative à la société anonyme à condition que la situation et les besoins financiers de la société le permettent.

2.2.6. Intention des actionnaires

Dans les 12 mois suivant l'introduction en bourse, les actionnaires dirigeants de Matel PC Market n'envisagent pas de réaliser des transactions sur les titres de la société ni sur le marché boursier ni en

dehors de celui-ci. Les actionnaires non dirigeants de Matel PC Market pourraient être amenés à acquérir ou à céder des actions en fonction des opportunités qui se présenteront sur le marché.

2.2.7. Restrictions en matière de négociabilité

La présente opération est destinée au premier compartiment de la Bourse de Casablanca. Il n'existe dès lors aucune restriction en matière de négociabilité visant les actions de Matel PC Market conformément au Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca.

2.2.8. Déclarations de franchissements de seuil

Les porteurs d'actions Matel PC Market sont tenus de déclarer aux organismes concernés certains franchissements de seuils conformément aux dispositions des articles 68 ter et 68 quater du Dahir portant loi n° 1-93-211 relatif à la Bourse des Valeurs de Casablanca tel que modifié et complété.

L'article 68 ter prévoit que « Toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, informe cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés. Elle informe en outre dans les mêmes délais le CDVM des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des 12 mois qui suivent lesdits franchissements de seuils ».

L'article 68 quater prévoit que « toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le CDVM et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation ».

2.2.9. Politique de distribution des dividendes

D'après l'article 23 des statuts de Matel PC Market :

- A peine de nullité de toute délibération contraire, il est fait sur le bénéfice net de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement de 5% affecté à la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale excède le dixième du capital social ;
- Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents ;
- Aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque la situation nette est, ou deviendrait, à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer ;

- Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle-même ou, à défaut, par le conseil d'administration ; cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal, statuant en référé, à la demande du conseil d'administration ;
- L'assemblée générale peut décider la mise en distribution, à titre exceptionnel, de sommes prélevées sur les réserves facultatives, autres que le report à nouveau, dont elle a la disposition. Ne sont pas disponibles les réserves correspondant à la détention d'actions propres. Dans ce cas, la décision doit indiquer précisément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués ; cette distribution peut être prise à tout moment au cours de l'exercice par l'assemblée générale ordinaire.

D'après la clause 7.1.2 du pacte d'actionnaires susvisé, Le groupe majoritaire s'engage à adopter une politique de distribution de dividendes permettant d'assurer une rémunération annuelle des actionnaires de la Société. Le groupe majoritaire s'engage particulièrement à voter en faveur d'une distribution de dividendes représentant cinquante pour cent (50%) du bénéfice de l'exercice considéré, lors de l'assemblée générale et ce, à condition que la situation et les besoins financiers de la société le permettent.

Sur la période 2003-2005, Matel n'a pas distribué de dividendes¹⁹. Concernant PC Market, la distribution de dividendes sur la même période est résumée dans le tableau ci-dessous :

KMAD	2003	2004	2005
Résultat net	5.164	8.077	9.754
Distributions	1.040	1.600	4.000
Taux de distribution	20%	20%	41%

Source : Matel PC Market S.A.

¹⁹ Distributions effectuées par Matel avant la période 2003-2005

KMAD	1999	2000	2001
Résultat net	4.808	5.068	8.115
Distributions	3.800	2.000	5.556
Taux de distribution	79%	39%	68%

3. MARCHE DES TITRES DE LA SOCIETE

A ce jour, aucun titre de capital ni de titre de créance n'a été émis ni par Matel, PC Market ni l'actuelle Matel PC Market aussi bien sur le marché marocain qu'étranger.

4. ASSEMBLEES D’ACTIONNAIRES

4.1. MODE DE CONVOCATION

D’après l’article 21 des statuts de Matel PC Market, les Assemblées Générales sont convoquées soit par (i) le Conseil d'administration ou, à défaut, par (ii) le ou les Commissaires aux Comptes, soit par (iii) un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital social, soit par (vi) les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. La convocation est faite trente jours avant la date de l'Assemblée par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales et au bulletin officiel.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées huit jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quote-part du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la Loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

4.2. CONDITIONS D’ADMISSION

Conformément à l’article 21 des statuts de Matel PC Market, les actionnaires doivent être propriétaires de 10 actions de la société pour participer aux assemblées générales ordinaires. Les actionnaires qui ne réunissent pas le nombre requis peuvent se réunir pour atteindre le minimum prévu par les statuts et se faire représenter par l’un d’eux.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales Extraordinaires et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans les avis de convocation sans toutefois que le délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l’assemblée.

Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint, un ascendant, descendant ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

Pour toute procuration d’un actionnaire adressée à la société sans indication de mandataire, le président de l'assemblée émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Pour émettre tout autre vote, l’actionnaire doit faire choix d’un mandataire qui accepte de voter dans le sens qu’il lui indique.

4.3. CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Selon l'article 10 des statuts de Matel PC Market, chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales de Matel PC Market.

4.4. CONDITIONS D'ACQUISITION DU DROIT DE VOTE DOUBLE

Néant.

4.5. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MATEL PC MARKET

Matel PC Market est administrée par un conseil d'administration de trois à douze membres, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, les administrateurs ne peuvent être nommés que par l'assemblée générale extraordinaire.

5. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MATEL PC MARKET

Le Conseil d'Administration de Matel PC Market est composé comme suit :

Nom	Titre	Adresse	Date du mandat	Expiration du mandat	Lien avec l'émetteur
M. Mohammed Nouredine Anacleto	Président du Conseil d'Administration	Casablanca, 60, rue des Palmiers	AGO 2003 statuant sur les comptes 2002	AGO 2009 statuant sur les comptes 2008	Président
M. Lemfadel Azim	Administrateur	Rabat, 52, rue Ait Baha, Souissi	Assemblée Générale du 20/11/06	AGO 2012 statuant sur les comptes 2011	Directeur Général
Mlle Annabel Azim	Administrateur	Rabat, 52, rue Ait Baha, Souissi	Assemblée Générale du 20/11/06	AGO 2012 statuant sur les comptes 2011	Actionnaire
M. Abdelilah Sbai	Administrateur	Rabat, Secteur 9, Bloc D numéro 9, Hay Riad	Assemblée Générale du 20/11/06	AGO 2012 statuant sur les comptes 2011	Actionnaire
Maghreb Private Equity Fund représentée par M. Brahim El Jaï	Administrateur	Channel House 7, Esplanade St Helier Jersey JE4 5UW, Channel Islands	AGO 2002 statuant sur les comptes 2001	AGO 2008 statuant sur les comptes 2007	Actionnaire
MarocInvest représentée par Mme Najate Berrada	Administrateur	Casablanca, 82, angle Bd Abdelmoumen et rue Soumaya	Assemblée Générale du 20/11/06	AGO 2012 statuant sur les comptes 2011	Actionnaire
Novapro représentée par M. Mohammed Nouredine Anacleto	Administrateur	Casablanca 35 rue Moussa bnou Noussair	AGO 2003 statuant sur les comptes 2002	AGO 2009 statuant sur les comptes 2008	Actionnaire
Soparfin représentée par M. Souheim Bentita	Administrateur	Casablanca 35 rue Moussa bnou Noussair	AGO 2003 statuant sur les comptes 2002	AGO 2009 statuant sur les comptes 2008	Actionnaire

Source : Matel PC Market S.A.

6. ORGANES DE DIRECTION

M. Mohammed Nouredine Anacleto, 57 ans, Président

Ingénieur en Electronique, diplômé de l'Ecole Centrale d'Electronique de Paris en 1972, M. Nouredine Anacleto rejoint en 1974 la Division Télécommunications du groupe Philips au Maroc en tant qu'ingénieur en télécommunications et obtient rapidement le poste de Directeur Technique. Après cette expérience enrichissante de huit années, M. Nouredine Anacleto participe en 1982 à la création de Matel, Maghreb Télécommunications S.A et occupe successivement les postes de Directeur Technique (1982), Directeur Adjoint (1985), Directeur Général (2000), puis de Président (2003).

M. Lemfadel Azim, 57 ans, Directeur Général

Expert Comptable de formation, M. Lemfadel Azim a travaillé de 1974 à juin 1978 à Paris puis à Tours à la Fiduciaire Sofrex en qualité d'expert comptable stagiaire puis de Collaborateur. Riche de cette expérience, il rentre au Maroc en juin 1978 et fonde la Fiduciaire Lemfadel Azim.

Fin 1986 il fonde la société PC Market et contribue à son développement en qualité de Président Directeur Général après avoir arrêté ses activités d'expert comptable.

M. Samir Azim, 30 ans, Directeur Logistique et Qualité

Après un Diplôme de technicien en productique en 1997, et un Diplôme Universitaire de Qualité et de Management Environnemental de l'Université de Toulouse III en 1998, M. Samir Azim est recruté en tant qu'inspecteur technique chez ICARE, en France. Il devient responsable qualité de PC Market en janvier 2000. Chargé en novembre 2000 de répondre à l'appel d'offre HP pour le HP Service Center, il organise la réponse commune de Matel et PC Market avec une nouvelle structure dédiée commune aux deux grossistes : Qualitech dont il prend la direction générale en Mai 2001.

M. Souheim Bentita, 43 ans, Directeur Financier

Titulaire d'un DECF (diplôme d'étude comptable et financière) à la faculté de Toulouse en 1989, M. Souheim Bentita effectue différents stages au sein d'entreprises françaises avant de rejoindre la société Matel en 1992 en tant que responsable financier afin de gérer et d'organiser le département comptable et financier de la société en pleine expansion.

Après une période de quatre années, il est nommé Directeur Financier en 1996.

M. Essadiqi El Bachir, 41 ans, Directeur Commercial

Titulaire d'une Licence en Economie et d'une Maîtrise en Informatique Appliquée à la Gestion de l'Université de Nancy II, M. El Bachir Essadiqi débute sa carrière professionnelle en 1988 au sein de la Direction Informatique du Crédit du Maroc. En 1991 il rejoint Matel en tant qu'Ingénieur Commercial Grands Comptes. Il est ensuite nommé Directeur Commercial en charge de l'activité dédiée 100% distribution.

Mme Véronique Poudou, 44 ans, Responsable Informatique et Organisation

Titulaire d'un Diplôme Universitaire de Technologie en Informatique obtenu à Montpellier en 1984, Mme Véronique Poudou intègre la société en 1989 et développe les premières applications informatiques de l'entreprise. Elle occupe successivement les postes de Responsable Technique (1992), Responsable du centre de formation (1995) et Responsable Informatique et Organisation (1999).

Mme Nadine Nicole Robin, 54 ans, Administration

Après un Diplôme Universitaire de Technologie en Gestion et Administration d'Entreprise obtenu en 1971 à Tours, Mme Nadine Nicole Robin a intégré l'UCB en France (groupe Compagnie Bancaire, aujourd'hui BNP Paribas) pour l'étude et le suivi de dossiers de crédit immobilier. Elle intègre la Fiduciaire Lemfadel Azim à Rabat en 1981 pour gérer une partie du portefeuille, et ce jusqu'en 1990, date à laquelle Mme Nadine Nicole Robin prend en charge la comptabilité et la direction financière de PC Market puis la direction administrative de Matel PC Market.

7. FONCTION MARKETING

La fonction Marketing est assurée par M. Abdelilah Sbai dans le cadre d'un contrat de prestations conclu avec la société, M. Abdelilah Sbai est titulaire d'un Doctorat de 3ème cycle Toulouse, France en 1984, sur « les Protocoles de communication dans les réseaux distribués et la sécurité de fonctionnement », M. Abdelilah Sbai a accumulé une expérience d'enseignant (Chef du département informatique Ecole Normale Supérieure de Rabat) et de professionnel technico-commercial en tant que responsable technico-commercial à PC Market (en 1990).

8. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

8.1. REMUNERATION ATTRIBUEE AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle, au titre de jetons de présence. Le conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

La rémunération du Président du conseil d'administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

8.2. REMUNERATION ATTRIBUEE AUX DIRIGEANTS

La rémunération annuelle brute attribuée aux dirigeants²⁰ de Matel PC Market, au titre de l'exercice 2005, s'élevait à K MAD 5 288,5.

8.3. INTERESSEMENT ET PARTICIPATION DU PERSONNEL

Il n'existe pas, à ce jour, de schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de Matel PC Market.

8.4. PRETS ACCORDES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

A ce jour aucun prêt n'est accordé aux membres du conseil d'administration et de direction de Matel PC Market.

8.5. CONVENTIONS AVEC LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le conseil d'administration du 20 novembre 2006 a autorisé la société à signer une convention de prestations de services commerciales et marketing avec Monsieur Abdelilah Sbai, administrateur de la société pour un montant de 73.000 dirhams hors TVA par mois.

8.6. COMITE STRATEGIQUE

A la signature du traité de fusion, un comité stratégique de rapprochement a été constitué, lequel se réunit au moins une (1) fois par mois. Ce comité est composé de M. Lemfadel Azim, M. Mohammed Noureddine Anacleto et les représentants des investisseurs (M. Brahim El Jaï et Mme Najate Berrada)

Les attributions du comité stratégique sont les suivantes :

- Définition de l'organigramme et fixation des rémunérations des principaux cadres de la société après l'opération de fusion,
- Système d'information à mettre en place post-fusion,
- Homogénéisation des stocks,

²⁰ Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Financier, Directeur commercial, Directeur du système d'information

- Politique d'approvisionnement,
- Négociations avec les banques de nouvelles lignes de financement,
- Définition des axes stratégiques de la société,
- Etude de tout programme d'investissement préalablement à son examen par le conseil d'administration de la société,
- Amélioration de l'information financière et comptable de la société,
- Supervision de la communication financière avec l'ensemble des actionnaires de la société et le cas échéant avec les autorités du marché financier avant et pendant l'introduction de la société à la côte permanente de la Bourse de Casablanca.

V. MARCHE DE L'INFORMATIQUE

1. PANORAMA DU MARCHÉ MONDIAL DE L'INFORMATIQUE

Nota : La présente analyse du marché mondial de l'informatique est issue de chiffres et analyses publiés par différents organismes spécialisés tels que IDC, GARTNER²¹ ou IDATE. Les données présentées ci-après ne concernent que les seules catégories de produits distribués par la société, à savoir :

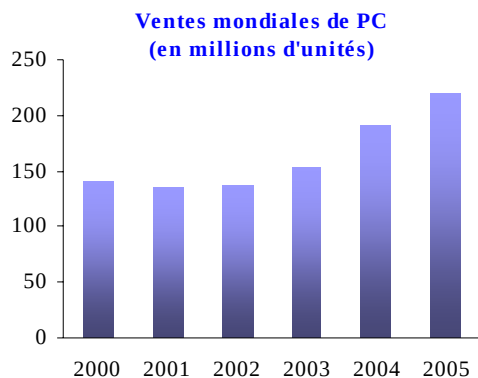
- Le matériel informatique et le consommable ;
- Les logiciels ;
- Les équipements de réseaux ;
- Les produits de sécurité ;
- Le multimédia.

Le marché mondial de l'informatique comprend les secteurs du matériel informatique et celui des logiciels et services informatiques.

- Le matériel informatique (hardware) est un terme utilisé pour désigner l'ensemble des éléments matériels de l'ordinateur à savoir les Personal Computer (PC), les serveurs, les imprimantes, ainsi que tous les autres dispositifs matériels.
- Les logiciels (software) et services informatiques concernent à la fois les logiciels d'infrastructure, notamment les systèmes d'exploitation, les systèmes de management et les progiciels applicatifs, ainsi que les prestations de services d'installation, de maintenance, de formation et de développement de solutions informatiques.

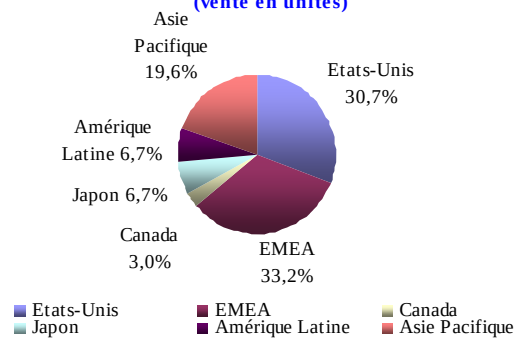
²¹Groupe important spécialisé dans la recherche et le conseil dans le secteur des TIC

1.1. TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE



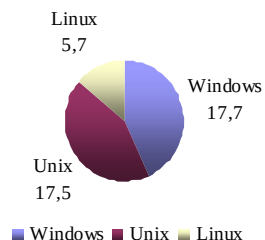
Source : Gartner Dataquest

**Marché mondial des PC par région en 2005
(vente en unités)**



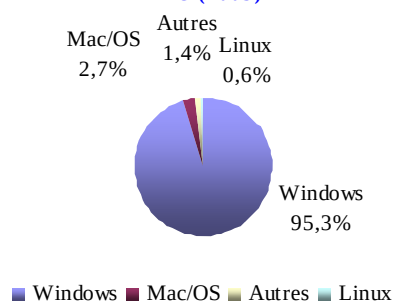
Source : Gartner Dataquest

**Marché mondial des systèmes d'exploitation -
serveurs en 2005 (en milliards de USD)**



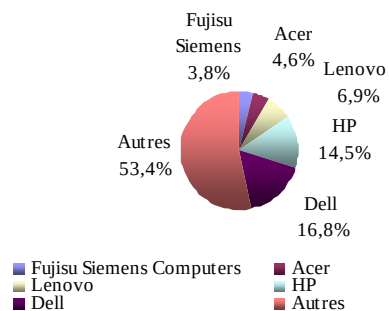
Source : Idc

**Marché mondial des systèmes d'exploitation
P C (2005)**



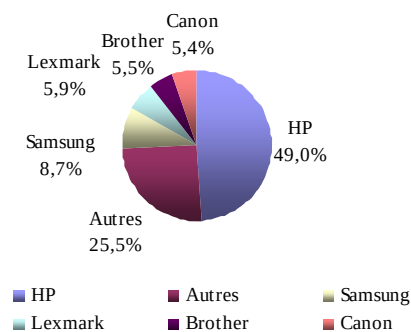
Source : Xiti **

**Marché mondial des PC par constructeur
en 2005 (ventes en unités)**



Source : Gartner Dataquest

**Marché mondial des imprimantes par constructeur en 2005
(ventes en unités)**



Source : Gartner Dataquest

(*) Les systèmes d'exploitations sont de deux genres : ceux destinés aux serveurs et puis ceux destinés à une utilisation sur les PC.

(**)Xiti est un centre de mesure et d'analyse des audiences de sites web. Xiti est également spécialisé dans le pilotage et la gestion de la qualité des sites Internet.

1.2. LA DEMANDE

En 2005, l'Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe (IDATE) a publié son rapport annuel Digiworld 2004 qui traite du marché mondial de l'informatique et des télécommunications.

Selon l'IDATE, le secteur du matériel informatique et le secteur des logiciels et services informatiques représentent, en 2004, respectivement 12% et 20% en valeur du marché mondial de l'informatique et des télécommunications.

1.2.1. Evolution du marché mondial

Le marché mondial de l'informatique a connu une croissance annuelle moyenne de 5,9% entre 2002 et 2004, correspondant à un chiffre d'affaires de 982 milliards d'euros.

En 2005, selon Gartner Dataquest, la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique ressort en tête des ventes mondiales de PC avec 72,6 millions d'unités écoulées (33,2% du marché mondial) mais les Etats-Unis continuent d'être le marché le plus important avec plus de 30% des ventes mondiales suivis de l'Asie-Pacifique avec près de 20% de parts de marché.

1.2.2. Le marché des PC et serveurs

De par une pression tarifaire de plus en plus à la baisse et une offre d'ordinateurs de plus en plus large, le marché du PC enregistre, depuis 2000, une hausse continue qui s'est accélérée en 2002 et représente une progression annuelle moyenne d'environ 17% jusqu'en 2005 pour atteindre un niveau de 219 millions d'unités.

En effet, la baisse régulière du prix des composants (processeurs, mémoires, disques durs et écrans (LCD) et les marges plus faibles réalisées par les constructeurs alimentent une baisse continue des prix des PC qui atteint en moyenne 10 à 15% par an depuis 2003. Cette baisse est cependant largement compensée par la croissance de la demande, elle-même alimentée par la baisse des prix.

Le marché mondial des serveurs a, quant à lui, enregistré une hausse de 11,6% en volumes en 2005 ce qui représente plus de 7 millions de serveurs, soit une croissance en valeur de l'ordre de 4,4% à Md USD 51,3.

1.2.3. Le marché des imprimantes

En 2005, les ventes mondiales d'imprimantes ont atteint 21,4 millions d'unités en augmentation de 18,6% par rapport à 2004.

1.2.4. Le marché des systèmes d'exploitation et des logiciels

Pour les systèmes d'exploitation serveurs, WINDOWS SERVER et UNIX réalisent l'essentiel des ventes, en 2005, avec respectivement des chiffres d'affaires de Md USD 17,7 et Md USD 17,5.

Concernant le marché des logiciels, il peut être scindé en plusieurs catégories dont notamment :

- **Logiciels de sauvegarde et de stockage :** De par la demande en logiciels de réplication, de sauvegarde, d'archivage et de stockage, les ventes de logiciels de stockage en 2005 ont connu une

croissance de 12,7% par rapport au niveau de 2004 et ceci en passant de 7,9 Md USD en 2004 à Md USD 8,9 en 2005²².

- **Logiciels de sécurité :** Pour ces logiciels le chiffre d'affaires mondial, à la fin du premier trimestre 2005, est de Md USD 123.
- **Progiciels applicatifs :** Il s'agit notamment des offres Entreprise Ressource Planning (ERP) et Customer Relationship Management (CRM). Le marché mondial du ERP a connu une croissance de 14% entre 2003 et 2004 et a généré un chiffre d'affaires de Md USD 23,6. Concernant le marché mondial du CRM, le chiffre d'affaires, selon GARTNER, connaît une progression annuelle de 2,0% pour s'établir à Md USD 3,5 en 2004.

1.3. LES CONSTRUCTEURS ET LES EDITEURS

En terme de revenus par constructeur, en 2005, IBM occupe la première place au classement mondial, avec des revenus de 16,9 milliards de dollars (32,9% de parts de marché) suivi de HP dont les revenus s'élèvent à 14,2 milliards de dollars (27,6% de parts de marché) et DELL avec des revenus de 5,3 milliards de dollars (10,3% des parts de marché).

1.3.1. Le marché du PC et serveurs

Le marché du PC est dominé par DELL et HP qui détiennent respectivement une part de marché en 2005 de 16,8% (36,7 millions d'unités) et 14,5% (31,7 millions d'unités). Viennent ensuite d'autres opérateurs constructeurs essentiellement le constructeur chinois LENOVO avec 6,9% de parts de marché ainsi qu'ACER et FUJITSU SIEMENS COMPUTERS dont les parts de marché s'établissent respectivement à 4,6% et 3,8%.

S'agissant des serveurs, même si DELL enregistre la plus forte progression des ventes en volume sur ce marché (21,0%), HP en demeure leader avec 27,7% de parts de marché pour un volume de ventes de plus de 9,5% en 2005.

1.3.2. Le marché des imprimantes

En 2005, avec près de 50% des parts de marché, HP confirme son leadership sur l'imprimante. Les autres opérateurs du secteur sont notamment EPSON, CANON, LEXMARK ET BROTHER qui représentent globalement plus de 20% des parts de marché.

1.3.3. Le marché des systèmes d'exploitation et des logiciels

MICROSOFT WINDOWS représente la quasi-totalité du marché du système d'exploitation dédié au PC avec plus de 95% des parts de marché loin devant Mac/OS et LINUX qui détiennent respectivement 2,7% et 0,6% de parts de marché en 2005.

S'agissant des systèmes d'exploitation destinés aux serveurs, WINDOWS SERVER et UNIX se partagent plus de 85% du marché en 2005 suivis par le système d'exploitation libre LINUX qui continue néanmoins de progresser.

²² Source : International Data Corporation

²³ Source : Cabinet d'études INFONETICS

Concernant le marché des progiciels de sauvegarde et de stockage, EMC est considérée comme leader avec près de 30% des parts de marché suivie de SYMANTEC et IBM avec respectivement 20,3% et 10,5% de parts de marché en 2005.

Pour les logiciels de sécurité, c'est CISCO qui réalise l'essentiel des ventes avec 34% de parts de marché en 2005. CHECKPOINT et JUNIPER viennent ensuite avec respectivement 10% et 8% de parts de marché.

SAP est quant à elle leader sur le marché des progiciels applicatifs en 2004. En effet avec 39,6% de parts de marché elle est loin devant PEOPLESOFT (12,2%), ORACLE (10,4%) et SAGE (5,3%).

2. MARCHE NORD AFRICAIN DE L'INFORMATIQUE

L'organisation du secteur dépend des stratégies adoptées historiquement par les grands constructeurs sur la région, présents pour la plupart depuis plus de 10 ans et même depuis plus de 20 ans pour certains.

D'une manière générale le modèle indirect s'impose et continue de progresser :

- **Maroc** : La maturité de marché la plus élevée en Afrique du Nord. Le marché est correctement segmenté entre les acteurs : grossistes, intégrateurs, VAR²⁴, revendeurs traditionnels et canal « retail » qui adresse le marché domestique. Les volumes transitent de plus en plus à travers les grossistes.
- **Algérie** : Ouverture relativement récente du marché avec l'existence de beaucoup de canaux parallèles.
- **Tunisie** : Les grossistes sont historiquement très liés à la vente directe ce qui ne répond pas aux attentes des grands constructeurs et les amène à faire appel à de nouveaux acteurs.

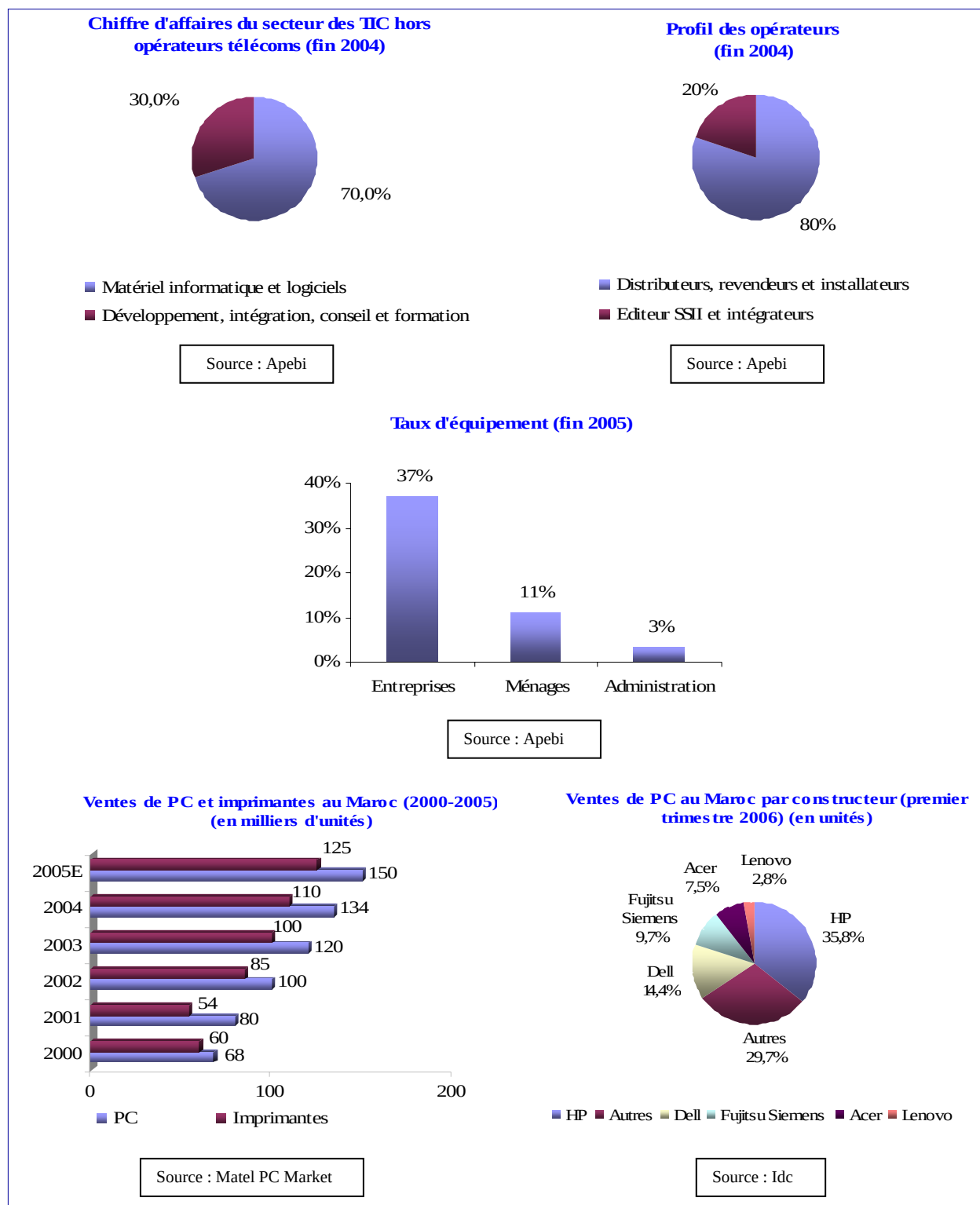
On observe la présence sur ces marchés de 2 à 3 opérateurs grossistes majeurs par pays, ce qui est conforme à l'évolution observée au niveau mondial.

²⁴ Value Added Reseller

3. PANORAMA DU MARCHÉ MAROCAIN DE L'INFORMATIQUE

Nota : La présente analyse du marché marocain de l'informatique est issue de chiffres et analyses publiés par différents associations et organismes tels que l'APEBI, l'ANRT et l'Observatoire National des Technologies de l'information.

3.1. TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE



3.2. LE SECTEUR DES TIC AU MAROC (HORS OPERATEURS TELECOMS)

A fin 2005, le chiffre d'affaires du secteur TIC hors opérateurs télécoms est réalisé à près de 95% sur le marché local et représente plus de 6 milliards de dirhams en accroissement de près 16% par rapport à l'année précédente. Ce chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de 70% par la distribution de matériels et logiciels informatiques (environ 4,5 milliards de dirhams) et de 30% par les activités de services englobant le développement, l'intégration, et le conseil (environ 1,9 milliard de dirhams).

Selon l'Apebi, les acteurs du secteur TIC hors opérateurs télécoms comprennent les distributeurs représentant 80% des intervenants sur le marché et les sociétés de services (éditeurs, SSII et intégrateurs) qui constituent les 20% restants du nombre d'intervenants sur le marché.

3.3. LE SECTEUR DE LA DISTRIBUTION DE MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES

Le marché l'équipement informatique au Maroc regroupe les Personal Computer (PC), les serveurs, les imprimantes et périphériques ainsi que les équipements de réseaux.

3.3.1.La demande

Le marché du PC enregistre une progression continue depuis l'an 2000 passant de 68.189 unités vendues à environ 150.000 unités écoulées en 2005 (soit un taux de croissance annuel moyen de 17,1%). Il en est de même pour le marché de l'imprimante qui enregistre des ventes de près de 110.000 unités en 2005 contre 60.000 en 2000 (soit un taux de croissance de 83%).

Avec 79,1% des ventes de PC, au premier trimestre 2006, les stations de travail arrivent en tête des ventes suivies des PC portables avec une part de marché 16,9% et des serveurs qui représentent 4% des ventes.

3.3.2.Le taux d'équipement

Le marché marocain se caractérise par un faible taux d'équipement qui concerne aussi bien l'administration, les entreprises que les ménages tous largement sous-équipés en comparaison avec le niveau atteint dans les pays émergents. Le taux d'équipement en ordinateur personnel des ménages qui était de l'ordre de 11% en 2004 connaît une progression sensible de 19% pour l'année 2005 et s'établit à 13,2%. Ce qui correspond approximativement à un parc d'ordinateurs individuels de 745.000 unités.²⁵

3.3.3.Les constructeurs

Les principaux constructeurs ont une présence commerciale et marketing au Maroc leur permettant de promouvoir leurs produits et d'assurer un soutien technique à leurs représentants. C'est le cas de HP, IBM, FUJITSU SIEMENS COMPUTER, et DELL qui disposent d'une filiale au Maroc.

L'ensemble des constructeurs a adopté la politique de la distribution indirecte à travers des distributeurs grossistes. Certains constructeurs comme Xerox et Dell ont une stratégie qui repose sur le modèle direct. Cependant sur le marché africain et d'une manière générale dans la plupart des pays émergents, ces constructeurs ont été contraints d'adopter récemment le modèle indirect.

²⁵ Source : Apebi

Ainsi, au Maroc, HP figure en tête des fournisseurs de PC avec 35,8% de parts de marché en volumes à fin mars 2006, suivi de DELL avec 14,4%, et de FUJITSU SIEMENS avec 9,7% de parts de marché.

Par ailleurs, le marché marocain du PC est caractérisé par la forte représentation des PC assemblés (clones) par des intégrateurs locaux qui représentent environ 35% du marché en 2006.

En tant que premier fournisseur au Maroc de composants pour les intégrateurs de processeurs Intel et de cartes mères Intel et MSI, Matel PC Market est directement intéressée par cette évolution.

HP domine également le marché national des imprimantes avec plus de 75% de parts de marché, le reste étant réparti entre les marques LEXMARK, EPSON, CANON et BROTHER.

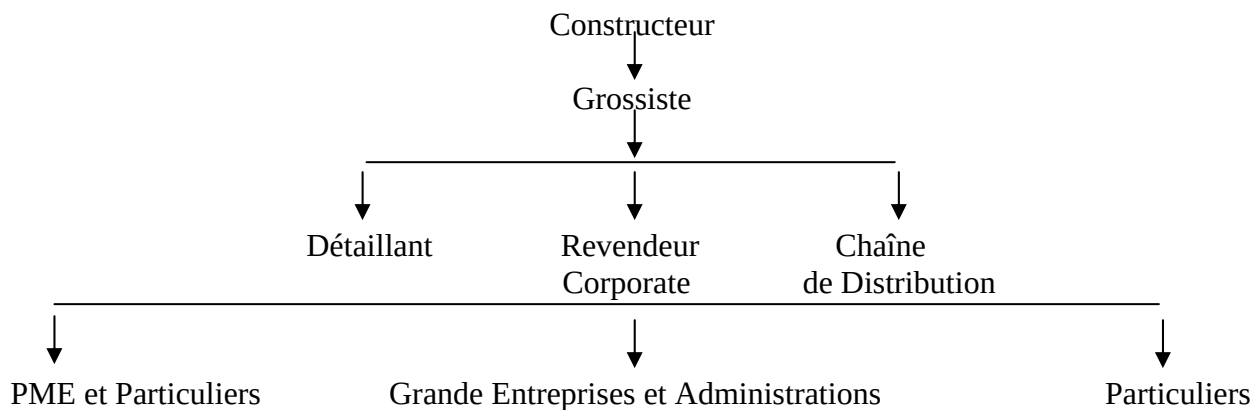
Enfin, s'agissant du marché des équipements pour infrastructures de réseaux, celui-ci est essentiellement représenté par les leaders mondiaux CISCO SYSTEMS et 3COM.

3.3.4. Les distributeurs

Plusieurs canaux de distribution existent entre les constructeurs informatiques et les éditeurs de logiciels d'une part, et les utilisateurs finaux d'autre part. La chaîne de distribution comprend les constructeurs et assembleurs, les grossistes et les revendeurs qui sont de différents types : revendeurs grands comptes, revendeurs PME/PMI, détaillants, chaînes de distribution. Enfin, de plus en plus d'intégrateurs d'infrastructures et solutions informatiques s'approvisionnent directement auprès des grossistes pour servir leurs propres marchés.

3.3.4.1. Circuit de distribution

Le circuit de distribution des produits informatiques se présente comme suit :



Le marché local de la micro-informatique peut être segmenté pour une meilleure perception en plusieurs catégories qui se différencient par des demandes et des besoins spécifiques. On distingue principalement trois segments de marché :

- **Marchés « Grands Comptes » (« Corporate » en anglais) :** Il est principalement représenté par les secteurs étatiques (Ministères et Offices) ainsi que par les grands acteurs privés (banques, assurances, industries, multinationales). Ce secteur génère une forte demande historiquement et traduit l'évolution économique et socio-économique du pays. Ce segment de marché est adressé par une catégorie spécifique de revendeurs disposant de compétences indispensables : taille de l'entreprise suffisante pour traiter des marchés importants, compétences techniques élevées dans les domaines

des serveurs, du stockage des réseaux et des logiciels, capacités logistiques (déploiement d'installations sur l'ensemble du territoire) et enfin capacités financières. Ces revendeurs intégrateurs de solutions réalisent des chiffres d'affaires significatifs, qui se chiffrent en centaines de millions de Dirhams annuels et s'adressent très majoritairement aux distributeurs grossistes locaux pour leurs approvisionnements. Actuellement, près de 20 structures sont actives sur le marché.

- **Marché PME-PMI (« SMB » en anglais) :** Le secteur PME-PMI est très développé au Maroc. Cependant la demande de produits informatiques a été longtemps tributaire des degrés de modernisation des entreprises. Aujourd'hui, les effets positifs des programmes de mises à niveau ainsi que la nécessité vitale d'intégrer les nouvelles technologies (Internet) génèrent une forte demande. Le marché PME-PMI est adressé principalement par les revendeurs traditionnels. La nécessité d'une bonne proximité géographique et la petite taille des entreprises expliquent le nombre important de revendeurs de cette catégorie (plus de 1000 revendeurs actuellement). Il faut noter la bonne progression des structures spécialisées par secteurs verticaux tels que : sécurité, gestion documentaire, centres d'appels, commerce, médical, presse édition, etc.
- **Marché domestique :** Le développement de l'Internet et des technologies multimédia ainsi que la baisse continue des prix a permis à l'instar des marchés développés une forte croissance de la demande domestique pour des produits tels que les ordinateurs, les portables, les imprimantes, les appareils photo numériques, les lecteurs mp3 de musique et les vidéo projecteurs. Cette demande est essentiellement traitée par des surfaces spécialisées disposant de magasins à proximité de la clientèle. Les chaînes de magasins nationales ainsi que la grande distribution (hypermarchés) sont les plus actives sur ce marché où le marketing est un élément clé. Une douzaine de structures dominent ce marché.

3.3.4.2. Les grossistes

Les distributeurs grossistes sont chargés principalement de la distribution des produits à forts volumes et à ventes récurrentes (hardware, consommables et software) proposés par les grands constructeurs souvent présents sur le marché marocain. Cependant, on note que la distribution de produits à fortes valeurs ajoutées (serveurs, stockages, solutions réseaux) progresse fortement. Le rôle des grossistes est d'assurer les services logistiques (approvisionnement, stockage et livraison) ainsi qu'une bonne gestion des flux financiers entre les constructeurs et les revendeurs. Ils s'apparentent à la grande distribution dans leur relation avec les constructeurs, puisqu'ils constituent un intermédiaire incontournable d'accès au marché.

Une dizaine d'importateurs de matériels et logiciels informatiques interviennent sur le marché parmi lesquels on dénombre 4 véritables distributeurs grossistes (Matel PC Market, Distrisoft, Marsofim²⁶ et SCDM²⁷). Ces derniers ne s'adressent pas à l'utilisateur final mais distribuent leurs marchandises indirectement via des réseaux de revendeurs.

En dehors de Matel PC Market, les trois principaux grossistes sont Marsofim, SCDM, et Distrisoft qui a fait son entrée sur la bourse de Casablanca en septembre 2006.

²⁶ Etablie au Maroc depuis 1998, Marsofim est une filiale de la société française SOFIM, propriété du groupe Systemat Computer

²⁷ Southcomp-Polaris appartenant au groupe international MDS composé de 45 sociétés toutes spécialisées dans la distribution de produits informatiques en Afrique, Moyen Orient, Europe et Asie centrale.

Le tableau ci-dessous reprend, pour l'année 2004, les parts de marché relatives ainsi que le taux de marge nette pour les principaux opérateurs sans tenir compte des importateurs indépendants :

K MAD	PC MARKET	MATEL	DISTRISOFT	MARSOFIM	DATA CO	SOUTH COMP
Chiffre d'affaires	273 073	270 783	254 208	124 354	110 101	23 744
Part de marché relative	25,9%	25,6%	24,1%	11,8%	10,4%	2,2%
Résultat net	8 077	2 594	8 206	-9 088	1 712	-397
Taux de marge nette	3,0%	1,0%	3,2%	-7,3%	1,6%	-1,7%

Source : OMPIC

Le tableau ci-dessous reprend, pour l'année 2005, les parts de marché relatives de quelques grossistes :

K MAD	Matel + PC Market	Distrisoft	Marsofim	Autres importateurs
Chiffre d'affaires	633 725	275 806	150 000	917 526
Part de marché relative	32,1%	14,0%	7,6%	46,4%

Source : OMPIC

3.3.4.3. Les revendeurs

Les revendeurs intervenant auprès du consommateur final, sont de différentes tailles et se positionnent sur différents segments de marchés (Grands comptes, PME-PMI et marché domestique). Les gros revendeurs visent exclusivement le marché des entreprises et des administrations et offrent une garantie de services. Les détaillants de taille plus modeste visent à la fois les petites entreprises et le marché des particuliers.

- **Les chaînes de distribution**

Les chaînes de distribution (Grande distribution et magasins spécialisés) ont commencé à introduire la vente de matériel informatique dans leurs espaces, visant le marché des particuliers et sont soutenues en cela par le développement de l'ADSL et du crédit à la consommation au Maroc.

- **Les revendeurs Corporate**

Les revendeurs « Corporate » adressent les grands comptes marocains des secteurs publics et privés (administrations et offices, multinationales, banques, assurances, ...). Ces revendeurs développent généralement des compétences élevées en valeur ajoutée et s'approvisionnent de plus en plus auprès des grossistes locaux. En effet, pour pouvoir intervenir sur des configurations complexes (serveurs, stockage, équipements réseau et logiciels) les revendeurs intégrateurs « Corporate » disposent de compétences humaines de haut niveau (il s'agit d'ingénieurs certifiés). Ces revendeurs développent également une grande expérience de déploiement sur le terrain. Ainsi, ces différents éléments créent de la « valeur ajoutée » et permettent une différenciation au niveau de la concurrence.

3.4. REGLEMENTATION ET ACTEURS PUBLICS

3.4.1.Réglementation

A l'exception de l'homologation obligatoire par l'ANRT des appareils destinés aux connexions au réseau public (modems, etc.), il n'existe, à ce jour, aucune réglementation spécifique aux opérateurs dans le secteur des TIC hors télécoms.

Par ailleurs, les autorités locales ont mis en place un code douanier incitatif pour l'importation des produits informatiques et consommables. Ainsi, dans le cadre de l'accord d'Association Maroc-Union Européenne, les matériels informatiques et les logiciels d'origine européenne sont exonérés de droits de douane depuis mars 2000. En ce qui concerne les consommables, les importations de cartouches d'encre d'origine européenne sont exonérées de droits de douane depuis mars 2003 suite à l'accord d'association liant le Maroc à l'Union Européenne. En revanche, les importations de cartouches en provenance des pays non européens sont taxées à hauteur de 2,5%.

3.4.2.Acteurs publics

Les Pouvoirs Publics ont mis en place six institutions publiques dédiées au pilotage du développement du secteur des TIC.

3.4.2.1. L'ANRT

L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunication (ANRT) a pour principale mission le respect des dispositions de la loi sur les télécommunications. Elle veille à l'instauration d'une concurrence loyale entre les intervenants du secteur. Elle a également pour mission d'homologuer les équipements servant aux télécommunications et réseaux.

3.4.2.2. Le CETIC

Créé à l'initiative du Ministère de L'industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau, le Centre Marocain des Technologies de l'Information et de la Communication accompagne les entreprises dans leur processus de mise à niveau à travers des interventions de sensibilisation, d'organisation de formations, d'identification des besoins en TIC et d'assistance dans leurs mises en place.

3.4.2.3. Le CSTI

Le Comité Stratégique pour le développement des Technologies de l'Information est présidé par le Ministre des Affaires Economiques Générales. Il travaille à l'élaboration d'un programme national de développement de la société d'information tout en traitant en parallèle l'administration électronique en vue de favoriser le développement de systèmes d'information et de communication permettant de moderniser le fonctionnement de l'administration et de mieux répondre aux besoins du public.

3.4.2.4. Le comité e-Gov

Constitué à l'initiative du premier ministre, le Comité National e-Gov est chargé de la coordination interministérielle du projet e-Gouvernement.

3.4.2.5. Le PT&TI

Le Département de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'Information (DEPTTI), dépendant du Ministère des Affaires Economiques et Générales, a pour mission le suivi de la mise en application de la stratégie du gouvernement en matière de Poste, de Télécommunications et de Technologies de l'Information. Il est investi de la mission publique gouvernementale de tutelle sur les établissements qui opèrent dans le secteur.

Enfin, le secteur des TIC dans son ensemble est fortement soutenu par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau ainsi que par le Ministère de la Modernisation des Secteurs Publics. En effet, le premier agit en tant que générateur des orientations stratégiques des secteurs commercial et industriel et incitateur de l'investissement créateur de richesse, d'innovation de qualité et généralisant les technologies de l'information. Le second quant à lui intervient en dynamisant et en accélérant le processus de modernisation des administrations publiques à travers la mise en place d'un contenu numérique et la dématérialisation des échanges entre l'administration et les citoyens.

3.5. ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

Les professionnels du secteur des TIC sont représentés par l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information (APEBI).

Fondée en 1989, l'APEBI regroupe aujourd'hui 120 adhérents représentant près de 88% du chiffre d'affaires du secteur. L'APEBI est, aujourd'hui, l'interlocuteur privilégié du secteur auprès des pouvoirs publics et des partenaires tiers.

Sa vision et ses objectifs s'articulent autour d'axes stratégiques catalyseurs du développement du secteur des TIC, notamment :

- Appuyer la politique gouvernementale du gouvernement ;
- Réunir les conditions de l'émergence d'une industrie forte dans les TIC ;
- Soutenir l'innovation et la Recherche et Développement ;
- Assurer une meilleure visibilité des membres dans leur mise à niveau et leur compétitivité ;
- Développer et structurer des services à valeur ajoutée au profit de ses membres ;
- Appuyer et accompagner les nouvelles générations d'entreprises.

VI. POSITIONNEMENT DE MATEL PC MARKET

1. ACTIVITE DE MATEL PC MARKET

1.1. HISTORIQUE

1.1.1. MATEL

La société Matel (Maghreb Télécommunications S.A) a été créée en 1982 par M. Mohamed Nouredine Anacleto et M. Badreddine Bentita, pour intervenir sur le marché des télécommunications professionnelles. Cependant, dès 1985, ses promoteurs perçoivent le potentiel de l'informatique au Maroc et décident d'orienter l'activité vers la distribution de produits informatiques. C'est ainsi que, dans un contexte où le marché de l'ordinateur au Maroc ne dépassait pas 500 PC par an, Matel a pris un nouveau tournant et ceci en représentant Epson, alors leader mondial de l'impression.

Dès 1985, Matel a opté pour une stratégie de distribution indirecte qui consiste à vendre à un revendeur lequel se charge de vendre à son tour au client final (administration, entreprise ou particulier) et qui s'est avérée payante rapidement. Le marché du PC et de l'imprimante en pleine croissance entre 1987 et 1990 a conduit les dirigeants à rechercher de nouveaux contrats de distribution. Ainsi, la commercialisation des cartes Novell et 3 COM, acteurs pionniers des technologies de réseaux LAN et WAN, a permis à Matel d'accélérer sa pénétration du marché.

Entre 1990 et 1995, Matel construit son positionnement sur le marché en élargissant son offre produits, notamment en représentant HP et Microsoft dès 1993. Durant cette période, l'activité de la société progresse entre 10% à 15% par an et c'est à partir de 1996 et surtout en 1997 que le boom tant pressenti par ses fondateurs se concrétise. Matel dépasse alors les 100 millions de dirhams de chiffre d'affaires puis les 200 millions de dirhams en 1999 et s'impose comme le leader des grossistes informatiques au Maroc.

Matel a choisi de développer prioritairement les ventes au canal des revendeurs traditionnels adressant les PME et PMI ainsi que les ventes sur le canal « retail » (grandes surfaces et magasins spécialisés) sur toutes les régions du Royaume. En conséquence, son portefeuille de marques est très important pour répondre à une demande variée notamment en périphériques. Dans cette activité, les marges sont plus importantes mais cependant avec un coût de production plus élevé (force commerciale plus importante nécessaire à la gestion de près de 1.000 revendeurs).

En 2006, préalablement à sa fusion avec PC Market, Matel disposait d'un portefeuille de produits varié et représentait une multitude de marques de qualité telles que HP, Microsoft, IBM /Lenovo, Acer, Epson, Canon, 3Com, APC, Logitech, Pinnacle, US Robotics, etc. Cette offre large et variée lui permet ainsi de répondre à une grande partie de la demande pour l'ensemble des segments du marché : grands comptes, PME/PMI, domestique.

En septembre 2006, Matel conclut un accord de fusion absorption avec la société PC Market.

Dates clés des principaux événements ayant marqué l'histoire de Matel :

1982	Création de Matel avec pour objectif l'intervention sur le marché des télécommunications professionnelles.
1985	Changement d'orientation de la société vers la distribution de produits informatiques Signature du premier contrat de représentation avec le leader mondial de l'impression, EPSON
1987	Signature de deux nouveaux contrats de distribution avec Novell et 3 COM
1993	Signature de deux nouveaux contrats de représentation avec HP et Microsoft
2000	Externalisation de l'activité SAV et support technique pour HP avec la création de la société Qualitech en association avec PC Market Ouverture de deux agences, à Rabat et Agadir afin de pénétrer de nouveaux marchés et se rapprocher de ses revendeurs de la zone sud et nord du Maroc
2001	Annonce de la fusion HP-COMPAQ au niveau international
2003	Construction d'un nouveau siège social ainsi qu'une plateforme logistique au quartier Sidi Maârouf à Casablanca permettant à la société d'optimiser ses ressources humaines et son infrastructure logistique.
2006	Conclusion d'un accord de fusion absorption avec PC Market

Source : Matel PC Market S.A.

1.1.2. PC MARKET

Fondée en 1986 à Rabat, la société PC Market avait initialement pour activité la vente de matériel informatique et le développement des logiciels de comptabilité sous la dénomination « Forum Informatique SA ».

En 1990, la société change de dénomination et devient distributeur en gros de produits informatiques en représentant notamment la carte HP, et en se positionnant sur la vente directe aux grands comptes et administrations.

En 1993, PC Market opte définitivement pour un modèle de distribution indirecte. La carte HP favorise son développement. De même, la qualité des prestations et l'efficacité de la logistique lui permettent de se positionner auprès des intégrateurs, et revendeurs traditionnels. De plus, de par sa situation géographique, la société se focalise sur le segment PME/ PMI et grands comptes.

Ainsi, de par sa localisation géographique (Rabat) et grâce aussi à l'expérience acquise en vente directe (jusqu'à fin 1995), PC Market a développé une grande expertise dans le domaine des marchés étatiques et des grands comptes qui se traduit par un développement important de cette activité, ce qui a permis de fidéliser les revendeurs grands comptes et de pérenniser les relations commerciales avec les constructeurs concernés par ces marchés (principalement HP et IBM).

C'est ainsi qu'en 2006, préalablement à la fusion avec Matel, PC Market dispose d'un portefeuille de cartes de qualité et représente des marques de renommée telles que HP, IBM, Lenovo, MGE, Lexmark, Epson, Exprestora, Toshiba, Ovislink lui permettant de figurer parmi les principaux grossistes informatiques au Maroc.

La société PC Market a été dissoute en novembre 2006 suite à son absorption par Matel.

Dates clés des principaux événements ayant marqué l'histoire de PC Market :

1986	Création de PC Market ayant pour activité la vente de matériel informatique et le développement des logiciels de comptabilité sous la dénomination « Forum Informatique SA »
1990	Changement de dénomination de la société pour devenir distributeur en gros de produits informatiques. Signature d'un contrat de représentation avec HP.
1997	Construction d'un local commercial de 2.400 m ² dans la zone industrielle de Rabat, regroupant l'ensemble des services ainsi que la plateforme logistique Création d'une agence à Casablanca afin de répondre à la demande croissante issue de cette ville.
1999	Signature d'un contrat de distribution avec MGE UPS SYSTEMS, leader mondial des solutions globales des hautes disponibilités électriques (onduleurs) pour les réseaux d'entreprise, les centres de données et les télécoms.
2000	Externalisation de l'activité SAV et support technique pour HP avec la création de la société Qualitech en association avec Matel
2001	Signature d'un contrat de distribution avec IBM
2006	Dissolution de PC Market suite à son absorption par Matel

Source : Matel PC Market S.A.

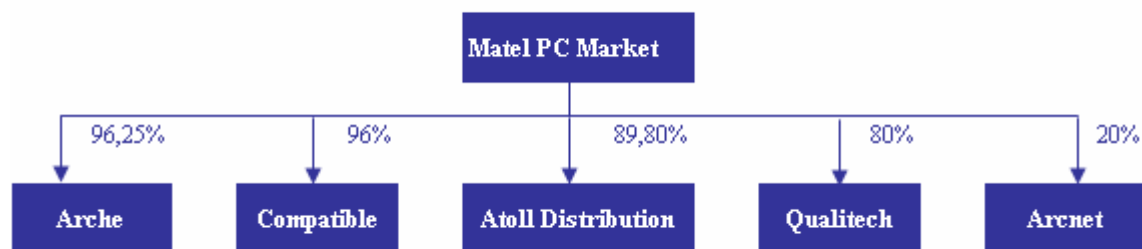
1.1.3. L'entité fusionnée : MATEL PC MARKET

L'entité fusionnée Matel PC Market est née du rapprochement entre Matel et PC Market respectivement numéros 1 et 2 de la distribution en gros de produits informatiques en termes de chiffres d'affaires 2005. L'absorption de PC Market par Matel, devenue effective en novembre 2006 mais avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, est motivée par une vision régionale du métier et la recherche d'une taille critique devenue essentielle pour plusieurs raisons :

- Le changement de l'environnement économique dans le secteur de la distribution depuis la fusion HP/Compaq en 2002 qui a multiplié le nombre de distributeurs sur le marché.
- La stratégie affichée des constructeurs (dont HP) de recourir à des grossistes de taille significative à l'échelle régionale qui joueront le rôle de plateforme régionale.
- L'amélioration de la rentabilité de l'ensemble en mettant en œuvre les synergies opérationnelles existant entre Matel et PC Market.

Le positionnement post-fusion de Matel PC Market restera en continuité des historiques respectifs dans le métier de la distribution indirecte de produits informatiques. La fusion permet un changement de dimension en positionnant la nouvelle entité non seulement comme le premier acteur local incontournable présent sur les principales villes du pays avec le plus large catalogue de marques et de produits mais également en tant qu'un acteur régional potentiel.

1.2. FILIALES



	Part du capital	Activité	Autres Actionnaires	Droits de vote	Chiffre d'affaires 2005 en K MAD	Résultat net 2005 en K MAD	Dividendes résultat 2005 en K MAD	Fonds propres 2005 en K MAD
Arche	96,25%	Détient la propriété de la nouvelle plateforme logistique récemment construite à Témara	Famille Azim	1 part = 1 voix	Néant	(12)	-	408
Compatible	96%	Sans activité depuis plus de 4 ans	M. Lemfadel Azim 3% M. Abdelilal Sbai 1%	1 part = 1 voix	Néant	(6)	-	(205)
Atoll Distribution	89,80%	Revendeur de produits informatiques	Famille Azim	1 part = 1 voix	9.787	16	-	2.394
Qualitech	80%	Mainteneur/réparateur agréé multimarques : HP-Compaq, IBM, Lenovo, Epson, Lexmark, Acer et APC	M. Noureddine Anacleto, M. Badreddine Bentita, M. Lemfadel Azim et M. Abdelila Sbai 5% chacun	1 part = 1 voix	22.190	1.338	750	4.627
Arcnet	20%	Sans activité depuis plus de 4 ans	Famille Azim	1 part = 1 voix	Néant	(189)	-	(391)

- PC Market a créé Atoll pour distribuer les produits Epson sur demande de ce dernier. En 2005 Epson a accepté que PC Market reprenne le contrat d'Atoll qui n'a de ce fait n'a plus de raison d'exister et sera dissoute.
- Compatible a été créée pour développer les ventes des PC clones. Cette expérience n'a pas été concluante, a conforté PC Market dans son choix de ne travailler qu'avec des constructeurs ayant opté pour la distribution indirecte. Compatible est en veilleuse et est appelée à disparaître.
- La société Arcnet est également appelée à disparaître du fait qu'elle n'a aucune activité depuis plus de 4 ans.

1.2.1. Qualitech

Matel PC Market détient une participation de 80% dans Qualitech SA, filiale dédiée au SAV.

Qualitech a été créée en mai 2001 suite à la décision de HP de séparer les circuits de distribution des circuits des services après vente au Maroc conformément au modèle mis en place dans les marchés développés, et d'installer des HP « Services Centers²⁸ » à Casablanca, Rabat, Agadir et Tanger. Cette décision de HP a été motivée par l'évolution positive du marché marocain.

Ainsi, Qualitech a été créée en vue d'être l'unique sous-traitant de l'activité SAV des HP Centers au Maroc.

En mai 2001, suite à l'installation du premier HP Services Center à Casablanca, Qualitech a mis en place une équipe d'ingénieurs et de techniciens certifiés sur les produits HP reprenant ainsi le staff technique de Matel et de PC Market qui ont de ce fait arrêté leur activité de maintenance pour le compte de HP.

En 2002, la fusion HP-Compaq a posé la problématique de choix entre les mainteneurs Compaq et les mainteneurs HP. Toutefois, compte tenu de la qualité du SAV HP, Qualitech a été retenue pour la sous-traitance de l'activité SAV au niveau national.

En 2003, Qualitech se lance dans une démarche Qualité et obtient la certification ISO 9001. Cette certification est obtenue en 2004 pour les quatre sites de Casablanca, Rabat, Tanger et Agadir et validée par un audit de BVQI.

Grâce à son centre de réparation de 1.500 m² dans la zone industrielle de Oukacha à Casablanca et à la qualité de son service, Qualitech est aujourd'hui mainteneur/réparateur agréé multimarques : HP-Compaq, IBM, Lenovo, Epson, Lexmark, Acer et APC. Ses contrats avec les constructeurs l'autorisent ainsi à réparer aussi bien les produits sous garantie que ceux qui sont hors garantie.

Qualitech devrait ainsi poursuivre son rythme d'expansion historique en fonction de l'évolution du marché et de l'intégration éventuelle de nouvelles marques à son catalogue de services. La division HP PC Pavillon a confié directement la maintenance de cette gamme de produits à Qualitech à partir de janvier 2007.

1.2.2. Arche

La société Arche, créée en décembre 1994, filiale à hauteur de 96,25%, détient la propriété de la nouvelle plate-forme logistique récemment construite à Témara. Ainsi, Arche est le support juridique du bâtiment de Témara. La livraison à soi-même a été faite en septembre 2006. Le Bâtiment de Témara va être cédé à Matel PC Market pour absorber la réserve d'investissement constituée à cet effet. Une fois la cession réalisée, Arche sera mise en veilleuse avant d'être dissoute.

²⁸ Centres agréés par HP pour assurer le SAV des ses produits.

1.3. METIER

La société intervient d'une part dans le métier de la distribution en gros de produits informatiques et d'autre part dans les prestations de services après vente et de maintenance de matériel informatique :

- **Distribution informatique :**

Matel PC Market est un distributeur grossiste de produits informatiques et télécoms qui assure la vente, le marketing et les services logistiques d'équipements et de logiciels informatiques, de matériel de réseaux et télécoms. La société représente au Maroc des marques parmi les plus importantes du secteur mondial des technologies de l'information et de la communication : HP, MICROSOFT, IBM/LENOVO, APPLE, INTEL, LEXMARK, CANON,...

Matel PC Market dispose d'une offre large et très diversifiée qui lui permet de répondre à une majeure partie de la demande du marché marocain pour l'ensemble de ses segments : grands comptes, PME/PMI et domestique.

- **Services :**

La société assure le service après vente de la plupart des produits qu'elle distribue à travers sa filiale Qualitech agréée par six constructeurs (HP, IBM/Lenovo, Epson, Lexmark, Acer, APC) pour la maintenance et la réparation des produits de leur marque. Ainsi, Matel PC Market dispose actuellement, à travers Qualitech, d'une plateforme de maintenance multimarques lui permettant d'assurer le service après-vente aussi bien pour les produits qui sont sous garantie que ceux qui sont hors garantie.

- **Développements récents :**

La société a développé au sein de son système d'information des fonctionnalités accessibles par Internet permettant aux revendeurs de faire le suivi de leurs commandes et de leur crédit et qui sont constamment améliorées de manière à répondre aux besoins des revendeurs, et leur permettre, in fine, de passer directement leurs commandes par Internet. La société projette de continuer à investir dans le développement des services offerts aux clients notamment au niveau logistique via le regroupement de l'ensemble des ressources logistiques sur un même site situé à Témara, et au niveau humain par la mise en place de ressources marketing et commerciales supplémentaires de manière à répondre à l'ensemble des besoins de ses clients.

1.4. PRODUITS

L'offre de Matel PC Market permet à la société de se positionner comme un véritable grossiste généraliste avec le portefeuille de produits et de marques le plus riche et le plus complet du marché²⁹.

Les produits distribués par la société englobent différentes catégories de produits destinés au marché de l'informatique, des réseaux & télécoms :

- **Matériel informatique** : cette catégorie englobe aussi bien les PC, serveurs, imprimantes périphériques et consommables destinés à l'utilisateur final que des produits destinés aux assembleurs tels que les micro processeurs, les cartes mères, les disques durs,...
- **Logiciels** : il s'agit des systèmes d'exploitation et logiciels bureautiques mais aussi des logiciels de sécurité plus connus sous le nom d'antivirus.
- **Equipements de réseaux** : comprend les produits entrant de l'infrastructure des réseaux informatiques et télécoms tels que le câblage informatique, les répartiteurs (équipement du réseau au niveau du câblage), les switchs (équipement du réseau local permettant la commutation), les routeurs (équipement des réseaux distants permettant le routage), adaptateurs sans fil (Wi-Fi).
- **Produits de sécurité** : ils concernent les matériels et logiciels destinés à protéger les systèmes informatiques comme les anti-virus, les Firewall, les alimentations secourues (onduleurs).
- **Multimédia** : Lecteurs MP3, haut parleurs amplifiés, micro-casques, vidéo-projecteurs...

²⁹ MATEL PC MARKET.

Pour chaque catégorie de produits distribués, la société a fait le choix de représenter des marques leaders à l'échelle mondiale dans leur domaine :

Produits	Marques
Matériel Informatique	
– PC, serveurs	HP, IBM, LENOVO, TOSHIBA, ACER, MSI
– Imprimantes et consommables	HP, EPSON, LEXMARK, CANON
– Processeurs	INTEL
– Composants d'ordinateurs	MSI , SAMSUNG
– Stockage	HP, IBM
– Autres périphériques et accessoires	LACIE, LOGITECH, SAMSUNG, SWISSBIT
Logiciels	
– Système d'exploitation et logiciels bureautiques	MICROSOFT
– Sécurité	BITDEFENDER
Equipements de réseaux	
– Switchs, routeurs, cartes réseaux, téléphonie IP, ...	3COM, DLINK , HP, LINKSYS, OVISLINK ,
Produits de sécurité	
– Onduleurs	MGE, APC
Multimédia	
– Projecteurs	HP, EPSON, TOSHIBA
– Photographie, photocopie	CANON
– Image et son	APPLE, PINNACLE, ORAY

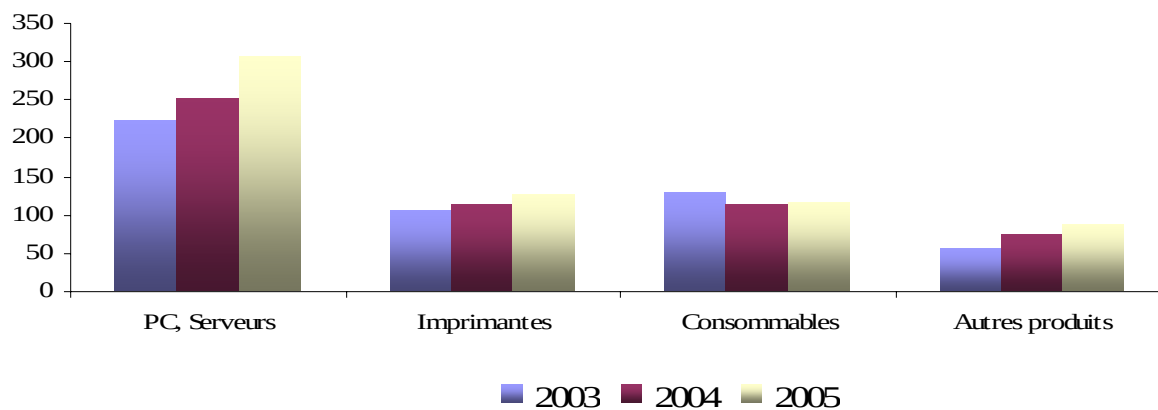
1.5. EVOLUTION DE L'ACTIVITE

1.5.1. Evolution des ventes par catégorie de produits

Evolution du chiffre d'affaires de Matel et PC Market

M MAD	2003				2004					2005					TCAM (03-05)
	Matel	PC Market	Agrégé	% du CA	Matel	PC Market	Agrégé	% du CA	% var	Matel	PC Market	Agrégé	% du CA	% var	
PC, Serveurs	78	145	223	44%	95	155	250	46%	12%	133	172	305	48%	22%	17%
Imprimantes	61	43	104	20%	64	48	112	21%	8%	76	50	126	20%	12%	10%
Consommables	60	68	128	25%	58	53	111	20%	-13%	54	62	116	18%	4%	-5%
Multimédia & Composants	8	1	9	2%	9	1	10	2%	11%	19	1	20	3%	100%	50%
Logiciels	15	1	16	3%	18	1	19	3%	19%	18	1	19	3%	0%	9%
Divers	4	0	4	1%	14	3	17	3%	325%	12	2	14	3%	-18%	93%
Equipements réseaux	5	6	11	2%	5	2	7	1%	-36%	7	6	13	2%	86%	9%
Onduleurs	5	6	11	2%	5	8	13	2%	18%	7	5	12	2%	-8%	6%
Produits de stockage	1	2	3	1%	1	2	3	1%	0%	1	5	6	1%	100%	33%
Total	237	272	509	100%	269	273	542	100%	7%	327	304	631	100%	16%	11%

Evolution du chiffre d'affaires par catégorie de produits (en millions de dirhams)



Source : Matel et PC Market

Le chiffre d'affaires agrégé de Matel et de PC Market a atteint 631 millions de dirhams en 2005 contre 542 millions de dirhams en 2004 et 509 millions de dirhams en 2003, soit une croissance annuelle moyenne de 11% sur la période 2003-2005.

Cette croissance s'explique par une hausse du volume des ventes sur toutes les catégories de produits conjuguée à une amélioration du mix produits, avec une augmentation de la part des produits haut de gamme dans le chiffre d'affaires de Matel et PC Market au cours des trois dernières années. Cette tendance répond à une exigence de la qualité de la part du marché d'une part et à la volonté des constructeurs de déplacer le mix produits vers le haut d'une seconde part.

A de très rares exceptions les constructeurs n'interviennent pas sur les prix de vente dont le positionnement reste du ressort du grossiste. Les achats en gros volumes permettent souvent d'obtenir des remises supplémentaires qui améliorent *in fine* la marge.

En 2004, le chiffre d'affaires agrégé (542 M MAD) a crû de 7% par rapport à 2003 (509 M MAD). Cette augmentation nette du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

- Hausse des ventes des PC et serveurs de 12% qui passent de 223 M MAD en 2003 à 250 M MAD en 2004 grâce à une évolution favorable du marché. Cette catégorie de produits représente environ la moitié du chiffre d'affaires de la société (46% en 2004).
- Augmentation des ventes des imprimantes de 8% entre 2003 et 2004 passant ainsi de 104 M MAD à 112 M MAD en raison de l'augmentation de la demande. La contribution des imprimantes dans le chiffre d'affaires est de 21% en 2004.
- Baisse des ventes des consommables de 13% (128 M MAD en 2003 contre 111 M MAD en 2004) diminuant ainsi leur contribution dans le chiffre d'affaires de 25% à 20%. Cette diminution provient d'une part de la baisse des prix qui a été initiée par les constructeurs afin de limiter la concurrence des produits compatibles et de la diminution des volumes de ventes du fait de l'apparition de produits de contrefaçon sur le marché.

En 2005, le chiffre d'affaires agrégé de Matel et PC Market (631 M MAD) a enregistré une croissance de 16% par rapport à 2004 (542 M MAD). Cette évolution s'analyse comme suit :

- Hausse de 22% des ventes de PC et serveurs qui représentent 48% du chiffre d'affaires global des deux sociétés (de 250 M MAD en 2004 à 305 M MAD en 2005). Cette tendance s'explique par une augmentation de la demande du marché domestique, des entreprises, des administrations et des besoins du secteur éducatif.
- Accroissement des ventes des imprimantes de 12% passant ainsi de 112 M MAD en 2004 à 126 M MAD en 2005. Leur contribution dans le chiffre d'affaires est restée quasi-stable à 20%.
- Augmentation de 4% des ventes de consommables (toners, cartouches d'encre...) (116 M MAD en 2005 contre 111 MMAD en 2004) qui représentent 18% du chiffre d'affaires en 2005. Cette hausse s'explique par une stratégie commerciale plus agressive de la société et par la vente de nouveaux produits (papier grands formats, toner pour imprimantes laser couleur).

En définitive, bien qu'impactées par la contrefaçon, les ventes de consommables ne reculent pas en volume du fait d'un parc imprimantes en constante progression. On constate cependant une plus forte croissance des consommables destinés aux imprimantes laser au détriment des imprimantes jet d'encre.

En outre, la mauvaise qualité des produits contrefaits ainsi que la lutte des pouvoirs publics contre la contrefaçon (et le piratage) jouent en faveur d'une croissance prévisible du marché de ce segment.

Les nouveaux consommables sont de plus en plus difficiles à contrefaire (du fait d'une évolution technologique constante des produits d'origine), de ce fait les parcs récents sont peu impactés. Pour la même raison, les consommables coûteux équipant les imprimantes laser couleur ne sont pas contrefaits. Enfin les principaux constructeurs programment des campagnes de sensibilisation des revendeurs et des consommateurs. Pour toutes ces raisons, une croissance de ce segment de marché est attendue pour 2007 et les années à venir.

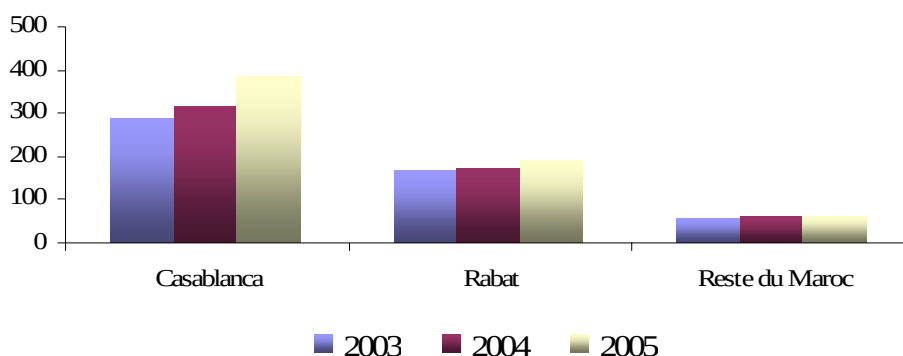
1.5.2. Evolution des ventes par région

Ventilation des ventes par région

M MAD	2003				2004					2005				
	Matel	PC Market	Agrégé	% du total	Matel	PC Market	Agrégé	% Var	% du total	Matel	PC Market	Agrégé	% Var	% du total
Casablanca	162	123	285	56%	200	114	314	10%	58%	239	146	385	23%	61%
Rabat	35	131	166	33%	33	136	169	2%	31%	48	138	186	10%	29%
Agadir	16	1	17	3%	14	2	16	-6%	3%	17	1	18	13%	3%
Marrakech	7	2	9	2%	6	2	8	-11%	1%	7	1	8	0%	1%
Tanger	8	4	12	2%	6	7	13	8%	2%	6	2	8	-38%	1%
Reste du Maroc	9	11	20	4%	10	12	22	10%	4%	10	16	26	18%	4%
Total	237	272	509	100%	269	273	542	7%	100%	327	304	631	16%	100%

Source : Matel et PC Market S

Evolution des ventes par région
(en millions de dirhams)



Source : Matel et PC Market .

A fin 2005, le chiffre d'affaires agrégé dans les régions de Casablanca et Rabat a atteint respectivement 385 M MAD et 186 M MAD, soit une contribution de 61% et 29% dans le chiffre d'affaires global. Les autres villes du Maroc représentent 10% des ventes de Matel et de PC Market. Cette répartition du chiffre d'affaires par région montre une forte présence des deux sociétés dans l'axe Casablanca-Rabat (90% du chiffre d'affaires global) qui concentre une majeure part du marché des produits informatiques au Maroc. La concentration des Administrations à Rabat et des grandes entreprises sur l'axe Casablanca - Rabat

explique cette situation confirmée par le nombre des revendeurs dont les contingents sont localisés sur cet axe à plus de 80%.

L'évolution des ventes à Agadir, Marrakech et Tanger est due essentiellement à la présence à Agadir d'une agence commerciale Matel depuis 1999, aux ventes des produits informatiques à Marrakech liées à la demande du secteur touristique et à une partie des grands contrats à Tanger qui échappent aux revendeurs locaux, insuffisamment développés à ce jour.

1.5.3. Evolution des ventes par clients

La clientèle de Matel et de PC Market est composée de clients revendeurs (40% du chiffre d'affaires), de grands comptes (40% du chiffre d'affaires) et de retailers (20% du chiffre d'affaires).

Le mode de livraison des produits de la société se fait en propre pour l'axe Casablanca-Rabat et via des transporteurs externes pour les autres régions du Maroc.

Les délais de crédit octroyés aux clients varient de 30 à 90 jours selon la taille du client, son historique et sa solvabilité.

La contribution des principaux clients au chiffre d'affaires des deux sociétés se présente comme suit :

Concentration du chiffre d'affaires entre les principaux clients

En %	2003			2004			2005		
	Matel	PC Market	Matel + PC Market	Matel	PC Market	Matel + PC Market	Matel	PC Market	Matel + PC Market
Premier client	4,1%	6,4%	3,4%	7,1%	8,0%	4,9%	6,0%	6,0%	3,2%
Trois premiers clients	9,3%	18,5%	9,9%	16,1%	19,5%	13,1%	14,5%	16,7%	9,0%
Cinq premiers clients	14,0%	29,1%	15,6%	21,2%	29,1%	19,1%	19,9%	25,7%	14,5%
Dix premiers clients	21,8%	45,8%	26,5%	30,5%	44,9%	29,7%	29,3%	40,0%	25,0%

Source : Matel PC Market S.A

1.5.4. Principaux concurrents par carte

Les grossistes représentent la majeure partie des marques de constructeurs internationaux sur le marché marocain. Ils sont concentrés et de taille importante. Leur rôle est d'assurer la logistique en terme d'approvisionnement, de stockage, de livraison entre les constructeurs et les revendeurs.

Compte tenu de la forte concentration du secteur renforcée par les dernières fusions ou absorption de constructeurs observées (HP/Compaq, IBM PC/Lenovo), les possibilités de rapprochement entre les acteurs majeurs indépendants actuellement (Acer, Dell, Fujitsu-Siemens) restent peu probables ou de portée plus limitée. Cependant dans l'hypothèse d'un éventuel rapprochement, l'impact pour Matel PC Market serait neutre (exemple : Dell/Fujitsu-Siemens) ou positif (exemple : Acer/Dell).

Les quatre principaux grossistes sont Matel PC Market, Distrisoft, Marsofim et SCDM.

Les principales cartes distribuées par grossiste, dont la distribution est matérialisée par des contrats formels, se présentent comme suit :

Matel PC Market	Distrisoft	Marsofim	SCDM

I. Matériel Informatique et consommables

ACER	✓			
DELL		✓		
EPSON	✓			
Fujitsu-Siemens		✓		
HP (Consommables)	✓			
HP (Hardware)	✓	✓		
HP-VALUE (Systèmes UNIX)	✓			
IBM	✓		✓	
INTEL	✓			
LACIE	✓			
LENOVO	✓		✓	
LEXMARK	✓	✓	✓	
LOGITECH	✓			
MAXTOR		✓		
TOSHIBA	✓			

II. Logiciels

ADOBE		✓		
COMPUTER ASSOCIATES		✓		
MICROSOFT	✓	✓		
SYMANTEC		✓		

III. Equipements de réseaux

3COM	✓			
BELKIN		✓		
CISCO				✓
LINKSYS				✓

IV. Produits de sécurité

VERITAS		✓		

V. Multimédia

3M		✓		
EPSON	✓			
TOSHIBA	✓			

Par ailleurs, un contrat de distribution est en cours de signature avec l'équipementier de réseaux DLINK. Outre ces rapports contractuels, Matel PC Market entretient depuis plusieurs années de fortes relations de distribution avec les principales cartes suivantes :

I. Matériel Informatique et consommables : MSI, SWISSBIT, CANON, SAMSUNG et VERBATIM.

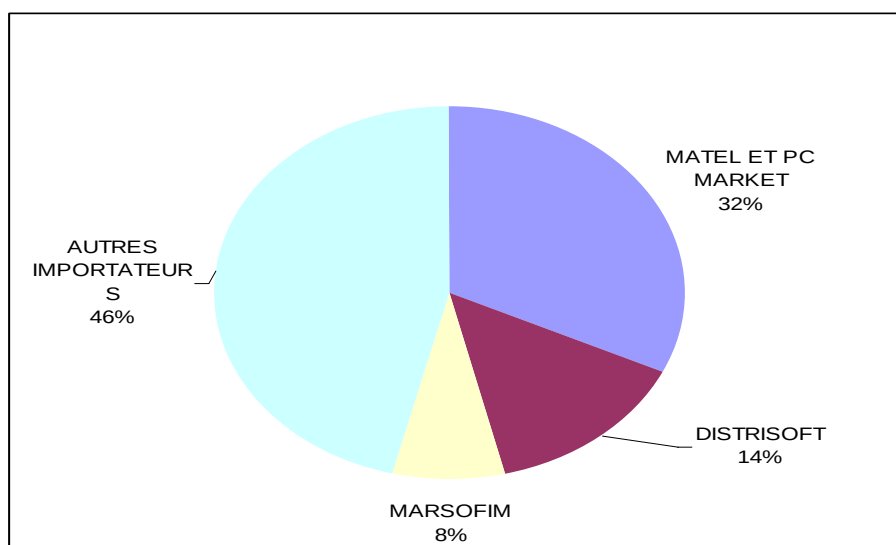
II. Logiciels : BITDEFENDER.

III. Equipements de réseaux : LINKSYS

IV. Produits de sécurité : APC et MGE.

V. Multimédia : PINNACLE et APPLE.

Les parts de marché des principaux grossistes se présentent comme suit :



Source :OMPIC Chiffres d'affaires 2005

2. POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT

2.1. DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT

La sélection des fournisseurs et des cartes de Matel PC Market prend en compte les critères suivants :

- Potentiel du marché.
- Cohérence et complémentarité par rapport au portefeuille existant.
- Termes de paiement et lignes de crédit attractifs.

La politique d'approvisionnement dépend directement des demandes exprimées par les chefs produits avec le support des Directions Commerciale et Marketing qui tiennent compte du niveau des stocks, de la demande et des objectifs contractuels signés avec les fournisseurs. Cette politique a pour but de répondre à ces demandes en organisant les flux et les stockages tout en minimisant les coûts et en assurant qualité, sécurité et délais.

De nombreux paramètres sont pris en compte pour parvenir à un approvisionnement optimal :

- **Délais industriels** : certains fournisseurs travaillent suivant le modèle « BTO » (fabrication à la demande). Il est dans ce cas tenu compte des délais de fabrication ou d'assemblage qui peuvent varier d'une semaine à un mois généralement.
- **Délais logistiques** : durée du transit par terre, mer ou air des marchandises du fabricant vers les sites de stockage de la société.
- **Commandes clients** : les commandes importantes des clients revendeurs ne sont pas généralement livrées sur stocks. Elles sont le plus souvent intégrées aux commandes fournisseurs.
- **Statistiques de ventes périodiques** : des statistiques de ventes périodiques (par mois, trimestre ou année) sont régulièrement établies pour les produits à fortes ventes récurrentes telles que les produits d'entrée de gamme et les consommables. Ces statistiques corrigées des effets de saisonnalité aident à préparer les commandes de ces produits. Ces statistiques permettent également de positionner des seuils de stock minimum pour ces articles, en deçà desquels une alerte est déclenchée par le logiciel de gestion commerciale.

La gestion commerciale informatisée permet d'automatiser dans une large mesure ces processus de réapprovisionnement avec une visibilité en temps réel pour les chefs produits.

La fusion entre Matel et PC Market permettra de réduire de façon significative les coûts d'approvisionnement tout en améliorant la pertinence des stocks. En effet, pour être complets, les stocks doivent inclure également les références à faible demande et en conséquence à faible rotation de stock. Un stock fusionné permet, avec les mêmes quantités, d'assurer la disponibilité en divisant par deux la durée de rotation de ces stocks. D'un point de vue statistique, un stock plus important offrira une plus grande probabilité de disponibilité ce qui le rend plus « pertinent ». Au final la valeur du stock fusionné pourra être réduite de l'ordre de 15% à 20% tout en assurant la même performance de disponibilité.

La réalisation des objectifs contractuels signés avec les principaux fournisseurs est toujours prioritaire au niveau des approvisionnements et permet d'engranger des remises arrières non négligeables.

Pour les fournisseurs qui n'imposent pas d'objectifs contraignants, les choix d'approvisionnement se porteront en priorité sur les produits et lignes de produits permettant une différenciation concurrentielle tout en produisant de meilleures marges commerciales.

2.2. EVOLUTION DES ACHATS

Evolution des achats de marchandises

M MAD	2003			2004				2005				TCAM (03-05)
	Matel	PC Market	Agrégé	Matel	PC Market	Agrégé	% var	Matel	PC Market	Agrégé	% var	
Achats de marchandises	202 497	229 166	431 663	249 823	248 467	498 290	15%	304 070	268 670	572 740	15%	15%

Source : Matel PC Market S.A.

L'analyse des ventes conditionne directement la gestion des stocks et des achats qui doivent être en adéquation avec les ventes par marque et les besoins du marché. Plus de 90% des achats sont importés par la société et la société recourt à l'achat de devises à terme auprès des banques pour limiter les risques de change.

Les termes de paiement octroyés par les principaux constructeurs se résument comme suit :

HP	45j
Microsoft	90j
Epson	60j
Lexmark	60j
IBM	60j
Lenovo	60j

Les achats locaux sont principalement effectués auprès de MGE (onduleurs électriques). Cette société procède elle-même à l'importation des produits et en confie la distribution aux principaux grossistes marocains (Matel PC Market et Distrisoft). Il faut noter également que les ventes entre confrères grossistes sont courantes dans la profession.

2.3. REPARTITION DES APPROVISIONNEMENTS PAR FOURNISSEURS

La ventilation des approvisionnements par fournisseur se présente comme suite :

Concentration des achats de Matel et PC Market

	2003	2004	2005	Moyenne
premier fournisseur	68,5%	71,9%	64,5%	68,3%
3 premiers fournisseurs	82,9%	82,6%	74,3%	79,9%
5 premiers fournisseurs	90,2%	87,9%	80,3%	86,1%
10 premiers fournisseurs	97,5%	96,7%	91,5%	95,2%

En 2005, le premier fournisseur de Matel et PC Market représente 64,5% des achats au lieu de 71,9% en 2004.

3. POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE

3.1. POLITIQUE MARKETING

La politique marketing mise en œuvre par Matel PC Market est fondée d'une part sur la connaissance du marché : analyses, identifications, quantifications, segmentations, opportunités, veille concurrentielle et d'autre part sur la mise en place d'actions et de programmes proactifs destinés à tirer le meilleur profit des potentialités du marché.

La connaissance du marché repose sur un travail permanent de compilations d'informations obtenues auprès d'utilisateurs finaux, de partenaires revendeurs, d'associations professionnelles dont notamment l'Apebi et également à partir d'échanges entre confrères. Peu de données officielles sont disponibles.

Les actions et programmes marketing sont le plus souvent proposés et discutés avec les principaux fournisseurs de la société dans le cadre de plans trimestriels. Les responsables internes de ces programmes sont les chefs produits dédiés par marques et pour les plus importantes par lignes de produit. Pour exemple, la marque Hewlett Packard est supportée en interne par cinq chefs produits : PC, serveurs et stockage, imprimantes et périphériques, consommables, produits consumer. L'ensemble des actions menées sont supervisées par la Direction Marketing laquelle en concertation interne et externe, fixe les objectifs commerciaux, mesure et contrôle les réalisations.

Les moyens et outils marketing de la société se présentent comme suit :

- Diffusion hebdomadaire du tarif général par mail et sur le site Internet de la société.
- Promotions produits ciblées également par mail et sur le site Internet.
- Catalogue promotionnel mensuel.
- Publicité presse destinée à engendrer de la demande.
- Incentive internes et/ou externes destinés à motiver les forces de ventes (cadeaux, bons cadeaux liés aux réalisations des objectifs).
- Cellule télévente pour appuyer les promotions (appels entrants et sortants).
- Présentations commerciales et formations techniques : ces présentations destinées aux partenaires de la société sont assurées plusieurs fois par mois dans ses locaux à Casablanca et à Témara. Les salles totalement équipées en moyens audio-visuels peuvent accueillir plus de 100 personnes.
- Présence ciblée aux salons et séminaires organisés au Maroc en partenariat avec les marques représentées.

3.2. POLITIQUE COMMERCIALE

La politique commerciale de Matel PC Market est conduite par la direction Commerciale avec la collaboration étroite de la Direction Marketing. La Direction Commerciale a la responsabilité directe de la force de vente composée de commerciaux et de technico-commerciaux en charge de comptes revendeurs. Pour une plus grande efficacité, la force de vente est segmentée en trois unités principales :

revendeurs grands comptes, revendeurs traditionnels et canal « retail » (grandes surfaces et chaînes spécialistes).

Un taux de fidélisation historiquement élevé est obtenu grâce à la richesse de l'offre. Plus de 30 marques de premier rang, dont une dizaine en exclusivité, sont proposées aux partenaires revendeurs permettant ainsi le « One Stop Shopping³⁰ ». Une politique stricte de qualité est observée en permanence afin de maintenir une satisfaction élevée des partenaires : gestion des commandes, prestations logistiques, support technique et commercial.

La force de vente est régulièrement formée en interne par les chefs produits concernés et également par les partenaires fournisseurs de la société. D'une manière générale, la force de vente bénéficie du support permanent et quotidien du « marketing » : interventions directes des chefs produits, actions de la cellule télévente, cotations spéciales, avec comme objectif la plus grande réactivité possible et la réduction du « time to market³¹ ».

3.3. POLITIQUE DES PRIX

L'essentiel du catalogue est proposé au marché sur la base de prix publics conseillés en dirhams hors taxes. Seuls les composants destinés aux intégrateurs locaux sont proposés en prix nets (processeurs, carte mères, disques durs, mémoires, ...). Le partenaire revendeur bénéficie sur les prix publics d'une remise variable selon la nature et l'importance de la commande (montant et mix produits).

La marge brute réalisée par Matel PC Market varie selon les marques et les produits. Cette marge est plus faible pour les produits à fort volume et à forte rotation, elle est plus élevée pour les produits moins concurrentiels. La richesse du catalogue permet de compenser ces variations et de maintenir les objectifs de marge moyenne. La marge moyenne est également rehaussée significativement par les marges arrières³² proposées par la plupart des constructeurs lorsque les objectifs contractuels trimestriels sont atteints ou dépassés.

La plus grande partie du stock provenant des constructeurs (HP, Epson) bénéficie d'une protection en contrepartie de reportings mensuels de l'état du stock. En cas de baisse des prix, le constructeur rétrocède la différence de prix sur le stock non encore vendu au moment de la baisse (protection de stock de 30 jours). Généralement, pour l'essentiel de l'activité, les grossistes fixent leurs prix de vente en fonction de leur politique commerciale et des prix généralement pratiqués (exception rare : cas des grands appels d'offre pour lesquels le constructeur peut souhaiter fixer le prix de vente final en concertation avec le grossiste).

Ainsi, ces mécanismes de protection permettent de maintenir des niveaux de stocks suffisants sans subir des dépréciations consécutives aux baisses de prix fréquentes dans le secteur « IT » et de faire bénéficier immédiatement le canal de revendeurs et le consommateur des baisses de prix.

³⁰ Acheter en une seule fois et dans un même lieu.

³¹ Temps de mise sur le marché

³² Remises accordées par le constructeur pour récompenser les clients qui ont respecté les différents objectifs qui ont été contractuellement fixés (volumes, mix des ventes, période des ventes,...)

4. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Suivant le modèle indirect, la politique de distribution de la société repose sur la gestion et l'animation d'un canal de revendeurs.

Les revendeurs sont sélectionnés en fonction de leur compétence commerciale (capacité et moyens pour la vente), technique (compétence dans le domaine informatique) et de leurs capacités financières (délais de paiements, encours, garanties). Cette sélection dans le temps a permis de fidéliser un réseau de revendeurs capables d'assurer une présence commerciale sur l'ensemble du territoire.

Les revendeurs sont gérés par des commerciaux en fonction de leur typologie (revendeurs « grands comptes », revendeurs traditionnels ou revendeurs « retail » (revente en magasin)). Les encours et les paiements de ces revendeurs sont suivis en permanence par le département financier.

Les conditions commerciales et notamment les remises octroyées sur les tarifs publics sont liées aux volumes annuels réalisés. Des incitations commerciales sous forme de bonus ou de cadeau sont régulièrement proposées pour dynamiser les ventes. Les revendeurs les plus importants en compte bénéficient de livraisons gratuites sur Casablanca et Rabat.

5. TROPHEES ET RECOMPENSES

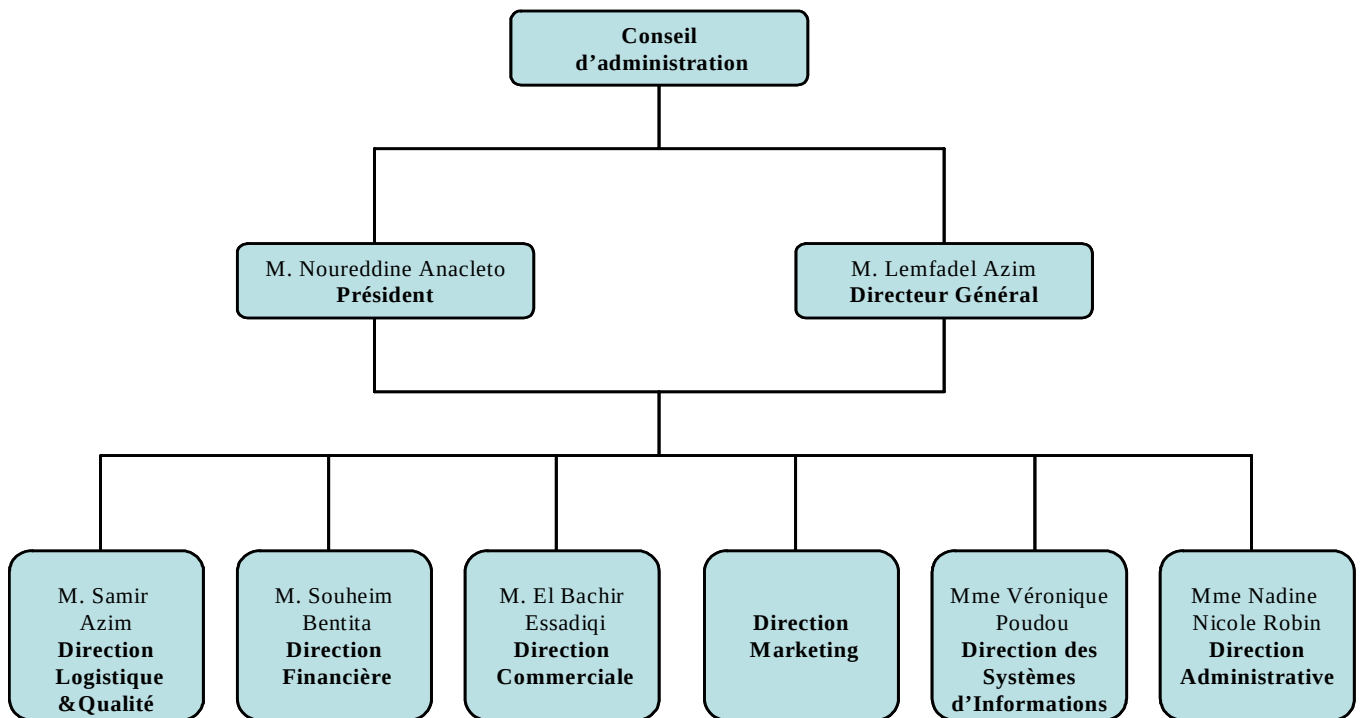
En 2001, 2002 et 2003, Matel a été désigné par les revendeurs marocains « meilleur grossiste de PC/Périphériques » dans le cadre des trophées de la distribution organisés par Info-Magazine-PC World33. Les trophées du meilleur service et de la meilleure ligne de produits ont également été remportés ces trois années consécutives. Cette manifestation n'a pas été renouvelée depuis.

³³ Revue marocaine des technologies de l'information et de la communication

VII. OUTILS ET MOYENS

1. MOYENS HUMAINS

1.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



Source : Matel PC Market S.A.

Suite à la fusion de Matel et PC Market, un nouvel organigramme issu d'une sélection objective des compétences existantes a été mis en place par le comité stratégique de rapprochement. Matel PC Market bénéficie ainsi d'un nombre suffisant de cadres permettant une meilleure organisation des départements avec un taux d'encadrement significatif.

- **Le Comité de Direction** coordonne les activités planifiées par les différentes directions de Matel PC Market. Se réunissant chaque semaine, ce comité se compose de Messieurs Mohammed Noureddine Anacleto, Lemfadel Azim, Abdelilah Sbai, Souheim Bentita et El Bachir Essadiqi.
- **La Direction Commerciale**, assurée par Monsieur El Bachir Essadiqi gère une force de vente dont l'effectif est de 17 commerciaux. Cette force de vente est segmentée par type de revendeur (Grands Comptes, revendeurs traditionnels, Canal « retail ») et également géographiquement (Rabat, Casablanca, Agadir).
- **La Direction financière** sous la responsabilité de Monsieur Souheim Bentita dispose d'un effectif de 11 personnes et prend en charge la gestion comptable et financière de la société ainsi que le contrôle financier des opérations de la société.
- **La Direction Qualité et Logistique** sous la responsabilité de M. Samir Azim dispose d'un effectif de 28 employés en charge de la gestion des stocks, du suivi des commandes et de la livraison

des marchandises chez le partenaire. Cette Direction est également en charge de la mise en place et du suivi de la politique qualité de Matel PC Market.

NB : La fonction Marketing est assurée par M. Abdelilah Sbai, consultant marketing de Matel PC Market. Cette fonction est assurée par une équipe de 18 cadres dont 15 chefs de produits responsables de marques ou de lignes de produits. Cette équipe est en contact permanent avec les fournisseurs et a pour mission de mettre sur le marché les produits distribués dans les meilleures conditions en utilisant les moyens marketing actuels : mailings, phoning, promotions et publicités.

1.2. EFFECTIFS

Les effectifs actuels sont de 117 personnes. Compte tenu des départs en cours (retraites) et de transferts programmés vers la filiale Qualitech, ces effectifs évolueront en 2007 à la baisse et devraient se stabiliser à moins de 100 personnes.

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des effectifs sur les trois dernières années. Le taux d'encadrement (Directeurs + cadres) atteint 39%.

Matel PC Market

Par catégorie	2003				2004				2005				2006	
	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel PC Market	%
Responsables (Directions)	5	2	7	7%	6	2	8	7%	6	2	8	7%	7	6%
Cadres	23	11	34	32%	24	11	35	29%	25	12	37	32%	38	33%
Employés	38	28	66	62%	48	28	76	64%	41	31	72	62%	71	61%
Total	66	41	107	100%	78	41	119	100%	72	45	117	100%	116	100%

Source : Matel et PC Market .

Répartition des effectifs par sexe :

Par sexe	2003				2004				2005				2006	
	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel	PC Market	Matel PC Market agrégé	%	Matel PC Market	%
Femmes	22	17	39	36%	28	20	48	40%	28	19	47	40%	53	46%
Hommes	44	24	68	64%	50	21	71	60%	44	26	70	60%	63	54%
Total	66	41	107	100%	78	41	119	100%	72	45	117	100%	116	100%

Source : Matel et PC Market .

1.3. POLITIQUE SOCIALE

Les salariés de Matel PC Market sont rémunérés sur une base mensuelle. Un programme de motivation intéresse principalement les forces commerciales et marketing en fonction d'objectifs trimestriels.

Par ailleurs, l'ensemble des salariés bénéficie des avantages sociaux suivants :

Caisse interprofessionnelle marocaine de retraites, Caisse Nationale de Sécurité Sociale, Assurance maladie auprès de la compagnie (AXA) et des formations et certifications prises en charges selon les plans de formation mis en place.

1.4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avant la fusion, les ressources humaines étaient gérées chez Matel et PC Market sous la responsabilité des Directions Générales. Les nouveaux effectifs issus de la fusion nécessitent impérativement la mise en place d'une Direction des Ressources Humaines dès à présent. Le responsable de cette fonction est actuellement en cours de recrutement par la société.

2. MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES

2.1. SYSTEME D'INFORMATION

Le système d'information actuel de Matel PC Market résulte de la fusion et de la sélection des systèmes utilisés avant la fusion. Il comprend :

- **Systèmes de téléphonie voix sur IP** sur l'ensemble des sites de la société : Casablanca, Temara, Ain Sebaa (Qualitech), Agence Agadir. Tous ces sites sont interconnectés en voix et données par des liaisons redondantes à haut débit.
- **Système unifié redondant de messagerie** : intranet.
- **Logiciel de gestion commerciale** : Magest, logiciel de gestion commerciale intégrant des fonctionnalités ERP et développé en interne depuis dix ans par la direction des systèmes d'informations de Matel. Outre les fonctions classiques de gestion commerciale, Magest ajoute des avantages déterminants, à savoir :
 - o **Adéquation totale aux procédures opérationnelles mises en place ;**
 - o **Evolutivité permanente ;**
 - o **Outil puissant de construction de requêtes ;**
 - o **Sérialisation du stock** : la totalité des produits en stock reçoivent à leur réception un numéro de stock unique apposé physiquement sur le produit sous codage à barres. Ceci permet une traçabilité totale du stock aussi bien géographiquement qu'historiquement. Chaque produit en stock est ainsi relié à une commande fournisseur, une facture fournisseur, une date entrée et une date sortie stock, une facture de vente, etc. Ce mode de gestion permet d'obtenir une vision très précise de ce stock. La durée de stockage par produit permet de suivre en permanence les taux de rotation du stock par références, gammes de produit ou marques et permet ainsi une prise de décision plus pertinente.
 - o **Gestion en temps réel des encours, des paiements et des impayés clients** : les commandes générant des dépassements d'encours sont automatiquement bloquées. La saisie d'un impayé bloque également les comptes concernés.
- **Fonctionnalité WEB** : mise en place actuelle de fonctionnalités accessibles par Internet pour les clients en compte : état des commandes enregistrées et prévisions de livraison, situation financière et demandes de réservation. Dans une deuxième phase, il sera également possible de passer les commandes via Internet.

2.2. SITES

Matel PC Market est le seul distributeur grossiste informatique au Maroc assurant une forte présence régionale (Casablanca, Rabat et Agadir). La fusion permet d'offrir au canal de distribution une proximité logistique et commerciale totale pour les régions de Casablanca, de Rabat et d'Agadir qui représentent ensemble plus de 90% du marché. La société ne s'est pas implantée dans la région de Marrakech malgré

le fort potentiel que représente cette ville, cependant les ventes relatives à Marrakech sont traitées par des revendeurs casablancais.

Le siège social de Matel PC Market est situé au lotissement la Colline à Sidi Maârouf sur un terrain de 1.700 m². La superficie totale de la construction est de 4.000 m² dont 1.500 m² de stock en sous sol sur grande hauteur.

Les installations de Témara abritent sur un terrain de 3.000 m², le centre logistique principal et les forces commerciales et marketing dédiées à la clientèle de la région de Rabat. La construction récente totalise une surface de 5.700 m² dont 3.600 m² pour le stock.

L'agence d'Agadir ouverte en 2000 assure une présence commerciale locale ainsi qu'un stock approvisionné hebdomadairement permettant d'assurer un flux continu pour les partenaires de la région.

VIII. SITUATION FINANCIERE DE MATEL PC MARKET

AVERTISSEMENT

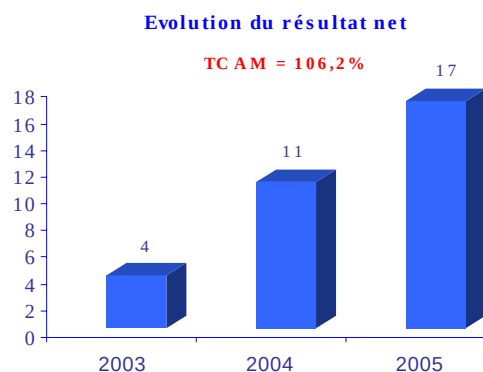
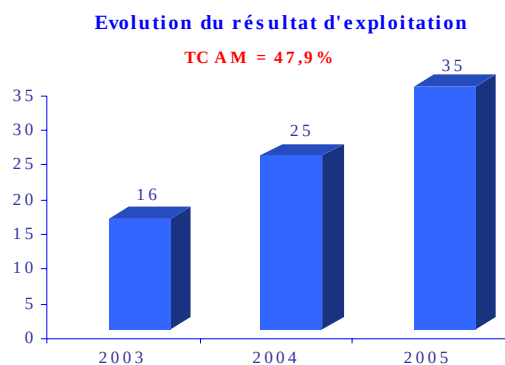
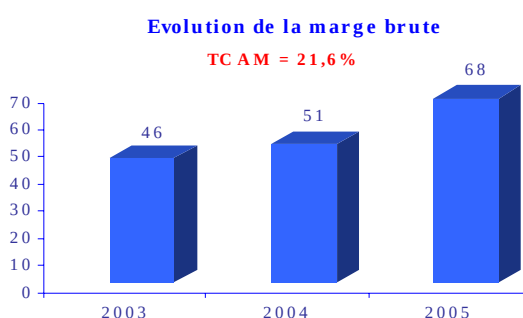
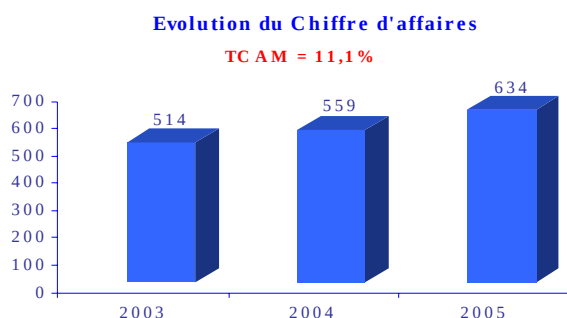
La fusion entre Matel et PC Market n'ayant été conclue qu'au mois de septembre 2006, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, les comptes présentés ci-dessous sont des comptes proforma de Matel PC Market pour les exercices 2003, 2004 et 2005. Ces comptes ont été élaborés sur la base d'une consolidation des comptes sociaux de Matel, PC Market et de leurs filiales. Bien que cet exercice de reconstitution de comptes pro-forma soit effectué dans le respect des normes comptables, il ne peut refléter les conséquences qu'aurait pu avoir la fusion si elle avait été réalisée en 2003.

1. PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

M MAD	2003	2004	2005
Chiffre d'affaires*	514	559	634
Marge brute sur vente en l'état	46	51	68
Résultat d'exploitation	16	25	35
Résultat net	4	11	17

Source : Matel PC Market

(*) Chiffres consolidés pro-forma



2. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE MATEL

2.1. ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM
Ventes de marchandises en l'état	234.721	269.456	14,8%	326.791	21,3%	18,0%
Achats revendus de marchandises	208.257	238.753	14,6%	288.994	21,0%	17,8%
Marge brute sur ventes en l'état	26.464	30.703	16,0%	37.797	23,1%	19,5%
Ventes de biens et services produits	1.337	1.327	-0,7%	678	-48,9%	-28,8%
Immobilis. Prod. par l'entrep. pour elle-même	13.769	1.013	-92,6%	543	-46,4%	-80,1%
Production de l'exercice	15.106	2.340	-84,5%	1.221	-47,8%	-71,6%
Achats consommés de matières et fournitures	14.640	1.561	-89,3%	1.033	-33,8%	-73,4%
Autres charges externes	6.241	5.804	-7,0%	6.083	4,8%	-1,3%
Consommation de l'exercice	20.881	7.365	-64,7%	7.116	-3,4%	-41,6%

Valeur ajoutée	20.689	25.678	24,1%	31.902	24,2%	24,2%

Impôts et taxes	269	196	-27,4%	292	49,2%	4,1%
Charges de personnel	13.051	12.759	-2,2%	13.428	5,2%	1,4%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	7.368	12.723	72,7%	18.182	42,9%	57,1%
Autres charges d'exploitation				150		NA
Reprises d'exploitation - transfert de charges	687	756	10,1%	841	11,3%	10,7%
Dotations d'exploitation	1.828	3.855	110,9%	4.246	10,1%	52,4%
Résultat d'exploitation	6.228	9.624	54,5%	14.627	52,0%	53,3%
Résultat financier	(5.231)	(5.423)	3,7%	(5.325)	-1,8%	0,9%
Résultat courant	997	4.201	321,4%	9.302	121,4%	205,5%
Résultat non courant	(11)	(15)	37,6%	(90)	518,2%	191,7%
Impôts sur les sociétés	416	1.591	282,4%	3.189	100,4%	176,8%
Résultat net de l'exercice	570	2.595	355,2%	6.023	132,1%	225,0%

Capacité d'autofinancement	1.617	4.338	168,0%	7.809	80,0%	119,7%

2.1.1. Marge brute sur ventes en l'état

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var
Ventes de marchandises en l'état (1)	234.721	269.456	15%	326.791	21%
Ventes de biens et services produits (2)	1.337	1.327	-1%	678	-49%
Chiffre d'affaires (1)+(2)	236.058	270.783	15%	327.469	21%
Achats revendus de marchandises (3)	208.257	238.753	15%	288.994	21%
Marge brute sur ventes en l'état (1)-(3)	26.464	30.703	16%	37.797	23%
Taux de marge brute	11,3%	11,4%	0,1 pt	11,6%	0,2 pt

Source : Matel

Les ventes de Matel sont principalement constituées de ventes de marchandises en l'état, le service après vente étant réalisé au niveau de sa filiale Qualitech.

En 2004, le chiffre d'affaires atteint MMAD 270, soit une hausse de 15% par rapport à 2003 qui s'explique par l'augmentation du chiffre d'affaires réalisé sur les marques existantes d'une part et la distribution de nouvelles cartes telles que MSI et INTEL d'une seconde part. En 2005, le chiffre d'affaires de Matel poursuit sa tendance haussière à MMAD 327, profitant d'une conjoncture favorable engendrée par la croissance du marché de l'informatique (développement de l'ADSL, informatisation des administrations ...).

Les achats revendus de marchandises ont augmenté de 15% entre 2003 et 2004 et de 21% entre 2004 et 2005 passant ainsi de MMAD 208 en 2003 à MMAD 289 en 2005, soit un taux de croissance annuel moyen de 17,8% sur la période 2003-2005 cohérent avec la croissance du chiffre d'affaires (18% en moyenne sur la période).

Le taux de marge brute a légèrement augmenté sur la période passant de 11,3% en 2003 à 11,6% en 2005, grâce à une bonne maîtrise des approvisionnements permettant d'améliorer les taux de remises arrières³⁴ et la commercialisation de nouveaux produits à plus forte marge.

2.1.2. Production de l'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Ventes de biens et services produits	1.337	1.327	-1%	678	-49%	-29%
Immob. prod. par l'entrep. pour elle-même	13.769	1.013	-93%	543	-46%	-80%
Total	15.106	2.340	-85%	1.221	-48%	-72%

Source : Matel

En 2003, la production de l'exercice correspond principalement à l'activation des coûts liés à la construction du siège social de Matel pour un montant de MMAD 13,7.

³⁴ remises accordées par le constructeur pour récompenser les clients qui ont respecté les différents objectifs qui ont été contractuellement fixés (volumes, mix des ventes, période des ventes,...)

2.1.3. Consommation de l'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Achats non stockés de matières et fournitures	730	694	-5%	723	4%	-1%
Achats de travaux et études	13.910	867	-94%	310	-64%	-85%
Achats consommés de matières et fournitures	14.640	1.561	-89%	1.033	-34%	-73%
Locations et charges locatives	708	385	-46%	381	-1%	-27%
Redevances de crédit bail	389	123	-68%	335	172%	-7%
Entretien et réparations	185	239	30%	117	-51%	-20%
Primes d'assurances	168	165	-2%	157	-5%	-3%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	461	505	10%	928	84%	42%
Redevances pour brevets, marques et droits	100	197	97%	121	-39%	10%
Transports	130	121	-7%	109	-10%	-8%
Déplacements, missions et réceptions	530	431	-19%	499	16%	-3%
Reste du poste autres charges externes	3.571	3.638	2%	3.437	-6%	-2%
Autres charges externes	6.241	5.804	-7%	6.083	5%	-1%
Total général	20.881	7.365	-65%	7.116	-3%	-42%

La consommation de Matel a baissé de 42 % en moyenne sur la période 2003-2005 pour s'élever à MMAD 7.116 en fin de période. Cette tendance s'explique essentiellement par la diminution des achats de travaux et études, notamment sur la période 2003-2004. En effet, à fin 2004, le poste achats et travaux a diminué de 89% passant de KMAD 14.640 à KMAD 1.560, du fait de l'achèvement de la construction du siège social en 2003. Ce poste comprenait en 2003 les coûts liés à la construction du siège social lesquels ont été immobilisés.

En 2004, les autres charges externes ont diminué de 7% passant ainsi de MMAD 6,2 à MMAD 5,8. Cette baisse s'explique essentiellement par :

- La diminution des charges locatives de MMAD 0,3 en raison de l'abandon de la location de deux dépôts de stockage qui étaient loués par Matel en 2003
- La baisse des redevances de crédit-bail de MMAD 0,26 en raison de l'arrivée à échéance d'une partie des contrats de leasing de voitures de fonction ;

En 2005, les autres charges externes ont augmenté de 5% passant ainsi de MMAD 5,8 à MMAD 6. Cette augmentation s'explique principalement par :

- L'augmentation des redevances de crédit-bail de MMAD 0,2 suite à la signature de nouveaux contrats de leasing relatifs à des voitures de fonction
- La hausse du poste «rémunérations d'intermédiaires et honoraires » de MMAD 0,4 : il s'agit des honoraires des transitaires responsables des produits HP qui étaient auparavant à la charge du fournisseur et qui sont supportés par Matel depuis 2005.

2.1.4. Valeur ajoutée

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Chiffre d'affaires	236.058	270.783	15%	327.469	21%	18%
Marge brute sur ventes en l'état	26.464	30.703	16%	37.797	23%	20%
Production de l'exercice	15.106	2.340	-85%	1.221	-48%	-72%
Consommation de l'exercice	20.881	7.365	-65%	7.116	-3%	-42%
Valeur ajoutée	20.689	25.678	24%	31.902	24%	24%
<i>Taux de valeur ajoutée (VA/CA)</i>	<i>8,8%</i>	<i>9,5%</i>		<i>9,7%</i>		

Source : Matel

Sur la période 2003-2005, la valeur ajoutée de Matel marque une évolution de 24% par an en moyenne pour s'élever à MAD 31,9 en fin de période.

En 2004, la valeur ajoutée signe une progression de 24% passant de MMAD 20,7 à fin 2003 à MMAD 25,7 à fin 2004. Cette situation reflète :

- L'amélioration de 16% à MMAD 30,7 de la marge brute sur ventes en l'état
- La baisse de la consommation de l'exercice de 65%. En effet, ce poste comprenait en 2003 les achats consommés relatifs à la construction du nouveau siège et qui sont en contre partie comptabilisés dans le poste « Immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même ».

Ainsi, l'amélioration de ces deux postes compense largement la diminution de 85 % de la production de l'exercice principalement constituée des coûts liés à la construction du siège social en 2003.

Les comptes de Matel laissent apparaître en 2005 une valeur ajoutée appréciée de 24%, qui s'explique par une amélioration de 23% de la marge brute sur ventes en l'état, qui compense largement la baisse de la production de l'exercice de 72% sur la période.

Ainsi, le taux de valeur ajoutée passe de 8,8% en 2003 à 9,7% en 2005, reflétant une progression de la valeur ajoutée plus rapide que celle du chiffre d'affaires.

2.1.5. Excédent brut d'exploitation

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Valeur ajoutée	20.689	25.678	24%	31.902	24%	24%
Impôts et taxes	269	196	-27%	292	49%	4%
Charges de personnel	13.051	12.759	-2%	13.428	5%	1%
EBE	7.368	12.723	73%	18.182	43%	57%
<i>Marge brute d'exploitation (EBE/CA)</i>	<i>3,1%</i>	<i>4,7%</i>		<i>5,6%</i>		
<i>Ratio de productivité (VA/Chges de personnel)</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>		<i>2,4</i>		

Source : Matel

L'excédent brut d'exploitation a augmenté de 57% en moyenne sur la période 2003-2005, pour se fixer à MAD 18,2 en 2005.

L'EBE de Matel est passé de MMAD 7,4 en 2003 à MMAD 12,7 en 2004, soit une progression de 73% qui s'explique essentiellement par une augmentation de la valeur ajoutée conjuguée avec une baisse des impôts et taxes de 27% et une diminution de 2% des charges de personnel.

En 2004, les charges de personnel ont baissé de 2% malgré une augmentation du nombre de salariés de 12 personnes en raison du départ de deux cadres à salaires élevés et le recrutement de commerciaux ayant des salaires moins importants.

A fin 2005, Matel dégage un EBE de près de MMAD 18,2 en progression de 43% par rapport à 2004. Cette évolution émane principalement de la hausse de la valeur ajoutée de 24% laquelle compense la hausse des impôts et taxes de 49% et l'augmentation de charges de personnel de 5% à MMAD 13,4.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des charges de personnel en fonction de l'effectif de Matel :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Charges de personnel	13051	12759	-2%	13428	5%	1%
Effectif	66	78	18%	72	-8%	4%

En 2005, les charges de personnel ont augmenté de 5% malgré une baisse de l'effectif de 6 personnes suite à des départs et au transfert de 3 personnes à la société Qualitech. Cette tendance s'explique par une augmentation généralisée des salaires et le recrutement de cadres à salaires élevés.

Le niveau de charges de personnel plus élevé chez Matel en comparaison à PC Market s'explique par :

- Son modèle de distribution, orienté vers les revendeurs traditionnels (PME-PMI), alors que l'activité de PC Market est orientée vers les grands comptes. Le modèle de distribution de Matel permet donc de générer plus de marge mais nécessite plus de ressources humaines pour gérer de très nombreux clients.
- La présence de deux dirigeants. Le départ d'un dirigeant préalablement à la fusion entraînera une diminution de ces charges en 2007.

En définitive, la marge brute d'exploitation ressort à 5,6 % en 2005 contre 3,1% en 2003, soit une augmentation de 2,5 points sur la période 2003-2005.

2.1.6. Résultat d'exploitation

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
EBE	7.368	12.723	73%	18.182	43%	57%
Autres charges d'exploitation				150	NA	NA
Reprises d'exploitation, transfert de charges	687	756	10%	841	11%	11%
Dotations d'exploitation	1.828	3.855	111%	4.246	10%	52%
Résultat d'exploitation	6.228	9.624	55%	14.627	52%	53%
<i>Marge opérationnelle (REX/CA)</i>	<i>2,6%</i>	<i>3,6%</i>		<i>4,5%</i>		

Source : Matel

Le résultat d'exploitation de Matel enregistre une évolution annuelle moyenne de 53% entre 2003 et 2005, passant de MMAD 6,2 en 2003 à MMAD 14,6 en 2005. Cette tendance s'explique essentiellement par :

- La hausse de l'EBE de 57% en moyenne sur la période 2003-2005.
- L'augmentation des reprises d'exploitation de 11% en moyenne passant ainsi de MMAD 0,7 en 2003 à MMAD 0,8 en 2005 en raison de l'augmentation des reprises de provisions de stocks et clients. A fin 2005, ce poste est réparti comme suit :
 - o Reprises sur les dépréciations stocks de MMAD 0,5,
 - o Reprises sur les provisions clients douteux de MMAD 0,2,
 - o Transferts de charges de MMAD 0,14 qui correspondent à des consommables utilisés par la société elle-même tels que : les toners, les cartouches d'encre...

Ces augmentations permettent ainsi de compenser l'évolution à la hausse des dotations aux amortissements de 52% en moyenne entre 2002 et 2005, notamment liées aux dotations aux amortissements relatives au siège social de la société construit en 2003.

Ainsi, la marge opérationnelle ressort à 4,5% en 2005, en progression de 1,9 points par rapport à 2003.

2.1.7. Résultat financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Produits des titres de participation				200	NA	NA
Gains de change	674	987	47%	931	-6%	18%
Intérêts et autres produits financiers	141	125	-11%	16	-87%	-66%
Reprises financières	289	173	-40%	276	60%	-2%
Produits financiers	1.104	1.285	16%	1.424	11%	14%
Charges d'intérêts	4.361	5.521	27%	5.145	-7%	9%
Pertes de change	1.801	911	-49%	1.422	56%	-11%
Dotations financières	173	276	60%	181	-34%	2%
Charges financières	6.334	6.708	6%	6.749	1%	3%
Résultat financier	(5.231)	(5.423)	-4%	(5.325)	2%	-1%

Source : Matel

Fin 2004, le résultat financier a baissé de 4% passant de MMAD -5,2 en 2003 à MMAD -5,4 en 2004. Cette tendance s'explique par le fait que la hausse des produits financiers induite principalement par les gains de change n'est pas suffisante pour compenser l'augmentation des charges financières, conséquence de la hausse de l'endettement à court terme.

En 2005, le résultat financier a augmenté de 2% mais reste toutefois déficitaire. En effet, les charges financières relatives à l'emprunt moyen et long terme et aux crédits de trésorerie ainsi que la perte de change ne suffisent pas à compenser les produits financiers principalement constitués par les gains de change.

2.1.8. Résultat net

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Résultat courant	997	4.201	321%	9.302	121%	205%
Résultat non courant	(11)	(15)	38%	(90)	518%	192%
Impôts sur les sociétés	416	1.591	282%	3.189	100%	177%
Résultat net de l'exercice	570	2.595	355%	6.023	132%	225%
<i>Marge nette (Résultat net/CA)</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,0%</i>		<i>1,8%</i>		

Source : Matel

Le résultat net de la société a fortement augmenté au cours de la période étudiée passant de MMAD 0,6 en 2003 à MMAD 6 en 2005.

2.1.9. Autofinancement

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Capacité d'autofinancement	1 617	4 338	168%	7 809	80%	120%
Distribution de bénéfices (dividendes)	-	-		-		
Autofinancement	1 617	4 338	168%	7 809	80%	120%

Source : Matel

On note une amélioration de la capacité d'autofinancement avec une croissance moyenne de 120% sur la période 2003-2005, passant ainsi de MMAD 1,6 en 2003 à MMAD 7,8 en 2005 qui s'explique par l'augmentation des résultats réalisés sur la période et la non distribution des dividendes.

2.2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DE BILAN

ACTIF (K MAD)	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM
Immobilisations en non-valeurs	496	0,4%	363	0,2%	230	0,1%	-31,9%
Immobilisations incorporelles	9	0,0%	36	0,0%	19	0,0%	43,8%
Immobilisations corporelles	26.594	19,1%	26.514	14,8%	25.699	11,7%	-1,7%
Immobilisations financières	463	0,3%	394	0,2%	405	0,2%	-6,5%
Total Actif Immobilisé	27.562	19,8%	27.306	15,3%	26.353	12,0%	-2,2%

Stocks de marchandises	28.928	20,8%	39.932	22,3%	53.848	24,5%	36,4%
Clients et comptes rattachés	73.590	52,8%	98.205	54,9%	113.310	51,6%	24,1%
Etat	8.087	5,8%	11.522	6,4%	14.815	6,8%	35,4%
Autres débiteurs	233	0,2%	384	0,2%	478	0,2%	48,5%
Total Actif Circulant	110.838	79,5%	150.044	83,8%	182.451	83,1%	28,3%

Total Trésorerie Actif	953	0,7%	1.701	1,0%	10.666	4,9%	234,5%

TOTAL GENERAL	139.353	100,0%	179.052	100,0%	219.470	100,0%	25,5%

PASSIF (K MAD)	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM
Capital social	32.000	23,0%	32.000	17,9%	32.000	14,6%	0,0%
Prime d'émission, réserves et RAN	8.089	5,8%	8.659	4,8%	11.253	5,1%	17,9%
Résultat net de l'exercice	570	0,4%	2.594	1,4%	6.023	2,7%	225,0%
Total Capitaux propres	40.659	29,2%	43.253	24,2%	49.277	22,5%	10,1%
Capitaux propres assimilés							
Dettes de financement à M&LT	9.096	6,5%	6.819	3,8%	5.691	2,6%	-20,9%
Total Capitaux permanents	49.755	35,7%	50.072	28,0%	54.968	25,0%	5,1%

Fournisseurs	32.556	23,4%	45.951	25,7%	67.690	30,8%	44,2%
Comptes d'associés	2.875	2,1%	2.840	1,6%	2.875	1,3%	0,0%
Etat	21.908	15,7%	27.955	15,6%	37.995	17,3%	31,7%
Autres créanciers	2.729	2,0%	3.033	1,7%	2.479	1,1%	-4,7%
Total Passif Circulant	60.068	43,1%	79.780	44,6%	111.038	50,6%	36,0%

Total Trésorerie Passif	29.530	21,2%	49.199	27,5%	53.464	24,4%	34,6%

TOTAL GENERAL	139.353	100,0%	179.052	100,0%	219.470	100,0%	25,5%

2.2.1. Analyse de l'Actif

ACTIF (K MAD)	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Immobilisations en non valeur	496	363	-26,8%	230	-36,6%	-31,9%
Immobilisations incorporelles	9	36	300,0%	19	-47,2%	45,3%
Immobilisations corporelles	26.594	26.514	-0,3%	25.699	-3,1%	-1,7%
Immobilisations financières	463	394	-14,9%	405	2,8%	-6,5%
Total Actif Immobilisé	27.562	27.306	-0,9%	26.353	-3,5%	-2,2%

Stocks de marchandises	28.928	39.932	38,0%	53.848	34,8%	36,4%
Clients et comptes rattachés	73.590	98.205	33,4%	113.310	15,4%	24,1%
Etat	8.087	11.522	42,5%	14.815	28,6%	35,3%
Autres débiteurs	233	384	64,8%	478	24,5%	43,2%
Total Actif Circulant	110.838	150.044	35,4%	182.451	21,6%	28,3%

Total Trésorerie Actif	953	1.701	78,5%	10.666	527,0%	234,5%

TOTAL GENERAL	139.353	179.052	28,5%	219.470	22,6%	25,5%

2.2.1.1. Actif immobilisé

En 2005, Matel dispose d'un actif immobilisé de MMAD 26,3 qui représente 12% de l'actif total de la société.

Matel dispose d'un patrimoine immobilier, résultant des investissements réalisés depuis sa création. Les immobilisations corporelles sont ainsi composées des actifs suivants :

- Le siège social de la société situé à Sidi Maârouf, dont la construction s'est achevée en décembre 2003 et dont la valeur nette comptable est de MMAD 19,8 au 31 décembre 2005.
- L'ancien siège social de la société situé à Casablanca et dont la VNC est de MMAD 1,5 au 31 décembre 2005.
- L'ancien local technique de la société situé à Casablanca (VNC : 707 KMAD au 31 décembre 2005).

L'ancien siège social et l'ancien local technique sont devenus hors exploitation. Matel PC Market prévoit donc de les céder à partir de 2007-2008.

Les immobilisations financières correspondent aux titres de participation de la société Qualitech, dont Matel détient 40% du capital.

2.2.1.2. Actif circulant

L'actif circulant représente en moyenne plus de 80% du total bilan sur la période étudiée. Son évolution laisse apparaître en revanche une augmentation de 28,3% en moyenne sur la période 2003-2005 qui s'explique par la hausse de l'activité de Matel sur la période.

L'évolution de l'actif circulant de Matel sur la période 2003-2005, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants

a. Stocks

Le stock de marchandises est composé pour l'essentiel, de matériel informatique, de logiciels et de consommables.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Stock de marchandises brut	29.348	40.419	38%	55.495	37%	38%
Provision pour dépréciation	420	487	16%	1.646	238%	98%
Total net	28.928	39.932	38%	53.848	35%	36%

Source : Matel

Les stocks ont augmenté de 36% en moyenne sur la période en raison de la hausse de l'activité.

En 2004, le niveau des stocks bruts augmente de 38% passant de MMAD 29,3 à MMAD 40,4. Au 31 décembre 2005, le montant des stocks bruts progresse de 37% pour s'établir à MMAD 55,5.

L'augmentation des stocks sur la période 2003-2005 s'explique par les éléments suivants :

- La hausse de l'activité : le chiffre d'affaires de Matel a enregistré une hausse de 15% en 2004 et de 21% en 2005.
- La constitution d'un niveau de stock suffisant de manière à augmenter la satisfaction des revendeurs et améliorer le taux de service du client.

Cette croissance des stocks a été accompagnée par une hausse des provisions pour dépréciation qui passent de KMAD 487 en 2004 à KMAD 1.646 en 2005. Ainsi, le taux de provisionnement est passé de 1,2% du montant des stocks bruts en 2004 à 3% en 2005 reflétant une meilleure couverture du risque de dépréciation du fait de l'augmentation de la taille des stocks sur la période.

La politique de provisionnement des stocks adoptée par Matel se base sur l'ancienneté et/ou de l'obsolescence des produits. La provision est déterminée en fin d'année (après inventaire) par article et découle de la différence entre la valeur marchande et la valeur comptable. Il est à noter que la gestion de stocks et des ventes par la société obéit à la règle du premier entré, premier sorti (FIFO) et permet ainsi de maîtriser le risque de dépréciation

Après constitution de provisions pour un montant de KMAD 420 en 2003, KMAD 487 en 2004 et KMAD 1.646 en 2005, le montant net du stock de marchandises s'établit à MMAD 28,9 en 2003, MMAD 39,9 en 2004 et MMAD 53,8 en 2005 correspondant à des délais de rotation respectifs de 55, 52 et 58 jours.

b. Clients et comptes rattachés

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Clients et comptes rattachés brut	80.255	106.299	32%	122.094	15%	23%
Provisions pour dépréciation clients	6.666	8.094	21%	8.784	9%	15%
Total	73.590	98.205	33%	113.310	15%	24%

Source : Matel

Compte tenu de la croissance de l'activité de Matel sur la période 2003-2005, les clients et comptes rattachés atteignent MMAD 122, en hausse de 23% en moyenne sur la période étudiée. Suite à la constitution d'une provision pour dépréciation clients de MMAD 8,8, en croissance de 15% en moyenne sur la période, le poste clients se fixe à MMAD 113,3 en 2005, contre MMAD 73,6 en 2003.

Le délai de règlement client ressort à 94 jours en 2003, 112 jours en 2004 et 107 jours en 2005.

La politique de provisionnement des clients adoptée par Matel se base sur l'ancienneté de la créance et se présente comme suit :

- Créances en souffrance (ou clients douteux) sont celles qui font l'objet d'un contentieux confié à un avocat. Ces créances sont provisionnées à 100% de leur montant hors TVA.
- Créances non contentieuses à plus d'un an sont également provisionnées à 100% à l'exception des grands comptes du fait de leur solvabilité.

Il est à noter que les reprises de provision interviennent après dénouement du dossier contentieux ou du règlement des créances non litigieuses.

A fin 2005, le total des créances douteuses hors taxes de Matel s'élève à près de MMAD 11 pour un chiffre d'affaires de MMAD 327, soit une proportion de 3,4% du chiffre d'affaires.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Chiffre d'affaires	236 058	270 783	15%	327 469	21%	18%
Créances douteuses (1)	9 906	10 779	9%	11 059	3%	6%
Proportion du CA	4,2%	4,0%		3,4%		
Provisions (2)	6 666	8 094	21%	8 784	9%	15%
Taux de couverture (2/1)	67%	75%		79%		

Il convient de noter que le taux de couverture des créances douteuses est inférieur à 100% sur la période alors que les clients en contentieux sont théoriquement provisionnés à 100%.

Cette dérogation à la règle de provisionnement de Matel a concerné deux créances contentieuses dont le montant total HT est de MMAD 3,6 et qui n'ont été provisionnées qu'à hauteur du risque de non recouvrement de ces créances, soit 360 KMAD (10% du montant HT) en 2003, 675 KMAD en 2004 et 980 KMAD en 2005 Cette dérogation à la règle de provisionnement se justifie par le fait que la société a gagné les procès en première instance et a donc décidé de limiter le montant provisionné compte tenu des chances de recouvrement que lui confère la procédure judiciaire actuellement en cours.

c. Etat

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Acomptes sur impôts sur les résultats	3.287	2.623	-20%	1.591	-39%	-30%
TVA récupérable sur immobilisations	274	138	-50%	147	7%	-27%
TVA récupérable sur les charges	4.526	8.761	94%	11.671	33%	61%
Crédit de TVA				1.406		NA
Total	8.087	11.522	42%	14.815	29%	35%

Source : Matel

Le poste Etat augmente de 35% en moyenne sur la période 2003-2005 et s'établit à MMAD 14,8 en 2005 contre MMAD 8,1 en 2003. Cette tendance s'explique par les éléments suivants :

- Augmentation de 61% en moyenne de la TVA récupérable sur les achats qui s'explique essentiellement par une augmentation des achats de marchandises de 50,4% en 2005 comparativement à 2003, passant de MMAD 202 en 2004 à MMAD 304 en 2005.
- Baisse de 27% en moyenne sur la période de la TVA récupérable sur immobilisations qui s'explique par une réduction du niveau des investissements en immobilisations en 2005, comparativement à 2003. Le niveau élevé des investissements en immobilisation en 2003 s'explique par le coût de construction du nouveau siège de la société estimé à MMAD 13,3.
- Baisse de 30% sur la période 2003-2005 de la créance d'acompte sur IS, qui passe de MMAD 3,3 en 2003 à MMAD 1,6 en 2005 qui s'explique par :
 - o Le versement par la société d'un excédent d'IS de MMAD 0,76 en 2003 en raison de la baisse du résultat net de MMAD 4,3 en 2002 à MMAD 0,57 en 2003 et qui n'a été remboursé par l'état qu'en 2005.
 - o Le versement de la société d'un excédent d'IS sur la cotisation minimale de MMAD 0,84 en 2003 (la cotisation minimale exigible était supérieure au montant d'IS) imputé en partie en 2004 et le reste en 2005.

Le crédit de TVA à fin 2005 correspond à des récupérations de TVA à l'import liées à des importations de marchandises réalisées à la fin de l'année.

2.2.2. Analyse du Passif

2.2.2.1. Financement permanent

Les capitaux permanents représentent 25 % du total du bilan en 2005 contre 35,7% en 2003. Au 31 décembre 2005, le montant des capitaux permanents est de MMAD 55 en 2005 et se décomposent en capitaux propres à hauteur de MMAD 49,3 et en dettes financières à hauteur de MMAD 5,7.

(K MAD)	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Capital social	32 000	32 000	0,0%	32 000	0,0%	0,0%
Prime d'émission, réserves et RAN	8 089	8 659	7,0%	11 253	30,0%	17,9%
Résultat net de l'exercice	570	2 594	355,1%	6 023	132,2%	225,1%
Total Capitaux propres	40 659	43 253	6,4%	49 277	13,9%	10,1%
Capitaux propres assimilés						
Dettes de financement à M&LT	9 096	6 819	-25,0%	5 691	-16,5%	-20,9%
Total Capitaux permanents	49 755	50 072	0,6%	54 968	9,8%	5,1%

a. Capitaux propres

Les capitaux propres de Matel ont augmenté de 10,1% en moyenne sur la période passant de MMAD 40,6 en 2003 à MMAD 49,3 en 2005. Cette augmentation s'explique essentiellement par une amélioration de la capacité bénéficiaire de la société qui passe de MMAD 0,6 en 2003 à MMAD 6 en 2005.

b. Endettement à moyen et long terme

Matel est faiblement endettée dans la mesure où les dettes de financement représentent moins de 20% des capitaux permanents sur la période 2003-2005 :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var
Capitaux propres et assimilés	40 659	43 253	6%	49 277	14%
Dettes à moyen et long terme	9 096	6 819	-25%	5 691	-17%
Financement permanent	49 755	50 072	0,6%	54 968	9,8%
Ratio endettement	18,28%	13,62%		10,35%	

Le ratio d'endettement de la société (dettes à long terme/financement permanent) reste relativement faible passant de 18,3 % en 2003 à 10,4% en 2005. L'endettement figurant au niveau du bilan a été contracté en 2003 auprès de deux banques en vue de financer la construction du nouveau siège social. Les conditions relatives à cet emprunt se présentent comme suit :

Banque	Montant	Durée (année)	Taux (HT variable)
SGMB	6.000.000	7	8,25%
CDM	3.500.000	7	8,25%

2.2.2.2. Passif circulant hors trésorerie

Le passif circulant représente en moyenne plus de 45% du total du bilan. Son évolution laisse apparaître une augmentation sur la période 2003-2005 avec un taux de croissance 36% en moyenne qui s'explique par l'évolution des postes suivants :

a. Fournisseurs

Le solde du poste fournisseurs a augmenté de 44% en moyenne sur la période passant de MMAD 32,5 en 2003 à MMAD 67,7 en 2005. Cette tendance s'explique essentiellement par la croissance de l'activité sur la période, induisant une augmentation des achats.

Le tableau ci-dessous montre la décomposition du poste par nature de fournisseurs.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Fournisseurs locaux	4.922	7.372	50%	5.017	-32%	1%
Fournisseurs étrangers	26.944	36.957	37%	61.244	66%	51%
Fournisseurs effets à payer	597	1.461	145%	1.267	-13%	46%
Fournisseurs factures non parvenues	94	161	72%	161	0%	31%
Total	32.556	45.951	41%	67.690	47%	44%

La hausse du poste fournisseurs est principalement liée à l'augmentation du poste fournisseurs étrangers de 51% en moyenne sur la période 2003-2005.

- Les fournisseurs étrangers ont augmenté de 37% en 2004 passant de MMAD 26,9 en 2003 à MMAD 36,9 en 2004. En 2005, ce poste a poursuivi sa tendance haussière et a enregistré une croissance de 66%.qui s'explique par :
 - o La hausse de l'activité et notamment l'augmentation des ventes des produits HP
 - o La commercialisation de nouvelles cartes en 2005 telles que ACER (MMAD 7,8 de chiffre d'affaires en 2005), INTEL (MMAD 8,5 de chiffre d'affaires en 2005) et 3COM (MMAD 4,2 de chiffre d'affaires en 2005)
- Le poste fournisseurs locaux a augmenté de 50% entre 2003 et 2004 passant de MMAD 4,9 à MMAD 7,4. Cette tendance s'explique par l'augmentation des achats locaux du fait de la commercialisation d'une nouvelle gamme de produits de la marque ACER distribuée par un fournisseur local (MACSI) et qui a représenté un chiffre d'affaires de MMAD 4,4 en 2004.. La diminution de ce poste à MMAD 5 en 2005 s'explique par l'obtention de la carte ACER par Matel entraînant un approvisionnement direct chez ACER à Dubaï et de ce fait une réduction du poste fournisseurs locaux.

Le délai fournisseurs a augmenté sur la période. En 2005, il est de 67 jours comparativement à 55 jours en 2004 et 48 jours en 2003, du fait de l'allongement du délai de règlement avec HP sur les consommables passant de 30 jours à 45 jours sur la période d'une part et de la négociation d'un délai de règlement fournisseurs plus long sur les nouvelles cartes telles que Acer, Canon et MSI.

b. Etat

Le poste Etat représente 17% du total du bilan de Matel en 2005 et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Taxes urbaines, d'édilité	40	40	0%	40	0%	0%
IGR	345	343	-1%	366	7%	3%
Impôt sur les résultats	1.253	1.365	9%	2.579	89%	43%
TVA facturée	13.577	18.006	33%	21.709	21%	26%
Douane	5.725	7.801	36%	13.090	68%	51%
TVA due	908	175	-81%		-100%	-100%
Etat, retenue à la source	59	226	283%	212	-6%	90%
Total	21.908	27.955	28%	37.995	36%	32%

Source : Matel

Le poste Etat augmente de 32% sur la période pour les raisons suivantes :

- Accroissement de la TVA facturée de 26% en moyenne en 2003-2005 qui s'explique par l'augmentation des ventes sur la période.
- Augmentation des droits de douane de 51 % en moyenne sur la période du fait de la hausse des achats effectués à l'étranger entre 2003 et 2005.
- Hausse de 43% de l'impôt sur le résultat (sur la période) justifiée par l'amélioration du niveau de résultat net passant de MMAD 0,6 en 2003 à MMAD 6 en 2005.

c. Autres créanciers

Le poste « autres créanciers » a baissé de 5% en moyenne sur la période pour passer de MMAD 2,7 en 2003 à MMAD 2,5 en 2005, et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Clients créditeurs	13	196	1408%	119	-39%	207%
Personnel	8		-100%		NA	-100%
Organismes sociaux	364	528	45%	466	-12%	13%
Autres	1.633	1.171	-28%	970	-17%	-23%
Comptes de régularisation passif	517	605	17%	629	4%	10%
Autres provisions pour risques et charges	173	276	60%	181	-34%	2%
Ecart de conversion – passif	22	256	1064%	112	-56%	128%
Total	2.729	3.033	11%	2.479	-18%	-5%

Source : Matel

Le poste « autres créanciers » a augmenté en 2004 de 11%, passant ainsi de MMAD 2,7 en 2003 à MMAD 3 en 2004 en raison de :

- L'augmentation des clients créditeurs dont le solde passe de 13 KMAD en 2003 à 196 KMAD en 2004
- La hausse des dettes envers les organismes sociaux de 45%
- L'augmentation des comptes de régularisation-passif de 17% et des écarts de conversion-passif.

Les autres créanciers ont ensuite diminué en 2005 de 18% pour s'établir à MMAD 2,5. Cette baisse s'explique par :

- La diminution des clients créditeurs de 39%
- La baisse des dettes envers les organismes sociaux de 12%
- La diminution des écarts de conversion-passif de 56%.

d. Comptes d'associés

Le solde du poste « compte d'associés » est resté stable sur la période à MMAD 2,9. Ce montant correspond aux dividendes relatifs aux exercices 2000, 2001 et 2002 qui n'ont pas été distribués.

2.2.2.3. Trésorerie-passif

La décomposition du poste trésorerie passif sur la période 2003-2005 se présente comme suit :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Crédit d'escompte	9.159	29.114	218%	32.877	13%	89%
Banques soldes créditeurs (découverts)	20.371	20.085	-1%	20.587	2%	1%
Total	29.530	49.199	67%	53.464	9%	35%

Source : Matel

L'augmentation de la trésorerie passif de 35% en moyenne en 2003-2005 s'explique par la croissance de l'activité de Matel sur la période.

La trésorerie passif représente 24,4% du total du bilan en 2005 et correspond à des lignes de crédit contractées auprès des banques et plus précisément au crédit d'escompte qui représente 61,5% de la trésorerie passif en 2005 et à des découverts. En effet, Matel a recours à des financements court terme afin de faire face au décalage entre les délais de règlement clients et les crédits fournisseurs étrangers : le crédit client de Matel est de 130 jours environ contre un crédit constructeurs de 80 jours au maximum. Ainsi, la trésorerie passif correspond principalement à la trésorerie nécessaire pour le financement du besoin en fonds de roulement.

2.3. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS DE FINANCEMENT

2.3.1. Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var
Capitaux propres et assimilés	40.659	43.253	6%	49.277	14%
Dettes à moyen et long terme	9.096	6.819	-25%	5.691	-17%
Capitaux permanents	49.755	50.072	1%	54.968	10%
Actif immobilisé	27.562	27.306	-1%	26.353	-3%
Fonds de roulement	22.193	22.766	3%	28.615	26%
Actif circulant	110.838	150.044	35%	182.451	22%
Passif circulant	60.068	79.780	33%	111.038	39%
BFR	50.770	70.264	38%	71.413	2%
Trésorerie nette	(28.577)	(47.498)	66%	(42.798)	-10%

Source : Matel

2.3.1.1. Fonds de roulement

En 2004, le fonds de roulement progresse de 3% à MMAD 22,8. Cette situation s'explique par l'augmentation des capitaux permanents de 1% sur l'exercice suite à l'amélioration de la capacité bénéficiaire qui passe de de MMAD 0,6 en 2003 à MMAD 2,6 en 2004.

En 2005, l'amélioration du fonds de roulement de 26% découle de l'amélioration de 10% des financements permanents de la société conjuguée à une réduction de 3% de l'actif immobilisé.

Le tableau ci-dessous met en évidence :

- la faible part de l'endettement dans les capitaux permanents,
- la baisse du ratio dettes financières/capitaux permanents sur la période

	2003	2004	2005
Fonds propres et assimilés/capitaux permanents	81,7%	86,4%	89,6%
Dettes financières/capitaux permanents	18,3%	13,6%	10,4%

Source : Matel

2.3.1.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement s'élève en 2004 à près de MMAD 70,2 contre MMAD 50,7 une année auparavant. Cette situation s'explique par la hausse de l'activité induisant un accroissement des stocks, et des clients respectivement de KMAD 11.004 et KMAD 24.615.

En 2005, le BFR n'augmente que de 2% à 71,4 millions de dirhams malgré une forte croissance de l'activité. Cette hausse s'explique par une diminution des délais de règlement clients (de 112 jours en 2004 à 107 jours en 2005) conjuguée à une augmentation des délais de règlement fournisseurs (de 55 jours en 2004 à 67 jours en 2005).

2.3.1.3. Trésorerie nette

Il s'ensuit une trésorerie nette déficitaire sur la période : MMAD -42,8 en 2005 contre -28,6 MMAD en 2003. Matel a en effet recours à la trésorerie à court terme pour financer partiellement son besoin en fonds de roulement, afin de faire face au décalage entre le délai de règlement des clients qui est de 107 jours à fin 2005 et le délai accordés par les fournisseurs qui est de 67 jours à fin 2005.

2.3.2. Analyse de la solvabilité

	2003	2004	2005
Charges financières/EBE	86,0%	52,7%	37,1%

Source : Matel

On note une nette baisse du ratio charges financières/EBE, qui passe de 86% en 2003 à 37,1% en 2005 témoignant de l'amélioration de la solvabilité de la société sur la période.

2.3.3. Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2003	2004	2005
Résultat net	570	2.595	6.023
Fonds propres	40.659	43.253	49.277
Return on equity (ROE)	1,4%	6,0%	12,2%

Source : Matel

La rentabilité financière de la société s'établit à 12,2% en 2005 contre 1,4% en 2003. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration de la capacité bénéficiaire de Matel sur la période.

2.4. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT

K MAD	2003		2004		2005	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Autofinancement		1.617		4.338		7.809
<i>Capacité d'autofinancement</i>		1.617		4.338		7.809
<i>Distributions de bénéfices</i>						
Cession et réductions d'immobilisation		34		69		537
Aug. des capitaux propres et assimilés						
Augmentation des dettes de financement		6.830		870		525
Total des ressources stables		8.481		5.277		8.871
Acquisitions et aug. d'immobilisations	10.109		1.558		1.369	
Remboursement des capitaux propres						
Remboursement des dettes de financement	210		3.146		1.653	
Emplois en non valeurs	174					
Total des emplois stables	10.493		4.704		3.022	

Variation du besoin de financement global	-3.123	19.494	1.149
Variation de la trésorerie	1.112	-18.921	4.700

Trésorerie initiale	-29.688	-28.577	-47.498
Trésorerie finale	-28.577	-47.498	-42.798

En 2003, Matel dégage des ressources stables de MMAD 8,5 constituées de :

- MMAD 1,6 d'autofinancement
- MMAD 6,8 de dettes financières

Ces ressources stables, conjuguées avec la variation négative du BFR (-3.123), ont permis de financer l'acquisition d'immobilisations principalement constituées du siège social de Matel pour un montant de MMAD 10,1. Au final, la variation de trésorerie s'élève au terme de l'exercice 2003, à MMAD 1,1.

En 2004, les ressources de Matel totalisent MMAD 5,3, constituées en quasi-totalité d'autofinancement. Ces ressources ont permis de financer la quasi-totalité des emplois stables de Matel qui se fixent à MMAD 4,7. La variation du besoin en fonds de roulement global étant de MMAD 19,4, la variation de la trésorerie de Matel ressort au 31 décembre 2004, déficitaire à MMAD -18,9.

En 2005, les ressources de Matel (MMAD +8,8) ont permis de financer la totalité des emplois stables (MMAD +3). La variation du besoin en fonds de roulement global étant de MMAD 1,1, la variation de la trésorerie de Matel ressort au 31 décembre 2005, à MMAD 4,7.

3. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE PC MARKET

3.1. ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM
Ventes de marchandises en l'état	270.810	271.781	0,4%	303.073	11,5%	5,8%
Achats revendus de marchandises	247.333	248.467	0,5%	270.336	8,8%	4,5%
Marge brute sur ventes en l'état	23.477	23.314	-0,7%	32.737	40,4%	18,1%
Ventes de biens et services produits	1.112	1.292	16,2%	1.105	-14,5%	-0,4%
Production de l'exercice	1.112	1.292	16,2%	1.105	-14,5%	-0,4%
Achats consommés de matières et fournitures	354	503	42,0%	1.813	260,6%	126,3%
Autres charges externes	4.638	4.354	-6,1%	5.417	24,4%	8,1%
Consommation de l'exercice	4.992	4.857	-2,7%	7.230	48,9%	20,3%

Valeur ajoutée	19.598	19.749	0,8%	26.612	34,7%	16,5%

Impôts et taxes	364	200	-45,1%	205	2,7%	-24,9%
Charges de personnel	5.651	5.719	1,2%	6.163	7,8%	4,4%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	13.582	13.830	1,8%	20.244	46,4%	22,1%
Autres charges d'exploitation	1.206	96	-92,1%	368	284,6%	-44,7%
Reprises d'exploitation - transfert de charges	2.392	1.771	-25,9%	1.926	8,7%	-10,3%
Dotations d'exploitation	2.997	2.711	-9,5%	3.916	44,4%	14,3%
Résultat d'exploitation	11.771	12.794	8,7%	17.886	39,8%	23,3%
Résultat financier	(4.624)	(1.917)	-58,5%	(2.937)	53,2%	-20,3%
Résultat courant	7.147	10.877	52,2%	14.948	37,4%	44,6%
Résultat non courant	956	319	-66,7%	(819)	-357,0%	NA
Impôts sur les sociétés	2.940	3.119	6,1%	4.376	40,3%	22,0%
Résultat net de l'exercice	5.164	8.077	56,4%	9.754	20,8%	37,4%

Capacité d'autofinancement	4.887	8.357	71,0%	12.156	45,5%	57,7%

3.1.1.Marge brute sur ventes en l'état

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var
Ventes de marchandises en l'état (1)	270.810	271.781	-	303.073	12%
Ventes de biens et services produits (2)	1.112	1.292	16%	1.105	-15%
Chiffre d'affaires (1)+(2)	271.922	273.073	4 %	304.178	11%
Achats revendus de marchandises (3)	247.333	248.467	0%	270.336	9%
Marge brute sur ventes en l'état (1)-(3)	23.477	23.314	-1%	32.737	40%
Taux de marge brute	8,7%	8,6%		10,8%	

Source : PC Market

Les ventes de PC Market sont principalement constituées de ventes de marchandises en l'état, le service après vente étant réalisé au niveau de sa filiale Qualitech.

En 2004, le chiffre d'affaires a augmenté de 4% par rapport à 2003 pour atteindre MMAD 273. En 2005, le chiffre d'affaires de PC Market poursuit sa tendance haussière à MMAD 304, profitant d'une conjoncture favorable engendrée par la croissance du marché de l'informatique (développement de l'ADSL, informatisation des administrations ..).

Les achats revendus de marchandises ont été quasi-stable entre 2003 et 2004 et ont ensuite augmenté de 9% entre 2004 et 2005 passant ainsi de MMAD 247 en 2003 à MMAD 270 en 2005, soit un taux de croissance annuel moyen de 4,5% sur la période 2003-2005 cohérent avec l'évolution des ventes de marchandises.

Le taux de marge brute a augmenté de 2,3 points sur la période passant de 8,7% en 2003 à 10,8% en 2005, grâce à une bonne maîtrise des approvisionnements permettant d'améliorer les taux de remises arrières ainsi qu'à la commercialisation des produits destinés aux détaillants (fortes marges) en prenant des parts de marché sur ce segment jusque là délaissé aux deux autres grossistes.

Le taux de marge brute de PC Market se situe à un niveau plus faible que celui de Matel du fait de son activité essentiellement orientée vers les grands comptes et Administration générant de volumes de ventes importants, alors que Matel a développé une distribution orientée vers les revendeurs traditionnels (PME-PMI) générant des marges plus élevées compte tenu des volumes de vente plus modestes qu'avec les grands comptes.

3.1.2. Consommation de l'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Achats non stockés de matières et fournitures	305	329	8%	527	60%	31%
Achats de travaux, études et prestations de service	49	174	257%	1.286	638%	414%
Achats consommés de matières et fournitures	354	503	42%	1.813	261%	126%
Locations et charges locatives	23	23	0%	79	243%	85%
Redevances de crédit bail	114	106	-6%	285	169%	59%
Entretien et réparations	146	231	58%	132	-43%	-5%
Primes d'assurances	1.409	1.081	-23%	1.090	1%	-12%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	729	885	21%	1.384	56%	38%
Redevances pour brevets, marques et droits	28					
Transports	139	90	-36%	160	78%	7%
Déplacements, missions et réceptions	335	315	-6%	318	1%	-3%
Reste du poste autres charges externes	1.715	1.623	-5%	1.970	21%	7%
Autres charges externes	4.638	4.354	-6%	5.417	24%	8%
Total général	4.992	4.857	-3%	7.230	49%	20%

Source : PC Market

La consommation de PC Market a augmenté de 20% en moyenne sur la période 2003-2005 pour s'élever à MMAD 7.230 en fin de période. Cette tendance s'explique essentiellement par l'augmentation des achats de travaux, études et prestations de service en 2005. En effet, à fin 2005, le poste achats et travaux a fortement augmenté passant de KMAD 174 à KMAD 1.286. Ce poste comprend une rémunération exceptionnelle en 2005 d'un service pour le compte de deux clients importants et qui n'existait pas en

2003 et 2004 (installation de matériel de stockage). Il inclut également le gardiennage, de jour et de nuit d'un montant de KMAD 202, qui a été entièrement externalisé en 2005 sur les trois sites, Rabat, Casablanca et Témara.

Les autres charges externes ont diminué de 6% en 2004 passant de MMAD 4,6 à MMAD 4,3. Cette tendance s'explique essentiellement par la diminution des primes d'assurance de KMAD 328 en raison de la baisse des montants des clients déclarés à l'assurance ACMAR (assurance clients).

En 2005, les autres charges externes ont augmenté de 24% passant ainsi de MMAD 4,3 en 2004 à MMAD 5,4 en 2005. Cette tendance s'explique par l'augmentation du poste « rémunération d'intermédiaires et honoraires » de KMAD 500 du fait de l'augmentation des honoraires d'avocats suite à des contentieux avec des clients.

3.1.3. Valeur ajoutée

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Chiffre d'affaires	271.922	273.073	-	304.178	11%	6%
Marge brute sur ventes en l'état	23.477	23.314	-1%	32.737	40%	18%
Production de l'exercice	1.112	1.292	16%	1.105	-15%	0%
Consommation de l'exercice	4.992	4.857	-3%	7.230	49%	20%
Valeur ajoutée	19.598	19.749	1%	26.612	35%	17%
<i>Taux de valeur ajoutée (VA/CA)</i>	<i>7,2%</i>	<i>7,2%</i>		<i>8,7%</i>		

Source : PC Market

Sur la période 2003-2005, la valeur ajoutée de PC Market marque une évolution de 17% par an en moyenne pour s'élever à MAD 26,6 en fin de période.

En 2004, la valeur ajoutée est relativement stable par rapport à 2003, conséquence de la faible croissance du chiffre d'affaires.

En 2005, les comptes de PC Market laissent apparaître une valeur ajoutée appréciée de 35%, qui s'explique par une amélioration de 40% de la marge brute sur ventes en l'état, qui compense largement la baisse de la production de l'exercice de 15% et l'augmentation de la consommation de l'exercice de 49%.

Ainsi, le taux de valeur ajoutée passe de 7,2% en 2003 à 8,7% en 2005, reflétant une progression de la valeur ajoutée plus rapide que celle du chiffre d'affaires.

3.1.4. Excédent brut d'exploitation

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Valeur ajoutée	19.598	19.749	1%	26.612	35%	17%
Impôts et taxes	364	200	-45%	205	3%	-25%
Charges de personnel	5.651	5.719	1%	6.163	8%	4%
EBE	13.582	13.830	2%	20.244	46%	22%
<i>Marge brute d'exploitation (EBE/CA)</i>	<i>5,0%</i>	<i>5,1%</i>		<i>6,7%</i>		
<i>Ratio de productivité (VA/Chges de personnel)</i>	<i>3,5</i>	<i>3,5</i>		<i>4,3</i>		

Source : PC Market

L'excédent brut d'exploitation a augmenté de 22% en moyenne sur la période 2003-2005, pour atteindre MAD 20,2 en 2005.

L'EBE de PC Market est passé de MMAD 13,5 en 2003 à MMAD 13,8 en 2004, soit une progression de 2% qui s'explique essentiellement par une augmentation de la valeur ajoutée permettant de compenser la hausse de charges de personnel (+1%).

A fin 2005, PC Market dégage un EBE de près de MMAD 20,2 en progression de 46%. Cette évolution émane principalement de la hausse de la valeur ajoutée de 35% laquelle compense la hausse des impôts et taxes de 3% et l'augmentation de charges de personnel de 8% à MMAD 6,2. PC Market a en effet recruté en 2005 un responsable communication, un chef de produits et deux magasiniers.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des charges de personnel sur la période 2003-2005 en fonction de l'effectif.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Charges de personnel	5.651	5.719	1%	6.163	8%	4%
Nombre de salariés	40	41	3%	45	10%	6%

En définitive, la marge brute d'exploitation ressort à 6,7 % en 2005 contre 5% en 2003, soit une augmentation de 1,7 point sur la période 2003-2005.

3.1.5.Résultat d'exploitation

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
EBE	13.582	13.830	2%	20.244	46%	22%
Autres charges d'exploitation	1.206	96		368	NA	NA
Reprises d'exploitation, transfert de charges	2.392	1.771	-26%	1.926	9%	-10%
Dotations d'exploitation	2.997	2.711	-10%	3.916	44%	14%
Résultat d'exploitation	11.771	12.794	9%	17.886	40%	23%
Marge opérationnelle (REX/CA)	4,3%	4,7%		5,9%		

Source : PC Market

Le résultat d'exploitation de PC Market enregistre une évolution annuelle moyenne de 23% entre 2003 et 2005, passant de MMAD 11,7 en 2003 à MMAD 17,9 en 2005. Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse de l'EBE de 22% en moyenne sur la période 2003-2005. Cette augmentation permet ainsi de compenser l'évolution à la hausse des dotations aux d'exploitation de 14% en moyenne entre 2003 et 2005 dont la répartition est comme suit :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Dotations aux amortissements	674	619	-8%	854	38%	13%
Provisions stocks	980	810	-17%	1.231	52%	12%
Provisions clients	1343	1.282	-5%	1.731	35%	14%
Provisions pour litiges				100		
Dotations d'exploitation	2.997	2.711	-10%	3.916	44%	14%

Source : PC Market

Cependant, les reprises d'exploitation, ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 10% sur la période 2003-2005. La répartition de ces reprises se présente comme suit :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Reprise des provisions stocks	779	980	26%	810	-17%	2%
Reprise des provisions clients	1.562	791	-49%	1.116	41%	-15%
Reprise des provisions pour litiges	50		-100%			-100%
Dotations d'exploitation	2.391	1.771	-26%	1.926	9%	-10%

Source : PC Market

Au final, la marge opérationnelle ressort à 5,9% en 2005, en progression de 1,6 point par rapport à 2003.

3.1.6. Résultat financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Produits des titres de participation	1	989		1.099	NA	NA
Gains de change	797	1.195	50%	846	-29%	3%
Intérêts et autres produits financiers	1.292	909	-30%	277	-70%	-54%
Reprises financières	879	388	-56%	183	-53%	-54%
Produits financiers	2.969	3.481	17%	2.405	-31%	-10%
Charges d'intérêts	4.643	3.941	-15%	3.840	-3%	-9%
Pertes de change	2.535	1.272	-50%	699	-45%	-47%
Dotations financières	414	185	-55%	803	334%	39%
Charges financières	7.593	5.397	-29%	5.342	-1%	-16%

Résultat financier	(4.624)	(1.917)	59%	(2.937)	-53%	20%

Source : PC Market

Fin 2004, le résultat financier a augmenté de 59% passant de MMAD - 4,6 en 2003 à MMAD -1,9 en 2004. Cette tendance s'explique par une hausse des produits financiers induite principalement par :

- les gains de change : la société adopte une politique de change rigoureuse en réalisant des achats auprès de la salle des marchés quand les cours de change sont favorables à l'importation.
- la baisse des charges financières du fait de l'utilisation optimale de lignes de refinancement en devises qui ont un taux d'intérêt réduit par rapport aux autres lignes de financement.

En 2005, le résultat financier a baissé de 53% par rapport à 2004 notamment du fait de :

- la baisse des gains de change sur la période,
- l'augmentation des dotations financières correspondant à des provisions pour perte de change comptabilisées en raison de cours du change de clôture défavorable (cours plus élevé au 31 décembre qu'au moment de l'achat).

3.1.7. Résultat net

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Résultat courant	7.147	10.877	52%	14.948	37%	45%
Résultat non courant	956	319	-67%	(819)	-357%	NA
Impôts sur les sociétés	2.940	3.119	6%	4.376	40%	22%
Résultat net de l'exercice	5.164	8.077	56%	9.754	21%	37%
<i>Marge nette (Résultat net/CA)</i>	<i>1,9%</i>	<i>3,0%</i>		<i>3,2%</i>		

Source : PC Market

Le résultat net de la société a augmenté de 37% en moyenne au cours de la période 2003-2005 passant de MMAD 5,1 en 2003 à MMAD 9,8 en 2005.

3.1.8. Autofinancement

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Capacité d'autofinancement	4.887	8.387	72%	12.156	45%	58%
Distribution de bénéfices (dividendes)	1.360	1.040	-24%	1.600	54%	8%
Autofinancement	3.527	7.347	108%	10.556	44%	73%

Source : PC Market

On note une amélioration de la capacité d'autofinancement, avec une croissance moyenne de 58% sur la période 2003-2005, qui s'explique principalement par l'augmentation des résultats réalisés sur la période.

Compte tenu de distributions de dividendes pour un montant total de MMAD 4 sur la période 2003-2005, l'autofinancement s'élève à MMAD 10,5 en 2005, en hausse de 73% par an en moyenne par rapport à 2003.

3.2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DE BILAN

ACTIF (K MAD)	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM
Immobilisations incorporelles			361	0,2%	294	0,2%	-18,7%
Immobilisations corporelles	8.830	5,2%	10.468	5,7%	10.935	5,9%	11,3%
Immobilisations financières	6.329	3,7%	5.313	2,9%	11.532	6,2%	35,0%
Total Actif Immobilisé	15.159	8,9%	16.142	8,8%	22.761	12,2%	22,5%
Stocks de marchandises	32.015	18,8%	39.977	21,7%	30.257	16,2%	-2,8%
Clients et comptes rattachés	108.452	63,7%	111.829	60,8%	122.797	65,8%	6,4%
Etat	9.490	5,6%	9.703	5,3%	7.323	3,9%	-12,2%
Autres débiteurs	3.936	2,3%	4.597	2,5%	1.631	0,9%	-35,6%
Total Actif Circulant	153.892	90,3%	166.105	90,3%	162.008	86,8%	2,6%
Total Trésorerie Actif	1.303	0,8%	1.715	0,9%	1.867	1,0%	19,7%

TOTAL GENERAL	170.354	100,0%	183.962	100,0%	186.636	100,0%	4,7%

PASSIF (K MAD)	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM
Capital social	25.000	14,7%	25.000	13,6%	25.000	13,4%	0,0%
Prime d'émission, réserves et RAN	7.123	4,2%	11.247	6,1%	17.723	9,5%	57,7%
Résultat net de l'exercice	5.164	3,0%	8.077	4,4%	9.754	5,2%	37,4%
Total Capitaux propres	37.287	21,9%	44.323	24,1%	52.477	28,1%	18,6%
Capitaux propres assimilés	2.884	1,7%	2.574	1,4%	3.398	1,8%	8,5%
Total Capitaux permanents	40.171	23,6%	46.897	25,5%	55.875	29,9%	17,9%
Fournisseurs	43.424	25,5%	46.242	25,1%	43.488	23,3%	0,1%
Comptes d'associés	1.189	0,7%	1.972	1,1%	2.410	1,3%	42,4%
Etat	17.867	10,5%	19.534	10,6%	21.284	11,4%	9,1%
Autres créanciers	1.853	1,1%	996	0,5%	805	0,4%	-34,1%
Total Passif Circulant	64.332	37,8%	68.744	37,4%	67.988	36,4%	2,8%

Total Trésorerie Passif	65.851	38,7%	68.321	37,1%	62.773	33,6%	-2,4%
TOTAL GENERAL	170.354	100,0%	183.962	100,0%	186.636	100,0%	4,7%

3.2.1. Analyse de l'Actif

3.2.1.1. Actif immobilisé

PC Market dispose d'un actif immobilisé de MMAD 22,8 qui représente 12,2% de l'actif total en 2005.

Les immobilisations corporelles de PC Market sont ainsi composées des actifs suivants :

- Construction située à Rabat dont la valeur nette comptable est de 6 millions de dirhams à fin 2005 ;

- Un magasin situé à Casablanca et dont la VNC à fin 2005 est de 1 million de dirhams.
- Un second magasin situé à Casablanca (VNC : 1.500 KMAD à fin 2005)

La nouvelle plateforme logistique située à Témara est inscrite dans les comptes de la société Arche qui est détenue par PC Market à hauteur de 96,25%, et ce depuis le démarrage de la construction en 2003.

La construction de cette plateforme s'est achevée en septembre 2006. Au 30 septembre 2006, le poste « Construction » de la société Arche s'établit à MMAD 14.

A l'exception de la plateforme logistique de Temara, les autres actifs immobilisés seront cédés car devenus non nécessaires à l'exploitation.

Les immobilisations financières correspondent principalement aux titres de participations relatifs à la société Qualitech, dont PC Market détient 40% du capital et ceux de la société Arche dont PC Market détient 96,25% du capital. A fin 2005, les immobilisations financières ont augmenté de 117% et s'établissent à MMAD 11,5 en raison essentiellement de l'augmentation des « créances financières rattachées » de MMAD 6,1 qui ont été mises à la disposition de Arche pour le financement de la construction de la plateforme de Témara.

3.2.1.2. Actif circulant

L'actif circulant représente en moyenne plus de 80 % du total bilan sur la période étudiée. Son évolution laisse apparaître en revanche une augmentation de 2,6 % en moyenne sur la période 2003-2005 qui s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

a. Stocks

Le stock de marchandises est composé pour l'essentiel, de matériel informatique, de logiciels et de consommables.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Stock de marchandise brut	32.996	40.787	24%	31.489	-23%	-2%
Provision pour dépréciation	981	810	-17%	1.232	52%	12%
Total net	32.015	39.977	25%	30.257	-24%	-3%

Source : PC Market

Les stocks ont diminué de 3% en moyenne sur la période 2003-2005 et ce malgré une amélioration des ventes de marchandises de 5,8% en moyenne sur la période.

En 2004, le niveau des stocks bruts augmente de 24% passant de MMAD 32,9 à MMAD 40,8 ; Cette tendance s'explique essentiellement par la croissance de l'activité. En effet, PC Market a réalisé un chiffre d'affaires de 24 MMAD en janvier 2005 contre 19,5 MMAD en janvier 2004 (hausse de 23,1%), ce qui explique l'augmentation des stocks au 31/12/2004 par rapport au 31/12/2003. Après constitution d'une provision pour un montant de KMAD 810 le montant net du stock de marchandises s'établit à MMAD 39,9 en 2004, en hausse de 25% par rapport à 2003. Il convient de noter la baisse de la provision pour dépréciation des stocks par rapport à 2004 (KMAD 981) qui s'explique par une meilleure gestion du stock, permettant de réduire le risque d'obsolescence des produits.

Au 31 décembre 2005, le montant des stocks bruts diminue de 23% pour s'établir à MMAD 31,5 en raison de retards de livraison des fournisseurs. Cette baisse est accompagnée par une augmentation des provisions pour dépréciation qui passent de KMAD 810 en 2004 à KMAD 1.232 en 2005 (soit 3,9% du montant des stocks bruts en 2005 contre 2% en 2004). En effet, les deux sociétés ont harmonisé leurs méthodes de provisionnement du stock préalablement à la fusion, ce qui explique l'augmentation des provisions de PC Market en 2005.

La politique de provisionnement adoptée par PC Market se base sur l'ancienneté et/ou l'obsolescence des produits. La provision est déterminée en fin d'année (après inventaire) par article et découle de la différence entre la valeur marchande et la valeur comptable. Il est à noter que la gestion de stocks et des ventes par la société obéit à la règle du premier entré, premier sorti (FIFO) et permet ainsi de maîtriser le risque de dépréciation

Le taux de rotation des stocks s'établit ainsi à 47 jours en 2005 contre 52 jours en 2004 et 60 jours en 2003.

b. Clients et comptes rattachés

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Clients et comptes rattachés	112.211	116.078	3%	127.662	10%	7%
Cumul des provisions pour dépréciation de clients et comptes rattachés	3.759	4.249	13%	4.865	14%	14%
Total	108.452	111.829	3%	122.797	10%	6%

Source : PC Market

Compte tenu de la croissance de l'activité de PC Market sur la période 2003-2005, les clients et comptes rattachés atteignent MMAD 127, en hausse de 7 % en moyenne par rapport à 2003. Suite à la constitution d'une provision pour dépréciation clients de MMAD 4,9, en croissance de 14% en moyenne sur la période, le poste clients se fixe à MMAD 122,8 en 2005, contre MMAD 108,4 en 2003.

PC Market adopte la même politique de provisionnement des clients que celle de Matel qui se base sur l'ancienneté de la créance et se présente comme suit :

- Créances en souffrance (ou clients douteux) sont celles qui font l'objet d'un contentieux confié à un avocat. Ces créances sont provisionnées à 100% de leur montant hors TVA.
- Créances non contentieuses à plus d'un an sont également provisionnées à 100% à l'exception des grands comptes étant donné leur solvabilité

Le délai de règlement client évolue de 119 jours en 2003, à 123 jours en 2004 et 122 jours en 2005. Ce niveau élevé du délai clients s'explique par les retards des règlements des administrations qui représentent une part importante du chiffre d'affaires de la société.

A fin 2005, le total des créances douteuses hors taxes de la société s'élève à MMAD 4,9 pour un chiffre d'affaires de MMAD 304, soit une proportion de 1,6% du chiffre d'affaires.

Matel PC Market

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Chiffre d'affaires	271 922	273 073	0%	304 178	11%	6%
Créances douteuses HT (1)	3 759	4 249	13%	4 865	14%	14%
Proportion du CA	1,4%	1,6%		1,6%		
Provisions (2)	3 759	4 249	13%	4 865	14%	14%
Taux de couverture (2/1)	100%	100%		100%		

Source : PC Market

c. Etat

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Acomptes sur impôts sur les résultats	295		-100%			-100%
TVA récupérable sur immobilisations	7	169	2.314%	79	-53%	236%
TVA récupérable sur les charges	6.315	5.386	-15%	5.397	0,2%	-8%
Crédit de TVA	2.872	4.148	44%	1.847	-55%	-20%
Total	9.490	9.703	2%	7.323	-25%	-12%

Source : PC Market

Le poste Etat diminue de 12 % en moyenne sur la période 2003-2005 et s'établit à MMAD 7,3 en 2005 contre MMAD 9,5 en 2003. Cette tendance s'explique par les éléments suivants :

- Baisse de 8% en moyenne sur la période de la TVA récupérable sur les charges qui ressort à MMAD 5,3 en 2005, contre MMAD 6,3 en 2003, et qui s'explique par une diminution des dettes fournisseurs sur la période de 46,2 en 2004 à 43,5 en 2005.
- Diminution du poste crédit de TVA qui passe de MMAD 2,9 en 2003 à MMAD 1,8 en 2005 du fait de la diminution des importations de marchandises à la fin de l'année suite à des retards de livraisons des fournisseurs.

3.2.2. Analyse du Passif

3.2.2.1. Financement permanent

Les capitaux permanents représentent 29,9 % du total du bilan en 2005 contre 23,6% en 2003. Au 31 décembre 2005, le montant des capitaux permanents est de MMAD 55,9 et se décompose en capitaux propres à hauteur de MMAD 52,5 et en capitaux propres assimilés à hauteur de MMAD 3,4.

a. Capitaux propres

Les capitaux propres de PC Market ont augmenté de 18,6% en moyenne sur la période passant de MMAD 37,2 en 2003 à MMAD 52,5 en 2005. Cette augmentation s'explique essentiellement par une amélioration de la capacité bénéficiaire de la société qui passe de MMAD 5,2 en 2003 à MMAD 9,7 en 2005, soit une croissance moyenne de 37,4%. Le montant des distributions de dividendes est de MMAD 4 sur la période 2003-2005.

b. Capitaux propres assimilés

Les capitaux propres assimilés correspondent à des provisions pour investissements comptabilisées depuis l'exercice 1997. Des reprises de provisions ont été comptabilisées au titre des exercices 2001, 2003 et 2004 en fonction des investissements qui ont été réalisés.

Au 31 décembre 2005, le solde des capitaux propres assimilés est de MMAD 3,4 et correspond à la provision pour investissement qui a été dotée dans le cadre de l'optimisation fiscale prévue pour l'incitation à l'investissement, en l'occurrence la construction, l'aménagement et l'équipement de la plateforme logistique de Témara.

3.2.2.2. Passif circulant hors trésorerie

Le passif circulant représente en moyenne plus de 36% du total du bilan. Son évolution laisse apparaître une augmentation sur la période avec un taux de croissance 2,8 % en moyenne sur la période 2003-2005 qui s'explique par l'évolution des postes suivants :

a. Fournisseurs

Le solde du poste fournisseurs est relativement stable sur la période, comme le montre le tableau ci-dessous.

KMAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Fournisseurs locaux	5.215	4.800	-8%	6.680	39%	13%
Fournisseurs étrangers	36.347	37.982	4%	30.516	-20%	-8%
Fournisseurs effets à payer	1.119	2.501	124%	5.830	133%	128%
Fournisseurs factures non parvenues	743	959	29%	462	-52%	-21%
Total	43.424	46.242	6%	43.488	-6%	0%

Source : PC Market

Le poste fournisseurs augmente de 6% entre 2003 et 2004, passant de MMAD 46,2 en 2003 à MMAD 43,4 en 2004. Cette augmentation s'explique par la hausse du niveau des achats à fin 2004 par rapport à 2003. Au 31 décembre 2005, les fournisseurs s'établissent à MMAD 43,5, soit une baisse de 6%. Cette diminution s'explique par le niveau bas des achats en fin d'année dû aux retards de livraison des fournisseurs étrangers.

Ainsi, le délai fournisseurs est de 54 jours en 2003, de 52 jours en 2004 et de 48 jours en 2005.

b. Etat

Le poste Etat représente 11,4% du total du bilan de PC Market en 2005 et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
IGR	201	207	3%	246	19%	11%
Impôt sur les résultats		179		1.257	603%	NA
TVA facturée	17.635	19.110	8%	19.743	3%	6%
Taxes à payer	30	38	25%	38	0%	12%
Total	17.867	19.534	9%	21.284	9%	9%

Source : PC Market

Le poste Etat augmente de 9% sur la période 2003-2005 qui s'explique principalement par les raisons suivantes :

- Hausse de l'impôt sur le résultat (+ 11% sur la période) justifiée par l'amélioration du niveau de résultat.
- Accroissement de la TVA facturée qui est liée à l'allongement des délais de règlement clients entre 2003 et 2005

c. Autres créanciers

Le poste « autres créanciers » a baissé de 34% en moyenne sur la période pour passer de MMAD 1,9 en 2003 à MMAD 0,8 en 2005, et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Clients créditeurs	267	157	-41%	210	34%	-11%
Organismes sociaux	240	238	-1%	287	21%	9%
Comptes de régularisation passif	664	123	-82%	125	2%	-57%
Autres provisions pour risques et charges	388	183	-53%	139	-24%	-40%
Ecart de conversion – passif	293	296	1%	45	-85%	-61%
Total	1.853	996	-46%	805	-19%	-34%

Source : PC Market

d. Comptes d'associés

Le poste « compte d'associés » représente 1,3% du total de bilan en 2005, soit MMAD 2,4. Ce montant correspond à des dividendes non distribués relatifs aux exercices 2003 et 2004.

3.2.2.3. Trésorerie-passif

La décomposition du poste trésorerie passif sur la période 2003-2005 se présente comme suit :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Crédit d'escompte	22.361	22.969	3%	23.211	1%	2%
Crédit de trésorerie	37.805	39.125	3%	31.226	-20%	-9%
Banques soldes créditeurs	5.684	6.226	10%	8.336	34%	21%
Total	65.851	68.321	4%	62.773	-8%	-2%

Source : PC Market

La trésorerie passif représente 33,6 % du total du bilan en 2005 et correspond à des lignes de crédit contractées auprès des banques telles que les crédits d'escompte et les crédits de trésorerie. Le crédit d'escompte représente 37% de la trésorerie passif en 2005. PC Market a en effet recours à des financements court terme afin de faire face au décalage entre les délais de règlement clients et les crédits fournisseurs étrangers. En effet, les créances de PC Market concernant principalement des administrations (indirectement), leurs délais de règlement sont très longs (supérieurs à 3 mois) contre un crédit constructeurs de 60 jours au maximum. Ainsi, la trésorerie passif correspond principalement à la trésorerie nécessaire pour le financement des retards de règlement clients.

3.3. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS

3.3.1. Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var
Capitaux propres et assimilés	40.171	46.897	17%	55.875	19%
Dettes à moyen et long terme					
Capitaux permanents	40.171	46.897	17%	55.875	19%
Actif immobilisé	15.159	16.142	6%	22.761	41%
Fonds de roulement	25.012	30.756	23%	33.114	8%
Actif circulant	153.892	166.105	8%	162.008	-2%
Passif circulant	64.332	68.744	7%	67.988	-1%
BFR	89.561	97.362	9%	94.020	-3%
Trésorerie nette	(64.549)	(66.606)	3%	(60.906)	-9%

Source : PC Market

3.3.1.1. Fonds de roulement

En 2004, le fonds de roulement progresse de 23% à MMAD 30,7. Cette situation s'explique par l'augmentation des capitaux permanents de 17% sur l'exercice par l'amélioration de la capacité bénéficiaire de MMAD 5,2 en 2003 à MMAD 8,1 en 2004.

En 2005, l'amélioration du fonds de roulement de 8% découle de l'amélioration de 19% des financements permanents de la société qui a permis de financer la hausse de l'actif immobilisé de 41%, et plus précisément l'augmentation des « créances financières rattachées ». Ce poste correspond au montant mis à la disposition de Arche pour le financement de la construction de la plateforme logistique de Témara.

La société PC Market présente une situation financière saine, non endettée au cours de la période étudiée.

3.3.1.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement s'élève en 2004 à près de MMAD 97,4 contre MMAD 89,5 une année auparavant. Cette situation s'explique par la hausse de l'activité induisant un accroissement des stocks et des clients.

En 2005, le BFR baisse de 3% malgré une forte croissance de l'activité. Cette baisse s'explique par une amélioration de la rotation des stocks avec un ratio qui passe de 52 jours de CA en 2004 à 47 jours en 2005.

3.3.1.3. Trésorerie nette

Il s'ensuit une trésorerie nette déficitaire sur la période : MMAD -60,9 en 2005 contre -64,5 MMAD en 2003. PC Market a en effet recours à la trésorerie à court terme pour financer partiellement son besoin en

fonds de roulement., notamment du fait du décalage entre le délai de règlement des clients qui est de 122 jours à fin 2005 et le délai accordé par les fournisseurs qui est de 48 jours à fin 2005.

3.3.2. Analyse de la solvabilité

	2003	2004	2005
Charges financières/EBE	55,9%	39,0%	26,4%

Source : PC Market

On note une nette baisse du ratio charges financières/EBE, qui passe de 55,9% en 2003 à 26,4% en 2005 marquant l'amélioration de la solvabilité de la société sur la période.

3.3.3. Analyse de la rentabilité financière

La rentabilité financière de la société s'établit à 17,5% en 2005 contre 12,9% en 2003. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration de la capacité bénéficiaire de PC Market sur la période.

KMAD	2003	2004	2005
Résultat net	5.164	8.077	9.754
Fonds propres	40.171	46.897	55.875
Return on equity (ROE)	12,9%	17,2%	17,5%

Source : PC Market

3.4. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT

K MAD	2003		2004		2005	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Autofinancement		3.527		7.347		10.556
<i>Capacité d'autofinancement</i>		4.887		8.387		12.156
<i>Distributions de bénéfices</i>	1.360		1.040		1.600	
Cession et réductions d'immobilisation		799		1.567		
Aug. des capitaux propres et assimilés						
Augmentation des dettes de financement						
Total des ressources stables		4.326		8.914		10.556
Acquisitions et aug. d'immobilisations	2.077		3.170		8.198	
Remboursement des capitaux propres						
Remboursement des dettes de financement						
Emplois en non valeurs	121					
Total des emplois stables	2.198		3.170		8.198	

Variation du besoin de financement global	2.915	9.391	-3.306
Variation de la trésorerie	-786	-3.647	5.664

Trésorerie initiale	-63.762	-64.548	-68.195
Trésorerie finale	-64.548	-68.195	-62.531

En 2003, PC Market dégage des ressources stables de MMAD 4,3. Ces ressources stables ont permis de financer l'acquisition d'immobilisations principalement pour un montant de MMAD 2,1. Au final, la variation de trésorerie s'élève au terme de l'exercice 2003, à MMAD 2,9.

Il convient de signaler que la cession d'immobilisation pour MMAD 0,8 correspond à un reclassement comptable relatif à la construction du siège de Témara qui a été initialement comptabilisée dans les comptes de PC Market (en immobilisations).

Les acquisitions d'immobilisations pour 2,1 M MAD correspondent principalement à des SICAV comptabilisées initialement en immobilisations financières en 2003 pour 1,5 million de dirhams.

En 2004, les ressources de PC Market totalisent MMAD 8,9, constituées principalement par l'autofinancement de la société et des cessions d'immobilisations. Ces ressources ont permis de financer la totalité des emplois stables de PC Market qui s'établissent à MMAD 3,2 portant sur des acquisitions d'immobilisations dont la répartition se présente comme suit :

- Achat de local de stockage à Casablanca pour un montant de MMAD 1,6,
- Achat de logiciel pour un montant de KMAD 88,
- Mobilier d'aménagement pour un montant de KMAD 987,
- Caution (SGMB) pour un montant KMAD 525.

La variation du besoin en fonds de roulement global étant de MMAD 9,4, la variation de la trésorerie de PC Market ressort au 31 décembre 2004, déficitaire à MMAD - 3,6.

En 2005, les ressources de PC Market (MMAD +10,5), principalement constituées de l'autofinancement, ont permis de financer la totalité des emplois stables qui s'établissent à MMAD 8,2 et qui sont constituées par les coûts liés à la construction de la plateforme située à Témara. La variation du besoin en fonds de roulement global étant de MMAD - 3,3, la variation de la trésorerie de PC Market ressort au 31 décembre 2005 à MMAD 5,6.

4. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE MATEL PC MARKET

L'analyse des comptes de l'entité fusionnée Matel PC Market est réalisée sur la base des comptes consolidés proforma au 31 décembre 2003, 2004 et 2005 qui ont été établis pour les besoins de l'opération d'introduction en bourse.

Les comptes consolidés ont été établis sur la base du périmètre de consolidation ci-dessous :

Sociétés	% d'intérêt	% de contrôle	Méthodes de consolidation
Matel	100,00%	100,00%	Comptes fusionnés ³⁵
PC Market	100,00%	100,00%	Comptes fusionnés ¹³
Qualitech	80,00%	80,00%	Intégration globale
Arche	96,25%	96,25%	Intégration globale

³⁵ Avec élimination des opérations intra-groupe

4.1. ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

K MAD	Comptes consolidés pro-forma						
	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Ventes de marchandises en l'état	494.490	533.728	7,9%	609.879	14,3%	11,1%	515.118
Achats revendus de marchandises	448.381	483.129	7,7%	541.873	12,2%	9,9%	455.937
Marge brute sur ventes en l'état	46.109	50.599	9,7%	68.006	34,4%	21,4%	59.181
Ventes de biens et services produits	19.157	25.265	31,9%	23.846	-5,6%	11,6%	17.090
Immobilis. prod. par l'entrep. pour elle-même	13.769	1.013	-92,6%	890	-12,1%	-74,6%	203
Production de l'exercice	32.926	26.278	-20,2%	24.736	-5,9%	-13,3%	17.293
Achats consommés de matières et fournitures	22.572	13.757	-39,1%	13.587	-1,2%	-22,4%	9.440
Autres charges externes	11.842	11.183	-5,6%	13.416	20,0%	6,4%	9.830
Consommation de l'exercice	34.414	24.940	-27,5%	27.003	8,3%	-11,4%	19.270
Valeur ajoutée	44.621	51.937	16,4%	65.739	26,6%	21,4%	57.204
Impôts et taxes	859	458	-46,7%	560	22,3%	-19,3%	633
Charges de personnel	21.531	22.044	2,4%	24.159	9,6%	5,9%	20.536
Excédent Brut d'Exploitation EBE	22.231	29.435	32,4%	41.020	39,4%	35,8%	36.035
Autres charges d'exploitation	1.206	97	-92,0%	518	434,0%	-34,5%	10
Reprises d'exploitation - transfert de charges	4.583	3.603	-21,4%	4.029	11,8%	-6,2%	3.378
Dotations d'exploitation	9.305	7.643	-17,9%	9.493	24,2%	1,0%	10.349
Résultat d'exploitation	16.303	25.298	55,2%	35.038	38,5%	46,6%	29.054
Résultat financier	(10.045)	(7.418)	26,2%	(8.930)	- 20,4%	-5,7%	(6.653)
Résultat courant	6.258	17.880	185,7%	2.6108	46,0%	104,3%	22.401
Résultat non courant	(13)	1	-107,7%	(85)		155,7%	32
Impôts sur les sociétés	2.742	6.463	135,7%	8.752	35,4%	78,7%	8.102
Résultat net de l'exercice	3.503	11.418	225,9%	17.271	51,3%	122,0%	14.331
Part du groupe	3.321	11.123	234,9%	17.015	53,0%	126,4%	14.193
Part des minoritaires	182	295	62,1%	256	-13,2%	18,6%	138
Capacité d'autofinancement	5.266	13.913	164,2%	20.935	50,5%	99,4%	16.588

Les comptes consolidés proforma de Matel PC Market font ressortir un chiffre d'affaires consolidé de MMAD 633 en 2005 et de MMAD 532 au 30 septembre 2006 qui se décompose de la façon suivante :

- les ventes de marchandises en l'état pour un montant de MMAD 609,8 en 2005 et de MMAD 515 au 30 septembre 2006 dégagant une marge brute de 11,2% et 11,5% respectivement ;
- les prestations de services MMAD 23,8 en 2005 et de MMAD 17 au 30 septembre 2006 et provenant principalement de sa filiale Qualitech.

Le résultat net consolidé proforma est de MMAD 17,2 en 2005 et de MMAD 14,3 au 30 septembre 2006 correspondant à 2,7% du chiffre d'affaires de la société qui se décompose de la façon suivante :

- Un résultat d'exploitation de MMAD 35 en 2005 et de MMAD 29 au 30 septembre 2006 correspondant à 5,5% du chiffre d'affaires ;

- Un résultat financier est négatif pour un montant de MMAD -8,9 en 2005 et de MMAD -6,6 au 30 septembre 2006, et qui s'explique notamment par un recours massif de l'entité fusionnée au financement à court terme, notamment à l'escompte, du fait de délais de règlement clients qui sont assez longs.

4.1.1.Marge brute sur ventes en l'état

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	Fin sept. 2006
Ventes de marchandises en l'état (1)	494.490	533.728	8%	609.879	14%	515.118
Ventes de biens et services produits (2)	19.157	25.265	32%	23.846	-6%	17.090
Chiffre d'affaires (1)+(2)	513.647	558.993	9%	633.725	13%	532.208
Achats revendus de marchandises (3)	448.381	483.129	8%	541.873	12%	455.937
Marge brute sur ventes en l'état (1)-(3)	46.109	50.599	10%	68.006	34%	59.181
Taux de marge brute	9,3%	9,5%	0,2 pts	11,2%	1,7 pts	11,5%

Source : Comptes Consolidés Proforma

Exerçant une activité de négoce, la quasi-totalité du chiffre d'affaires des comptes consolidés proforma émane des ventes de marchandises en l'état. La consolidation des comptes des filiales fait ressortir les prestations de services réalisées par Qualitech. Cette filiale exerce l'activité de maintenance et SAV de la marque HP qui sera élargie à d'autres marques telles que : IBM/Lenovo, Epson et Lexmark. Ces prestations sont généralement payées par le constructeur suite aux garanties attribuées aux clients. Les dites prestations sont comptabilisées en chiffre d'affaires « ventes de biens et services produits » de Qualitech.

Au terme de l'exercice 2004, les comptes consolidés font ressortir un chiffre d'affaires de MMAD 559 en hausse de 9% par rapport à 2003. Compte tenu d'une évolution des achats revendus de marchandises limitée à 8% pour atteindre MMAD 483,1 en 2004, la marge brute sur ventes en l'état s'apprécie de 10% pour s'établir à MMAD 50,6. Il s'ensuit un taux de marge brute amélioré de 0,2 points à 9,5%. Ce taux est impacté par le faible taux de marge de PC Market (8,6% en 2004) due essentiellement à la faible marge réalisée sur les ventes aux grands comptes.

En 2005, le chiffre d'affaires proforma poursuit sa tendance haussière à MMAD 609, profitant d'une conjoncture favorable (développement d'Internet, informatisation des administrations...) engendrée par la croissance du marché de l'informatique. Le taux de marge brute a augmenté de 1,7 points passant de 9,5% en 2004 à 11,2% en 2005, grâce à une bonne maîtrise des approvisionnements permettant d'améliorer les taux de remises arrières, et à un mix-produit favorisant les cartes à fortes marges. Cette évolution positive du taux de marge est due essentiellement à l'amélioration du taux de marge brute de PC Market qui est passé de 8,6% à 10,8%.

A fin septembre 2006, le chiffre d'affaires de Matel PC Market poursuit sa croissance et enregistre une hausse de 17% en comparaison avec la période équivalente de 2005 (KMAD 452.651). Le taux de marge brute s'apprécie à nouveau de 0,3 points pour s'élever à 11,5%.

4.1.2. Production de l'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Ventes de biens et services produits	19.157	25.265	32%	23.846	-6%	12%	17.090
<i>Dont Ventes de biens et services Qualitech</i>	<i>16.718</i>	<i>23.238</i>	<i>39%</i>	<i>22.190</i>	<i>-5%</i>	<i>15%</i>	<i>15.396</i>
Immob. Prod. par l'entrep. Pour elle-même	13.769	1.013	-93%	890	-12%	-75%	204
Total	32.926	26.278	-20%	24.736	-6%	-13%	17.294

Source : Comptes Consolidés Proforma

La production comprend principalement les ventes et biens et services produits correspondant aux activités de service après vente et de maintenance réalisées au niveau de Qualitech. Le reliquat de ce poste correspond à la facturation par Matel PC Market de quelques prestations de maintenance pour certaines marques. En effet, contractuellement la filiale Qualitech n'était pas autorisée à maintenir d'autres marques en dehors de Hewlett Packard. En conséquence, ces autres marques (principalement IBM, Lenovo, Epson, Lexmark) étaient maintenues au sein des entités Matel et PC Market. Aujourd'hui, HP ne s'oppose plus à ce que Qualitech évolue vers une activité multimarques ce qui permet le transfert en cours de toutes ces activités et du personnel concerné vers Qualitech.

Les ventes de biens et services ont augmenté de 12% en moyenne sur la période 2003-2005 pour s'élever à MMAD 23,8 en 2005. A fin septembre 2006, les ventes de biens et services s'élèvent à MMAD 17.

L'évolution des ventes de biens et services reste cependant irrégulière selon la période (augmentation de 32% en 2004 suivie d'une baisse de 6% en 2005) du fait du caractère variable du service après vente selon la fréquence de la mise en œuvre de la garantie attribuée aux clients.

En 2003, les immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même correspondent principalement à l'activation des coûts liés à la construction du siège de Matel pour un montant de MMAD 13,7. Ce poste a baissé à partir de 2003 pour s'élever à KMAD 1.013 en 2004, KMAD 890 en 2005 et KMAD 204 au 30 septembre 2006.

4.1.3. Consommation de l'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Achats non stockés de matières et fournitures	7.307	11.751	61%	11.745	0%	27%	7.616
Achats de travaux et études	15.265	2.006	-87%	1.842	-8%	-65%	1.824
Achats consommés de matières et fournitures	22.572	13.757	-39%	13.587	-1%	-22%	9.440
Locations et charges locatives	888	701	-21%	1.000	43%	6%	981
Redevances de crédit bail	591	318	-46%	801	152%	16%	772
Entretien et réparations	376	555	48%	702	26%	37%	440
Primes d'assurances	1.664	1.325	-20%	1.345	2%	-10%	931
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1.234	1.437	16%	2.356	64%	38%	2.123
Redevances pour brevets, marques et droits	128	197	54%	121	-39%	-3%	32
Transports	296	262	-11%	316	21%	3%	236
Déplacements, missions et réceptions	1.091	887	-19%	1.055	19%	-2%	714
Reste du poste autres charges externes	5.574	5.501	-1%	5.720	4%	1%	3.601
Autres charges externes	11.842	11.183	-6%	13.416	20%	6%	9.830
Total général	34.414	24.940	-27,5%	27.003	8,3%	-11,4%	19.270

Source : Comptes Consolidés Proforma

Au terme de l'exercice 2004, la consommation consolidées proforma de Matel PC Market a baissé de 27,5 % pour s'établir à MMAD 24,9. Cette évolution s'explique par les éléments suivants :

- La diminution des achats de travaux et études de 87% passant de KMAD 15.265 à KMAD 2.006, du fait de l'achèvement de la construction du siège social en 2003. Ce poste comprenait en 2003 les coûts liés à la construction du siège social lesquels ont été immobilisés.
- Une maîtrise des autres charges externes, lesquelles s'allègent de 6% à MMAD 11,2, profitant notamment de
 - o la baisse de 46% des redevances de crédit bail : certains contrats sont arrivés à échéance et de nouveaux contrats ont été souscrits en 2005,
 - o la diminution de 20% des primes d'assurance du fait de la baisse des primes d'assurance-clients de PC Market
 - o et la baisse de 19% des frais de déplacement qui varient en fonction des foires, salons informatiques et séminaires des constructeurs.

A fin 2005, la consommation de l'exercice croît de 8,3% pour s'élever à MMAD 27, exclusivement sous l'effet de la progression de 20% des autres charges externes qui passent de MMAD 11,2 en 2004 à MMAD 13,4 en 2005.

Au 30 septembre 2006, la consommation de l'exercice s'établit à MMAD 19,3 qui correspond à une évolution normale de 9 mois d'activité.

4.1.4. Valeur ajoutée

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Chiffre d'affaires	513.647	558.993	9%	633.725	13%	11%	532.208
Marge brute sur ventes en l'état	46.109	50.599	10%	68.006	34%	21%	59.181
Production de l'exercice	32.926	26.278	-20%	24.736	-6%	-13%	17.294
Consommation de l'exercice	34.414	24.940	-28%	27.003	8%	-11%	19.270
Valeur ajoutée	44.621	51.937	16,4%	65.739	26,6%	21,4%	57.204
<i>Taux de valeur ajoutée (VA/CA)</i>	<i>8,7%</i>	<i>9,3%</i>		<i>10,4%</i>			<i>10,7%</i>

Source : Comptes Consolidés Proforma

Sur la période 2003-2005, la valeur ajoutée consolidée proforma marque une évolution de 21,4% par an en moyenne pour s'élever à MAD 65,7 en fin de période.

En 2004, la valeur ajoutée signe une progression de 16,4% passant de MMAD 44,6 à fin 2003 à MMAD 51,9 à fin 2004. Cette situation reflète l'amélioration de 10% à MMAD 50,6 de la marge brute sur ventes en l'état qui compense largement la diminution de 20 % de la production de l'exercice. Cette amélioration s'explique également par la baisse de la consommation de l'exercice de -28% passant de MMAD 34,4 en 2004 à MMAD 24,9 en 2004.

Dans la même perspective, les comptes consolidés proforma laissent apparaître en 2005 une valeur ajoutée appréciée de 21,4%, qui s'explique par une amélioration de 21% de la marge brute sur ventes en l'état, qui compense largement la baisse de la production de l'exercice de 13% sur la période.

Ainsi, le taux de valeur ajoutée passe de 8,7% en 2003 à 10,4% en 2005, reflétant une progression de la valeur ajoutée plus rapide que celle du chiffre d'affaires. Ce taux s'améliore aux 30 septembre 2006 pour atteindre 10,7%, correspondant à une valeur ajoutée de MMAD 57,2 et qui devrait progresser davantage au 31 décembre 2006.

4.1.5. Excédent brut d'exercice

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Valeur ajoutée	44.621	51.937	16%	65.739	27%	21%	57.204
Impôts et taxes	859	458	-47%	560	22%	-19%	633
Charges de personnel	21.531	22.044	2%	24.158	10%	6%	20.536
EBE	22.231	29.435	32,4%	41.020	39,4%	35,8%	36.035
<i>Marge brute d'exploitation (EBE/CA)</i>	<i>4,3%</i>	<i>5,3%</i>		<i>6,5%</i>			<i>6,8%</i>
<i>Ratio de productivité (VA/Chs de personnel)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,4</i>		<i>2,7</i>			<i>2,8</i>

Source : Comptes Consolidés Proforma

L'excédent brut d'exploitation a augmenté de 35,8% en moyenne sur la période 2003-2005, pour se fixer à MMAD 41 en 2005.

L'EBE consolidé proforma de Matel PC Market est passé de MMAD 22,2 en 2003 à MMAD 29,4 en 2004, soit une progression de 32,4% qui s'explique essentiellement par une augmentation de la valeur ajoutée et une augmentation des charges de personnel de 2% conjuguée avec une baisse des impôts et taxes de 47%.

A fin 2005, les comptes consolidés proforma font ressortir un EBE de près de MMAD 41 en progression de 32,4% par rapport à 2004. Cette évolution émane principalement de la hausse de la valeur ajoutée de 21% laquelle compense l'augmentation de charges de personnel de 6% à MMAD 25,1 et la hausse des impôts et taxes de 22%.

En effet, les charges de personnel ont augmenté en 2004 de 2% puis de 6% en 2005. L'augmentation de 2005 s'explique d'une part par l'augmentation généralisée des salaires chez Matel et d'autre part par le recrutement d'un cadre supérieur chez Qualitech et de quelques cadres chez Matel et PC Market. L'évolution des charges de personnel en fonction de l'effectif

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)	Fin sept. 2006
Charges personnel	21 531	22044	2%	24158	10%	6%	20536
Nombre de salariés	133	150	13%	153	2%	7%	154
<i>Matel</i>	66	78	18%	72	-8%	4%	69
<i>PC Market</i>	40	41	3%	45	10%	6%	44
<i>Qualitech</i>	27	31	15%	36	16%	15%	41

En définitive, la marge brute d'exploitation ressort à 6,5 % en 2005 contre 4,3% en 2003, soit une augmentation de 2,2 points sur la période 2003-2005. Au 30/09/2006, la marge brute d'exploitation est de 6,8%.

4.1.6. Résultat d'exploitation

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
EBE	22.231	29.435	32%	41.020	39%	36%	36.035
Autres charges d'exploitation	1.206	97		518	NA	NA	10
Reprises d'exploitation, transfert de charges	4.583	3.603	-21%	4.029	12%	-6%	3.378
Dotations d'exploitation	9.305	7.643	-18%	9.493	24%	1%	10.349
Résultat d'exploitation	16.303	25 .298	55,2%	35.038	38,5%	46,6%	29.054
<i>Marge opérationnelle (REX/CA)</i>	<i>3,2%</i>	<i>4,5%</i>		<i>5,5%</i>			<i>5,5%</i>

Source : Comptes Consolidés Proforma

Le résultat d'exploitation consolidé proforma de Matel PC Market enregistre une évolution annuelle moyenne de 46,6% entre 2003 et 2005, passant de MMAD 16,3 en 2003 à MMAD 35 en 2005. Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse de l'EBE de 36% en moyenne sur la période 2003-2005. Ainsi, la marge opérationnelle ressort à 5,5% en 2005, en progression de 2,3 points par rapport à 2003.

Au 30 septembre 2006, les comptes consolidés proforma laisse apparaître un résultat d'exploitation de MMAD 29, correspondant à une marge opérationnelle de 5,5% identique à celle de 2005. Ce résultat résulte d'une légère amélioration du taux marge brute (+0,3%) conjugué avec une augmentation des dotations d'exploitation.

4.1.7. Résultat financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Produits des titres de participation	1	989		899	NA	NA	2
Gains de change	1.623	2.356	45%	1.828	-22%	6%	1.968
Intérêts et autres produits financiers	1.315	1.034	-21%	294	-72%	-53%	1.268
Reprises financières	1.172	589	-50%	464	-21%	-37%	65
Produits financiers	4.111	4.968	21%	3.485	-30%	-8%	3.303
Charges d'intérêts	9.159	9.663	6%	9.057	-6%	-1%	8.219
Pertes de change	4.382	2.257	-48%	2.347	4%	-27%	1.571
Autres charges financières	26	3		40		24%	66
Dotations financières	589	463	-21%	971	110%	28%	100
Charges financières	14.156	12.386	-13%	12.415	0%	-6%	9.956

Résultat financier	(10.045)	(7.418)	26,2%	(8.930)	- 20,4%	-5,7%	(6.653)

Source : Comptes Consolidés Proforma

Fin 2004, le résultat financier a augmenté de 26,2% passant de MMAD -10 en 2003 à MMAD -7,4 en 2004. Cette amélioration s'explique par la baisse des pertes nettes de change (pertes de change – gains de change) de 104% qui est liée aux évolutions de la cotation de l'Euro et du Dollar américain

En 2005, le résultat financier a baissé de 20,4%. En effet, les produits financiers principalement constitués par les gains de change ne suffisent pas à compenser les charges financières relatives à l'emprunt moyen et long terme et aux crédits de trésorerie ainsi que la perte de change. A noter que les charges d'intérêt ont baissé de 6% résultant de l'effet du remboursement de la dette à long terme (Matel). Quant aux dotations financières, l'augmentation de 2005 s'explique par l'évolution du cours de l'Euro au 31 décembre 2005 par rapport aux transactions non encore réglées.

Au 30 septembre 2006, le résultat financier s'établit à MMAD -6,6, qui reste maîtrisé malgré la hausse de l'activité.

4.1.8. Résultat net

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Résultat courant	6.258	17.880	186%	26.108	46%	104%	22.401
Résultat non courant	(13)	1	-108%	(85)	-8600%	NA	32
Impôts sur les sociétés	2.742	6.463	136%	8.752	35%	79%	8.102
Résultat net de l'exercice	3.503	11.418	225,9%	17.271	51,3%	122,0%	14.331
<i>Marge nette (Résultat net/CA)</i>	<i>0,7%</i>	<i>2,0%</i>		<i>2,7%</i>			<i>2,7%</i>

Le résultat net consolidé proforma de la société a fortement augmenté au cours de la période étudiée passant de MMAD 3,5 en 2003 à MMAD 17,3 en 2005, soit un taux de croissance annuel moyen de 122% sur la période. On note également une nette amélioration de la marge nette sur la période, passant de 0,7% en 2003 à 2,7% en 2005.

Au 30 septembre 2006, le résultat net de la société est de MMAD 14,3, correspondant à une marge nette de 2,7%.

4.1.9. Autofinancement

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Capacité d'autofinancement	5.266	13.913	164%	20.935	50%	99%	16.588
Distribution de bénéfices (dividendes)	1.360	1.040	-24%	1.600	54%	8%	5.109
Autofinancement	3.906	12.873	229,6%	19.335	50,2%	122,5%	11.479

Source : Comptes Consolidés Proforma

On note une amélioration de l'autofinancement avec une croissance moyenne de 122,5% sur la période 2003-2005, qui s'explique par l'augmentation des résultats réalisés sur la période.

Au 30 septembre 2006, l'autofinancement s'établit à MMAD 11,5 malgré une distribution plus importante de dividendes.

4.2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DES BILANS CONSOLIDES PRO-FORMA

ACTIF (K MAD)	Comptes consolidés pro-forma								
	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM	Fin sept. 2006	% total bilan
Immobilisations incorporelles	22.515	6,67%	22.461	5,66%	22.319	5,10%	-0,44%	22.196	4,75%
Immobilisations corporelles	46.240	13,70%	50.435	12,70%	54.560	12,40%	8,62%	62.454	13,35%
Immobilisations financières	3.161	0,94%	3.633	0,92%	2.988	0,70%	-2,77%	3.119	0,67%
Total Actif Immobilisé	71.916	21,30%	76.529	19,28%	79.867	18,20%	5,38%	87.769	18,76%

Stocks	62.485	18,51%	81.447	20,52%	85.360	19,40%	16,88%	107.022	22,88%
Clients et comptes rattachés	175.912	52,11%	210.480	53,02%	233.495	53,10%	15,21%	224.973	48,10%
Etat	19.353	5,73%	22.852	5,76%	24.407	5,60%	12,30%	29.713	6,35%
Autres débiteurs	4.282	1,27%	3.757	0,95%	4.013	0,90%	-3,19%	7.550	1,61%
Total Actif Circulant	262.032	77,62%	318.536	80,23%	347.275	79,00%	15,12%	369.258	78,94%

Total Trésorerie Actif	3.632	1,08%	1.940	0,49%	12.279	2,80%	83,87%	10.725	2,29%

TOTAL GENERAL	337.580	100,0%	397.005	100,0%	439.421	100,0%	14,1%	467.752	100,0%

PASSIF (K MAD)	Comptes consolidés								
	2003	% total bilan	2004	% total bilan	2005	% total bilan	TCAM	Fin sept. 2006	% total bilan
Capital social	57.600	17,06%	57.600	14,51%	57.600	13,10%	0,00%	57.600	12,31%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	32.915	9,75%	38.327	9,65%	45.246	10,30%	17,24%	54.398	11,63%
Réserve consolidée	11.528	3,41%	10.191	2,57%	14.154	3,20%	10,81%	17.041	3,64%
Résultat net consolidé part du groupe	3.321	0,98%	11.123	2,80%	17.015	3,90%	126,35%	14.193	3,03%
Intérêts minoritaires	568	0,17%	863	0,22%	1.034	0,20%	34,92%	1.022	0,22%
Total Capitaux propres	105.932	31,38%	118.104	29,75%	135.049	30,70%	12,91%	144.254	30,84%
Dettes de financement à M&LT	9.096	2,69%	6.819	1,72%	5.691	1,30%	-20,90%	4.578	0,98%
Total Capitaux permanents	115.028	34,07%	124.923	31,47%	140.740	32,00%	10,61%	148.982	31,85%

Fournisseurs	74.055	21,94%	92.488	23,30%	109.584	24,90%	21,65%	105.026	22,45%
Comptes d'associés	4.064	1,20%	4.812	1,21%	5.285	1,20%	14,04%	6.720	1,44%
Etat	44.112	13,07%	52.904	13,33%	63.966	14,60%	20,42%	63.999	13,68%
Autres créanciers	4.940	1,46%	4.358	1,10%	3.598	0,80%	-14,66%	4.028	0,86%
Total Passif Circulant	127.171	37,67%	154.562	38,93%	182.433	41,50%	19,77%	179.773	38,43%

Total Trésorerie Passif	95.381	28,25%	117.520	29,60%	116.248	26,50%	10,40%	138.997	29,72%

TOTAL GENERAL	337.580	100,0%	397.005	100,0%	439.421	100,0%	14,1%	467.752	100,0%

4.2.1. Analyse de l'actif

4.2.1.1. Actif immobilisé

L'actif immobilisé représente 18,2% du total du bilan consolidé proforma au 31 décembre 2005 reflétant l'importance des investissements réalisés par les deux sociétés. Ainsi, outre le siège social actuel de Matel PC Market, la société dispose d'une nouvelle plateforme logistique qui avait été construite par PC Market à Témara, pour faire face à l'effet de taille du nouvel ensemble. Ainsi, les installations de Témara abritent actuellement le centre logistique principal de la société offrant une capacité de stockage centralisée et suffisante pour les besoins de l'entité fusionnée permettant ainsi d'optimiser la logistique.

Au 30 septembre 2006, l'actif immobilisé s'établit de MMAD 87,8 contre MMAD 80 en 2005, soit une hausse de 10%. Cette augmentation correspond essentiellement à la fin des travaux de construction de la plateforme de Témara et les aménagement et installations y référents. Cette plateforme est opérationnelle depuis octobre 2006.

Matel PC Market dispose par ailleurs de plusieurs actifs qui seront cédés au courant de l'année 2007 car jugés non utiles à l'exploitation. Il s'agit de :

- L'ancien siège social de PC Market situé à l'entrée de Rabat.
- L'ancien siège social de Matel situé dans un quartier d'affaires de Casablanca.
- Les agences commerciales de Matel à Rabat et de PC Market à Casablanca.

4.2.1.2. Actif circulant

L'actif circulant représente en moyenne plus de 77% du total bilan sur la période étudiée. Son évolution laisse apparaître en revanche une augmentation de 15,12% en moyenne sur la période 2003-2005 qui s'explique par la hausse de l'activité.

L'évolution de l'actif circulant sur la période 2003-30/09/2006, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

a. Stocks

L'évolution des stocks sur la période est présentée ci-dessous :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Stock de marchandise brut	62.344	81.206	30%	86.983	7%	18%	109.945
Provision pour dépréciation	1.401	1.297	-7%	2.878	122%	43%	4.951
Stock de matières et four. consom.	2.617	2.799	7%	2.589	-8%	-1%	3.385
Provision pour dépréciation	1.075	1.261	17%	1.334	6%	11%	1.357
Total net	62.485	81.447	30%	85.360	5%	17%	107.022

Source : Comptes Consolidés Proforma

Les stocks se composent principalement des marchandises qui représentent plus de 98% du solde au 30 septembre 2006 et qui sont constituées des éléments suivants :

- Matériels informatiques (PC, serveurs, imprimantes périphériques et consommables,...),

- Logiciels (systèmes d'exploitation et logiciels bureautiques,...),
- Equipements de réseaux (câblage informatique, répartiteurs, switchs, routeurs, adaptateurs sans fil Wi-Fi),
- Produits de sécurité (anti-virus, Firewall, onduleurs),
- Produits multimédia (Lecteurs MP3, haut parleurs amplifiés, micro-casques, vidéo-projecteurs,...).

Le stock de marchandises représente 19 % du total de l'actif en 2005 et dépasse 20% du total du bilan en 2006, reflétant la particularité du métier du distributeur dont l'objectif est la mise à disposition au réseau de revendeurs de toute la gamme des produits des constructeurs.

Les stocks de marchandises ont augmenté de 17,5% en moyenne sur la période 2003-2005.

En 2004, le niveau des stocks bruts augmente de 30% passant de MMAD 62,3 à MMAD 81,2 en raison de la hausse de l'activité d'une part, et le souci de satisfaction des revendeurs et d'amélioration du taux de service clients rendant nécessaire la constitution d'un niveau de stocks suffisant d'une seconde part.

Après constitution d'une provision pour un montant de KMAD 2.878, le montant net du stock de marchandises s'établit à MMAD 84,1.

Au 31 décembre 2005, le montant des stocks bruts progresse de 7% pour s'établir à MMAD 87. Cette progression reste cependant moins importante que l'augmentation du chiffre d'affaires (14% en 2005) en raison de retards de livraison de certains fournisseurs étrangers en fin d'année 2005. Cette croissance est accompagnée par une augmentation des provisions pour dépréciation qui passent de KMAD 1.297 en 2004 à KMAD 2.878 en 2005 (soit 3,3% du montant des stocks bruts en 2005 contre 1,6% en 2004).

Au 30 septembre 2006, les stocks bruts de marchandises enregistrent une hausse de 26% qui s'explique par la croissance de l'activité. En tenant compte d'une provision pour dépréciation des stocks de MMAD 4,9, le montant net du stock de marchandises s'établit à MMAD 105.

Le délai moyen de rotation des stocks s'établit à 56 jours au 30 septembre 2006 contre 55 jours en 2005, 54 jours en 2004 et 59 jours en 2003.

b. Clients et comptes rattachés

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Clients débiteurs	93.412	120.369	29%	145.890	21%	25%	136.010
Clients douteux ou litigieux	16.631	18.128	9%	19.178	6%	7%	18.977
Clients effet à recevoir	79.534	87.011	9%	84.350	-3%	3%	88.599
Clients et comptes rattachés	189.577	225.508	19%	249.418	11%	15%	243.586
Provisions pour dépréciation clients	13.665	15.028	10%	15.923	6%	8%	18.613
Total	175.912	210.480	20%	233.495	11%	15%	224.973

Source : Comptes consolidés proforma

Compte tenu de la croissance de l'activité sur la période 2003-2005, les clients et comptes rattachés atteignent MMAD 249,4, en hausse de 15% en moyenne sur la période étudiée. Suite à la constitution d'une provision pour dépréciation clients de MMAD 15,9, en croissance de 8% en moyenne sur la période, le poste clients se fixe à MMAD 233,5 en 2005, contre MMAD 175,9 en 2003.

Au 30 septembre 2006, le compte clients a baissé de 2,1 % passant de MMAD 249,4 à MMAD 243,6, grâce à un meilleur suivi du recouvrement clients. Après constitution d'une provision pour dépréciation clients de MMAD 18,6, le solde clients ressort à MMAD 224,9. En principe, avec l'effet de la fusion, l'en-cours clients devrait baisser suite à un suivi unique de chaque compte client (alors que par le passé, un même client avait aussi bien un compte chez Matel et un autre chez PC Market).

A fin 2005, le total des créances douteuses hors taxes intégralement provisionnées par la société s'élève à MMAD 15,9 pour un chiffre d'affaires de MMAD 633,7, soit une proportion de 3% du chiffre d'affaires.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM (03-05)
Chiffre d'affaires	513.647	558.993	9%	633.725	13%	11%
Créances douteuses HT (1)	13.665	15.028	10%	15.923	6%	8%
Proportion du CA	2,6%	2,7%		2,5%		
Provisions (2)	13.665	15.028	10%	15.923	8%	8%
Taux de couverture (2/1)	100%	100%		100%		

Source : Comptes consolidés proforma

Le délai client est de 114 jours en 2003, de 132 jours en 2004, de 129 jours en 2005 et de 96 jours au 30 septembre 2006. Ce niveau élevé du délai clients s'explique par les délais clients importants chez PC Market engendrés par les retards des règlements des administrations.

c. Etat

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Acomptes sur impôts sur les résultats	4.082	3.128	-23%	2.409	-23%	-23%	2.894
TVA récupérable	12.398	15.391	24%	17.979	17%	20%	20.211
Crédit de TVA	2.873	4.333	51%	4.019	-7%	18%	6.608
Total	19.353	22.852	18,1%	24.407	6,8%	12,3%	29.713

Source : Comptes consolidés proforma

Le poste Etat croît de 12,3% en moyenne sur la période 2003-2005 et s'établit à MMAD 24,4 en 2005 contre MMAD 19,3 en 2003. Cette tendance s'explique par les éléments suivants :

- Augmentation de 20% en moyenne de la TVA récupérable qui s'explique essentiellement par une augmentation des achats sur la période.
- Augmentation de 18% en moyenne sur la période du crédit de TVA
- Baisse de 23% sur la période 2003-2005 de la créance d'acompte sur IS, qui passe de MMAD 4,1 en 2003 à MMAD 2,4 en 2005.

Au 30 septembre 2006, le poste « Etat » avec pour impact une hausse de la TVA récupérable est passé à MMAD 29,7. Cette augmentation s'explique par d'une part l'augmentation des achats et d'autre part par l'augmentation du crédit de TVA en raison des ventes en hors taxes aux grands comptes présentant des dossiers d'exonération.

4.2.2. Analyse du Passif

4.2.2.1. Financement permanent

Les capitaux permanents représentent 32 % du total du bilan en 2005 contre 34% en 2003. Au 31 décembre 2005, le montant des capitaux permanents est de MMAD 140,7 et se décompose en capitaux propres à hauteur de MMAD 135 et en dettes financières à hauteur de MMAD 5,7.

Au 30 septembre 2006, les capitaux permanents sont passés à MMAD 149, soit une augmentation de 6% avec une évolution des fonds propres à 6,8% et une baisse de l'endettement à long terme de 19%. La société dispose d'une capacité d'endettement à long terme confortable.

a. Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 10,6% en moyenne sur la période passant de MMAD 115 en 2003 à MMAD 140,7 en 2005. Cette augmentation s'explique essentiellement par une amélioration de la capacité bénéficiaire qui passe de KMAD 3.503 en 2003 à KMAD 17.271 en 2005 et à MMAD 14,3 au 30 septembre 2006, sachant que le résultat net au dernier trimestre progresse plus rapidement en raison de l'effet d'une meilleure évolution du chiffre d'affaire au cours du dernier trimestre (absorption des budgets des grands comptes).

b. Endettement à moyen et long terme

Les comptes consolidés proforma font apparaître un niveau d'endettement faible dans la mesure où les dettes de financement représentent moins de 9% des fonds propres sur la période 2003-2005 :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Capitaux propres et assimilés	105.932	118.104	11%	135.049	14%	13%	144.254
Dettes à moyen et long terme	9.096	6.819	-25%	5.691	-17%	-21%	4.578
Ratio endettement	8,6%	5,8%		4,2%			3,2%

Les comptes consolidés proforma laissent apparaître un endettement à moyen long terme quasi-inexistant, les ressources permanentes de l'entreprise étant principalement constituées de ses capitaux propres. Le ratio d'endettement (dettes à long terme/capitaux propres) est relativement faible passant de 8,6 % en 2003 à 3,2% au 30 septembre 2006. L'endettement figurant au niveau du bilan a été contracté en 2003 pour financer la construction du nouveau siège social. Il est à rappeler que les dettes à moyen terme consolidées sont composées uniquement des dettes à moyen terme de Matel contractées en 2003 et dont le détail se présente comme suit :

Banque	Montant	Durée (année)	Taux (HT variable)
SGMB	6.000.000	7	8,25%
CDM	3.500.000	7	8,25%

4.2.2.2. Passif circulant hors trésorerie

Le passif circulant représente en moyenne moins de 45% du total du bilan. Son évolution laisse apparaître une augmentation sur la période 2003-2005 avec un taux de croissance 19,77% en moyenne qui s'explique par l'évolution des postes suivants :

a. Fournisseurs

Le solde du poste fournisseurs a augmenté de 21,65% en moyenne sur la période passant de MMAD 74 en 2003 à MMAD 109,6 en 2005 et à MMAD 105 au 30 septembre 2006. Cette tendance s'explique essentiellement par la croissance de l'activité sur la période, induisant une augmentation des achats.

Le tableau ci-dessous montre la décomposition du poste par nature de fournisseurs.

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Fournisseurs locaux	6.046	9.872	63%	7.103	-28%	8%	10.795
Fournisseurs étrangers	65.443	77.305	18%	97.129	26%	22%	89.356
Fournisseurs effets à payer	1.716	3.867	125%	3.672	-5%	46%	3.372
Fournisseurs factures non parvenues	850	1.445	70%	1.680	16%	41%	1.503
Total	74.055	92.489	25%	109.584	18%	22%	105.026

Source : Comptes consolidés proforma

Les dettes fournisseurs sont essentiellement composées des dettes vis-à-vis des constructeurs étrangers qui représentent plus de 85% du solde au 30 septembre 2006.

Ainsi le délai fournisseurs est de 50 jours en 2003, de 53 jours en 2004, de 58 jours en 2005 et de 46 jours au 30 septembre 2006.

b. Etat

Le poste Etat représente 20% du total du bilan en 2005 et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Taxes urbaines, d'édilité	40	40	0%	40	0%	0%	40
IGR	296	326	10%	410	26%	18%	556
Impôt sur les résultats	638	3.294	416%	5.707	73%	199%	4.820
Impôt différé	3.605	2.240	-38%	1.632	-27%	-35%	2.704
TVA facturée	31.212	38.422	23%	42.430	10%	17%	47.563
TVA due	880			42			74
Impôt et taxe à payer	1.284	555	-57%	403	-27%	-44%	38
Autres comptes créditeurs (obligations cautionnées)	6.157	8.027	30%	13.302	66%	47%	8.204
Total	44.112	52.904	19,9%	63.966	20,9%	20,0%	63.999

Source : Comptes consolidés proforma

Le poste Etat augmente de 20% en moyenne sur la période pour les raisons suivantes :

- Accroissement de la TVA facturée de 17% en moyenne en 2003-2005 qui s'explique par l'augmentation des ventes sur la période.

- Augmentation des autres comptes créditeurs principalement constitués de droits de douane de 47% en moyenne sur la période du fait de la hausse des achats effectués à l'étranger.
- Hausse de 199% de l'impôt sur le résultat (sur la période) justifiée par l'amélioration du niveau de résultat.

Au 30 septembre 2006, le poste « Etat » est resté quasi-stable à MMAD 64 grâce à la baisse significative des obligations cautionnées.

c. Autres créanciers

Le poste « autres créanciers » a baissé de 14,7% en moyenne sur la période pour passer de MMAD 4,9 en 2003 à MMAD 3,6 en 2005, et se décompose de la façon suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Clients créditeurs	279	353	27%	329	-7%	9%	104
Personnel	68	45		50			810
Organismes sociaux	766	942	23%	985	5%	13%	928
Autres	1.633	1.171		970			944
Comptes de régularisation passif	1.182	728	-38%	755	4%	-20%	861
Autres provisions pour risques et charges	589	463	-21%	346	-25%	-23%	381
Ecart de conversion - passif	423	656	55%	163	-75%	-38%	
Total	4.940	4.358	-11,8%	3.598	-17,4%	-14,7%	4.028

Source : Comptes consolidés proforma

Au 30 septembre 2006, le poste « Autres créanciers » a augmenté de 12% en raison de la prise en compte de la provision (personnel) au prorata du 13ème mois. Par ailleurs, les autres provisions pour risques et charges correspondent aux provisions pour risques de changes qui sont restées quasi-stables à KMAD 381.

d. Comptes d'associés

Le poste « compte d'associés » représente 1,44% du total de bilan au 30 septembre 2006, soit MMAD 6,7. Ce montant correspond à des dividendes non distribués des sociétés Matel, PC Market et Qualitech et dont la répartition est la suivante :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Comptes associés Matel	2.875	2.840	-1%	2.875	1%	0%	2.387
Comptes associés PC Market	1.189	1.972	66%	2.410	22%	42%	4.033
Comptes associés Qualitech							300
Total	4.064	4.812	18%	5.285	10%	14%	6.720

Source : Comptes consolidés proforma

4.2.2.3. Trésorerie-passif

La décomposition du poste trésorerie passif sur la période 2003-2005 se présente comme suit :

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Crédit d'escompte	31.521	52.084	65%	56.088	8%	33%	57.175
Crédit de trésorerie	37.805	39.125	3%	31.226	-20%	-9%	45.321
Banques soldes créditeurs	26.055	26.311	1%	28.934	10%	5%	36.502
Total	95.381	117.520	23,2%	116.248	-1,1%	10,4%	138.998

Source : Comptes consolidés proforma

L'augmentation de la trésorerie passif de 10,4% en moyenne en 2003-2005 s'explique par la croissance de l'activité de sur la période.

La trésorerie passif représente 26,5% du total du bilan en 2005 et correspond à des lignes de crédit contractées auprès des banques telles que le crédit d'escompte qui représente 48% de la trésorerie passif en 2005. Matel et PC Market ont en effet un recours significatif à la trésorerie court terme pour le financement de son activité et de son besoin en fonds de roulement compte tenu des décalages structurels entre les délais de récupération des créances (clientèle locale) et de règlements de dettes (fournisseurs étrangers). L'augmentation de l'activité prévisionnelle justifie ainsi le bien fondé de l'opération d'introduction en bourse qui permettra de doter la société des ressources financières nécessaires à l'évolution de l'activité.

Au 30 septembre 2006, la trésorerie-passif a augmenté de 20% en raison de l'augmentation des stocks et de l'en-cours clients dus à l'évolution positive du chiffre d'affaire et du décalage entre le délai client et fournisseur (96 jours délai-clients contre 46 jours délai-fournisseurs).

4.3. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS

4.3.1. Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2003	2004	% var	2005	% var	TCAM	Fin sept. 2006
Capitaux propres et assimilés	105.932	118.104	11%	135.049	14%	13%	144.254
Dettes à moyen et long terme	9.096	6.819	-25%	5.691	-17%	-21%	4.578
Provisions pour risques et charges	0	0		0			150
Capitaux permanents	115.028	124.923	9%	140.740	13%	11%	148.982

Actif immobilisé	71.916	76.529	6%	79.867	4%	5%	87.769

Fonds de roulement	43.112	48.394	12%	60.873	26%	19%	61.213

Actif circulant	262.032	318.536	22%	347.275	9%	15%	369.258
Passif circulant	127.171	154.562	22%	182.433	18%	20%	179.773
BFR	134.861	163.974	22%	164.842	1%	11%	189.485

Trésorerie nette	(91.749)	(115.580)	26,0%	(103.969)	-10,0%	6,5%	(128.272)

Source : Comptes consolidés proforma

4.3.1.1. Fonds de roulement

En 2004, le fonds de roulement consolidé proforma de Matel PC Market progresse de 12% passant de MMAD 43,1 à MMAD 48,4. Cette croissance s'explique par un renforcement des financements permanents de 9% à MMAD 124,9 du fait des éléments suivants :

- L'augmentation des capitaux propres de 11% suite essentiellement à l'amélioration de la capacité bénéficiaire de la société diminuée néanmoins par la distribution de dividendes
- La réduction des dettes à moyen long terme de 25% sur l'exercice.

En 2005, l'amélioration du fonds de roulement de 19% s'explique par la croissance des capitaux permanents de la société de 11% qui a permis de financer la hausse de l'actif immobilisé de 5% sur l'exercice.

Il convient de noter que les comptes consolidés proforma laissent apparaître une situation financière saine sur la période, avec un taux d'endettement qui passe de 7,9% en 2003 à 4% en 2005 et 3,1% au 30 septembre 2006.

	2003	2004	2005	Fin sept. 2006
Fonds propres et assimilés/capitaux permanents	92,1%	94,5%	96,0%	96,8%
Dettes financières/capitaux permanents	7,9%	5,5%	4,0%	3,1%

Source : Comptes consolidés proforma

4.3.1.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement s'élève en 2004 à près de MMAD 164,8 contre MMAD 134,8 une année auparavant. Cette situation s'explique par la hausse de l'activité induisant un accroissement des stocks, et des clients.

En 2005, le BFR n'augmente que de 1% malgré une forte croissance de l'activité. Cette variation s'explique par une diminution des délais de règlement client et une amélioration de la rotation des stocks conjuguées à une augmentation des délais de règlement fournisseurs.

Le besoin en fonds de roulement s'élève ainsi en 2005 à MMAD 164,8 correspondant aux ratios de gestion suivants :

- Un délai de rotation des stocks de 1,6 mois du chiffre d'affaires, et qui sera optimisé consécutivement à la fusion du fait de gestion d'un stock unique.
- Un délai de règlement clients de 4,5 mois de chiffre d'affaires.
- Un délai de règlement fournisseurs de 2,4 mois du montant des achats.

Le besoin en fonds de roulement s'élève à KMAD 189.485 au 30 septembre 2006, soit une hausse par rapport au 31 décembre 2005 du fait de l'augmentation de l'activité au cours de l'année 2006.

4.3.1.3. Trésorerie nette

Il s'ensuit une trésorerie nette déficitaire sur la période de MMAD -104 en 2005 contre -91,7 MMAD en 2003. Matel a en effet recours à la trésorerie à court terme pour financer partiellement son besoin en fonds de roulement.

Au 30 septembre 2006, la trésorerie nette de Matel PC Market atteint MMAD - 128,3.

4.3.2. Analyse de la solvabilité

	2003	2004	2005	30 sept 06
Charges financières/EBE	63,7%	42,1%	30,2%	27,6%

Source : Comptes consolidés proforma

On note une nette baisse du ratio charges financières/EBE, qui passe de 63,7% en 2003 à 30,2% en 2005, et 27,6% en septembre 06 témoignant de l'amélioration de la solvabilité de la société sur la période.

4.3.3. Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2003	2004	2005	30 sept 06
Résultat net	3.503	11.418	17.271	14.331
Fonds propres	105.932	118.104	135.049	144.254
Return on equity (ROE)	3,3%	9,7%	12,8%	9,9%

Source : Comptes consolidés proforma

La rentabilité financière s'établit à 12,8% en 2005 contre 3,3% en 2003. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration de la capacité bénéficiaire sur la période.

4.4. ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

K MAD	2003	2004	2005	Fin sept. 2006
Résultat net des sociétés intégrées	3.503	11.418	17.271	14.331
Dotations d'exploitation	1.732	2.435	3.567	2.255
Variation des impôts différés	844	(1.376)	(598)	1.072
Plus values de cession d'immo, nettes impôts	31	60	97	2
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées (I)	6.110	12.537	20.337	17.660
Variation du besoin de BFR lié à l'activité (II)	(483)	29.112	870	24.642
Stocks	(23.617)	18.962	3.913	21.662
Créances d'exploitation	(9.358)	37.542	24.827	320
Dettes d'exploitation	32.492	(27.392)	(27.870)	2.660
Flux net de trésorerie généré par l'activité (III = I - II)	6.592	(16.575)	19.468	(6.982)
Acquisition d'immobilisation	11.655	5.843	7.360	10.045
Cession d'immobilisation corp. et incorp, nette impôt		(15)	(773)	(36)
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (IV)	11.655	5.828	6.587	10.009
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	1.360	1.040	1.600	5.109
Augmentation d'emprunt	(6.830)	(870)	(525)	
Remboursement d'emprunt	210	3.146	1.653	1.113
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (V)	(5.261)	3.317	2.728	6.222
Autres impacts (VI)	(400)	1.889	1.458	(1.090)
Variation de la trésorerie (III - IV - V + VI)	(201)	(23.831)	11.611	(24.304)
Trésorerie à l'ouverture	(91.547)	(91.749)	(115.580)	(103.968)
Variation de la trésorerie	(201)	(23.831)	11.611	(24.304)
Incidence des variations des monnaies étrangères				
Trésorerie de clôture	(91.747)	(115.580)	(103.969)	(128.272)

Source : Comptes consolidés proforma

En 2003, les comptes consolidés proforma font ressortir une quasi nulle à KMAD -201 fixant la trésorerie de la société à MMAD -91,7. Cette variation s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une variation positive de la trésorerie générée par l'activité de MMAD 6,6 en raison de la baisse du besoin en fonds de roulement générée par la baisse de l'activité principalement au niveau de Matel due à la fusion HP/Compaq. Cette variation est de KMAD -483,
- Des acquisitions d'immobilisation de MMAD 11,7,
- Le versement de dividendes pour un montant de MMAD 1,36 conjugué de l'augmentation de l'emprunt pour un montant de MMAD 6,8 (financement de la construction du siège de Matel)

En 2004, la variation de trésorerie est déficitaire à MMAD 23,8 fixant la trésorerie de la société à MMAD -115,6. Cette variation négative s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une variation négative de la trésorerie générée par l'activité de MMAD -16,5. En effet, la capacité de financement dégagée par la société pour un montant de MMAD 12,5 ne couvre que partiellement l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par la hausse de l'activité et qui est de MMAD 29,1.
- Des acquisitions d'immobilisations pour MMAD 5,8.
- Le versement de dividendes pour un montant de MMAD 1 et le remboursement d'emprunts pour un montant net de MMAD 2,3.

En 2005, la trésorerie s'est appréciée de MMAD 11,6 fixant la trésorerie de la société à MMAD -104. Cette variation positive de la trésorerie est générée par les flux suivants :

- Une variation positive de la trésorerie générée par l'activité de MMAD 19,5 grâce à une bonne maîtrise du besoin en fonds de roulement dont la variation en 2005 est de MMAD 0,87, et une nette amélioration de la capacité de financement de la société qui s'élève à MMAD 20,3.
- Des acquisitions d'immobilisations pour un montant de MMAD 7,4.
- Le versement de dividendes pour un montant de MMAD 1,6 et le remboursement d'emprunts pour un montant net de MMAD 1,1.

Le détail des acquisitions d'immobilisations se présente comme suit :

K MAD	2003	2004	2005	Fin sept. 2006
Immobilisations incorporelles	128	137	37	19
Immobilisations corporelles	11.524	5.234	6.898	9.864
Immobilisations financières	3	472	425	162
Total	11.655	5.843	7.360	10.045

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement au coût de la construction du siège de Matel en 2003 et aux coûts des aménagements de la plateforme logistique de Témara pour les années suivantes.

Au 30 septembre 2006, la trésorerie de Matel PC Market a diminué de MMAD 24,3 :

- La capacité de financement générée au cours des 9 mois pour MMAD 17,7 est inférieure l'augmentation du BFR de MMAD 24,6 sur la période, d'où une variation de trésorerie générée par l'activité déficitaire pour MMAD -7.
- La société a réalisé des acquisitions d'immobilisations pour MMAD 10.
- Des distributions de dividendes ont été réalisées pour MMAD 5,1, ainsi que des remboursements d'emprunts pour MMAD 1,3.

IX. PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

1. PERSPECTIVES DU SECTEUR

Nota : Les informations ci-dessous proviennent du site de l'Apebi.

Les grossistes informatiques interviennent dans un marché qui se caractérise par un faible taux de pénétration touchant à la fois l'administration, l'entreprise et le ménage tous largement sous-équipés en comparaison avec le niveau atteint dans les pays émergents. Cette situation présage d'un fort potentiel de croissance qui se confirme à travers les fortes progressions enregistrées par le secteur depuis 2004.

Les perspectives de développement du secteur des TIC se précisent depuis la signature en septembre 2006 entre le Gouvernement et l'Apebi du « Contrat Progrès 2006-2012 », relatif à la mise en oeuvre d'une vision stratégique quant au développement du secteur des TIC.

Le « Contrat Progrès 2006-2012 » comprend les mesures communes prises par le Gouvernement et le secteur privé pour la mise en oeuvre d'un plan de développement du secteur des TIC dans sa première phase et consacre un engagement conjoint visant la création des conditions qui favorisent la transformation des potentiels du secteur.

Cette politique d'appui publique au développement du secteur des TIC repose sur les principaux catalyseurs suivants :

- L'implication de toutes les parties concernées publiques et privées, notamment au plus haut niveau du Gouvernement, dans la conception et la mise en oeuvre.
- La constitution et l'institution d'une équipe qualifiée et dédiée à la mise en oeuvre et à la coordination de la stratégie.
- La mise en oeuvre d'un pilotage institutionnel de la stratégie à travers un comité mixte « Public-Privé ».

Pour produire ses effets, cette stratégie est accompagnée d'un plan d'action opérationnel et chiffré à travers un schéma directeur, qui planifie les actions à mener durant la période 2006-2012, trace une feuille de route faisant appel aux différents acteurs publics, privés et académiques capables d'assurer la mise en oeuvre des objectifs suivants :

- Participation au développement de la Société de l'Information et réduction de la fracture numérique.
- Positionnement du Maroc dans une dimension TIC et offshoring à l'échelle internationale.
- Participation à la croissance économique et à la création d'emplois.
- Création d'une industrie forte en TIC et consolidation de l'ingénierie nationale.

Cette stratégie vise des objectifs ambitieux qui devraient permettre au secteur de porter son volume de chiffre d'affaire des 26 milliards de dirhams enregistrés à fin 2004, à près de 60 milliards de dirhams en 2012 ; soit un potentiel moyen de croissance par an de l'ordre de 18%.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le plan opérationnel intègre les hypothèses de base suivantes, pour la période 2006-2012 :

- Taux de croissance annuelle du chiffre d'affaires du secteur TIC (Hors Export) de 15%.
- Augmentation de la part des TIC dans le budget général de l'Etat pour le passer à terme à 2%.

- Mise en œuvre du PROTIC36 (près de 50 000 entreprises qui vont intégrer les technologies de l'information d'ici 2012)
- Développement de l'Internet : 1.8 million d'abonnés en 2012.

Enfin, ce qui est certainement révélateur des potentialités du marché, c'est la présence directe au Maroc de tous les grands constructeurs de matériel informatique et des éditeurs de logiciels les plus importants qui ont élu leur siège régional à Casablanca : HP, IBM, Apple, Microsoft, Oracle, Autocad, Sybel...

³⁶ Programme national pour la promotion des TIC

2. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE MATEL PC MARKET

2.1.EMERGENCE D'UN LEADER DE LA DISTRIBUTION INFORMATIQUE

Le rapprochement entre les deux premiers opérateurs de la distribution informatique au Maroc a permis l'émergence d'un leader de la distribution IT, Matel PC Market.

Cette fusion a permis au nouvel ensemble d'atteindre une taille critique devenue indispensable dans un contexte de mondialisation et d'accélération de la concurrence étrangère et de donner naissance à un acteur de référence dans le paysage économique national. C'est ainsi que Matel PC Market :

1. Figure parmi les 100 premières entreprises du Royaume en terme de chiffre d'affaires ;
2. Consolide un portefeuille de plus de 1.000 clients revendeurs ;
3. Développe un catalogue produit de plus de 2.500 références ;
4. Intervient au moyen d'une plateforme logistique de plus de 6.000 m² ;
5. Ambitionne de se développer à l'international (dans les pays du Maghreb et éventuellement en Afrique subsaharienne francophone).

En effet, la fusion a permis l'émergence d'un acteur capable de se mesurer aux opérateurs internationaux et de traiter avec les constructeurs et les clients dans de meilleures conditions en termes d'approvisionnements et de moyens logistiques de stockage et de distribution.

Le rapprochement a été motivé par la création de valeur inhérente à sa réalisation du fait de l'existence de nombreuses synergies entre les deux sociétés :

- **Complémentarité au niveau du « business model » et des portefeuilles clients** : les sociétés ont un positionnement marché différent tant au plan géographique (Matel est basée à Casablanca et PC Market est établie à Rabat) qu'au plan de la structure de leur chiffre d'affaires et de la nature de leur portefeuille clients.
- **Approvisionnements** : le dédoublement des volumes d'achat permet une amélioration des conditions d'approvisionnement du fait d'un poids plus importants sur le marché.
- **Stocks** : l'optimisation de la plateforme logistique grâce à la gestion d'un stock unique, permet d'améliorer le service client et de réaliser d'importantes économies de coûts logistiques.
- **Positionnement commercial** : une taille plus importante permettant d'améliorer à court terme les marges de distribution.
- **Economies d'échelle** : la fusion entre les deux entités va permettre une meilleure répartition des charges de structure et accroître ainsi l'efficacité de l'ensemble.

Ce rapprochement, a par ailleurs permis à Matel PC Market d'atteindre une taille comparable aux principaux opérateurs des pays émergents et un positionnement réellement attractif pour envisager une introduction en bourse.

Ainsi, outre l'institutionnalisation de son capital, l'introduction en bourse permettra au nouvel ensemble de financer son développement et le besoin en fonds de roulement généré par la croissance prévue de son

activité. Elle constitue en outre une étape préliminaire à la mise en oeuvre d'une stratégie de déploiement à l'international visant une expansion de la société à l'échelle régionale à condition que les opportunités des marchés voisins le permettent.

2.2.AXES STRATEGIQUES

Le nouvel ensemble Matel PC Market a mis en place une stratégie de développement fondée sur le respect des cultures et des partenaires clients et fournisseurs qui interviennent dans différentes phases de la « supply chain³⁷ ».

Cette stratégie de développement, ayant pour fondement la création de valeur à savoir l'amélioration escomptée de la rentabilité du nouvel ensemble, vise à tirer avantage de la base clients significative de la société et du potentiel de développement substantiel du secteur.

Ainsi, le projet de développement mis en place repose sur la valorisation des compétences mutuelles des deux entités et s'articule selon les trois axes stratégiques suivants :

- **Consolidation de la position de leader de la distribution informatique :** la fusion entre Matel et PC Market a permis l'atteinte d'une taille critique devenue nécessaire dans un contexte de mondialisation et d'ouverture des frontières. Matel PC Market envisage de consolider sa croissance sur le marché local, notamment en élargissant son réseau national et en étendant sa présence dans le nord et l'est du Maroc afin de couvrir l'ensemble des besoins du pays. Avec une forte présence sur l'axe Casablanca-Rabat dans lequel elle réalise plus de 90% de son chiffre d'affaires et Agadir où elle dispose d'une succursale, la société a pour ambition d'élargir son réseau national à de nouvelles représentations dans le nord et la région de Fès-Meknès afin de capter la demande croissante du segment PME/PMI dans ces régions tirée par les politiques de développement régionales récentes.
- **Elargissement de l'offre produits :** en adéquation avec sa politique de satisfaction et de fidélisation des clients, Matel PC Market a développé un large éventail de marques de manière à présenter un catalogue étoffé avec des produits complémentaires couvrant l'ensemble des besoins des revendeurs et des clients utilisateurs. Cet élargissement de l'offre s'appuie principalement sur la qualité des partenariats établis entre Matel PC Market et les constructeurs représentés. La société envisage ainsi de consolider son offre de produits en renforçant les partenariats existants d'une part, et en mettant en place de nouveaux partenariats avec des constructeurs internationaux permettant l'acquisition de nouvelles cartes compatibles avec la demande du marché (il s'agit notamment de Cisco leader mondial en équipements de réseaux et de téléphonie sur IP mais aussi de HP pour le segment gros serveurs informatiques pour lesquels Matel PC Market a été retenu au Maroc pour développer cette activité connue sous le nom de « HP value »). Matel PC Market a ainsi pour ambition d'accroître la fidélisation et l'attachement du canal de revendeurs en développant des produits demandés par le marché en mettant à leur disposition une information en tant réel sur la disponibilité de ces produits et en réduisant au maximum le « time to market ».
- **Amélioration du service clients :** Afin de bâtir des relations solides avec ses clients revendeurs, Matel PC Market met à leur disposition un ensemble de services de qualité de manière à répondre à l'ensemble de leurs besoins tant au niveau de la logistique que du service après-vente. Ainsi, Matel

³⁷ « Chaîne logistique » le réseau global servant à fournir des produits et services des matières premières jusqu'aux clients finals à travers un flux rationalisé d'information, distribution physique, et argent (Dictionnaire de l'APICS, American Production and Inventory Control Society)

PC Market dispose actuellement, grâce à sa filiale Qualitech, d'une plateforme de maintenance multimarques lui permettant d'assurer le service après-vente aussi bien pour les produits qui sont sous garantie que ceux qui sont hors garantie. De plus, la société a développé au sein de son système d'information des fonctionnalités accessibles par Internet permettant aux revendeurs de faire le suivi de leurs commandes et de leur crédit et qui sont constamment améliorées de manière à répondre aux besoins des revendeurs, et leur permettre, in fine, de passer directement leurs commandes par Internet. La société projette de continuer à investir dans le développement des services offerts aux clients notamment au niveau logistique via le regroupement de l'ensemble des ressources logistiques sur un même site situé à Témara, et au niveau humain par la mise en place de ressources marketing et commerciales supplémentaires de manière à répondre à l'ensemble des besoins de ses clients

- **Développement international :** Matel PC Market compte également, à moyen terme, se développer au delà des frontières nationales au Maghreb et en Afrique Subsaharienne francophone afin de mieux répondre aux attentes des constructeurs, dont la volonté est d'étendre leur présence sur l'ensemble de la région via des grossistes de taille significative à l'échelle régionale.

3. BUSINESS PLAN SUR LA PERIODE 2006-2009

AVERTISSEMENT

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de Matel PC Market et/ou de Upline Securities.

3.1. PERIMETRE DU BUSINESS PLAN

Le business plan présenté ci-après intègre l'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation de Matel PC Market, à savoir les deux filiales Qualitech et Arche.

3.2.COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

(En KMAD)	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	633 725	709 683	794 845	890 021	996 823
Variation	16,1%	12,0%	12,0%	12,0%	12,0%
Ventes de marchandises en l'état	609 879	686 724	769 131	861 427	964 798
Achats revendus	541 873	605 623	682 988	764 947	858 670
Marge brute	68 006	81 101	86 143	96 480	106 128
Taux de marge	11,2%	11,8%	11,2%	11,2%	11,0%
Ventes de biens et services	23 846	22 959	25 714	28 594	32 025
Immo produites par l'Ese	890	271	-	-	-
Achats consommés de mat et four	13 587	14 857	16 640	18 637	20 873
Autres charges externes	13 416	13 143	13 200	13 888	14 223
Impôts et taxes	560	837	900	900	900
Charges du personnel	22 459	25 881	27 175	29 893	31 388
Charges de personnel non récurrente	1 700	1 500	-	-	-
Autres charges	518	13	-	-	-
Charges d'exploitation	52 240	56 232	57 915	63 318	67 384
Variation	43,3%	7,6%	3,0%	9,3%	6,4%
Dotations d'exploitation (nettes)	5 464	9 331	9 639	10 289	11 103
Résultat d'exploitation	35 038	38 768	44 302	51 467	59 666
Variation	45%	10,6%	14,1%	16,3%	15,7%
Résultat financier	(8 930)	(8 071)	(4 300)	(4 530)	(4 900)
Résultat courant	26 108	30 698	40 002	46 937	54 766
Résultat non courant	(85)	41	1 000	-	-
Impôts sur les résultats	8 752	10 759	14 351	12 297	14 349
Résultat net	17 271	19 980	26 652	34 640	40 417
Marge nette	2,7%	2,8%	3,4%	3,9%	4,1%
Résultat net retraité	18 971	21 480	26 652	34 640	40 417
Marge nette	3,0%	3,0%	3,4%	3,9%	4,1%

Source : Matel PC Market S.A.

3.2.1.Chiffre d'affaires

Les hypothèses d'évolution de chiffre d'affaires ont été estimées en tenant compte de l'évolution de marché pour chaque segment de produits sur lesquels Matel PC Market est présente. Les hypothèses de taux de croissance retenues sont de 12% sur la période 2007-2009 et sont justifiées par les faits suivants :

- **Potentiel de croissance du marché :** Le marché de l'informatique est clairement installé dans une période de croissance qui devrait se confirmer lors des prochaines années, compte tenu des éléments suivants :
 - Des retards d'investissement ont été accumulés par les Administrations et les entreprises qui sont largement sous-équipées en comparaison avec le niveau atteint dans les pays émergents, laissant présager un important essor de ce segment de marché dans les années à venir ;
 - La demande du marché domestique a augmenté sous l'effet du développement rapide de l'Internet sur ADSL. Le parc ADSL comptait à fin juin 2005 plus de 139.000 abonnés contre 28.000 une année auparavant. Le marché a donc explosé en une année mais il est encore loin de son potentiel de développement, évalué à plus de 500.000 abonnés à horizon 2007/2008 ;
 - L'augmentation des besoins du secteur éducatif suite au programme du Ministère de l'Education Nationale visant la généralisation de l'accès aux technologies de l'information aux écoles dans un horizon de trois ans. Une première tranche de ce programme (2005-2006) prévoit une enveloppe budgétaire de 350 millions de dirhams destinée au déploiement d'importants équipements informatiques dans plus de 3.000 établissements scolaires, et permettant d'équiper 75% des collèges et lycées et 25% des écoles.
- **Elargissement de la gamme de produits :** La société projette de tirer avantage de la taille critique atteinte suite à la fusion pour élargir le catalogue de produits commercialisés. En effet, d'autres cartes présentant un réel potentiel de marché pourront être distribuées étant donné que la société reçoit la sollicitation fréquente de nombreux constructeurs notamment depuis la fusion.

3.2.2.Marge brute

Le business plan tient compte d'une hypothèse de baisse du taux de marge brute de la société à 11,2% en 2007 et 2008 et à 11% en 2009. Ce taux reste conservateur étant donné les facteurs d'amélioration de marge prévus consécutivement à la fusion entre Matel et PC Market du fait éléments suivants :

- **Positionnement :** La fusion permettra à la nouvelle entité de renforcer son pouvoir de marché en réduisant la pression concurrentielle et devrait permettre de ce fait une augmentation des marges ;
- **Amélioration du taux de remise arrière :** Le doublement des volumes, notamment sur les marques HP et IBM, permettra d'obtenir de meilleures remises commerciales auprès des constructeurs, celles-ci pouvant atteindre des proportions significatives et améliorer de ce fait la marge de distribution ;
- **Approvisionnements :** L'effet de taille aura un impact positif sur la négociation avec les constructeurs ;
- **Gains de performance :** Les contrats conclus avec les constructeurs prévoient des bonus si certaines conditions sont remplies telles que la linéarité des performances trimestrielles, le volume des achats, les quantités de produits en stocks... Le doublement de la taille permettra à la société d'améliorer la gestion des approvisionnements et des stocks afin de pouvoir accéder plus facilement à ces bonus.

3.2.3.Charges d'exploitation

La structure des charges d'exploitation sur la période 2005-2009 se présente comme suit :

(En KMAD)	2005	2006	2007	2008	2009
Achats consommés de mat et four	13 587	14 857	16 640	18 637	20 873
Autres charges externes	13 416	13 143	13 200	13 888	14 223
Impôts et taxes	560	837	900	900	900
Charges du personnel	22 458	25 881	27 175	29 893	31 388
Charges de personnel non récurrentes	1 700	1 500	-	-	-
Autres charges	518	13	-	-	-
Dotations d'exploitation	5 463	9 331	9 639	10 289	11 103
Charges d'exploitation	57 702	65 563	67 554	73 607	78 487
Variation		13,6%	3%	8,9%	6,6%

Source : Matel PC Market S.A.

Les charges d'exploitation augmentent de 8% en moyenne sur la période 2005-2009, passant de MMAD 57,7 en 2005 à MMAD 78,5 en 2009. Cette progression qui est inférieure aux taux de croissance observés par le passé s'explique par les économies d'échelle réalisées du fait des synergies liées à la fusion.

Les autres charges externes enregistrent une évolution maîtrisée sur la période (+2,5% en moyenne) en raison des éléments suivants :

- Une baisse des charges locatives du fait de la réduction du nombre de sites consécutivement à la fusion, et des primes d'assurance y afférentes. Les agences commerciales de Matel et de PC Market respectivement à Rabat et à Casablanca ayant été fermées ;
- Une diminution du niveau des charges de structure (publicité, transport, etc ..) en raison de la mutualisation des dépenses des deux sociétés.

Les charges de personnel non récurrentes relatives à 2005 et 2006 intègrent le salaire d'un actionnaire dirigeant qui s'est retiré de la société préalablement à la fusion.

Les prévisions des charges de personnel tiennent compte de deux hypothèses :

- Le recrutement d'un directeur des ressources humaines et d'un directeur marketing en 2007 ;
- Un taux de croissance de 5% en moyenne sur la période, correspondant au taux moyen d'augmentation des salaires.

Les dotations d'exploitation augmentent de 20% en moyenne par an sur la période passant de MMAD 5,4 en 2005 à MMAD 11,1 en 2009 en raison de :

- La hausse des dotations aux amortissements relatives à la construction de la nouvelle plate-forme logistique à Témara en 2005, puis aux investissements de maintien prévus en 2007, 2008 et 2009 ;
- L'augmentation des provisions statistiques des postes clients et stocks en corrélation avec les prévisions d'activité.

3.2.4.Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation progresse de 14% en moyenne sur la période 2005-2009 passant de MMAD 35 à fin 2005 à MMAD 59,7 en 2009. Cette progression s'explique par le fait que la croissance de la marge brute est supérieure à celle des charges d'exploitation.

3.2.5.Résultat financier

La baisse des charges financières s'explique par l'amélioration de la trésorerie de la société en raison de :

- L'augmentation de capital pour un montant de 50 millions de dirhams ;
- La réduction du niveau d'utilisation des lignes bancaires grâce à l'optimisation progressive du Besoin en Fonds de Roulement ;
- La cession d'actifs hors exploitation en 2006 et 2007.

3.2.6.Résultat non courant

En 2007, le résultat non courant est constitué de la plus-value potentielle sur la cession programmée d'un actif hors exploitation.

3.2.7.Résultat net

Matel PC Market prévoit sur la période 2005-2009 une croissance annuelle moyenne de 11,2% du chiffre d'affaires et un doublement de son résultat net qui s'explique par :

- La réduction des charges d'exploitation du fait des synergies liées à la fusion ;
- La baisse des charges financières en raison de l'amélioration de la trésorerie de la société ;
- L'effet impôt : il est tenu compte, à partir de 2008, d'un taux d'IS de l'ordre de 26,25%, en application des dispositions de l'article 8 de la loi de finance 2001 reconduites dans le cadre de la loi de finance 2004 pour une durée de trois ans et qui prévoit un abattement de l'ordre de 25% sur l'impôt des sociétés dans le cas de la présente opération d'introduction en bourse.

3.3. TABLEAU DES EMPLOIS-RESSOURCES

En KMAD	2005	2006	2007	2008	2009
Résultat net de l'exercice	17 271	19 980	26.652	34 639	40 417
Dotations aux amortissements	3 567	3 447	3 447	3 547	3 647
Divers retraitements	-501		-1 000		
Cash Flow	20 337	23 428	29.099	38 178	44 064
Besoin en fonds de roulement	164 842	189 331	211 711	230 760	258 339
Variation du besoin en fonds de roulement	870	24 488	22 379	19 080	27 548
Flux de trésorerie d'exploitation	19 467	-1 061	6.720	19 107	16 516
Investissements	7 360		1 000	1 000	1 000
Désinvestissements	773		15 000		
Flux de trésorerie d'investissement	-6 587	-	14 000	-1 000	-1 000
Augmentation de capital			46 000		
Emprunts	525				
Remboursement emprunts	1 653	1 628	1 628	1 628	805
Dividendes	1 600	0	9 990	13.326	17 320
Flux de trésorerie de financement	-2 728	- 1 628	34 382	-14.954	-18 125
Autres impacts	1 459				
Variation de trésorerie	11 611	-2 689	55 102	3.153	-2 609
Trésorerie initiale	-115 580	-103 969	-106 158	-51.556	-48.403
Trésorerie finale	-103 969	-106 658	-51.556	-48.403	-51.012

Source : Matel PC Market S.A.

On note une nette amélioration de la trésorerie dès l'année 2007 du fait des éléments suivants :

- L'augmentation de capital pour un montant de 50 millions de dirhams. Après retraitement des charges liées à l'introduction en bourse pour un montant estimé à 4 millions de dirhams, le montant net des ressources liées à l'augmentation de capital ressort à 46 millions de dirhams ;
- La cession d'un immeuble situé à Rabat, devenu non nécessaire à l'exploitation depuis la construction de la plate-forme à Témara, pour un montant de 12,5 millions de dirhams ;
- La cession de l'ancien local abritant le service technique de Matel pour un montant de 2,5 millions de dirhams
- Le cash flow dégagé par la société pour un montant de 23,4 millions de dirhams ;
- Ces entrées permettront de financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement de 24,5 millions de dirhams et de rembourser les échéances de l'emprunt pour 1,6 million de dirhams. Il en résulte une variation positive de la trésorerie pour un montant de 55,8 millions de dirhams.

En 2007, le poste « divers retraitements » correspond à l'annulation de la plus-value de cession relatif à la cession d'un actif hors exploitation.

Le montant total des investissements sur la période 2006-2009 est de 3 millions de dirhams et concerne essentiellement le renouvellement du matériel informatique, du mobilier et du matériel de bureau.

La société envisage d'adopter une politique de distribution de dividendes volontariste et prévoit de distribuer un dividende de 50% par rapport au résultat de l'exercice à partir de 2007. Aucune de

distribution de dividendes n'est prévue en 2006 afin de mobiliser toutes des ressources financières de la société.

3.4.BILAN SIMPLIFIE

(En KMAD)	31.12.05	31.12.06	31.12.07	31.12.08	31.12.09
Capitaux propres	135 049	155 029	217.691	239.004	262.100
Capitaux propres assimilés					
Dettes de financement	5 691	4 063	2 435	807	0
Financement permanent	140 740	159 092	220.126	239.811	262.100
Actif immobilisé	79 867	76 418	59 971	57 424	54 776
Fonds de roulement	60 873	82 674	160.155	182.387	207.325
Actif circulant	347 275	373 362	398 542	431 281	473 807
Stocks	85 359	91 563	92 937	99 782	106 128
Clients	233 495	251 799	275 605	301 499	337 679
Autres	28 421	30 000	30 000	30 000	30 000
Passif circulant	182 433	184 031	186 831	200 491	215 468
Fournisseurs	109 585	111 031	113 831	127 491	142 468
Autres	72 848	73 000	73 000	73 000	73 000
Besoin en fonds de roulement	164 842	189 331	211 711	230 790	258 339
Trésorerie nette	-103 969	-106 657	-51.556	-48.403	-51.013

Source : Matel PC Market S.A.

Le bilan de Matel PC Market laisse apparaître une nette amélioration de la trésorerie de la société, qui s'explique par l'augmentation du fonds de roulement sur la période 2006-2009, accompagnée par une optimisation du besoin en fonds de roulement.

Le fonds de roulement augmente sur la période passant de MMAD 60,8 en 2005 à MMAD 207,3 en 2009. Cette amélioration est la résultante de deux facteurs :

- Le renforcement des financements permanents de la société suite à l'augmentation de capital d'une part et l'amélioration de la capacité bénéficiaire de Matel PC Market d'une seconde part.
- La diminution de l'actif immobilisé de la société suite à la cession d'immobilisations non nécessaires à l'exploitation en 2007. Les deux sociétés Matel et PC Market ont en effet réalisé des investissements significatifs dans le passé et disposent d'actifs devenus hors exploitation suite à leur fusion et dont la valeur marchande a été estimée à 22,3 millions de dirhams. Ces actifs se décomposent de la façon suivante :
 - Ancien siège social de Matel situé à Casablanca : 3,5 millions de dirhams ;
 - Ancien service technique situé à Casablanca : 1,7 million de dirhams ;
 - Ancien siège social de PC Market situé à Rabat : 12,5 millions de dirhams ;
 - Deux magasins situés à Casablanca : 4,6 millions de dirhams.

Le business plan prévoit la cession d'une partie de ces actifs (l'ancien siège social de Matel et l'ancien service technique) pour une valeur de 15 millions de dirhams.

Matel PC Market prévoit également de céder les autres actifs hors exploitation dès l'année 2007, en fonction des opportunités. Cependant, le business plan ne tient pas compte de ces cessions, du fait d'un manque de visibilité sur ces opérations.

Le besoin en fonds de roulement augmente sur la période, passant de MMAD 189,3 en 2006 à MMAD 258,3 en 2009, du fait des éléments suivants :

- Les stocks augmentent de 15,9% sur la période 2006-2009 passant de MMAD 91,5 en 2006 à 106,1 en 2009.
- Les clients augmentent de 34% sur la période 2006-2009 passant de MMAD 252 en 2006 à MMAD 337,7 en 2009.

Le poste fournisseurs enregistre une croissance de 28% sur la période passant de MMAD 111 en 2006 à 142,5 en 2009.

4. FACTEURS DE RISQUE

4.1. RISQUES DE CHANGE

La très grande majorité des achats est effectué en devises, majoritairement en Euro et ensuite en Dollar US. Le risque de change est maîtrisé par l'utilisation pertinente des moyens de couverture, tels que les achats à terme ainsi qu'un suivi quotidien des variations avec anticipation des tendances au niveau des offres commerciales.

4.2. RISQUES FOURNISSEURS

La notion de distribution exclusive contractuelle n'est plus applicable aujourd'hui dans le domaine d'activité de la société. Cependant, des situations d'exclusivité de fait sont courantes et répondent souvent aux besoins actuels des constructeurs qui souhaitent gérer moins de distributeurs pour des raisons de coûts et de taille critique suffisante requise. Lorsque les secteurs de Distribution sont suffisamment concentrés sur une région, ils préfèrent se reposer sur l'acteur local le plus performant. La fusion Matel PC Market est une réponse appropriée et appréciée face à cette tendance.

La plupart des contrats de Distribution sont sur base annuelle et renouvelables automatiquement sous conditions : réalisation des objectifs minima, paiements dans les délais impartis, bon usage de la marque, respect du territoire de distribution, etc... Le non respect de ces conditions peut entraîner la résiliation ou le non renouvellement des contrats. Il faut noter cependant que la dépendance commerciale entre constructeur est forte et réciproque. Lorsque l'activité s'est établie depuis de nombreux exercices à des niveaux élevés, le constructeur n'est pas assuré de trouver un nouveau distributeur sur un territoire en cas de défaillance. Les deux parties vont donc œuvrer constamment pour pérenniser la relation commerciale capitale pour chacun.

Matel PC Market entretient des relations commerciales avec ses principaux fournisseurs (3 premiers) depuis plus de 12 ans avec une satisfaction et une dépendance réciproque incontestables. Cependant, une politique de diversification équilibrée permet de réduire les risques.

4.2.1. HP

Depuis 1993, Matel et PC Market distribuent la marque Hewlett Packard dans le cadre de contrats de distribution régulièrement renouvelés dans la mesure où les objectifs minima ont été constamment réalisés sans défaillances financières. Hewlett Packard est certainement le constructeur le plus attaché au modèle de distribution indirecte via des grossistes et des revendeurs. Les investissements réalisés par ce constructeur dans le continent lui permettent de disposer aujourd'hui du meilleur canal effectif et de maintenir sa position de leader incontesté. Il faut noter également que les contrats matériels et consommables sont différents et indépendants. Matel et PC Market sont distributeurs pour les matériels ainsi que pour les consommables depuis 1993.

4.2.2. MICROSOFT

Matel est distributeur grossiste de cette marque depuis 1993. Il faut noter également un intérêt élevé du constructeur pour la région. Matel PC Market distribue aujourd'hui les logiciels sous formes de licences

principalement mais également les produits OEM destinés aux intégrateurs locaux. Ce secteur étant en forte progression actuellement.

4.2.3.INTEL

Matel est distributeur officiel Intel depuis 2003 dans le cadre d'une relation directe et contractuelle. Une forte croissance des ventes obtenue en 2006 pérennise la relation et conforte la position de Matel PC Market de premier distributeur grossiste au Maroc de composants informatiques à destination des intégrateurs locaux. Matel PC Market est le seul distributeur Intel sur la région Afrique du Nord et subsaharienne et a vocation à court terme à alimenter ces marchés.

4.2.4.IBM

PC Market est distributeur IBM depuis 2001, Matel depuis 2004. Les produits distribués sont à forte valeur ajoutée (serveurs et stockage). La fusion Matel PC Market réduit à deux le nombre de grossistes de la marque et permet une couverture équilibrée du marché.

4.2.5.EPSON

Matel est distributeur EPSON depuis 1983. La marque reste incontournable sur le marché marocain notamment dans les domaines des imprimantes matricielles.

4.2.6.MGE UPS SYSTEM

Ce constructeur qui dispose d'une filiale commerciale au Maroc est aujourd'hui le numéro un mondial dans sa spécialité, les alimentations électriques secourues. Les achats chez MGE sont réalisés localement en Dirhams et ne sont pas affectés ainsi par le risque de change. Matel et PC Market étant tous deux avant la fusion distributeurs MGE, la nouvelle entité Matel PC Market devient mécaniquement le premier client, ce qui devrait pérenniser la relation commerciale en tenant compte également des investissements programmés par Matel PC Market pour développer les ventes.

4.3.RISQUES PRODUITS

La gestion de stock adoptée par Matel PC Market et basée sur une sérialisation totale du stock permet une gestion immédiate et permanente des obsolescences de produits. Les flux sortants de produits sont strictement FIFO (First In, First Out). Par ailleurs, les produits de volume stockés en abondance et les plus sujets aux variations de prix mensuels bénéficient d'une protection de stock mise en place par le constructeur.

4.4.RISQUES CLIENTS

Une couverture par assurance crédit a été mise en place avec la filiale du Groupe Euler Hermès³⁸. De plus, un contrôle permanent des encours, garanties et paiements a permis de réduire de façon significative les incidents.

Les principales clauses du contrat d'assurance contre le risque clients se déclinent comme suit :

³⁸ Premier groupe mondial d'assurance-crédit

- La société³⁹ s'engage à déclarer 170 millions de DH par an à Acmar. Le taux de la prime appliqué est de 4 ‰ (4 pour 1000). Les déclarations et les paiements sont mensuels.
- En contrepartie Acmar couvre le risque clients comme suit :
 - o Tous les clients non dénommés à hauteur de 75% d'un montant total maximum de 75.000 dirhams TTC.
 - o Les clients dénommés sont couverts à hauteur de l'encours préalablement accordé après enquête de l'assureur.

³⁹ Pour l'instant, seul PC Market a souscrit à cette assurance sachant que le contrat sera étendu à Matel PC Market

5. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement de la présente note d'information, Matel PC Market ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

La société a eu un seul litige significatif portant sur une créance d'un montant de 1,8 million de dirhams pour lequel une décision de justice a été rendue en faveur de Matel en 2006. La procédure d'exécution de ce jugement est en cours.

X. ANNEXES

1. ORGANISATION DES ANNEXES

Le contenu du chapitre Annexes est le suivant :

MATEL

- Principes et Méthodes Comptables Utilisées par MATEL
- Etats de Synthèse Comptables de MATEL pour les exercices 2005,2004 et 2003
 - Bilan
 - Compte de produits et de charges
 - Etats des soldes de gestion
 - Le tableau de financements
 - Les principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise
 - L'état des dérogations
 - L'état des changements de méthodes
 - Le tableau des immobilisations
 - Le tableau des amortissements
 - Le tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations
 - Le tableau des titres de participation
 - Le tableau des provisions
 - Le tableau des créances
 - Le tableau des dettes
 - Le tableau des sûretés réelles données ou reçues
 - Le tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail
 - L'état de répartition du capital social
 - Le tableau d'affectation des résultats
 - Datations et événements postérieurs au dernier exercice clos
- Rapport des CAC pour les exercices 2005,2004 et 2003

PC MARKET

- Principes et Méthodes Comptables Utilisées par MATEL
- Etats de Synthèse Comptables de MATEL pour les exercices 2005,2004 et 2003
 - Idem que MATEL
- Rapport des CAC pour les exercices 2005,2004 et 2003

MATEL PC MARKET

- Principes de consolidation
 - Au 30 septembre 2006
 - Exercice au 31/12/2005
 - Exercice au 31/12/2004
 - Exercice au 31/12/2003
- Bilans
- Compte de Produits et de Charges

2. MATEL

2.1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISEES PAR MATEL

Les comptes sociaux de Matel sont établis conformément au Plan Comptable Général Marocain.

2.1.1. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif.

2.1.2. Stocks

Les stocks font l'objet d'un inventaire physique à l'arrêté de chaque situation ou bilan. Les inventaires sont réalisés en présence des commissaires aux comptes.

La valorisation du stock de marchandises est effectuée au coût d'achat majoré des frais d'approche constitués des droits de douanes, des frais de transit et de transport, en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Le stock en cours de route est valorisé au coût d'acquisition en monnaie étrangère converti au cours de clôture.

2.1.3. Fournisseurs

Les comptes fournisseurs étrangers libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés historiquement au cours de dédouanement.

Chaque solde en fin d'année est converti au cours de clôture.

2.2. ETATS DE SYNTHES COMPTABLES DE MATEL

2.2.1. Bilans

2.2.1.1. Exercice clos 31/12/2005

BILAN (ACTIF)

au 31/12/2005

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	819 694,38	589 659,46	230 034,92	362 905,68
	Frais préliminaires	180 963,13	126 829,48	54 133,65	90 326,28
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	638 731,25	462 829,98	175 901,27	272 579,40
	Primes de remboursement des obligations				
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	78 835,80	59 524,15	19 311,65	35 521,64
C	Immobilisations en recherche et développement				
T	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	78 835,80	59 524,15	19 311,65	35 521,64
I	Fonds commercial				
F	Autres immobilisations incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	32 263 158,41	6 564 383,27	25 698 775,14	26 514 250,80
	Terrains	8 880 657,00		8 880 657,00	8 880 657,00
I	Constructions	17 842 115,97	3 221 703,71	14 620 412,26	15 557 075,18
M	Installations techniques, matériel et outillage				
M	Matériel de transport	391 658,74	362 492,07	29 166,67	92 280,38
O	Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	5 031 957,04	2 904 855,96	2 127 101,08	1 960 844,34
B	Autres immobilisations corporelles	116 769,66	75 331,53	41 438,13	23 393,90
I	Immobilisations corporelles en cours				
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	404 962,77		404 962,77	393 576,27
I	Prêts immobilisés	158 900,00		158 900,00	154 000,00
S	Autres créances financières	46 062,77		46 062,77	39 576,27
E	Titres de participation	200 000,00		200 000,00	200 000,00
	Autres titres immobilisés				
	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	33 566 651,36	7 213 566,88	26 353 084,48	27 306 254,39
	STOCKS (f)	55 494 661,22	1 646 489,00	53 848 172,22	39 932 488,65
	Marchandises	55 494 661,22	1 646 489,00	53 848 172,22	39 932 488,65
	Matières et fournitures consommables				
A	Produits en cours				
C	Produits intermédiaires et produits résiduels				
T	Produits finis				
I	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	137 205 156,00	8 783 821,92	128 421 334,08	109 835 618,02
F	Fournis, débiteurs, avances et acomptes				
	Clients et comptes rattachés	122 093 635,19	8 783 821,92	113 309 813,27	98 204 991,72
C	Personnel	3 500,00	979 916,09	3 500,00	3 400,00
I	Etat	14 815 086,53		14 815 086,53	11 522 277,20
R	Comptes d'associés				
C	Autres débiteurs	279 000,00		279 000,00	
U	Compte de régularisation actif	13 934,28		13 934,28	88 618,19
L	TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)				
A					
N	ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	181 342,52		181 342,52	276 350,29
T	(Eléments circulants)	181 342,52		181 342,52	276 350,29
	TOTAL II (f+g+h+i)	192 881 159,74	10 430 310,92	182 450 848,82	150 044 456,96
T	TRESORERIE - ACTIF				
R	Chèques et valeurs à encaisser	10 359 015,17		10 359 015,17	
E	Banques, T.G & CP	297 100,14		297 100,14	1 603 111,84
S	Caisses, régies d'avances et accreditifs	9 759,60		9 759,60	97 924,79
O	TOTAL III	10 665 874,91		10 665 874,91	1 701 036,63
	TOTAL GENERAL I+II+III	237 113 686,01	17 643 877,80	219 469 808,21	179 051 747,98

BILAN (PASSIF)

au 31/12/2005

	PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	32 000 000,00	32 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecart de réévaluation		
N	Réserve légale	3 200 000,00	3 200 000,00
A	Autres réserves	1 874 664,00	1 874 664,00
N	Report à nouveau (2)	6 178 721,23	3 584 478,22
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
E	Résultat net de l'exercice (2)	6 023 284,10	2 594 243,01
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	49 276 669,33	43 253 385,23
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)		
N	Subventions d'investissement		
T	Provisions réglementées		
P	DETTE DE FINANCEMENT (c)	5 691 128,52	6 818 950,48
E	Emprunts obligataires		
R	Autres dettes de financement	5 691 128,52	6 818 950,48
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
N	Provisions pour charges		
E	Provisions pour risques		
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
T	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	54 967 797,85	50 072 335,71
P	DETTE DU PASSIF CIRCULANT (f)	110 744 411,69	79 247 888,35
A	Fournisseurs et comptes rattachés	67 689 914,08	45 951 468,39
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	119 492,34	195 857,99
S	Personnel		
I	Organismes sociaux	466 121,72	528 383,25
F	Etat	37 994 568,18	27 955 369,05
	Comptes d'associés	2 875 000,00	2 840 000,00
C	Autres créanciers	969 835,92	1 171 424,68
I	Comptes de régularisation - passif	629 479,45	605 387,99
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	181 342,52	276 350,29
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	112 420,38	256 093,35
U	TOTAL II (f+g+h)	111 038 174,59	79 780 331,99
T	TRESORERIE PASSIF		
R	Crédits d'escompte	32 876 580,91	29 114 314,04
E	Crédit de trésorerie		
S	Banques (soldes créditeurs)	20 587 254,86	20 084 766,24
O	TOTAL III	53 463 835,77	49 199 080,28
	TOTAL I+II+III	219 469 808,21	179 051 747,98

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

2.2.1.2. Exercice clos au 31/12/2004

BILAN (ACTIF)

Exercice clôturé au 31/12/2004

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	819 694,38	456 788,70	362 905,68	495 776,44
	Frais préliminaires	180 963,13	90 636,85	90 326,28	126 518,91
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	638 731,25	366 151,85	272 579,40	369 257,53
	Primes de remboursement des obligations				
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	78 835,80	43 314,16	35 521,64	9 340,48
C	Immobilisations en recherche et développement				
T	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	78 835,80	43 314,16	35 521,64	9 340,48
I	Fonds commercial				
F	Autres immobilisations incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	31 540 016,28	5 025 765,48	26 514 250,80	26 593 701,00
	Terrains	8 880 657,00		8 880 657,00	8 880 657,00
I	Constructions	17 754 284,63	2 197 209,45	15 557 075,18	15 700 242,58
M	Installations techniques, matériel et outillage				
M	Matériel de transport	393 392,24	301 111,86	92 280,38	168 776,14
O	Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	4 426 240,75	2 465 396,41	1 960 844,34	1 538 039,10
B	Autres immobilisations corporelles	85 441,66	62 047,76	23 393,90	24 586,18
I	Immobilisations corporelles en cours				281 400,00
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	393 576,27		393 576,27	463 018,27
I	Prêts immobilisés	154 000,00		154 000,00	164 100,00
S	Autres créances financières	39 576,27		39 576,27	98 918,27
E	Titres de participation	200 000,00		200 000,00	200 000,00
	Autres titres immobilisés				
	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	32 832 122,73	5 525 868,34	27 306 254,39	27 561 836,19
	STOCKS (f)	40 419 035,07	486 546,42	39 932 488,65	28 928 024,88
	Marchandises	40 419 035,07	486 546,42	39 932 488,65	28 928 024,88
	Matières et fournitures consommables				
A	Produits en cours				
C	Produits intermédiaires et produits résiduels				
T	Produits finis				
I	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	117 929 271,93	8 093 653,91	109 835 618,02	81 737 113,27
F	Fournis, débiteurs, avances et acomptes	16 330,91		16 330,91	16 666,67
	Clients et comptes rattachés	106 298 645,63	8 093 653,91	98 204 991,72	73 589 638,56
C	Personnel	3 400,00		3 400,00	
I	Etat	11 522 277,20		11 522 277,20	8 086 816,37
R	Comptes d'associés				
C	Autres débiteurs				
U	Compte de régularisation actif	88 618,19		88 618,19	40 991,67
L	TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)				
A					
N	ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	276 350,29		276 350,29	172 806,16
T	(Eléments circulants)	276 350,29		276 350,29	172 806,16
	TOTAL II (f+g+h+i)	158 624 657,29	8 580 200,33	150 044 456,96	110 837 944,31
T	TRESORERIE - ACTIF				
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques, T.G & CP	1 603 111,84		1 603 111,84	834 624,33
S	Caisses, régies d'avances et accreditifs	97 924,79		97 924,79	118 545,00
O	TOTAL III	1 701 036,63		1 701 036,63	953 169,33
	TOTAL GENERAL I+II+III	193 157 816,65	14 106 068,67	179 051 747,98	139 352 949,83

BILAN (PASSIF)

Exercice clôturé au 31/12/2004

	PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	32 000 000,00	32 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecart de réévaluation		
N	Réserve légale	3 200 000,00	3 200 000,00
A	Autres réserves	1 874 664,00	1 874 664,00
N	Report à nouveau (2)	3 584 478,22	3 014 368,63
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
E	Résultat net de l'exercice (2)	2 594 243,01	570 109,59
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	43 253 385,23	40 659 142,22
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)		
N	Subventions d'investissement		
T	Provisions réglementées		
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)	6 818 950,48	9 095 782,40
E	Emprunts obligataires		
R	Autres dettes de financement	6 818 950,48	9 095 782,40
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
N	Provisions pour charges		
E	Provisions pour risques		
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
T	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	50 072 335,71	49 754 924,62
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	79 247 888,35	59 873 590,45
A	Fournisseurs et comptes rattachés	45 951 468,39	32 556 174,13
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	195 857,99	12 681,00
S	Personnel		7 689,77
I	Organismes sociaux	528 383,25	364 234,85
F	Etat	27 955 369,05	21 907 685,56
	Comptes d'associés	2 840 000,00	2 875 000,00
C	Autres créanciers	1 171 421,68	1 632 800,06
I	Comptes de régularisation - passif	605 387,99	517 325,08
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	276 350,29	172 806,16
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	256 093,35	21 575,12
U	TOTAL II (f+g+h)	79 780 331,99	60 067 971,73
T	TRESORERIE PASSIF		
R	Crédits d'escompte	29 114 314,04	9 159 380,24
E	Crédit de trésorerie		
S	Banques (soldes créditeurs)	20 084 766,24	20 370 673,24
O	TOTAL III	49 199 080,28	29 530 053,48
	TOTAL I+II+III	179 051 747,98	139 352 949,83

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

2.2.1.3. Exercice clos au 31/12/2003

BILAN (ACTIF)

AU 31/12/2003

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	819 694.38	323 917.94	495 776.44	442 727.20
	Frais préliminaires	180 963.13	54 444.22	126 518.91	162 711.54
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	638 731.25	269 473.72	369 257.53	280 015.66
	Primes de remboursement des obligations				
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	31 120.80	21 780.32	9 340.48	7 884.34
C	Immobilisations en recherche et développement				
T	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	31 120.80	21 780.32	9 340.48	7 884.34
I	Fonds commercial				
F	Autres immobilisations incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	30 367 263.85	3 773 562.85	26 593 701.00	17 442 842.67
	Terrains	8 880 657.00		8 880 657.00	8 880 657.00
I	Constructions	16 977 605.91	1 277 363.33	15 700 242.58	2 601 901.92
M	Installations techniques, matériel et outillage				
M	Matériel de transport	387 216.10	218 439.96	168 776.14	242 494.88
O	Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 757 604.68	2 219 565.58	1 538 039.10	1 333 372.12
B	Autres immobilisations corporelles	82 780.16	58 193.98	24 586.18	27 450.66
I	Immobilisations corporelles en cours	281 400.00		281 400.00	4 356 966.09
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	463 018.27	2 738 000.00	463 018.27	465 831.77
I	Prêts immobilisés	164 100.00		164 100.00	178 000.00
S	Autres créances financières	98 918.27		98 918.27	87 831.77
E	Titres de participation	200 000.00		200 000.00	200 000.00
	Autres titres immobilisés				
	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	31 681 097.30	4 119 261.11	27 561 836.19	18 359 285.98
	STOCKS (f)	29 348 470.68	420 445.80	28 928 024.88	34 596 969.94
	Marchandises	29 348 470.68	420 445.80	28 928 024.88	34 596 969.94
A	Matières et fournitures consommables				15 928.85
	Produits en cours				
C	Produits intermédiaires et produits résiduels				
T	Produits finis				
I	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	88 402 927.94	6 665 814.67	81 737 113.27	94 404 532.53
F	Fournis, débiteurs, avances et acomptes	16 666.67		16 666.67	321 761.21
	Clients et comptes rattachés	80 255 453.23	6 665 814.67	73 589 638.56	84 106 787.80
C	Personnel				
I	Etat	8 086 816.37		8 086 816.37	9 893 816.38
R	Comptes d'associés				
C	Autres débiteurs	3 000.00		3 000.00	40 000.00
U	Compte de régularisation actif	40 991.67		40 991.67	42 212.14
L	TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)				
A					
N	ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	172 806.16		172 806.16	289 494.78
T	(Eléments circulants)	172 806.16		172 806.16	289 494.78
	TOTAL II (f+g+h+i)	117 924 204.78	7 086 260.47	110 837 944.31	129 290 997.25
T	TRESORERIE - ACTIF				
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques, T.G & CP	834 624.33		834 624.33	938 743.35
S	Caisses, régies d'avances et accreditifs	118 545.00		118 545.00	162 585.26
O	TOTAL III	953 169.33		953 169.33	1 101 328.61
	TOTAL GENERAL I+II+III	150 558 471.41	11 205 521.58	139 352 949.83	148 751 611.84

BILAN (PASSIF)

AU 31/12/2003

	PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	32 000 000.00	32 000 000.00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecart de réévaluation		
N	Réserve légale	3 200 000.00	1 600 000.00
A	Autres réserves	1 874 664.00	374 664.00
N	Report à nouveau (2)	3 014 368.63	1 753 907.31
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
E	Résultat net de l'exercice (2)	570 109.59	4 360 461.32
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	40 659 142.22	40 089 032.63
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)		
N	Subventions d'investissement		
T	Provisions réglementées		
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)	9 095 782.40	2 475 000.00
E	Emprunts obligataires		
R	Autres dettes de financement	9 095 782.40	2 475 000.00
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
N	Provisions pour charges		
E	Provisions pour risques		
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
T	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	49 754 924.62	42 564 032.63
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	59 873 590.45	75 041 053.52
A	Fournisseurs et comptes rattachés	32 556 174.13	45 222 487.57
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	12 681.00	203 624.90
S	Personnel	7 689.77	
I	Organismes sociaux	364 234.85	390 068.04
F	Etat	21 907 685.56	24 625 025.70
	Comptes d'associés	2 875 000.00	3 013 888.91
C	Autres créanciers	1 632 800.00	1 150 462.48
I	Comptes de régularisation - passif	517 325.08	435 495.92
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	172 806.16	289 494.78
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	21 575.12	67 278.79
U	TOTAL II (f+g+h)	60 067 971.73	75 397 827.09
T	TRESORERIE PASSIF		
R	Crédits d'escompte	9 159 380.24	11 679 860.93
E	Crédit de trésorerie		
S	Banques (soldes créditeurs)	20 370 673.24	19 109 891.19
O	TOTAL III	29 530 053.48	30 789 752.12
	TOTAL I+II+III	139 352 949.83	148 751 611.84

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

au 31/12/2005

	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)		330 714 063,60	273 899 999,21
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)		324 690 779,50	271 305 756,20
	XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)		6 023 284,10	2 594 243,01

2.2.2.2. Exercice clos 31/12/2004

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

Exercice clôturé au 31/12/2004

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice	Totaux de L'exercice Précédant
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédants 2	3 = 1 + 2	4
E X P L O I T A T I O N	I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
		Ventes de marchandises	269 456 110,43		269 456 110,43	234 721 093,78
		Ventes de biens et services produits	1 326 939,40		1 326 939,40	1 336 786,42
		Chiffres d'affaires	270 783 049,83		270 783 049,83	236 057 880,20
		Variation de stock de produits				
		Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même	1 012 638,70		1 012 638,70	13 769 068,44
		Subvention d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation				
		Reprises d'exploitation; transfert de charges	756 196,22		756 196,22	687 136,70
		TOTAL I	272 551 884,75		272 551 884,75	250 514 085,34
	II	CHARGES D'EXPLOITATION				
		Achats revendus de marchandises	238 752 814,19		238 752 814,19	208 256 980,15
		Achats consommés de matières et de fournitures	1 560 963,69		1 560 963,69	14 639 959,68
		Autres charges externes	5 803 745,81		5 803 745,81	6 241 389,59
F I N A N C I E R		Impôts et taxes	195 548,31		195 548,31	269 460,11
		Charges de personnel	12 759 393,12		12 759 393,12	13 051 036,50
		Autres charges d'exploitation	698,79		698,79	
		Dotations d'exploitation	3 855 347,30		3 855 347,30	1 827 640,84
		TOTAL II	262 928 511,21		262 928 511,21	244 286 466,87
	III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			9 623 373,54	6 227 618,47
	IV	PRODUITS FINANCIERS				
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
		Gains de change	987 147,36		987 147,36	673 646,43
		Intérêts et autres produits financiers	125 303,71		125 303,71	140 559,71
		Reprises financières; transferts de charges	172 806,16		172 806,16	286 494,78
		TOTAL IV	1 285 257,23		1 285 257,23	1 103 700,92
	V	CHARGES FINANCIERES				
		Charges d'intérêts	5 521 121,98		5 521 121,98	4 361 086,18
		Pertes de change	910 889,54		910 889,54	1 800 533,72
		Autres charges financières				
		Dotations financières	276 350,29		276 350,29	172 806,16
		TOTAL V	6 708 364,81		6 708 364,81	6 334 426,06
	VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			5 423 107,58	5 230 725,14
	VII	RESULTAT COURANT (III - V I)			4 200 265,96	996 893,33
N O N C O U R A N T	VIII	PRODUITS NON COURANTS				
		Produits des cessions d'immobilisations				
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	62 857,23		62 857,23	23 302,13
		Reprises non courantes; transferts de charges				
		TOTAL VIII	62 857,23		62 857,23	23 302,13
	IX	CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	59 833,03		59 833,03	30 733,52
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	17 555,15		17 555,15	3 125,35
		Dotations non courantes aux amortiss. et provision				
		TOTAL IX	77 388,18		77 388,18	33 858,87
	X	RESULTAT NON COURANT (VIII- IV)			14 530,95	10 556,74
	XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)			4 185 735,01	986 336,59
	XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 591 492,00		1 591 492,00	416 227,00
	XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			2 594 243,01	570 109,59

XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			273 899 999,21	251 641 088,39
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			271 305 756,20	251 070 978,80
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			2 594 243,01	570 109,59

- 1) Variation de stocks : stocks final - stocks initial ;augmentation (+) ;diminution (-)
2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

2.2.2.3. Exercice clos 31/12/2003

AU 31/12/2003

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice	Totaux de L'exercice Précédant
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédants 2	3 = 1 + 2	4
E X P L O I T A T I O N	I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
		Ventes de marchandises	234 721 093.78		234 721 093.78	254 326 948.57
		Ventes de biens et services produits	1 336 786.42		1 336 786.42	2 022 850.99
		Chiffres d'affaires	236 057 880.20		236 057 880.20	256 349 799.56
		Variation de stock de produits				
		Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même	13 769 068.44		13 769 068.44	284 992.37
		Subvention d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation				
		Reprises d'exploitation; transfert de charges	687 136.70		687 136.70	1 981 641.57
		TOTAL I	250 514 085.34		250 514 085.34	258 616 433.50
	II	CHARGES D'EXPLOITATION				
		Achats revendus de marchandises	208 256 980.15		208 256 980.15	222 730 644.60
		Achats consommés de matières et de fournitures	14 639 959.68		14 639 959.68	1 655 527.75
		Autres charges externes	6 241 389.59		6 241 389.59	8 902 788.36
		Impôts et taxes	266 064.11	3 396.00	266 064.11	348 455.94
		Charges de personnel	13 051 036.50		13 051 036.50	11 724 022.16
		Autres charges d'exploitation				117.60
		Dotations d'exploitation	1 827 640.84		1 827 640.84	2 566 536.52
		TOTAL II	244 283 070.87	3 396.00	244 286 466.87	247 928 092.93
	III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			6 227 618.47	10 688 340.57
F I N A N C I E R	IV	PRODUITS FINANCIERS				
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
		Gains de change	673 646.43		673 646.43	802 927.86
		Intérêts et autres produits financiers	140 559.71		140 559.71	126 830.37
		Reprises financières; transferts de charges	289 494.78		289 494.78	23 208.43
		TOTAL IV	1 103 700.92		1 103 700.92	952 966.66
	V	CHARGES FINANCIERES				
		Charges d'intérêts	4 361 086.18		4 361 086.18	4 145 613.30
		Pertes de change	1 800 533.72		1 800 533.72	2 694 473.73
		Autres charges financières				
		Dotations financières	172 806.16		172 806.16	289 494.78
		TOTAL V	6 334 426.06		6 334 426.06	7 129 581.81
	VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-5 230 725.14	-6 176 615.15
	VII	RESULTAT COURANT (III - V I)				

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice	Totaux de L'exercice Précédant
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédants 2	3 = 1 + 2	4
	VII	RESULTAT COURANT (Report)			-1 498 292.49	17 269 455.05
N O N C O U R A N T	VIII	PRODUITS NON COURANTS				
		Produits des cessions d'immobilisations				40 000.00
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	23 302.13		23 302.13	2 321.87
		Reprises non courantes; transferts de charges				1 500 000.00
		TOTAL VIII	23 302.13		23 302.13	1 502 321.87
	IX	CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	30 733.52		30 733.52	
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	3 125.35		3 125.35	3 694.97
		Dotations non courantes aux amortiss. et provision				
		TOTAL IX	33 858.87		33 858.87	3 694.97
	X	RESULTAT NON COURANT (VIII- IX)			-10 556.74	1 538 626.90
	XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)			986 336.59	6 050 352.32
	XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	416 227.00		416 227.00	1 689 891.00
	XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			570 109.59	4 360 461.32

XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			251 641 088.39	261 111 722.03
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			251 070 978.80	256 751 260.71
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			570 109.59	4 360 461.32

- 1) Variation de stocks : stocks final - stocks initial ;augmentation (+) ;diminution (-)
- 2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

2.2.3. Etat de des soldes intermédiaire de gestion

ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (E.S.G)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

au 31/12/2005

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'etat)	326 790 528,20	269 456 110,43
	2	- Achats revendus de marchandises	288 993 824,24	238 752 814,19
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	37 796 703,96	30 703 296,24
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 220 922,92	2 339 578,10
	3	Ventes de biens et services produits	678 022,80	1 326 939,40
	4	Variation de stocks de produits		
	5	Immobilisations produites par l'Ese pour elle même	542 900,12	1 012 638,70
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	7 115 795,60	7 364 709,50
	6	Achats consommés de matières et fournitures	1 032 895,16	1 560 963,69
	7	Autres charges externes	6 082 900,44	5 803 745,81
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	31 901 831,28	25 678 164,84
V	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	291 831,11	195 548,31
	10	- Charges de personnel	13 428 171,78	12 759 393,12
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	18 181 828,39	12 723 223,41
	=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation	150 000,00	698,79
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	841 470,07	756 196,22
	14	- Dotations d'exploitation	4 246 284,87	3 855 347,30
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	14 627 013,59	9 623 373,54
VII		RESULTAT FINANCIER	-5 325 260,28	-5 423 107,58
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	9 301 753,31	4 200 265,96
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-89 836,21	-14 530,95
	15	- Impôts sur les resultats	3 188 633,00	1 591 492,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	6 023 284,10	2 594 243,01

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	6 023 284,10	2 594 243,01
		* Benefice +	6 023 284,10	2 594 243,01
		* Perte -		
	2	+ Dotations d'exploitation	1 689 432,04	1 683 875,10
	3	+ Dotations financières		
	4	+ Dotations non courantes		
	5	- Reprises d'exploitation		
	6	- Reprises financières		
	7	- Reprises non courantes		
	8	- Produits des cession des immobilisation	429 000,00	
	9	+ Valeurs nettes des immobilisations cédées	525 204,57	59 833,03
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	7 808 920,71	4 337 951,14
	10	- Distributions de bénéfices		
II		AUTOFINANCEMENT	7 808 920,71	4 337 951,14

ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (E.S.G)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

Exercice clôturé au 31/12/2004

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'etat)	269 456 110,43	234 721 093,78
	2	- Achats revendus de marchandises	238 752 814,19	208 256 980,15
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	30 703 296,24	26 464 113,63
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	2 339 578,10	15 105 854,86
	3	Ventes de biens et services produits	1 326 939,40	1 336 786,42
	4	Variation de stocks de produits		
	5	Immobilisations produites par l'Ese pour elle même	1 012 638,70	13 769 068,44
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	7 364 709,50	20 881 349,27
	6	Achats consommés de matières et fournitures	1 560 963,69	14 639 959,68
	7	Autres charges externes	5 803 745,81	6 241 389,59
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	25 678 164,84	20 688 619,22
V	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	195 548,31	269 460,11
	10	- Charges de personnel	12 759 393,12	13 051 036,50
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	12 723 223,41	7 368 122,61
	=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (L.B.E)		
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation	698,79	
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	756 196,22	687 136,70
	14	- Dotations d'exploitation	3 855 347,30	1 827 640,84
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	9 623 373,54	6 227 618,47
VII		RESULTAT FINANCIER	5 423 107,58	5 230 725,14
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	4 200 265,96	996 893,33
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	14 530,95	10 556,74
	15	- Impôts sur les resultats	1 591 492,00	416 227,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	2 594 243,01	570 109,59

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		* Benefice +	2 594 243,01	570 109,59
		* Perte -		
	2	+ Dotations d'exploitation	1 683 875,10	1 017 642,59
	3	+ Dotations financières		
	4	+ Dotations non courantes		
	5	- Reprises d'exploitation		
	6	- Reprises financières		
	7	- Reprises non courantes		
	8	- Produits des cession des immobilisation		
	9	+ Valeurs nettes des immobilisations cedees	59 833,03	30 733,52
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	4 337 951,14	1 618 485,70
	10	- Distributions de benefices		
II		AUTOFINANCEMENT	4 337 951,14	1 618 485,70

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

AU 31/12/2003

				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		Ventes de marchandises (en l'etat)	234 721 093.78	254 326 948.57
	2	-	Achats revendus de marchandises	208 256 980.15	222 730 644.60
I		=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	26 464 113.63	31 596 303.97
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	15 105 854.86	2 307 843.36
	3		Ventes de biens et services produits	1 336 786.42	2 022 850.99
	4		Variation de stocks de produits		
	5		Immobilisations produites par l'Ese pour elle même	13 769 068.44	284 992.37
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	20 881 349.27	10 558 316.11
	6		Achats consommés de matières et fournitures	14 639 959.68	1 655 527.75
	7		Autres charges externes	6 241 389.59	8 902 788.36
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	20 688 619.22	23 345 831.22
V	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	266 064.11	348 455.94
	10	-	Charges de personnel	13 051 036.50	11 724 022.16
		=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	7 368 122.61	11 273 353.12
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation		117.60
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	687 136.70	1 981 641.57
	14	-	Dotations d'exploitation	1 827 640.84	2 566 536.52
VI		=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	6 227 618.47	10 688 340.57
VII			RESULTAT FINANCIER	-5 230 725.14	-6 176 615.15
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	996 893.33	4 511 725.42
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-10 556.74	1 538 626.90
	15	-	Impôts sur les resultats	416 227.00	1 689 891.00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	570 109.59	4 360 461.32

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	570 109.59	4 360 461.32
			* Benefice +	570 109.59	4 360 461.32
			* Perte -		
	2	+	Dotations d'exploitation	1 017 642.59	1 062 199.46
	3	+	Dotations financières		
	4	+	Dotations non courantes		
	5	-	Reprises d'exploitation	1 829.00	
	6	-	Reprises financières		
	7	-	Reprises non courantes		1 500 000.00
	8	-	Produits des cession des immobilisation		40 000.00
	9	+	Valeurs nettes des immobilisations cedees	30 733.52	
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	1 616 656.16	3 882 660.78
	10	-	Distributions de benefices		5 555 555.55
II			AUTOFINANCEMENT	1 616 656.16	-1 672 894.77

2.2.4. Tableau de financement

2.2.4.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	54 967 797,85	50 072 335,71		
2 Moins actif immobilisé	26 353 084,48	27 306 254,39		
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	28 614 713,37	22 766 081,32		5 848 632,05
4 Actif circulant	182 450 848,82	150 044 456,96		
5 Moins Passif circulant	111 038 174,59	79 780 331,99		
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	71 412 674,23	70 264 124,97	1 148 549,26	
7 TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-42 797 960,86	-47 498 043,65	4 700 082,79	

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		7 808 920,71		4 337 951,14
* Capacité d'autofinancement		7 808 920,71		4 337 951,14
- Distributions de bénéfices				
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		536 813,27		69 442,00
* Cessions d'immobilisations incorp.		429 000,00		
* Cessions d'immobilisations corpor.				
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		107 813,27		69 442,00
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		525 204,57		869 511,88
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		8 870 938,55		5 276 905,02
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	1 369 279,97		1 557 568,33 47 715,00	
* Acquisitions d'immobilisations incorp.				
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	1 250 080,20		1 509 853,33	
* Acquisitions d'immobilisations finan.	119 199,77			
* Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	1 653 026,53		3 146 343,80	
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	3 022 306,50		4 703 912,13	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	1 148 549,26		19 494 152,39	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	4 700 082,79			18 921 159,50
TOTAL GENERAL	8 870 938,55	8 870 938,55	24 198 064,52	24 198 064,52

2.2.4.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	50 072 335,71	49 754 924,62		
2 Moins actif immobilisé	27 306 254,39	27 561 836,19		
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	22 766 081,32	22 193 088,43		572 992,89
4 Actif circulant	150 044 456,96	110 837 944,31		
5 Moins Passif circulant	79 780 331,99	60 067 971,73		
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	70 264 124,94	50 769 972,58	19 494 152,39	
7 TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	47 498 043,65	28 576 884,15		18 921 159,50

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		4 337 951,14		1 616 656,16
* Capacité d'autofinancement		4 337 951,14		1 616 656,16
- Distributions de bénéfices				
* CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		69 442,00		33 900,00
* Cessions d'immobilisations incorpor.				
* Cessions d'immobilisations corpor.				
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		69 442,00		33 900,00
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		869 511,88		6 830 488,12
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		5 276 905,02		8 481 044,28
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	1 557 568,33		10 108 696,78	
* Acquisitions d'immobilisations incorpo.	47 715,00		5 420,80	
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	1 509 853,33		10 072 189,48	
* Acquisitions d'immobilisations finan.				
* Augmentation des créances immob.			31 086,50	
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	3 146 343,80		209 705,72	
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			174 300,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	4 703 912,13		10 492 702,50	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	19 494 152,39			
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		18 921 159,50	1 111 539,36	
TOTAL GENERAL	24 198 064,52	24 198 064,52	11 604 241,86	11 604 241,86

2.2.4.3. Exercice au 31/12/2003

I. SYNTHESE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	49 754 924.62	42 564 032.63		
2 Moins actif immobilisé	27 561 836.19	18 359 285.98		
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	22 193 088.43	24 204 746.65	2 011 658.22	
4 Actif circulant	110 837 944.31	129 290 997.25		
5 Moins Passif circulant	60 067 971.73	75 397 827.09		
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	50 769 972.58	53 893 170.16		3 123 197.58
7 TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-28 576 884.15	-29 688 423.51	1 111 539.36	

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		1 616 656.16		3 882 660.78
* Capacité d'autofinancement		1 616 656.16		3 882 660.78
- Distributions de bénéfices			5 555 555.55	
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		33 900.00		68 526.00
* Cessions d'immobilisations incorpor.				40 000.00
* Cessions d'immobilisations corpor.				
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		17 736.90		
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)				14 400 020.00
* Augmentations de capital, apports				14 400 020.00
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)		6 830 488.12		1 800 000.00
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		8 481 044.28	5 555 555.55	20 151 206.78
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	10 108 696.78		3 246 298.69	
* Acquisitions d'immobilisations incorpo.	5 420.80		15 200.00	
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	10 072 189.48		3 231 098.69	
* Acquisitions d'immobilisations finan.				
* Augmentation des créances immob.	31 086.50			
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	209 705.72		225 000.00	
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	174 300.00		293 464.00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	10 492 702.50		3 764 762.69	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		3 123 197.58	7 280 693.25	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	1 111 539.36		3 550 195.29	
TOTAL GENERAL	11 604 241.86	11 604 241.86	20 151 206.78	20 151 206.78

2.2.5. Principales méthodes d'évaluation spécifiques à MATEL

2.2.5.1. Exercice au 31/12/2005

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L' ENTREPRISE	
AU 31/12/2005	
I-ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1.Immobilisation en non-valeur	COUT HISTORIQUE
2.immobilisations incorporelles	COUT D'ACQUISITION
3.Immobilisations corporelles	COUT D'ACQUISITION
4.Immobilisations financières	COUT HISTORIQUE
B.CORRECTIONS DE VALEUR	
1.Méthodes d'amortissements	LINEAIRE et DEGRESIF
2.Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NEANT
3.Méthodes de détermination des écarts de convension-actif	NEANT
II-ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	
A.EVALUATION A L'ENTREE	
1.Stocks	AU COUT D'ACHAT
2.Créances	A LA VALEUR NOMINAL
3.Titres et valeurs de placement	NEANT
B.CORRECTIONS DE VALEUR	
1.Méthodes d' évaluation des provisions pour dépréciations	SELON PROCEDURE JUDICIAIRE
2.Méthodes de détermination des écarts de convension-actif	POUR LE STOCK SELON L' EVOLUTION DES PRODUITS
III.FINANCEMENT PERMANENT	
	COURS DE CLOTURE
1.Méthode de réévaluation	NEANT
2.Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	NEANT
3.Dettes de financement permanent	A LA VALEUR NOMINALE
4.Méthode d'évaluation des provisions durables pour risques et charge	NEANT
5.Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif	NEANT
IV-PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1.Dettes du passif circulant	A LA VALEUR HISTORIQUE
2.Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	COURS DE CLOTURE
3.Méthodes de détermination des écarts de convension-passif	COURS DE CLOTURE
V-TRESORERIE	
1.Trésorerie-Actif	A LA VALEUR HISTORIQUE
2.Trésorerie-Passif	A LA VALEUR HISTORIQUE
3.Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NEANT

2.2.5.2. Exercice au 31/12/2004

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

AU 31/12/2004

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I-ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1- Immobilisation en non-valeurs	COUT HISTORIQUE
2- Immobilisations incorporelles	COUT D'ACQUISITION
3- Immobilisations corporelles	COUT D'ACQUISITION
4- Immobilisations financières	COUT HISTORIQUE
B. CORRECTIONS DE VALEUR	
1- Méthodes d'amortissements	LINEAIRE et DEGRESIF
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NEANT
3- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	NEANT
II- ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1- Stocks	AU COURT D'ACHAT
2- Créances	A LA VALEUR NOMINALE
3- Titres et valeurs de placement	NEANT
B. CORRECTIONS DE VALEUR	
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciations	Selon procédure judiciaire
2- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	Pour le Stock selon l'évolution des produits cours de clôture
III- FINANCEMENT PERMANENT	
1- Méthodes de réévaluation	NEANT
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	NEANT
3- Dettes de financement permanent	A LA VALEUR NOMINALE
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	NEANT
5- Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif	NEANT
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)	
1- Dettes du passif circulant	A LA VALEUR HISTORIQUE
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	COURS DE CLOTURE
3- Dettes de détermination des écarts de conversion-passif	COURS DE CLOTURE
V- TRESORERIE	
1- Trésorerie -Actif	A LA VALEUR HISTORIQUE
2- Trésorerie-Passif	A LA VALEUR HISTORIQUE
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NEANT

2.2.5.3. Exercice au 31/12/2003

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
<u>I-ACTIF IMMOBILISE</u>	
<u>A. EVALUATION A L'ENTREE</u>	
1- Immobilisation en non-valeurs	COUT HISTORIQUE
2- Immobilisations incorporelles	COUT D'ACQUISITION
3- Immobilisations corporelles	COUT D'ACQUISITION
4- Immobilisations financières	COUT HISTORIQUE
<u>B. CORRECTIONS DE VALEUR</u>	
1- Méthodes d'amortissements	LINEAIRE et DEGRESIF
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Valeur actuelle
3- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	cours de change de cloture
<u>II- ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</u>	
<u>A. EVALUATION A L'ENTREE</u>	
1- Stocks	AU COURS D'ACHAT
2- Créances	A LA VALEUR NOMINALE
3- Titres et valeurs de placement	NEANT
<u>B. CORRECTIONS DE VALEUR</u>	
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciations	Selon procédure judiciaire/clients
2- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	Valeur actuelle pour stock
<u>III- FINANCEMENT PERMANENT</u>	
1- Méthodes de réévaluation	NEANT
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	NEANT
3- Dettes de financement permanent	A LA VALEUR NOMINALE
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	NEANT
5- Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif	NEANT
<u>IV- PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)</u>	
1- Dettes du passif circulant	A LA VALEUR HISTORIQUE
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	COURS DE CLOTURE
3- Dettes de détermination des écarts de conversion-passif	COURS DE CLOTURE
<u>V- TRESORERIE</u>	
1- Trésorerie -Actif	A LA VALEUR HISTORIQUE
2- Trésorerie-Passif	A LA VALEUR HISTORIQUE
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	NEANT

2.2.6. Etats de dérogations

2.2.6.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DES DEROGATIONS

AU 31/12/2005		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèses	l'encours d'un contrat de leasing a été enregistré en dettes de financement d'un montant de 473 128.52 au 31/12/2005	NEANT

2.2.6.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT DES DEROGATIONS			ETAT DE DEROGATIONS		
MATEL SA			31/12/2004		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LES PATRIMOINES, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérégations aux principes comptables fondamentaux			I- Dérégations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérégations aux méthodes d'évaluation			II- Dérégations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse			III- Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

2.2.6.3. Exercice au 31/12/2003

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LES PATRIMOINES, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèses	NEANT	NEANT

2.2.7. Etats des changements des méthodes

2.2.7.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

AU 31/12/2005		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changement affectant les règles de présentation	les chèques détenus en portefeuille au 31/12/2005 et versés en janvier 2006 ont été inscrits au poste chèques et valeurs à encaisser en remplacement du poste clients et comptes rattachés	NEANT

2.2.7.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

MATEL SA	NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	Au 31/12/2004	
			INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
	I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT	
	II - Changement affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT	

2.2.7.3. Exercice au 31/12/2003

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	Provisions pour dépréciation des créances en contentieux à 10% du montant hors taxes en raison du sort non définitif de la procédure	Impact sur le résultat de - 3240 074,94
II - Changement affectant les règles de présentation		
	NEANT	NEANT

2.2.8. Tableaux des immobilisations autres que financières

2.2.8.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	819 694,38						819 694,38
* Frais préliminaires	180 963,13						180 963,13
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	638 731,25						638 731,25
* Primes de remboursement obligations							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	78 835,80						78 835,80
* Immobilisation en recherche et développement							
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	78 835,80						78 835,80
* Fonds commercial							
* Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 540 016,28	707 180,08	542 900,12		526 938,07		32 263 158,41
* Terrains	8 880 657,00						8 880 657,00
* Constructions	17 754 284,63	87 831,34					17 842 115,97
* Installations techniques, matériel et outillage							
* Matériel de transport	393 392,24	525 204,57			526 938,07		391 658,74
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	4 426 240,75	62 816,17			542 900,12		5 031 957,04
* Autres immobilisations corporelles Informatique	85 441,66	31 328,00					116 769,66
* Immobilisations corporelles en cours							

2.2.8.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			Exercice clôturé au 31/12/2004	
		Acquisition	Production par l'entrepr pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	MONTANT BRUT FIN EXERCICE	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	819 694,38							819 694,38	
* Frais préliminaires	180 963,13							180 963,13	
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	638 731,25							638 731,25	
* Primes de remboursement obligations									
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 120,80	47 715,00						78 835,80	
* Immobilisation en recherche et développement									
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	31 120,80	47 715,00						78 835,80	
* Fonds commercial									
* Autres immobilisations incorporelles									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 367 263,85	899 214,63	1 012 638,70			337 100,90	402 000,00	31 540 016,28	
* Terrains	8 880 657,00							8 880 657,00	
* Constructions	16 977 605,91	482 289,62	409 962,50			115 573,40		17 754 284,63	
* Installations techniques, matériel et outillage									
* Matériel de transport	387 216,10	6 176,14						393 392,24	
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	3 757 604,68	282 548,87	602 676,20			216 589,00		4 426 240,75	
* Autres immobilisations corporelles Informatique	82 780,16	7 600,00				4 938,50		85 441,66	
* Immobilisations corporelles en cours	281 400,00	120 600,00					127 000,00		

2.2.8.3. Exercice au 31/12/2003

Exercice clôturé au 31/12/2002

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entrepr pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	645 394.38	174 300.00						819 694.38
* Frais préliminaires	180 963.13							180 963.13
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	464 431.25	174 300.00						638 731.25
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58 000.00	5 420.80				32 300.00		31 120.80
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	58 000.00	5 420.80				32 300.00		31 120.80
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 752 816.21	9 617 944.89	13 769 068.44			1 457 741.84	13 314 823.85	30 367 263.85
* Terrains	8 880 657.00							8 880 657.00
* Constructions	3 738 080.94	38 483.50	13 314 823.85			113 782.38		16 977 605.91
* Installations techniques, matériel et outillage								
* Matériel de transport	381 549.43	5 666.67						387 216.10
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	4 318 607.59	328 711.96	454 244.59			1 343 959.46		3 757 604.68
* Autres immobilisations corporelles Informatique	76 955.16	5 825.00						82 780.16
* Immobilisations corporelles en cours	4 356 966.09	9 239 257.76				13 314 823.85		281 400.00

2.2.9. Tableau des amortissements

2.2.9.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005

NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	456 788,70	132 870,76		589 659,46
* Frais préliminaires	90 636,85	36 192,63		126 829,48
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	366 151,85	96 678,13		462 829,98
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 314,16	16 209,99		59 524,15
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	43 314,16	16 209,99		59 524,15
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 025 765,48	1 540 351,29	1 733,50	6 564 383,27
* Terrains				
* Constructions	2 197 209,45	1 024 494,26		3 221 703,71
* Installations techniques, matériel et outillage				
* Matériel de transport	301 111,86	63 113,71	1 733,50	362 492,07
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	2 465 396,41	439 459,55		2 904 855,96
* Autres immobilisations corporelles	62 047,76	13 283,77		75 331,53
* Immobilisations corporelles en cours				

2.2.9.2. Exercice 31/12/2004

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE	Exercice clôturé au 31/12/2004			
	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS				456 788,70
* Frais préliminaires	323 917,94	132 870,76		
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	54 444,22	36 192,63		90 636,85
* Primes de remboursement obligations	269 473,72	96 678,13		366 151,85
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				43 314,16
* Immobilisation en recherche et développement	21 780,32	21 533,84		
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	21 780,32	21 533,84		43 314,16
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				5 025 765,48
* Terrains	3 773 562,85	1 529 470,50	277 267,00	
* Constructions	1 277 363,33	999 058,13	79 212,01	2 197 209,45
* Installations techniques, matériel et outillage				
* Matériel de transport	218 439,96	82 671,90		301 111,86
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	2 219 565,58	439 071,65	193 240,82	2 465 396,41
* Autres immobilisations corporelles Informatique	58 193,98	8 668,82	4 815,04	62 047,76
* Immobilisations corporelles en cours				

2.2.9.3. Exercice au 31/12/2003

NATURE	Exercice closuré au 31/12/2002			
	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	202 667.18	121 250.76		323 917.94
* Frais préliminaires	18 251.59	36 192.63		54 444.22
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	184 415.59	85 058.13		269 473.72
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 115.66	5 794.20	34 129.54	21 780.32
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires				
* Fonds commercial	50 115.66	5 794.20	34 129.54	21 780.32
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 309 973.54	890 597.63	1 427 008.32	3 773 562.85
* Terrains				
* Constructions	1 136 179.02	245 029.24	103 844.93	1 277 363.33
* Installations techniques, matériel et outillage				
* Matériel de transport	139 054.55	79 385.41		218 439.96
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	2 985 235.47	557 493.50	1 323 163.39	2 219 565.58
* Autres immobilisations corporelles Informatique	49 504.50	8 689.48		58 193.98
* Immobilisations corporelles en cours				

2.2.10. Tableau des plus et moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations

2.2.10.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS

EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005							
Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
20/07/2005	234	525 204,57		525 204,57	400 000,00		
11/08/2005	234	1 733,50	1 733,50		29 000,00	29 000,00	125 204,57
TOTAL		526 938,07	1 733,50	525 204,57	429 000,00	29 000,00	125 204,57

2.2.10.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
31/12/2004	232	9 500,00	6 808,33	2 691,67			
31/12/2004	232	35 000,00	24 791,67	10 208,33			
31/12/2004	232	32 000,00	22 666,67	9 333,33			
31/12/2004	232	9 000,00	6 375,00	2 625,00			
31/12/2004	232	1 830,40	1 281,28	549,12			
31/12/2004	232	4 061,00	2 842,70	1 218,30			
31/12/2004	232	5 500,00	3 850,00	1 650,00			
31/12/2004	232	5 020,00	3 514,00	1 506,00			
31/12/2004	232	2 736,00	1 869,60	866,40			
31/12/2004	232	2 476,00	1 691,93	784,07			
31/12/2004	232	8 450,00	3 520,83	4 929,17			
31/12/2004	235	17 425,00	12 197,50	5 227,50			
31/12/2004	235	23 000,00	15 525,00	7 475,00			
31/12/2004	235	2 320,00	1 566,00	754,00			
31/12/2004	235	4 500,00	2 925,00	1 575,00			
31/12/2004	235	37 000,00	23 741,67	13 258,33			
31/12/2004	235	12 000,00	7 600,00	4 400,00			
31/12/2004	235	2 500,00	2 205,88	294,12			
31/12/2004	235	4 200,00	3 635,28	564,72			
31/12/2004	235	4 180,00	3 600,41	579,59			
31/12/2004	235	7 980,00	6 638,80	1 341,20			
31/12/2004	235	1 760,00	1 337,42	422,58			
31/12/2004	235	3 300,00	2 507,67	792,33			
31/12/2004	235	1 120,00	851,09	268,91			
31/12/2004	235	1 380,00	1 025,00	355,00			
31/12/2004	235	2 000,00	2 000,00				
31/12/2004	235	5 345,00	5 010,94	334,06			
31/12/2004	235	72 079,00	87 616,53	15 537,53			
31/12/2004	235	14 500,00	13 256,63	1 243,37			
31/12/2005	238	4 938,50	4 815,04	123,46			
TOTAL		337 100,90	277 267,87	59 833,03			

IMMOBILISATIONS MISES AU REBUT

2.2.10.3. Exercice au 31/12/2003

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
31/12/2003	222	14 300.00	14 300.00				
31/12/2003	222	18 000.00	18 000.00				
31/12/2003	232	24 700.00	23 876.67	823.33			
31/12/2003	232	15 794.00	15 267.53	526.47			
31/12/2003	232	4 337.45	3 841.42	496.03			
31/12/2003	232	8 771.93	7 894.73	877.20			
31/12/2003	232	16 898.00	15 208.20	1 689.80			
31/12/2003	232	12 881.00	12 185.56	695.44			
31/12/2003	232	6 500.00	5 633.33	866.67			
31/12/2003	232	8 000.00	6 800.00	1 200.00			
31/12/2003	232	6 500.00	5 470.83	1 029.17			
31/12/2003	232	6 200.00	5 063.33	1 136.67			
31/12/2003	232	3 200.00	2 613.33	586.67			
31/12/2003	235	552 345.92	552 345.92				
31/12/2003	235	529 268.30	529 268.30				
31/12/2003	235	1 500.00	1 050.00	450.00			
31/12/2003	235	6 521.20	6 358.17	163.03			
31/12/2003	235	14 117.65	12 588.25	1 529.40			
31/12/2003	235	9 200.00	7 896.67	1 303.33			
31/12/2003	235	10 756.31	9 232.50	1 523.81			
31/12/2003	235	2 689.08	2 263.32	425.76			
31/12/2003	235	2 200.00	1 778.33	421.67			
31/12/2003	235	6 750.00	5 343.75	1 406.25			
31/12/2003	235	12 800.00	9 920.00	2 880.00			
31/12/2003	235	5 600.00	4 293.33	1 306.67			
31/12/2003	235	8 096.00	6 004.53	2 091.47			
31/12/2003	235	12 900.00	8 062.50	4 837.50			
31/12/2003	235	8 000.00	6 655.44	1 344.56			
31/12/2003	235	3 910.00	3 252.85	657.15			
31/12/2003	235	2 710.00	2 254.53	455.47			
31/12/2003	235	60 560.00	60 560.00				
31/12/2003	235	34 550.00	34 550.00				
31/12/2003	235	6 000.00	6 000.00				
31/12/2003	235	8 000.00	8 000.00				
31/12/2003	235	3 405.00	3 405.00				
31/12/2003	235	8 450.00	8 450.00				
31/12/2003	235	10 600.00	10 600.00				
31/12/2003	235	21 330.00	21 330.00				
31/12/2003	235	1 700.00	1 700.00				
TOTAL		1 490 041.84	1 459 318.32	30 723.52			

IMMOBILISATIONS MISES AU REBUT

2.2.11. Tableau des titres de participation

2.2.11.1. Exercice au 31/12/2005

EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
QUALITECH SARL	Maintenance	500 000,00	40,00%	200 000,00	200 000,00	31/12/2005	4 627 027,05	1 338 762,47	1 267 709,53
TOTAL				200 000,00	200 000,00		4 627 027,05	1 338 762,47	1 267 709,53

2.2.11.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice clôturé au 31/12/2004									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
QUALITECH SARL	Maintenance Informatique	500 000,00	40,00%	200 000,00	200 000,00	31/12/2004	3 788 264,58	1 493 299,98	2 011 553,49
TOTAL		500 000,00		200 000,00	200 000,00	38 352,00	3 788 264,58	1 493 299,98	2 011 553,49

2.2.11.3. Exercice au 31/12/2003

au 31/12/2003									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
QUALITECH SARL	Maintenance Informatique	500 000.00	40.00%	200 000.00	200 000.00	31/12/2003	2 294 964.60	863 480.50	1 693 734.79
TOTAL		500 000.00		200 000.00	200 000.00	37 986.60	2 294 964.60	863 480.50	1 693 734.79

2.2.12. Tableau des provisions

2.2.12.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES PROVISIONS							
EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005							
NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES		
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé							
2. Provisions réglementées							
3. Provisions durables pour risques et charges							
SOUS TOTAL (A)							
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	8 580 200,33	2 556 852,83			706 742,24		10 430 310,92
5. Autres Provisions pour risques et charges	276 350,29		181 342,52			276 350,29	181 342,52
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie							
SOUS TOTAL (B)	8 856 550,62	2 556 852,83	181 342,52	0,00	706 742,24	276 350,29	10 611 653,44
TOTAL (A + B)	8 856 550,62	2 556 852,83	181 342,52		706 742,24	276 350,29	10 611 653,44

2.2.12.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	7 086 260,47	2 171 472,20			677 532,34			8 580 200,33
5. Autres Provisions pour risques et charges	172 806,16		276 350,29			172 806,16		276 350,29
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	7 259 066,63	2 171 472,20	276 350,29		677 532,34	172 806,16		8 856 550,62
TOTAL (A + B)	7 259 066,63	2 171 472,20	276 350,29		677 532,34	172 806,16		8 856 550,62

2.2.12.3. Exercice au 31/12/003

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	6 833 958.50	809 998.25			557 696.28			7 086 260.47
5. Autres Provisions pour risques et charges	289 494.78		172 806.16			289 494.78		172 806.16
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	7 123 453.28	809 998.25	172 806.16		557 696.28	289 494.78	0.00	7 259 066.63
TOTAL (A + B)	7 123 453.28	809 998.25	172 806.16		557 696.28	289 494.78	0.00	7 259 066.63

au 31/12/2003

2.2.13. Tableau des créances

2.2.13.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL EXERCICE année	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
- Prêt immobilisés	158 900,00	150 000,00	8 900,00					
- Autres créances financières	46 062,77	29 694,77	16 368,00					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes			0,00					
- Clients et comptes rattachés	122 093 635,19	13 347 922,27	108 745 712,92				72 189,17	47 804 007,15
- Personnel	3 500,00		3 500,00					
- Etat	14 815 086,53		14 815 086,53			14 815 086,53		
- comptes d'associés								
- Autres débiteurs	279 000,00		279 000,00					
- Comptes de régularisation - Actif	13 934,28		13 934,28					

2.2.13.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL EXERCICE	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
- Prêt immobilisés	154 000,00	150 400,00	3 600,00					
- Autres créances financières	39 576,27	29 694,77	9 881,50					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	16 330,91		16 330,91					
- Clients et comptes rattachés	106 298 645,63	13 036 453,91	93 262 191,72				831 082,88	33 370 363,01
- Personnel	3 400,00		3 400,00					
- Etat	11 522 277,20		11 522 277,20			11 522 277,20		
- comptes d'associés								
- Autres débiteurs								
- Comptes de régularisation - Actif	88 618,19		88 618,19					

2.2.13.3. Exercice au 31/12/2003

CREANCES	TOTAL EXERCICE	ANALYSE PAR ECHEANCE				AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets	
DE L'ACTIF IMMOBILISE - Prêt immobilisés - Autres créances financières	164 100.00	157 600.00	6 500.00						
	98 918.27	32 281.27	66 637.00						
DE L'ACTIF CIRCULANT - Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes - Clients et comptes rattachés - Personnel - Etat - comptes d'associés - Autres débiteurs - Comptes de régularisation - Actif	16 666.67		16 666.67						
	80 255 453.23		80 255 453.23				1 437 072.96	24 997 535.35	
	8 086 816.37		8 086 816.37			8 086 816.37			
	3 000.00		3 000.00						
	40 991.67		40 991.67						

2.2.14. Tableau des dettes

2.2.14.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES DETTES

Exercice clôturé au 31/12/2005

DETTES	TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DETTES DE FINANCEMENT								
- Emprunts obligatoires								
- Autres dettes de financement	5691128,52	4210146	1480982,52					
DETTES DU PASSIF CIRCULANT								
- Fournisseurs et comptes rattachés	67 689 914,08		67 689 914,08		61244560,35			
- Clients créditeurs, avances et acomptes	119 492,34		119 492,34					
- Personnel								
- Organismes sociaux	466 121,72		466 121,72		466121,72			
- Etat	37 994 568,18		37 994 568,18		37994568,18			
- Comptes d'associés	2 875 000,00		2 875 000,00					
- Autres créditeurs	969 835,92		969 835,92					
- Comptes de régularisation - Passif	629 479,45		629 479,45					
								160839,12

2.2.14.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES DETTES

DETTES		TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES					Exercice clôturé au 31/12/2000	
			Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets			
DETTES DE FINANCEMENT				1 600 950,48								
Emprunts obligatoires												
Autres dettes de financement		6 818 950,48	5 218 000,00									
DETTES DU PASSIF CIRCULANT												
Fournisseurs et comptes rattachés		45 951 468,39		45 951 468,39		36 956 523,07				1 461 321,67		
Clients créditeurs, avances et acomptes		195 857,99		195 857,99								
Personnel												
Organismes sociaux		528 383,25		528 383,25			528 383,25					
Etat		27 955 369,05		27 955 369,05			27 955 369,05					
Comptes d'associés		2 840 000,00		2 840 000,00								
Autres créditeurs		1 171 421,68		1 171 421,68								
Comptes de régularisation - Passif		605 387,99		605 387,99								

2.2.14.3. Exercice au 31/12/003

Exercice clôturé au 31/12/2003									
DETTE	TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets	
DETTES DE FINANCEMENT									
- Emprunts obligatoires									
- Autres dettes de financement	9 095 782.40	9 095 782.40							
DETTES DU PASSIF CIRCULANT									
- Fournisseurs et comptes rattachés	32 556 174.13		32 556 174.13						
- Clients créditeurs, avances et acomptes	12 681.00		12 681.00						
- Personnel	7 689.77		7 689.77						
- Organismes sociaux	364 234.85		364 234.85						
- Etat	21 907 685.56		21 907 685.56						
- Comptes d'associés	2 875 000.00		2 875 000.00						
- Autres créditeurs	1 632 800.26		1 632 800.26						
- Comptes de régularisation - Passif	517 325.08		517 325.08						
									596975.08

2.2.15. Tableau des sûretés réelles données ou reçues

2.2.15.1. Exercice au 31/12/2005

Exercice clôturé au 31/12/2005					
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature -1	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée EXERCICE
- Sûretés données local à rue socrate casablanca	600 000,00	hypothèque	29/06/87 casa	couverture ligne wafabank	600 000,00
Fonds de commerce	200 000,00	Nantissement	29/05/84 casa	couverture ligne wafabank N° 39010	200 000,00
Fonds de commerce	800 000,00	Nantissement	16/03/1989 casa	couverture ligne wafa banque n°47705	800 000,00
Fonds de commerce	1 500 000,00	Nantissement	11/09/1990	couverture ligne wafa banque n°51767	1 500 000,00
Fonds de commerce	850 000,00	Nantissement	07/03/1995	couverture ligne credit du maroc n°63223	850 000,00
Fond de commerce	6 000 000,00	Nantissement	AV 10/10 /96 AY02/07/98	couverture ligne SGMBN°67393	2 450 000,00 5 200 000,00 6 000 000,00
LOCAL 35, MOUSSA BNOU NOUSSAIRE CASABLANCA	1 000 000,00	hypothèque	03/09/96 casa	Couverture ligne SCMB	1 000 000,00
FOND DE COMMERCE	1 000 000,00	Nantissement	19/09/96 CASA	Couverture ligne SCMB N°71479	1 000 000,00
Fond de commerce	6 000 000,00	Nantissement	18/12/97 CASA	Couverture ligne SCMB N°83501	6 000 000,00
TERRAIN	3 558 250,00	hypothèque	02/07/2001 CASA	COUVERTURE CREDIT MOYEN TERME	3 558 250,00
- Sûretés reçues					

- (1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)
 (2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
 (entreprises liées, associés, membres du personnel)
 (3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

2.2.15.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

Exercice clôturé au 31/12/2004					Valeur comptable nette de la sûreté donnée EXERCICE	
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature - 1	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)		
- Sûretés données LOCAL A RUE SOCRATE CASABLANCA	600 000,00	Hypothèque	29/06/87 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE	600 000,00	
FONDS DE COMMERCE	200 000,00	Nantissement	29/05/84 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE N° 39010	200 000,00	
FONDS DE COMMERCE	800 000,00	Nantissement	16/03/89 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE N° 47705	800 000,00	
FONDS DE COMMERCE	1 500 000,00	Nantissement	11/09/90 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE N°51767	1 500 000,00	
FONDS DE COMMERCE	850 000,00	Nantissement	07/03/95 CASA	COUVERTURE LIGNE CREDIT DU MAROC N° 63223	850 000,00	
			AV 10/10/96		2 450 000,00	
			AV 02/07/98		5 200 000,00	
FONDS DE COMMERCE	6 000 000,00	Nantissement	28/08/96 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM N° 67397	6 000 000,00	
LOCAL 35, MOUSSA BNOU NOUSSAIRE CASABLANCA	1 000 000,00	Hypothèque	19/09/96 CASA	COUVERTURE D'UNE LIGNE CREDIT IMMOBILIER HYPOTHECAIRE	1 000 000,00	
FONDS DE COMMERCE	1 000 000,00	Nantissement	18/12/97 CASA	COUVERTURE LIGNE SGMB N° 71479	1 000 000,00	
FONDS DE COMMERCE	6 000 000,00	Nantissement	02/07/2001 CASA	COUVERTURE LIGNE SGMB N° 83501	6 000 000,00	
FONDS DE COMMERCE	9 500 000,00	Nantissement	31/10/2002 CASA	COUVERTURE LIGNE SGMB N° 87935	9 500 000,00	
TERRAIN	3 558 250,00	Hypothèque		COUVERTURE LIGNE SGMB	3 558 250,00	
- Sûretés reçues						

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

2.2.15.3. Exercice au 31/12/2003

Exercice clôturé au 31/12/2003

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée EXERCICE
- Sûretés données LOCAL A RUE SOCRATE CASABLANCA	600 000.00	Hypothèque	29/06/87 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE	600 000.00
FONDS DE COMMERCE	200 000.00	Nantissement	29/05/84 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE	200 000.00
FONDS DE COMMERCE	800 000.00	Nantissement	16/03/89 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE	800 000.00
FONDS DE COMMERCE	1 500 000.00	Nantissement	11/09/90 CASA	COUVERTURE LIGNE WAFABANQUE	1 500 000.00
FONDS DE COMMERCE	850 000.00	Nantissement	07/03/95 CASA	COUVERTURE LIGNE CREDIT DU MAROC	850 000.00
FONDS DE COMMERCE	6 000 000.00	Nantissement	AV 10/10/96	COUVERTURE LIGNE SGM	8 500 000.00
LOCAL 35, MOUSSA BNOU NOUSSAIRE CASABLANCA	1 000 000.00	Hypothèque	AV 02/07/98	COUVERTURE D'UNE LIGNE CREDIT HYPOTHECAIRE	3 300 000.00
FONDS DE COMMERCE	1 000 000.00	Nantissement	28/08/96 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	6 000 000.00
FONDS DE COMMERCE	3 000 000.00	Nantissement	19/09/96 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	1 000 000.00
FONDS DE COMMERCE	6 000 000.00	Nantissement	18/12/97 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	1 000 000.00
FONDS DE COMMERCE	9 500 000.00	Nantissement	04/06/1998 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	3 000 000.00
TERRAIN	3 558 250.00	Hypothèque	02/07/2001 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	6 000 000.00
			31/10/2002 CASA	COUVERTURE LIGNE SGM	9 500 000.00
				COUVERTURE LIGNE SGM	3 558 250.00
- Sûretés reçues					

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

2.2.16. Tableau des biens en crédit-bail

2.2.16.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL										
EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2005										
1	2	3	4	5	6	7	Redevances restant à payer		10	11
							A moins d'un an	A plus d'un an		
61321	25/02/1999	60	617614	5 ANS	703827,2				6176,14	Véhicule TOYOTA
61321	05/09/2002	49	266704	5 ANS	219271,64	75231,84	56423,88		2667,04	Véhicule Mitsubishi
61321	08/10/2004	60	444407,34	5 ANS	31245,63	72906,47	124982,52	343701,93	4444,07	Véhicule Mercedes
61321	25/04/2005	60	541931,07	5 ANS		109299,24	145732,32	473630,04	5419,31	Véhicule BMW
					954344,47	257437,55	327138,72	817331,97	18706,56	

2.2.16.2. Exercice au 31/12/2004

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT BAIL

Exercice clôturé au 31/12/2004

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
– Avals et cautions – Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires – Autres engagements donnés		
TOTAL (1)		
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercices	MONTANT Exercices Précédent
Avals et cautions		
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	7 257 957,00	5 028 210,00
Autres engagements reçus		
TOTAL(1)	7 257 957,00	6 661 855,00

2.2.16.3. Exercice au 31/12/2003

Exercice clôturé au 31/12/2003

<i>ENGAGEMENTS DONNES</i>	<i>MONTANTS EXERCICE</i>	<i>MONTANTS EXERCICE PRECEDENT</i>
– Avals et cautions – Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires – Autres engagements donnés		
TOTAL (1)		
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
<i>ENGAGEMENTS RECUS</i>	<i>MONTANTS EXERCICE</i>	<i>MONTANTS EXERCICE PRECEDENT</i>
– Avals et cautions – Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaire – Autres engagements reçus		
TOTAL (1)		
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercices	MONTANT Exercices Précédent
Avals et cautions		
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	5 028 210.00	6 661 855.00
Autres engagements reçus		
TOTAL(1)	5 028 210.00	6 661 855.00

2.2.17. Etat de répartition du capital social

2.2.17.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 32000000

1 Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	2 Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	MONTANT DU CAPITAL		
		3 Exercice précédent	4 Exercice actuel		6 Souscrit	7 Appelé	8 Libéré
0,00							
Maghreb Private Equity Fund SA	Chamrel House Green Street St Helier Jersey JE2 4 UH CHANNEL ISLAND	96 000	96 000	100	9 600 000	9 600 000	9 600 000
M. Mohame ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Ferimas Oasis Casa	65 232	65 232	100	6 523 200	6 523 200	6 523 200
M. Badreddine BENTITA	266, Bd Zerkouni CASA	59 425	59 425	100	5 942 500	5 942 500	5 942 500
Mme Noufissa ABOUSSAAD	266, Bd Zerkouni CASA	25 584	25 584	100	2 558 400	2 558 400	2 558 400
Mme Véronique POUDOU	15, rue Abbas Ibnou ferimas oasis CASA	21 744	21 744	100	2 174 400	2 174 400	2 174 400
M. Souheim BENTITA	Angle rue Jean Jaures et kacem amine casa	12 792	12 792	100	1 279 200	1 279 200	1 279 200
Mme fariel SAHEB ETTABAA	Angle rue Jean Jaures et kacem amine casa	10 919	10 919	100	1 091 900	1 091 900	1 091 900
M. CYRILLE ANACLETO FILS DE MED	15, rue Abbas Ibnou ferimas oasis CASA	10 872	10 872	100	1 087 200	1 087 200	1 087 200
Mlle LAURE MARIA ANACLETO	15, rue Abbas Ibnou ferimas oasis CASA	10 872	10 872	100	1 087 200	1 087 200	1 087 200
NOVAPRO SARL	35, RUE Moussa Bnou Noussair CASA	3 280	3 280	100	328 000	328 000	328 000
SOPARFIN SARL	35, RUE Moussa Bnou Noussair CASA	3 280	3 280	100	328 000	328 000	328 000
		320 000	320 000		32 000 000	32 000 000	32 000 000

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

2.2.17.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 320000000

1 Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	2 Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	MONTANT DU CAPITAL		
		3 Exercice précédent	4 Exercice actuel		6 Souscrit	7 Appelé	8 Libéré
Maghreb Private Equity Fund SA	Channel House Street St Helier Jersey JE2 UH CHANNEL ISLAND	96000	96000	100,00	9 600 000,00	9 600 000,00	9 600 000,00
M.Mohamed ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	65 232	65 232	100	65 232	6 523 200	6 523 200
M. Badreddine BENITTA	266, Bd Zerkouti CASA	59 425	59 425	100	59 425	5 942 500	5 942 500
Mme. Noufissa ABOUSSAAD	266, Bd Zerkouti CASA	25 584	25 584	100	25 584	2 558 400	2 558 400
Mme. Veronique POUDOU	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	21 744	21 744	100	21 744	2 174 400	2 174 400
M. Souheim BENITTA	Angle rue Jean Jaurès et Kacem Amine CASA	12 792	12 792	100	12 792	1 279 200	1 279 200
Mme. Farid SAHEB ETTABAA	Angle rue Jean Jaurès et Kacem Amine CASA	10 919	10 919	100	10 919	1 091 900	1 091 900
M. CYRILLE ANACLETO Fils de Med	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	10 872	10 872	100	10 872	1 087 200	1 087 200
Melle Laure Maria ANAGEL TO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	10 872	10 872	100	10 872	1 087 200	1 087 200
NOVAPRO SARL	35, rue Moussa B ou Noussair CASA	3 280	3 280	100	3 280	328 000	328 000
SOPARFIN SARL	35, rue Moussa B ou Noussair CASA	3 280	3 280	100	3 280	328 000	328 000
		320 000	320 000		320 000	32 000 000	32 000 000

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

2.2.17.3. Exercice au 31/12/2003

Montant du capital : 32000000

Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent 3	Exercice actuel 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
Maghreb Private Equity Fund SA	Channel House Street St Heller	96000	96000	100.00	9 600 000.00	9 600 000.00	9 600 000.00
	Jessy J12 UH CHANNEL ISLAND						
M. Mohamed ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	65 232	65 232	100	6 523 200	6 523 200	6 523 200
M. Badreddine BENITTA	266, Bd Zerkounti CASA	59 425	59 425	100	5 942 500	5 942 500	5 942 500
Mme. Noufissa ABOUSSAAD	266, Bd Zerkounti CASA	25 584	25 584	100	2 558 400	2 558 400	2 558 400
Mme. Veronique POUDOU	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	21 744	21 744	100	2 174 400	2 174 400	2 174 400
M. Souheïm BENITTA	Argle rue Jean Jaures et Kacem Amine CASA	12 792	12 792	100	1 279 200	1 279 200	1 279 200
Mme. Farid SAHEB ETTABAA	Argle rue Jean Jaures et Kacem Amine CASA	10 919	10 919	100	1 091 900	1 091 900	1 091 900
M. CYRILLE ANACLETO Fils de Med	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	10 872	10 872	100	1 087 200	1 087 200	1 087 200
Melle Laure Maria ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	10 872	10 872	100	1 087 200	1 087 200	1 087 200
NOVAPRO SARL	35, rue Moussa B,ou Noussair CASA	3 280	3 280	100	328 000	328 000	328 000
SOPARFIN SARL	35, rue Moussa B,ou Noussair CASA	3 280	3 280	100	328 000	328 000	328 000
		320 000	320 000	1.100	32 000 000	32 000 000	35 600 000

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

2.2.18. Etat d'affectation des résultats

2.2.18.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT D'AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice clôturé au 31/12/205			
	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du AGO DU 16 JUIN 2005)		* Réserve légale	
* Report à nouveau	3 584 478,22	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	2 594 243,01	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	
			6 178 721,23
TOTAL A		TOTAL B	
	6 178 721,23		6 178 721,23

TOTAL A = TOTAL B

2.2.18.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT D'AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice clôturé au 31/12/2004

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du AGO DU 12/06/2004)		* Réserve légale	
* Report à nouveau		* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation	3 014 368,63	* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	570 109,59	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	3 584 478,22
TOTAL A	3 584 478,22	TOTAL B	3 584 478,22

TOTAL A = TOTAL B

2.2.18.3. Exercice au 31/12/2003

Exercice clôturé au 31/12/2003

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du AGO DU 12/06/2003)		* Réserve légale	1 600 000.00
* Report à nouveau		* Autres réserves	1 500 000.00
* Résultats nets en instance d'affectation	1 753 907.31	* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	4 360 461.32	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	3 014 368.63
TOTAL A	6 114 368.63	TOTAL B	4 614 368.63

TOTAL A = TOTAL B

2.2.19. Datations et événements postérieurs

2.2.19.1. Exercice au 31/12/2005

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS	
MATEL SA	AU 31/12/2005
Date de clôture (1)	31/12/2005
date d'établissement des états de synthèses(2)	21/02/2006
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT
A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE
DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
	*Favorables NEANT
	*Défavorables NEANT

Note d'information

UPLINE

Page 274 sur 359

2.2.19.3. Exercice au 31/12/2003

Date de la clôture (1)	31/12/2003
Date d'établissement des états de synthèses (2)	16/03/2004
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	
II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
	* Favorables
	NEANT
	* Défavorables
	NEANT

2.3. RAPPORTS DES CAC : MATEL

2.3.1.1.Exercice au 31/12/2005

MAGHREB TELECOMMUNICATIONS SA

« MATEL SA. »

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 32.000.000 DIRHAMS

SIEGE SOCIAL : 35, Rue Moussa Bnou Noussair

CASABLANCA

**RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice allant du 01 Janvier 2005 AU 31 Décembre 2005**

**ETABLI PAR BFC SARL INSCRITE A L'ORDRE DES EXPERS COMPTABLES
REPRESENTEE PAR M. MOHAMED BELKHAYAT EXPERT COMPTABLE DPLE
Bd d'Anfa, 79 rue Jaber Ibnou Hayane
Casablanca**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du **16 Juin 2005**, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joints, de votre Société Anonyme « **MATEL S.A.** » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et Charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice **clos au 31/12/2005**.

Ces états de synthèse font ressortir :

*Un total net du bilan de :	219.469.808,21 DH
* Des Capitaux Propres de :	49.276.669,33 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	327.468.551,00 DH
* Un Bénéfice net de :	6.023.284,10 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation

générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

I/ OPINION SUE LES ETATS DE SYNTHESE

- 1- Comme signalé dans notre rapport relatif à l'exercice 2003, le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre de l'exercice 2003 a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances au lieu de 100%, méthode utilisée les exercices précédents. Cette provision a été portée de la somme de 360.008,44 DH en 2003 à la somme de 675,392,37 DH en 2004 et à 979.516,09 DH en 2005, au titre des créances contentieuses de l'exercice 2003 qui à fin 2005 s'élèvent à 3.254.235,85 hors taxe sur la valeur ajoutée. Soit un impact net de l'impôt sur les sociétés de (-) 1.881.247,82 DH sur la situation nette et de (+) 197.680,42 DH sur le résultat net. La direction de votre société estime que la provision pour dépréciation de ces créances portée à 979 KDH au 31/12/2005 est suffisante compte tenu des sérieuses chances de recouvrement que présentent certains dossiers toujours en cours de procédure judiciaires et que l'effort de provisionnement de ces créances litigieuses sera poursuivi suivant le sort définitif des jugements.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre Société « **MATEL S.A.** » au **31 Décembre 2005**, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus nous attirons votre attention sur les états A2 et A3 de l'ETIC qui exposent respectivement une dérogation comptable de l'encours d'un contrat de leasing d'un montant de 473.128,52 DH au 31/12/2005 enregistré en dettes de financement et d'un changement de méthode de présentation des chèques détenus en portefeuille au 31/12/2005 et versés en janvier 2006 inscrits au poste de chèques et valeurs à encaisser en remplacement du poste clients et comptes rattachés.

III/ VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A l'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Fait à Casablanca, le 17 MAI 2006.

B.F.C Sarl inscrite au tableau de l'ordre
Des experts comptables de Casablanca
Le Commissaire aux Comptes
M. Mohamed BELKHAYAT

2.3.1.2.Exercice au 31/12/2004

MAGHREB TELECOMMUNICATIONS SA
« MATEL SA. »

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 32.000.000 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 35, Rue Moussa Bnou Noussair
CASABLANCA

RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice allant du 01 Janvier 2004 AU 31 Décembre 2004

ETABLI PAR BFC SARL INSCRITE A L'ORDRE DES EXPERS COMPTABLES
REPRESENTEE PAR M. MOHAMED BELKHAYAT EXPERT COMPTABLE DPLE
Bd d'Anfa, 79 rue Jaber Ibnou Hayane
Casablanca

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du **26 Juin 2002**, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joints, de votre Société Anonyme « **MATEL S.A.** » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et Charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice **clos au 31/12/2004**.

Ces états de synthèse font ressortir :

*Un total net du bilan de :	179.051.747,98 DH
* Des Capitaux Propres de :	43.253.385,23 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	270.783.049,83 DH
* Un Bénéfice net de :	2.594.243,01 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

II/ OPINION SUE LES ETATS DE SYNTHESE

- 2- Comme signalé dans notre rapport relatif à l'exercice 2003, le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre de l'exercice 2003 a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances au lieu de 100%, méthode utilisée les exercices précédents. Cette provision a été portée de la somme de 360.008,44 DH en 2003 à la somme de 675,392,37 DH en 2004, au titre des créances contentieuses de l'exercice 2003 qui à fin 2004 s'élèvent à 3.360.735,10. Soit un impact hors effet fiscal sur la situation nette de -3.000.726,66 et un impact sur le résultat de +315.383,93.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre Société « **MATEL S.A.** » au **31 Décembre 2004**, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

III/ VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A l'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Fait à Casablanca, le 27 MAI 2005.

B.F.C Sarl inscrite au tableau de l'ordre
Des experts comptables de Casablanca
Le Commissaire aux Comptes
M. Mohamed BELKHAYAT

2.3.1.3.Exercice au 31/12/2003

MAGHREB TELECOMMUNICATIONS SA
« MATEL SA. »

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 32.000.000 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 35, Rue Moussa Bnou Noussair
CASABLANCA

RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice allant du 01 Janvier 2003 AU 31 Décembre 2003

ETABLI PAR BFC SARL INSCRITE A L'ORDRE DES EXPERS COMPTABLES
REPRESENTEE PAR M. MOHAMED BELKHAYAT EXPERT COMPTABLE DPLE
Bd d'Anfa, 79 rue Jaber Ibnou Hayane
Casablanca

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du **26 Juin 2002**, nous avons procédé à l'audit des Etats de synthèse ci-joints, de votre Société Anonyme « **MATEL S.A.** » ; lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et Charges (CPC) des soldes de gestion (ESG), le tableau de financement (TF) et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice **clos au 31/12/2003**.

Ces états de synthèse font ressortir :

*Un total net du bilan de :	139.352.949,83 DH
* Des Capitaux Propres de :	40.659.142,22 DH
* Un chiffre d'affaires hors taxes de :	236.057.880,20 DH
* Un Bénéfice net de :	570.109,59 DH

Ces états de synthèse relèvent de la responsabilité des organes de gestion de votre société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit légal.

Nous avons effectué cet audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de Synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

II/ OPINION SUE LES ETATS DE SYNTHESE

- 3- Le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients en contentieux au titre de l'exercice 2003 a été évalué à 10% du montant hors taxes des créances au lieu de 100%, méthode utilisée les exercices précédents. Soit un impact sur le résultat de -3.240.075,94 DH.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de votre Société « **MATEL S.A.** » au **31 Décembre 2003**, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

III/ VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A L'exception de l'incidence éventuelle de la situation décrite au paragraphe 1 ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Fait à Casablanca, le 31 MAI 2004.

B.F.C Sarl inscrite au tableau de l'ordre
Des experts comptables de Casablanca
Le Commissaire aux Comptes
M. Mohamed BELKHAYAT

3. PC MARKET

3.1. *PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISEES PAR PC MARKET*

Les comptes sociaux de PC MARKET sont établis conformément au Plan Comptable Général Marocain.

3.1.1. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif.

3.1.2. Stocks

Les stocks font l'objet d'un inventaire physique à l'arrêté de chaque situation ou bilan. Les inventaires sont réalisés en présence des commissaires aux comptes.

La valorisation du stock de marchandises est effectuée au coût d'achat majoré des frais d'approche constitués des droits de douanes, des frais de transit et de transport, en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Le stock en cours de route est valorisé au coût d'acquisition en monnaie étrangère converti au cours de clôture.

3.1.3. Fournisseurs

Les comptes fournisseurs étrangers libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés historiquement au cours de dédouanement.

Chaque solde en fin d'année est converti au cours de clôture.

3.2. ETATS DE SYNTHESE COMPTABLES DE PC MARKET

3.2.1. Bilans

3.2.1.1.Exercice au 31/12/2005

BILAN (ACTIF)

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)				
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des obligations				
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	541 328,20	247 394,39	293 933,81	361 432,33
C	Immobilisations en recherche et développement				
T	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	541 328,20	247 394,39	293 933,81	361 432,33
I	Fonds commercial				
F	Autres immobilisations incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	14 834 384,13	3 899 325,28	10 935 058,85	10 467 618,26
	Terrains	1 920 000,00		1 920 000,00	1 920 000,00
I	Constructions	9 790 286,44	2 860 236,62	6 930 049,82	7 368 902,00
M	Installations techniques, matériel et outillage	1 138 943,00	308 152,95	830 790,05	245 196,35
M	Matériel de transport	405 941,23	51 912,39	354 028,84	23 012,19
O	Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	1 579 213,46	679 023,32	900 190,14	910 507,72
B	Autres immobilisations corporelles				
I	Immobilisations corporelles en cours				
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	12 257 021,77	724 693,33	11 532 328,44	5 312 520,02
I	Prêts immobilisés				
S	Autres créances financières	6 848 553,79		6 848 553,79	708 612,04
E	Titres de participation	5 408 467,98	724 693,33	4 683 774,65	4 603 907,98
	Autres titres immobilisés				
	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	27 632 734,10	4 871 413,00	22 761 321,10	16 141 570,61
	STOCKS (f)	31 488 549,14	1 231 602,29	30 256 946,85	39 976 796,79
	Marchandises	31 488 549,14	1 231 602,29	30 256 946,85	39 976 796,79
	Matières et fournitures consommables				
A	Produits en cours				
C	Produits intermédiaires et produits résiduels				
T	Produits finis				
I	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	136 576 848,86	4 864 829,33	131 712 019,53	125 945 521,64
F	Fournis, débiteurs, avances et acomptes	906 517,11		906 517,11	870 062,16
	Clients et comptes rattachés	127 661 873,26	4 864 829,33	122 797 043,93	111 828 775,72
C	Personnel	39 000,00		39 000,00	
I	Etat	7 322 734,83		7 322 734,83	9 702 557,50
R	Comptes d'associés				
C	Autres débiteurs	402 670,69		402 670,69	3 282 645,90
U	Compte de régularisation actif	244 052,97		244 052,97	261 480,36
L	TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	1 625 168,76		1 625 168,76	1 589 551,04
A					
N	ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	38 683,24		38 683,24	183 057,04
T	(Eléments circulants)				
	TOTAL II (f+g+h+i)	169 729 250,00	6 096 431,62	163 632 818,38	167 694 926,51
T	TRESORERIE - ACTIF	241 559,10		241 559,10	125 700,15
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques, T.G & CP	231 623,32		231 623,32	99 026,15
S	Caisses, régies d'avances et accréditifs	9 935,78		9 935,78	26 674,00
O	TOTAL III	241 559,10		241 559,10	125 700,15
	TOTAL GENERAL I+II+III	197 603 543,20	10 967 844,62	186 635 698,58	183 962 197,27

BILAN (PASSIF)

	PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	25 000 000,00	25 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecart de réévaluation		
N	Réserve légale	1 662 028,86	1 258 197,28
A	Autres réserves	2 510 185,00	
N	Report à nouveau (2)	13 551 145,83	9 988 530,85
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
E	Résultat net de l'exercice (2)	9 753 660,14	8 076 631,56
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	52 477 019,83	44 323 359,69
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	3 398 187,00	2 574 115,00
N	Subventions d'investissement		
T	Provisions réglementées	3 398 187,00	2 574 115,00
P	DETTE DE FINANCEMENT (c)		
E	Emprunts obligataires		
R	Autres dettes de financement		
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
N	Provisions pour charges		
E	Provisions pour risques		
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
T	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	55 875 206,83	46 897 474,69
P	DETTE DU PASSIF CIRCULANT (f)	67 803 975,43	68 265 115,35
A	Fournisseurs et comptes rattachés	43 488 054,67	46 242 055,71
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	209 884,99	156 883,40
S	Personnel		
I	Organismes sociaux	286 798,07	237 911,62
F	Etat	21 284 113,08	19 534 118,79
	Comptes d'associés	2 410 006,21	1 971 505,61
C	Autres créanciers		
I	Comptes de régularisation - passif	125 118,41	122 640,22
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	138 683,24	183 057,04
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	44 915,07	295 737,78
U	TOTAL II (f+g+h)	67 987 573,74	68 743 910,17
T	TRESORERIE PASSIF		
R	Crédits d'escompte	23 211 207,25	22 969 270,64
E	Crédit de trésorerie	31 225 952,59	39 125 084,75
S	Banques (soldes créditeurs)	8 335 758,17	6 226 457,02
O	TOTAL III	62 772 918,01	68 320 812,41
	TOTAL I+II+III	186 635 698,58	183 962 197,27

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

3.2.1.2. EXERCICE AU 31/12/2004

BILAN (ACTIF)

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	121 350,00	121 350,00		
	Frais préliminaires	121 350,00	121 350,00		
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des obligations				
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	504 128,20	142 695,87	361 432,33	
C	Immobilisations en recherche et développement				
T	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	504 128,20	142 695,87	361 432,33	
I	Fonds commercial				
F	Autres immobilisations incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	13 657 091,34	3 189 473,08	10 467 618,26	8 829 741,22
	Terrains	1 920 000,00		1 920 000,00	1 920 000,00
I	Constructions	9 790 286,44	2 421 384,44	7 368 902,00	6 034 542,22
M	Installations techniques, matériel et outillage	480 804,20	235 607,85	245 196,35	179 642,92
O	Matériel de transport	61 551,70	38 539,51	23 012,19	36 501,05
B	Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	1 404 449,00	493 941,28	910 507,72	659 055,02
I	Autres immobilisations corporelles				
L	Immobilisations corporelles en cours				
I	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	5 312 520,02		5 312 520,02	6 329 279,75
S	Prêts immobilisés				
E	Autres créances financières	708 612,04		708 612,04	182 364,98
	Titres de participation	4 603 907,98		4 603 907,98	4 594 830,73
	Autres titres immobilisés				1 552 084,04
	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	19 595 089,56	3 453 518,95	16 141 570,61	15 159 020,97
	STOCKS (f)	40 787 027,04	810 230,25	39 976 796,79	32 015 011,15
	Marchandises	40 787 027,04	810 230,25	39 976 796,79	32 015 011,15
A	Matières et fournitures consommables				
C	Produits en cours				
T	Produits intermédiaires et produits résiduels				
I	Produits finis				
F	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	130 194 621,16	4 249 099,52	125 945 521,64	121 489 091,76
	Fournis. débiteurs, avances et acomptes	870 062,16		870 062,16	1 387 292,93
C	Clients et comptes rattachés	116 077 875,24	4 249 099,52	111 828 775,72	108 451 648,13
I	Personnel				
R	Etat	9 702 557,50		9 702 557,50	9 489 716,98
C	Comptes d'associés				
U	Autres débiteurs	3 282 645,90		3 282 645,90	1 853 625,03
L	Compte de régularisation actif	261 480,36		261 480,36	306 808,69
A	TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	1 589 551,04		1 589 551,04	
N	ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	183 057,04		183 057,04	388 134,07
T	(Eléments circulants)				
	TOTAL II (f+g+h+i)	172 754 256,28	5 059 329,77	167 694 926,51	153 892 236,98
T	TRESORERIE - ACTIF	125 700,15		125 700,15	1 302 611,19
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques, T.G & CP	99 026,15		99 026,15	1 272 174,04
S	Caisses, régies d'avances et accréditifs	26 674,00		26 674,00	30 437,15
O	TOTAL III	125 700,15		125 700,15	1 302 611,19
	TOTAL GENERAL I+II+III	192 475 045,99	8 512 848,72	183 962 197,27	170 353 869,14

BILAN (PASSIF)

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel (1)	25 000 000,00	25 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé	25 000 000,00	25 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 258 197,28	1 000 000,00
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	9 988 530,85	6 122 782,51
Résultat nets en instance d'affectation (2)		
Résultat net de l'exercice (2)	8 076 631,56	5 163 945,62
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	44 323 359,69	37 286 728,13
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	2 574 115,00	2 884 300,00
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 574 115,00	2 884 300,00
DETTES DE FINANCEMENT (c)		
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (a+b+c+d+e)	46 897 474,69	40 171 028,13
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	68 265 115,35	63 650 316,72
Fournisseurs et comptes rattachés	46 242 055,71	43 423 667,20
Clients créditeurs, avances et acomptes	156 883,40	266 970,14
Personnel		
Organismes sociaux	237 911,62	239 812,67
Etat	19 534 118,79	17 866 553,55
Comptes d'associés	1 971 505,61	1 189 005,01
Autres créanciers		
Comptes de régularisation - passif	122 640,22	664 308,15
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	183 057,04	388 134,07
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	295 737,78	293 289,03
TOTAL II (f+g+h)	68 743 910,17	64 331 739,82
TRESORERIE PASSIF		
Crédits d'escompte	22 969 270,64	22 361 373,30
Crédit de trésorerie	39 125 084,75	37 805 253,48
Banques (soldes créditeurs)	6 226 457,02	5 684 474,41
TOTAL III	68 320 812,41	65 851 101,19
TOTAL I+II+III	183 962 197,27	170 353 869,14

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

3.2.1.3. Exercice au 31/12/2003

BILAN (PASSIF)

AU 31/12/2003

	PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	25 000 000,00	10 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé	25 000 000,00	10 000 000,00
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecart de réévaluation		
N	Réserve légale	1 000 000,00	895 470,20
A	Autres réserves		
N	Report à nouveau (2)	6 122 782,51	16 497 140,18
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
E	Résultat net de l'exercice (2)	5 163 945,62	6 090 172,13
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	37 286 728,13	33 482 782,51
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	2 884 300,00	3 833 000,00
N	Subventions d'investissement		
T	Provisions réglementées	2 884 300,00	3 833 000,00
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)		
E	Emprunts obligataires		
R	Autres dettes de financement		
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)		
N	Provisions pour charges		
E	Provisions pour risques		
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)		
T	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	40 171 028,13	37 315 782,51
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	63 650 316,72	77 705 984,96
A	Fournisseurs et comptes rattachés	43 423 667,00	59 302 083,73
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	266 970,14	180 112,20
S	Personnel		
I	Organismes sociaux	239 812,67	228 956,90
F	Etat	17 866 553,55	17 316 226,17
	Comptes d'associés	1 189 005,01	38 504,41
C	Autres créanciers		258 140,78
I	Comptes de régularisation - passif	664 308,15	381 960,77
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	388 134,07	929 085,55
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Eléments circulants)	293 289,03	47 145,04
U	TOTAL II (f+g+h)	64 331 739,82	78 682 215,55
T	TRESORERIE PASSIF		
R	Crédits d'escompte	22 361 373,30	16 557 079,30
E	Crédit de trésorerie	37 805 253,48	38 196 877,67
S	Banques (soldes créditeurs)	5 684 474,41	9 056 531,27
O	TOTAL III	65 851 101,19	63 810 488,24
	TOTAL I+II+III	170 353 869,14	179 808 486,30

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

3.2.2. Comptes de Produits et Charges

3.2.2.1. Exercice au 31/12/2005

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice	Totaux de L'exercice Précédant
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédants 2	3 = 1 + 2	4
E X P L O I T A T I O N	I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
		Ventes de marchandises	303 074 623,65	-1 435,62	303 073 188,03	271 780 711,90
		Ventes de biens et services produits	1 104 581,00		1 104 581,00	1 292 217,07
		Chiffres d'affaires	304 179 204,65	-1 435,62	304 177 769,03	273 072 928,97
		Variation de stock de produits				
		Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même				
		Subvention d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation				
		Reprises d'exploitation; transfert de charges	1 926 196,95		1 926 196,95	1 771 224,91
		TOTAL I	306 105 401,60	-1 435,62	306 103 965,98	274 844 153,88
	II	CHARGES D'EXPLOITATION				
		Achats revendus de marchandises	270 335 361,65	570,00	270 335 931,65	248 466 784,34
		Achats consommés de matières et de fournitures	1 813 029,24		1 813 029,24	502 751,67
F I N A N C I E R		Autres charges externes	5 420 003,73	-3 210,00	5 416 793,73	4 354 207,67
		Impôts et taxes	205 304,55		205 304,55	199 894,30
		Charges de personnel	6 230 923,91	-67 772,36	6 163 151,55	5 719 480,00
		Autres charges d'exploitation	368 444,98		368 444,98	95 806,78
		Dotations d'exploitation	3 915 802,87		3 915 802,87	2 711 049,38
		TOTAL II	288 288 870,93	-70 412,36	288 218 458,57	262 049 974,14
	III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			17 885 507,41	12 794 179,74
	IV	PRODUITS FINANCIERS				
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 098 772,20		1 098 772,20	988 572,20
		Gains de change	846 338,29		846 338,29	1 195 392,38
		Intérêts et autres produits financiers	276 859,47		276 859,47	908 644,10
		Reprises financières; transferts de charges	183 057,04		183 057,04	388 134,07
		TOTAL IV	2 405 027,00		2 405 027,00	3 480 742,75
	V	CHARGES FINANCIERES				
N O N C O U R A N T		Charges d'intérêts	3 840 035,24		3 840 035,24	3 940 619,42
		Pertes de change	699 318,38		699 318,38	1 271 573,15
		Autres charges financières	39 630,67		39 630,67	2 876,15
		Dotations financières	763 376,57		763 376,57	183 057,04
		TOTAL V	5 342 360,86		5 342 360,86	5 398 125,76
	VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			14 948 173,55	10 876 796,73
	VII	RESULTAT COURANT (III - V I)				
	VIII	PRODUITS NON COURANTS				
		Produits des cessions d'immobilisations				14 500,00
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	6 540,56		6 540,56	9 694,34
		Reprises non courantes; transferts de charges	375 928,00		375 928,00	2 510 185,00
		TOTAL VIII	382 468,56		382 468,56	2 534 379,34
X I I I	IX	CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	647,59		647,59	14 892,66
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	630,38		630,38	906,85
		Dotations non courantes aux amortiss. et provision	1 200 000,00		1 200 000,00	2 200 000,00
		TOTAL IX	1 201 277,97		1 201 277,97	2 215 799,51
	X	RESULTAT NON COURANT (VIII- IX)			-818 809,41	318 579,83
	XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)			14 129 364,14	11 195 376,56
	XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	4 375 704,00		4 375 704,00	3 118 745,00
	XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			9 753 660,14	8 076 631,56
	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			308 891 461,54	280 859 275,97
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			299 137 801,40	272 782 644,41
	XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			9 753 660,14	8 076 631,56

1) Variation de stocks : stocks final - stocks initial ;augmentation (+) ;diminution (-)

2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

3.2.2.2. Exercice au 31/12/004

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice 3 = 1 + 2	Totaux de L'exercice Précédant 4
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédants 2		
E X P L O I T A T I O N	I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
		Ventes de marchandises	271 781 161,90	(450,00)	271 781 161,90	270 809 895,55
		Ventes de biens et services produits	1 292 217,07		1 292 217,07	1 112 386,17
		Chiffres d'affaires	273 073 378,97	(450,00)	273 073 378,97	271 922 281,72
		Variation de stock de produits				
		Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même				
		Subvention d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation				
		Reprises d'exploitation; transfert de charges	1 771 224,91		1 771 224,91	2 391 519,68
		TOTAL I	274 844 603,88	(450,00)	274 844 603,88	274 313 801,40
	II	CHARGES D'EXPLOITATION				
		Achats revendus de marchandises	248 460 718,13	6 066,21	248 466 784,34	247 332 672,47
		Achats consommés de matières et de fournitures	505 039,74	(2288,07)	502 751,67	354 057,77
		Autres charges externes	4 354 207,67		4 354 207,67	4 637 939,55
		Impôts et taxes	199 894,30		199 894,30	364 100,90
		Charges de personnel	5 719 480,00		5 719 480,00	5 651 413,94
		Autres charges d'exploitation	95 806,78		95 806,78	1 205 793,99
		Dotations d'exploitation	2 711 049,38		2 711 049,38	2 996 504,22
		TOTAL II	262 046 196,00	3 778,14	262 049 974,14	262 542 482,84
F I N A N C I E R	III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			12 794 179,74	11 771 318,56
	IV	PRODUITS FINANCIERS				
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	988 572,20		988 572,20	772,20
		Gains de change	1 195 392,38		1 195 392,38	797 343,66
		Intérêts et autres produits financiers	908 644,10		908 644,10	1 291 880,81
		Reprises financières; transferts de charges	388 134,07		388 134,07	879 085,55
		TOTAL IV	3 480 742,75		3 480 742,75	2 969 082,22
	V	CHARGES FINANCIERES				
		Charges d'intérêts	3 941 463,55	(844,13)	3 940 619,42	4 643 155,56
		Pertes de change	1 271 573,15		1 271 573,15	2 535 465,85
		Autres charges financières	2 876,15		2 876,15	26 271,37
		Dotations financières	183 057,04		183 057,04	388 134,07
		TOTAL V	5 398 969,89	(844,13)	5 398 125,76	7 593 026,85
	VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			(1 917 383,01)	(4 623 944,63)
	VII	RESULTAT COURANT (III - V I)			10 876 796,73	7 147 373,93
N O N C O U R A N T	VIII	PRODUITS NON COURANTS				
		Produits des cessions d'immobilisations	14 500,00		14 500,00	
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	9 694,34		9 694,34	8 021,03
		Reprises non courantes; transferts de charges	2 510 185,00		2 510 185,00	948 700,00
		TOTAL VIII	2 534 379,34		2 534 379,34	956 721,03
	IX	CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	14 892,66		14 892,66	
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	906,85		906,85	226,34
		Dotations non courantes aux amortiss. et provision	2 200 000,00		2 200 000,00	
		TOTAL IX	2 215 799,51		2 215 799,51	226,34
	X	RESULTAT NON COURANT (VIII- IV)			318 579,83	956 494,69
	XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)			11 195 376,56	8 103 868,62
XII		IMPOTS SUR LES RESULTATS	3 118 745,00		3 118 745,00	2 939 923,00
	XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			8 076 631,56	5 163 945,62

XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)		280 859 275,97	278 239 604,65
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)		272 782 644,41	273 075 659,03
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)		8 076 631,56	5 163 945,62

- 1) Variation de stocks : stocks final - stocks initial ;augmentation (+) ;diminution (-)
2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

3.2.2.3. Exercice 31/12/003

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

AU 31/12/2003

			OPERATIONS		Totaux de L'exercice 3 = 1 + 2	Totaux de L'exercice Précédant 4
			Propres à L'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
E X P L O I T A T I O N	I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
		Ventes de marchandises	270 848 453,44	-38 557,89	270 809 895,55	266 165 301,02
		Ventes de biens et services produits	1 112 386,17		1 112 386,17	1 625 890,82
		Chiffres d'affaires	271 960 839,61	-38 557,89	271 922 281,72	267 791 191,84
		Variation de stock de produits				
		Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même				
		Subvention d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation				
		Reprises d'exploitation; transfert de charges	2 391 519,63	0,05	2 391 519,68	865 403,01
		TOTAL I	274 352 359,24	-38 557,84	274 313 801,40	268 656 594,85
	II	CHARGES D'EXPLOITATION				
		Achats revendus de marchandises	247 336 246,46	-3 573,99	247 332 672,47	241 612 575,33
		Achats consommés de matières et de fournitures	354 057,77		354 057,77	475 781,36
		Autres charges externes	4 646 254,37	-8 314,82	4 637 939,55	3 372 699,61
		Impôts et taxes	364 100,90		364 100,90	220 435,33
		Charges de personnel	5 651 413,94		5 651 413,94	5 139 717,54
		Autres charges d'exploitation	1 205 793,99		1 205 793,99	451 134,98
		Dotations d'exploitation	2 996 504,22		2 996 504,22	2 741 262,26
		TOTAL II	262 554 371,65	-11 888,81	262 542 482,84	254 013 606,41
F I N A N C I E R	III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				
	IV	PRODUITS FINANCIERS				
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	772,20		772,20	772,20
		Gains de change	797 343,66		797 343,66	332 847,27
		Intérêts et autres produits financiers	1 294 618,23	-2 737,42	1 291 880,81	1 526 068,31
		Reprises financières; transferts de charges	879 085,55		879 085,00	18 542,23
		TOTAL IV	2 971 819,64	-2 737,42	2 969 082,22	1 878 230,01
	V	CHARGES FINANCIERES				
		Charges d'intérêts	4 643 155,56		4 643 155,56	4 098 527,06
		Pertes de change	2 535 465,85		2 535 465,85	857 789,86
		Autres charges financières	26 271,37		26 271,37	21 804,18
		Dotations financières	388 134,07		388 134,07	879 085,55
		TOTAL V	7 593 026,85		7 593 026,85	5 857 206,65
	VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-4 623 944,63	-3 978 976,64
	VII	RESULTAT COURANT (III - V I)			7 147 373,93	10 664 011,80
N O N C O U R A N T	VIII	PRODUITS NON COURANTS			7 147 373,93	10 664 011,80
		Produits des cessions d'immobilisations				168 705,00
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	7 531,33	489,70	8 021,03	3 117,62
		Reprises non courantes; transferts de charges	948 700,00		948 700,00	
		TOTAL VIII	956 231,33	489,70	956 721,03	171 822,62
	IX	CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	226,34		226,34	4 513,73
		Dotations non courantes aux amortiss. et provision				
		TOTAL IX	226,34		226,34	1 510 489,29
	X	RESULTAT NON COURANT (VIII- IV)			956 494,69	-1 338 666,67
	XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)			8 103 868,62	9 325 345,13
	XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	2 939 923,00		2 939 923,00	3 235 173,00
	XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			5 163 945,62	6 090 172,13
	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			278 239 604,65	270 706 647,48
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			273 075 659,03	264 616 475,35
	XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			5 163 945,62	6 090 172,13

- 1) Variation de stocks : stocks final - stocks initial ;augmentation (+) ;diminution (-)
2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

3.2.3. Tableau de Financement

3.2.3.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	46 897 474,69	40 171 028,13		6 726 446,56
2 Moins actif immobilisé	16 141 570,61	15 159 020,97	982 549,64	
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	30 755 904,08	25 012 007,16		5 743 896,92
4 Actif circulant	167 694 926,51	153 892 236,98	13 802 689,53	
5 Moins Passif circulant	68 743 910,17	64 331 739,82		4 412 170,35
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	98 951 016,34	89 560 497,16	9 390 519,18	
7 TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-66 819 512,26	-64 548 490,00		3 646 622,26

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		7 347 210,44		3 527 155,19
* Capacité d'autofinancement		8 387 210,44		4 887 155,19
- Distributions de bénéfices	1 040 000,00		1 360 000,00	
* CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		1 566 584,04		799 280,00
* Cessions d'immobilisations incorp.				
* Cessions d'immobilisations corpor.		14 500,00		
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		1 552 084,04		799 280,00
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		8 913 794,48		4 326 435,19
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	3 169 897,56		2 076 551,19	
* Acquisitions d'immobilisations incorp.	88 850,00			
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	2 545 723,25		524 467,15	
* Acquisitions d'immobilisations finan.	535 324,31		1 552 084,04	
* Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			121 350,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	3 169 897,56		2 197 901,19	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	9 393 519,18		2 914 967,63	
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		3 646 622,26		789 433,63
TOTAL GENERAL	12 560 416,74	12 560 416,74	5 115 868,82	5 112 868,82

3.2.3.2. Exercice au 31/12/004

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	46 897 474,69	40 171 028,13		6 726 446,56
2 Moins actif immobilisé	16 141 570,61	15 159 020,97	982 549,64	
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	30 755 904,08	25 012 007,16		5 743 896,92
4 Actif circulant	167 694 926,51	153 892 236,98	13 802 689,53	
5 Moins Passif circulant	68 743 910,17	64 331 739,82		4 412 170,35
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	98 951 016,34	89 560 497,16	9 390 519,18	
7 TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-66 819 512,26	-64 548 490,00		3 646 622,26

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		7 347 210,44		3 527 155,19
* Capacité d'autofinancement		8 387 210,44		4 887 155,19
- Distributions de bénéfices	1 040 000,00		1 360 000,00	
* CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		1 566 584,04		799 280,00
* Cessions d'immobilisations incorp.				
* Cessions d'immobilisations corpor.		14 500,00		
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		1 552 084,04		799 280,00
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		8 913 794,48		4 326 435,19
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	3 169 897,56		2 076 551,19	
* Acquisitions d'immobilisations incorp.	88 850,00			
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	2 545 723,25		524 467,15	
* Acquisitions d'immobilisations finan.	535 324,31		1 552 084,04	
* Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			121 350,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	3 169 897,56		2 197 901,19	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	9 393 519,18		2 914 967,63	
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		3 646 622,26		789 433,63
TOTAL GENERAL	12 560 416,74	12 560 416,74	5 115 868,82	5 112 868,82

3.2.3.3. Exercice au 31/12/003

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	A EXERCICE N	B EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	40 171 028,13	37 315 782,51		2 855 245,62
2 Moins actif immobilisé	15 159 020,97	14 432 309,35	726 711,62	
3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)	25 012 007,16	22 883 473,16		2 128 534,00
4 Actif circulant	153 892 236,98	165 327 745,08	-11 435 508,10	
5 Moins Passif circulant	64 331 739,82	78 682 215,55		-14 350 475,73
6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)	89 560 497,16 -64 548 490,00	86 645 529,53 -63 762 056,37	2 914 967,63	786 433,63
7 TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B				

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		3 527 155,19		6 030 126,94
* Capacité d'autofinancement		4 887 155,19		8 030 126,94
- Distributions de bénéfices	1 360 000,00		2 000 000,00	
* CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		799 280,00		168 705,00
* Cessions d'immobilisations incorpor.				
* Cessions d'immobilisations corpor.				168 705,00
* Cessions d'immobilisations finan.				
* Récupérations sur créances immobilisées		799 280,00		
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		4 326 435,19		6 198 831,94
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	2 076 551,19		3 200 265,71	
* Acquisitions d'immobilisations incorpo.				
* Acquisitions d'immobilisations corpor.	524 467,15		1 243 932,38	
* Acquisitions d'immobilisations finan.	1 552 084,04		1 956 333,33	
* Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	121 350,00			
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	2 197 901,19		3 200 265,71	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	2 914 967,63		19 412 907,90	
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		786 433,63		16 414 341,67
TOTAL GENERAL	5 112 868,82	5 112 868,82	22 613 173,61	22 613 173,61

3.2.4. Etat des soldes intermédiaires de gestion

3.2.4.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (E.S.G)**I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)**

				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		Ventes de marchandises (en l'etat)	303 073 188,03	271 780 711,90
	2	-	Achats revendus de marchandises	270 335 931,65	248 466 784,34
I		=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	32 737 256,38	23 313 927,56
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 104 581,00	1 292 217,07
	3		Ventes de biens et services produits	1 104 581,00	1 292 217,07
	4		Variation de stocks de produits		
	5		Immobilisations produites par l'Ese pour elle même		
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	7 229 822,97	4 856 959,34
	6		Achats consommés de matières et fournitures	1 813 029,24	502 751,67
	7		Autres charges externes	5 416 793,73	4 354 207,67
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	26 612 014,41	19 749 185,29
V	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	205 304,55	199 894,30
	10	-	Charges de personnel	6 163 151,55	5 719 480,00
		=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	20 243 558,31	13 829 810,99
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	368 444,98	95 806,78
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	1 926 196,95	1 771 224,91
	14	-	Dotations d'exploitation	3 915 802,87	2 711 049,38
VI		=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	17 885 507,41	12 794 179,74
VII			RESULTAT FINANCIER	-2 937 333,86	-1 917 383,01
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	14 948 173,55	10 876 796,73
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-818 809,41	318 579,83
	15	-	Impôts sur les résultats	4 375 704,00	3 118 745,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	9 753 660,14	8 076 631,56

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
			* Benefice +	9 753 660,14	8 076 631,56
			* Perte -		
	2	+	Dotations d'exploitation	852 504,07	620 371,22
	3	+	Dotations financières	724 693,33	
	4	+	Dotations non courantes	1 200 000,00	2 200 000,00
	5	-	Reprises d'exploitation		
	6	-	Reprises financières		
	7	-	Reprises non courantes	375 928,00	2 510 185,00
	8	-	Produits des cession des immobilisation		14 500,00
	9	+	Valeurs nettes des immobilisations cédées	647,59	14 892,66
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	12 155 577,13	8 387 210,44
	10	-	Distributions de bénéfices	1 600 000,00	1 040 000,00
II			AUTOFINANCEMENT	10 555 577,13	7 347 210,44

3.2.4.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (E.S.G)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'etat)	271 780 711,90	270 809 895,55
	2	- Achats revendus de marchandises	248 466 784,30	247 332 672,50
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	23 313 927,56	23 477 223,08
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 262 217,07	1 112 386,17
	3	Ventes de biens et services produits	1 262 217,07	1 112 386,17
	4	Variation de stocks de produits		
	5	Immobilisations produites par l'Ese pour elle même		
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	4 856 959,34	4 991 997,32
	6	Achats consommés de matières et fournitures	502 751,67	354 057,77
	7	Autres charges externes	4 354 207,67	4 637 939,55
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	19 719 185,29	19 597 611,93
V	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	199 894,30	364 100,90
	10	- Charges de personnel	5 719 480,00	5 651 413,94
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	13 799 810,99	13 582 097,09
	=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation	95 806,78	1 205 793,99
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	1 771 224,91	2 391 519,68
	14	- Dotations d'exploitation	2 711 049,38	2 996 504,22
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	12 764 179,74	11 771 318,56
VII		RESULTAT FINANCIER	-1 917 383,01	-4 623 944,63
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	10 846 796,73	7 147 373,93
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	318 579,83	956 494,69
	15	- Impôts sur les résultats	3 118 745,00	2 939 923,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	8 046 631,56	5 163 945,62

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		* Benefice +	8 046 631,56	5 163 945,62
		* Perte -		
	2	+ Dotations d'exploitation	620 371,24	671 909,62
	3	+ Dotations financières		
	4	+ Dotations non courantes	2 200 000,00	
	5	- Reprises d'exploitation	0,02	0,05
	6	- Reprises financières		
	7	- Reprises non courantes	2 510 185,00	948 700,00
	8	- Produits des cession des immobilisation	14 500,00	
	9	+ Valeurs nettes des immobilisations cédées	14 892,66	
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	8 357 210,44	4 887 155,19
	10	- Distributions de bénéfices	1 040 000,00	1 360 000,00
II		AUTOFINANCEMENT	7 317 210,44	3 527 155,19

3.2.4.3. Exercice au 31/12/003

ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (E.S.G)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

AU 31/12/2003

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'etat)	270 809 895,55	266 165 301,02
	2	- Achats revendus de marchandises	247 332 672,50	241 612 575,30
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	23 477 223,08	24 552 725,69
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 112 386,17	1 625 890,82
	3	Ventes de biens et services produits	1 112 386,17	1 625 890,82
	4	Variation de stocks de produits		
	5	Immobilisations produites par l'Ese pour elle même		
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	4 991 997,32	3 848 480,97
	6	Achats consommés de matières et fournitures	354 057,77	475 781,36
	7	Autres charges externes	4 637 939,55	3 372 699,61
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	19 597 611,93	22 330 135,54
V	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	364 100,90	220 435,33
	10	- Charges de personnel	5 651 413,94	5 139 717,54
	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	13 582 097,09	16 969 982,67
	=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (L.B.E)		
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation	1 205 793,99	451 134,98
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	2 391 519,68	865 403,01
	14	- Dotations d'exploitation	2 996 504,22	2 741 262,26
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	11 771 318,56	14 642 988,44
VII		RESULTAT FINANCIER	-4 623 944,63	-3 978 976,64
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	7 147 373,93	10 664 011,80
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	956 494,69	-1 338 666,67
	15	- Impôts sur les resultats	2 939 923,00	3 235 173,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	5 163 945,62	6 090 172,13

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		* Benefice +	5 163 945,62	6 090 172,13
		* Perte -		
	2	+ Dotations d'exploitation	671 909,62	602 684,25
	3	+ Dotations financières		
	4	+ Dotations non courantes		1 300 000,00
	5	- Reprises d'exploitation	0,05	
	6	- Reprises financières		
	7	- Reprises non courantes	948 700,00	
	8	- Produits des cession des immobilisation		168 705,00
	9	+ Valeurs nettes des immobilisations cedees		205 975,56
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	4 887 155,19	8 030 126,94
	10	- Distributions de benefices	1 360 000,00	2 000 000,00
II		AUTOFINANCEMENT	3 527 155,19	6 030 126,94

3.2.5. Principales Méthodes d'Evaluation

3.2.5.1. Exercice au 31/12/2005

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

AU 31/12/2005

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I-ACTIF IMMOBILISE	Conforme au CGNC
A. EVALUATION A L'ENTREE	"
1. Immobilisation en non-valeurs	"
2. Immobilisations incorporelles	"
3. Immobilisations corporelles	"
4. Immobilisations financières	"
B. CORRECTIONS DE VALEUR	"
1. Méthodes d'amortissements	"
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	"
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	"
II- ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	"
A. EVALUATION A L'ENTREE	"
1- Stocks	"
2- Créances	"
3- Titres et valeurs de placement	"
B. CORRECTIONS DE VALEUR	"
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciations	"
2- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	"
III- FINANCEMENT PERMANENT	"
1- Méthodes de réévaluation	"
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	"
3- Dettes de financement permanent	"
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	"
5- Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif	"
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)	"
1- Dettes du passif circulant	"
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	"
3- Dettes de détermination des écarts de conversion-passif	"
V- TRESORERIE	"
1- Trésorerie -Actif	"
2- Trésorerie-Passif	"
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	"

3.2.5.2. Exercice au 31/12/004

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

AU 31/12/2004

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I-ACTIF IMMOBILISE	Conforme au CGNC
A. EVALUATION A L'ENTREE	"
1- Immobilisation en non-valeurs	"
2- Immobilisations incorporelles	"
3- Immobilisations corporelles	"
4- Immobilisations financières	"
B. CORRECTIONS DE VALEUR	"
1- Méthodes d'amortissements	"
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	"
3- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	"
II- ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	"
A. EVALUATION A L'ENTREE	"
1- Stocks	"
2- Créances	"
3- Titres et valeurs de placement	"
B. CORRECTIONS DE VALEUR	"
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciations	"
2- Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif	"
III- FINANCEMENT PERMANENT	"
1- Méthodes de réévaluation	"
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	"
3- Dettes de financement permanent	"
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	"
5- Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif	"
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)	"
1- Dettes du passif circulant	"
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	"
3- Dettes de détermination des écarts de conversion-passif	"
V- TRESORERIE	"
1- Trésorerie -Actif	"
2- Trésorerie-Passif	"
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	"

3.2.5.3. Exercice au 31/12/2003

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L' ENTREPRISE

I-ACTIF IMMOBILISE

A. EVALUATION A L'ENTREE

- 1.Immobilisation en non-valeur
- 2.immobilisations incorporelles
- 3.Immobilisations corporelles
- 4.Immobilisations financières

B.CORRECTIONS DE VALEUR

- 1.Méthodes d'amortissements
- 2.Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
- 3.Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif

II-ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

A.EVALUATION A L'ENTREE

- 1.Stocks
- 2.Créances
- 3.Titres et valeurs de placement

B.CORRECTIONS DE VALEUR

- 1.Méthodes d' évaluation des provisions pour dépréciations
- 2.Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif

III.FINANCEMENT PERMANENT

- 1.Méthode de réévaluation
- 2.Méthodes d'évaluation des provisions réglementées
- 3.Dettes de financement permanent
- 4.Méthode d'évaluation des provisions durables pour risques et charge
- 5.Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif

IV-PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

- 1.Dettes du passif circulant
- 2.Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges
- 3.Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif

V-TRESORERIE

- 1.Trésorerie-Actif
- 2.Trésorerie-Passif
- 3.Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

3.2.6. Etat des dérogations

3.2.6.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DES DEROGATIONS				ETAT DE DEROGATIONS		
0,00	INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	PC MARKET		
				INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LES PATRIMOINES, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
	I- Dérégations aux principes comptables fondamentaux			I- Dérégations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
	II- Dérégations aux méthodes d'évaluation			II- Dérégations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
	III- Dérégations aux règles d'établissement et de pré-sentation des états de synthèse			III- Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèses	NEANT	NEANT

3.2.6.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT DE DEROGATIONS

0,00	INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	Exercice closuré au 31/12/2002		31/12/2004	
			INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS		JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LES PATRIMOINES, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
	I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse			NEANT	NEANT
	II- Dérogations aux méthodes d'évaluation				NEANT	NEANT
	III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse				NEANT	NEANT

3.2.6.3. Exercice au 31/12/003

ETAT DES DEROGATIONS

AU 31/12/2003		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèses	NEANT	NEANT

3.2.7. Etat de changement des méthodes

3.2.7.1. Exercice au 31/12/2005

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

0,00	Exercice clôturé au 31/12/2002		
	NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation		NEANT	NEANT
II - Changement affectant les règles de présentation		NEANT	NEANT

3.2.7.2. Exercice au 31/12/004

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Au 31/12/04		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changement affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

3.2.7.3. Exercice au 31/12/003

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

AU 31/12/2003		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changement affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

3.2.8. Tableau des immobilisations

3.2.8.1. Exercice au 31/12/005

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entrepr pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	121 350,00					121 350,00		819 694,38
* Frais préliminaires	121 350,00					121 350,00		
* Charges à répartir sur plusieurs exercices								
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	504 128,20	37 200,00						541 328,20
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	504 125,20	37 200,00						541 328,20
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 657 091,34	1 215 893,73	13 769 068,44			38 600,94		14 834 384,13
* Terrains	1 920 000,00							1 920 000,00
* Constructions	9 790 286,44							9 790 286,44
* Installations techniques, matériel et outillage	480 804,20	664 111,40				5 972,60		1 138 943,00
* Matériel de transport	61 551,70	344 389,53						405 941,23
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	1 404 449,00	207 392,80				32 628,34		1 579 213,46
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	4 356 966,09							
TOTAL	14 282 569,54	1 253 093,73				159 950,94		15 375 712,33

3.2.8.2. Exercice au 31/12/004

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

ETAT B2

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION		Virement	DIMINUTION		MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entrepr pour elle même		Cession	Retrait	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	121 350,00						
* Frais préliminaires	121 350,00						
* Charges à répartir sur plusieurs exercices							
* Primes de remboursement obligations							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		88 850,00		415 278,20			504 128,20
* Immobilisation en recherche et développement							
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires							
* Fonds commercial							
* Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 019 107,54	2 545 723,25			69 223,45	423 237,80	13 657 091,34
* Terrains	1 920 000,00						1 920 000,00
* Constructions	8 089 186,44	1 701 100,00					9 790 286,44
* Installations techniques, matériel et outillage	358 640,87	122 163,33					480 804,20
* Matériel de transport	130 775,15				69 223,45		61 551,70
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	1 520 505,08	722 459,92				423 237,80	1 404 449,00
* Autres immobilisations corporelles Informatique							
* Immobilisations corporelles en cours							
TOTAL	12 140 457,54	2 634 573,25		415 278,20	69 223,45	423 237,80	14 282 569,54

3.2.8.3. Exercice au 31/12/2003

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION				DIMINUTION		MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS		121 350,00						121 350,00
* Frais préliminaires		121 350,00						121 350,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices								
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires								
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 293 920,39	524 467,15					799 280,00	12 019 107,54
* Terrains	1 920 000,00							1 920 000,00
* Constructions	8 041 603,11	47 583,33						8 089 186,44
* Installations techniques, matériel et outillage	333 275,87	25 365,00						358 640,87
* Matériel de transport	129 839,85	935,30						130 775,15
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	1 069 921,56	450 583,52						1 520 505,08
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	799 280,00						799 280,00	
TOTAL	12293920,39	645817,15					799280	12 140 457,54

3.2.9. Tableau des amortissements

3.2.9.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE	au 31/12/2005			
	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	121 350,00			
* Frais préliminaires	121 350,00		121 350,00	
* Charges à répartir sur plusieurs exercices				
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	142 695,87	104 698,52		247 394,39
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	142 695,87	104 698,52		247 394,39
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 189 473,08	747 805,55	37 953,35	3 899 325,28
* Terrains				
* Constructions	2 421 384,44	438 852,18		2 860 236,62
* Installations techniques, matériel et outillage	235 607,85	78 517,70	5 972,60	308 152,95
* Matériel de transport	38 539,51	13 372,88		51 912,39
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	493 941,28	217 062,79	31 980,75	679 023,32
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

3.2.9.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT B2 BIS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE	Cumul début exercice 1	VIREMENT COMPTE A COMPTE 1b	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	121 350,00				121 350,00
* Frais préliminaires * Charges à répartir sur plusieurs exercices * Primes de remboursement obligations	121 350,00				121 350,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		53 019,08	89 676,79		142 695,87
* Immobilisation en recherche et développement * Brevets, marques, droits et valeurs similaires * Fonds commercial * Autres immobilisations incorporelles		53 019,08	89 676,79		142 695,87
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 189 366,32		530 694,45	477 568,61	3 189 473,08
* Terrains * Constructions * Installations techniques, matériel et outillage * Matériel de transport * Mobilier, matériel de bureau et aménagement * Autres immobilisations corporelles Informatique * Immobilisations corporelles en cours	2 054 644,22 178 997,95 94 274,09 861 450,06	-53 019,08	366 740,23 56 609,90 13 488,87 93 855,45	0,01 69 223,45 408 345,15	2 421 384,44 235 607,85 38 539,51 493 941,28

3.2.9.3. Exercice au 31/12/003

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU 01/01/2005 AU 31/12/2003

NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS		121 350,00		121 350,00
* Frais préliminaires				
* Charges à répartir sur plusieurs exercices		121 350,00		121 350,00
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires				
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 638 806,75		0,05	3 189 366,32
* Terrains				
* Constructions	1 696 695,21	357 949,05		2 054 644,22
* Installations techniques, matériel et outillage	140 971,75	38 026,20		178 997,95
* Matériel de transport	77 957,28	16 316,81		94 274,09
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	723 182,51	138 267,56		861 450,06
* Autres immobilisations corporelles				
* Immobilisations corporelles en cours				

3.2.10. Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations

3.2.10.1. Exercice au 31/12/2005

TABEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
DEC 2005	2113	121 350,00	121 350,00				
DEC 2005	2332	5 972,60	5 972,60	647,59			-647,59
DEC 2005	2351	32 628,34	31 980,75				
DEC 2005	2355						
TOTAL		159 950,94	159 303,35	647,59	0,00	0,00	-647,59

3.2.10.2. Exercice au 31/12/004

**TABEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS**

PC MARKET - SA

Au 31/12/04

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
Décembre 2004	2340	69 223,45	69 223,45		10 000,00	10 000,00	
Décembre 2004	2351	88 637,80	73 745,14	14 892,66	4 500,00		10 392,66
Décembre 2004	2355	334 600,00	334 600,00				
TOTAL		492 461,25	477 568,59	14 892,66	14 500,00	10 000,00	10 392,66

3.2.10.3. Exercice au 31/12/003

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS

0,00		EXERCICE 31/12/2003							
Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values		
				NEANT				0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.2.11. Tableau des titres des participations

3.2.11.1. Exercice au 31/12/005

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
1-Banque Populaire	Banque	variable		9 900,00	9 900,00	31/12/2005			772,20
2-ATOLL DISTRIBUTION	Informatique	2 000 000,00	89,80%	2 963 893,33	2 395 200,00	31/12/2005			898 000,00
3-ARCNET	Informatique	300 000,00	90,00%	60 000,00		31/12/2005			
4-COMPATIBLE	Informatique	100 000,00	96,00%	96 000,00		31/12/2005			
5-ARCHE		600 000,00	92,25%	2 069 597,40	2 069 597,40	38 717,00			
6-QUALITECH	Informatique	500 000,00	40,00	200 000,00	200 000,00	38 717,00			200 000,00
7-MAROC TELECOM	Télécom			9 077,25	9 077,25	38 717,00			
TOTAL				5 408 467,98	4 683 774,65			0,00	1 098 772,20

3.2.11.2. Exercice au 31/12/2004

ETAT B4

TABEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émetrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
1- Banque Populaire 2- ATOLL DISTRIBUTION 3- ARCNET 4- COMPATIBLE 5- ARCHE 6- QUALITECH 7- MAROC TELECOM	Banque Informatique Informatique Informatique Informatique Télécom	variable 2 000 000,00 300 000,00 100 000,00 200 000,00 500 000,00	89,80% 20,00% 96,00% 92,25% 40,00%	9 900,00 2 544 333,33 60 000,00 96 000,00 1 684 597,40 200 000,00 9 077,25	9 900,00 2 544 333,33 60 000,00 96 000,00 1 684 597,40 200 000,00 9 077,25				772,20 987 800,00
TOTAL				4 603 907,98	4 603 907,98				988 572,20

3.2.11.3. Exercice au 31/12/003

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

EXERCICE AU 31/12/2003

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
1-Banque Populaire	Banque	variable		9 900,00	9 900,00	31.12.2003			772,20
2-ATOLL DISTRIBUTION	informatique	2 000 000,00	89,80%	2 544 333,33	2 544 333,33	31.12.2003	4 491 898,80	348 545,47	
3-ARCNET	informatique	300 000,00	20,00%	60 000,00	60 000,00	31.12.2003			
4-COMPATIBLE	informatique	100 000,00	96,00	96 000,00	96 000,00	31.12.2003			
5-ARCHE		200 000,00	92,28%	1 684 597,40	1 684 597,40	31.12.2003	19 810,42	-27 016,98	
6-QUALITECH	informatique	500 000,00	40,00	200 000,00	200 000,00	31.12.2003	2 294,60	863 480,50	
TOTAL				4 594 830,73	4 594 830,73				772,20

3.2.12. Tableau des provisions

3.2.12.1. Exercice au 31/12/005

TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées	2 574 115,00			1 200 000,00			375 928,00	3 398 187,00
3. Provisions durables pour risques et charges			724 693,33					724 693,33
SOUS TOTAL (A)	2 574 115,00			1 200 000,00			375 928,00	4 122 880,33
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	5 059 329,77	2 963 298,80			1 926 196,95			6 096 431,62
5. Autres Provisions pour risques et charges	183 057,04	100 000,00	38 683,24			183 057,04		138 683,24
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	5 242 386,81	3 063 298,80	38 683,24		1 926 196,95	183 057,04		6 235 114,86
TOTAL (A + B)	5 242 386,81	3 063 298,80	38 683,24	1 200 000,00	1 926 196,95	183 057,04	375 928,00	10 357 995,19

3.2.12.2. Exercice au 31/12/004

TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées	2 884 300,00			2 200 000,00			2 510 185,00	2 574 115,00
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	2 884 300,00			2 200 000,00			2 510 185,00	2 574 115,00
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	4 739 876,54	2 090 678,14			1 771 224,91			5 059 329,77
5. Autres Provisions pour risques et charges	388 134,07		183 057,04			388 134,07		183 057,04
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	5 128 010,61	2 090 678,14	183 057,04	2 200 000,00	1 771 224,91	388 134,07		5 242 386,81
TOTAL (A + B)	8 012 310,61	2 090 678,14	183 057,04	2 200 000,00	1 771 224,91	388 134,07		7 816 501,81

3.2.12.3. Exercice au 31/12/003

TABLEAU DES PROVISIONS

EXERCICE 31/12/2003

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées	3 833 000,00						948 700,00	2 884 300,00
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	3 833 000,00							2 884 300,00
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	4 806 837,57	2 324 594,60			2 391 519,63			4 739 912,54
5. Autres Provisions pour risques et charges	879 085,55		388 134,07			879 085,55		388 134,07
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	5 685 923,12	2 324 594,60	388 134,07	0,00	2 391 519,63	879 085,55	0,00	5 128 046,61
TOTAL (A + B)	9 518 923,12	2 324 594,60	388 134,07	0,00	2 391 519,63	879 085,55	0,00	8 012 346,61

3.2.13. Tableau des créances

3.2.13.1. Exercice au 31/12/005

TABLEAU DES CREANCES

Exercice clôturé au 31/12/2005								
CREANCES	TOTAL EXERCICE	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
- Prêt immobilisés								
- Autres créances financières	6 848 553,79		6 848 553,79					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes								
- Clients et comptes rattachés	906 517,11		906 517,11					
- Personnel	127 661 873,26		127 661 873,26					
- Etat	39 000,00		39 000,00					
- comptes d'associés	7 322 734,83		7 322 734,83					
- Autres débiteurs								
- Comptes de régularisation - Actif	402 670,69		402 670,69					
	244 052,97		244 052,97					
				5 830 206,61		7 322 734,83	402 670,69	39 689 324,97
				5 830 206,61				39 689 324,97

3.2.13.2. Exercice au 31/12/004

TABEAU DES CREANCES

Au 31/12/2004

CREANCES	TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets	
DE L'ACTIF IMMOBILISE	708 612,04	182 364,98						
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	708 612,04	182 364,98	526 247,06					
DE L'ACTIF CIRCULANT	130 194 621,16		130 194 621,16		9 702 557,50		55 416 153,82	
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	870 062,16		870 062,16					
* Clients et comptes rattachés	116 077 875,24		116 077 875,24					
* Personnel								
* Etat	9 702 557,50		9 702 557,50		9 702 557,50			
* Compte d'associés								
* Autres débiteurs	3 282 645,90		3 282 645,90			3 282 645,90		
* Comptes de régularisation-actif	261 480,36		261 480,36					

3.2.13.3. Exercice au 31/12/2003

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL EXERCICE année	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	182 364,98	182 364,98						
- Prêt immobilisés								
- Autres créances financières	182 364,98	182 364,98						
DE L'ACTIF CIRCULANT	125 248 313,03		125 248 313,03			9 489 716,98		55 416 153,82
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes								
- Clients et comptes rattachés	1 387 292,93		1 387 292,93					55 416 153,82
- Personnel								
- Etat	9 489 716,98		9 489 716,98			9 489 716,98		
- comptes d'associés								
- Autres débiteurs	1 853 625,03		1 853 625,03				1 853 625,03	
- Comptes de régularisation - Actif	306 808,69		306 808,69					

3.2.14. Tableau des dettes

3.2.14.1. Exercice au 31/12/2005

TABLEAU DES DETTES

DETTES	TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHÉANCE				AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets	
DETTES DE FINANCEMENT									
- Emprunts obligataires									
- Autres dettes de financement									
DETTES DU PASSIF CIRCULANT									
- Fournisseurs et comptes rattachés	67 803 975,43		67 803 975,43			21 471 238,14			5 830 138,03
- Clients créditeurs, avances et acomptes	43 488 054,67		43 488 054,67						
- Personnel	209 884,99		209 884,99						
- Organismes sociaux	286 798,07		286 798,07			187 125,06			
- Etat	21 284 113,08		21 284 113,08			21 284 113,08			
- Comptes d'associés	2 410 006,21		2 410 006,21						
- Autres créditeurs									
- Comptes de régularisation - Passif	125 118,41		125 118,41						

3.2.14.2. Exercice au 31/12/004

TABEAU DES DETTES

Au 31/12/2004

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DETTES DE FINANCEMENT								
- Emprunts obligatoires								
- Autres dettes de financement								
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	68 265 115,35		68 265 115,35			19 721 243,85	19 721 243,85	
- Fournisseurs et comptes rattachés	46 242 055,71		46 242 055,71					2 500 639,42
- Clients créditeurs, avances et acomptes	156 883,40		156 883,40					
- Personnel								
- Organismes sociaux	237 911,62		237 911,62			187 125,06		
- Etat	19 534 118,79		19 534 118,79			19 534 118,79		
- Comptes d'associés	1 971 505,61		1 971 505,61					
- Autres créditeurs								
- Comptes de régularisation - Passif	122 640,22		122 640,22					

3.2.14.3. Exercice au 31/2/2003

TABLEAU DES DETTES

Exercice clôturé au 31/12/2003

DETTES	TOTAL EXERCICE 2001	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Elat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DETTES DE FINANCEMENT								
- Emprunts obligatoires								
- Autres dettes de financement								
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	63 650 316,72		63 650 316,72					
- Fournisseurs et comptes rattachés	43 423 667,20		43 423 667,20					
- Clients créditeurs, avances et acomptes	266 970,14		266 970,14					
- Personnel								
- Organismes sociaux	239 812,67		239 812,67					
- Etat	17 866 553,55		17 866 553,55					
- Comptes d'associés	1 189 005,01		1 189 005,01					
- Autres créditeurs								
- Comptes de régularisation - Passif	664 308,15		664 308,15					

3.2.15. Tableau des sûretés réelles données au reçues

3.2.15.1. Exercice au 31/12/005

TABEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

TIERS CREDITTEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Exercice clôturé au 31/12/2005	
					Valeur comptable nette de la sûreté	donnée EXERCICE
SGMB		2	Plusieurs inscriptions/Rabat		Fonds de commerce non valorisé au bilan	
SGMB		1	Plusieurs inscriptions/Rabat		Fonds de commerce non valorisé au bilan	
BMCI		2	Plusieurs inscriptions/Rabat		Fonds de commerce non valorisé au bilan	
BMCI		1	Magasin à Casablanca			
- Sûretés reçues	NEANT					

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

3.2.15.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

Au 31/12/2004

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée EXERCICE
- Sûretés données		-1			
- SGMB		2		Plusieurs	
- SGMB		1		Plusieurs	
- BMCI		2		Plusieurs	
- BMCI		1		Magasin à Casablanca	
Total					
- Sûretés reçues	NEANT				

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

3.2.15.3. Exercice au 31/12/003

TABEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

Exercice clôturé au 31/12/2003					
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée EXERCICE
- Sûretés données		-1			
SCMB		2	Plusieurs inscriptions/Rabat	3	Fonds de commerce non valorisé au bilan
SCMB		1	Plusieurs inscriptions/Rabat	2	
BMCi		2	Plusieurs inscriptions/Rabat	3	Fonds de commerce non valorisé au bilan
BMCi		1	Magasin à casablanca	2	
Total					
- Sûretés reçues	NEANT				

- (1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)
 (2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
 (entreprises liées, associés, membres du personnel)
 (3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que débiteur (sûretés reçues)

3.2.16. Engagements financiers reçus ou donnés hors crédit

3.2.16.1. Exercice au 31/12/005

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT BAIL

Exercice clôturé au 31/12/2005		
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
– Avals et cautions	1 000 000,00	1 000 000,00
– Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
– Autres engagements donnés		
TOTAL (1)	1 000 000,00	1 000 000,00
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées	1 000 000,00	1 000 000,00

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
– Avals et cautions	N E A N T	
– Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaire		
– Autres engagements reçus		
TOTAL (1)		

3.2.16.2. Exercice au 31/12/2004

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES
HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Au 31/12/2004

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
– Avals et cautions – Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires – Autres engagements donnés	1 000 000,00	1 000 000,00
TOTAL (1)	1 000 000,00	1 000 000,00
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées	1 000 000,00	1 000 000,00

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
– Avals et cautions – Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
	NEANT	NEANT
TOTAL		

3.2.16.3. Exercice au 31/12/003

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT BAIL

Exercice clôturé au 31/12/2003

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
Avals et cautions(fav.SGMBpour compte qualitech)	1 000 000,00	
– Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
– Autres engagements donnés		
TOTAL (1)	1 000 000,00	0,00
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées	1000000	
.....		

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
* Avals et cautions	NEANT	NEANT
– Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
TOTAL		

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 25000000

0,00

1 Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	2 Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	MONTANT DU CAPITAL		
		3 Exercice précédent	4 Exercice actuel		6 Souscrit	7 Appelé	8 Libéré
	AZIM Lemfadel	41 av. Ibn Sina Agdal Rabat	2 969	3 125	9 278 125,00	9 278 125,00	9 278 125,00
	AZIM Samir	41 av. Ibn Sina Agdal Rabat	545	3 125	1 703 125,00	1 703 125,00	1 703 125,00
	AZIM Annabel	41 av. Ibn Sina Agdal Rabat	545	3 125	1 703 125,00	1 703 125,00	1 703 125,00
	AZIM Nadine	41 av. Ibn Sina Agdal Rabat	1 921	3 125	6 003 125,00	6 003 125,00	6 003 125,00
	SBAI Abdellilah	Im. 13, rue Al Ijass sect.10 Rya	1 998	3 125	6 243 750,00	6 243 750,00	6 243 750,00
	SBAI Najat	Im. 13, rue Al Ijass sect.10 Rya	1	3 125	3 125,00	3 125,00	3 125,00
	SBAI Nabil	Im. 13, rue Al Ijass sect.10 Rya	1	3 125	3 125,00	3 125,00	3 125,00
	AZMI Mohamed	El Mountazah-Rabat	10	3 125	31 250,00	31 250,00	31 250,00
	MEKKAOUI Abderrazzak	Rabat	10	3 125	31 250,00	31 250,00	31 250,00

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

3.2.17.2. Exercice au 31/12/004

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 25000000

Au 31/12/2004

Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse 2	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent 3	Exercice actuel 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
AZIM Lemtadel	41 Avenue Ibn Sina Agdal Rabat	2 969	2 969	3 125	9 278 125,00	9 278 125,00	9 278 125,00
AZIM Samir	41 Avenue Ibn Sina Agdal Rabat	545	545	3 125	1 703 125,00	1 703 125,00	1 703 125,00
AZIM Annabel	41 Avenue Ibn Sina Agdal Rabat	545	545	3 125	1 703 125,00	1 703 125,00	1 703 125,00
AZIM Nadine	41 Avenue Ibn Sina Agdal Rabat	1 921	1 921	3 125	6 003 125,00	6 003 125,00	6 003 125,00
SBAl Abdellilah	Im 13, Rue Al Ijass sect 10 Ryad	1 998	1 998	3 125	6 243 750,00	6 243 750,00	6 243 750,00
SBAl Najat	Im 13, Rue Al Ijass sect 10 Ryad	1	1	3 125	3 125,00	3 125,00	3 125,00
SBAl Nabil	Im 13, Rue Al Ijass sect 10 Ryad	1	1	3 125	3 125,00	3 125,00	3 125,00
AZIM Mohamed	El Mountazah - Rabat	10	10	3 125	31 250,00	31 250,00	31 250,00
MEKKAOUI Abderrazzak	Rabat	10	10	3 125	31 250,00	31 250,00	31 250,00
TOTAL		8 000	8 000		25 000 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00

Note d'information

Montant du capital : 25000000

Titre	Contenu	Page
(1)	Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.	

3.2.18. Etat d'affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice

3.2.18.1. Exercice au 31/12/005

ETAT D'AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice clôturé au 31/12/2005

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
* Report à nouveau	9 988 530,85	* Réserve légale	403 831,58
* Résultats nets en instance d'affectation		* Autres réserves	2 510 185,00
* Résultat net de l'exercice	8 076 631,56	* Tantièmes	
* Prélèvements sur les réserves		* Dividendes	1 600 000,00
* Autres prélèvements		* Autres affectations	
		* Report à nouveau	13 551 145,83
TOTAL A	18 065 162,41	TOTAL B	18 065 162,41

TOTAL A = TOTAL B

3.2.18.2. Exercice au 31/12/2004

TABLEAU D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE
AU COURS DE L'EXERCICE

Au 31/12/2004

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
* Report à nouveau		* Réserve légale	258 197,28
* Résultats nets en instance d'affectation	6 122 782,51	* Autres réserves	
* Résultat net de l'exercice	5 163 945,62	* Tantièmes	
* Prélèvements sur les réserves		* Dividendes	1 040 000,00
* Autres prélèvements		* Autres affectations	
		* Report à nouveau	9 988 530,85
TOTAL A	11 286 728,13	TOTAL B	11 286 728,13

3.2.18.3. Exercice au 31/12/2003

ETAT D'AFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice clôturé au 31/12/2003			
	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
* Report à nouveau	16 497 140,18	* Réserve légale	104 529,80
* Résultats nets en instance d'affectation		* Autres réserves	
* Résultat net de l'exercice	6 090 172,13	* Tantièmes	
* Prélèvements sur les réserves		* Dividendes	1 360 000,00
* Autres prélèvements		* Autres affectations	15 000 000,00
		* Report à nouveau	6 122 782,51
TOTAL A		TOTAL B	
	22 587 312,31		22 587 312,31

TOTAL A = TOTAL B

3.2.19. Datations et événements postérieurs

3.2.19.1. Exercice au 31/12/005

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

Date de la clôture (1)	31/12/2005
Date d'établissement des états de synthèses (2)	10/03/2006
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS	
	* Favorables	NEANT
	* Défavorables	NEANT

3.2.19.2. Exercice au 31/12/2004

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I- DATATION

Date de la clôture (1) :	31/12/2004
Date d'établissement des états de synthèses (2) :	15/03/2005
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

2

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
	* Favorables NEANT
	* Défavorables NEANT

3.2.19.3. Exercice au 31/12/2003

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

AU 31/12/2002

Date de clôture (1)

date d'établissement des états de synthèses(2)

20/03/2003

(1)justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses

EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT

A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE

DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
	*Favorables NEANT
	*Défavorables NEANT

3.3. RAPPORTS DES CAC : PC MARKET

3.3.1.1. Exercice au 31/12/2005

« Société PC MARKET »

Société Anonyme au Capital de 25.000.00 DHS
Siège Social : Rabat-Agdal, 41, Boulevard Ibn Sina
Résidence Joli Coin II, magasin n° 6

=0=0=0=0=0=0=0

Messieurs,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société **PC MARKET** au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de **DH 55.875.206,83** et un bénéfice net de **DH 9.753.660,14** sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

FAIT A RABAT EN MAI 2006
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
M'hamed BENDAOU

3.3.1.2. Exercice au 31/12/2004

« Société PC MARKET »

Société Anonyme au Capital de 25.000.00 DHS
Siège Social : Rabat-Agdal, 41, Boulevard Ibn Sina
Résidence Joli Coin II, magasin n° 6

=0=0=0=0=0=0

Messieurs,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société **PC MARKET** au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de **DH 46.897.474 ,69** et un bénéfice net de **DH 8.076.631,56** sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

FAIT A RABAT EN MAI 2005
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
M'hamed BENDAOU

3.3.1.3. Exercice au 31/12/2003

« Société PC MARKET »

Société Anonyme au Capital de 25.000.00 DHS
Siège Social : Rabat-Agdal, 41, Boulevard Ibn Sina
Résidence Joli Coin II, magasin n° 6

=0=0=0=0=0=0

Messieurs,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société **PC MARKET** au 31 décembre 2003, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'ETIC relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de **DH 40.171.028,13** et un bénéfice net de **DH 5.162.945,62** sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE

A notre avis les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société PC MARKET au 31 décembre 2003 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

FAIT A RABAT EN MAI 2004
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
M'hamed BENDAOU

4. COMPTES CONSOLIDES MATEL PC MARKET

4.1. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

4.1.1.1. Exercice au 30 Septembre 2006

Les comptes sociaux arrêtés au 30 septembre 2006 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés pro forma. Ces comptes consolidés ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CGNC et résultent de la simulation de la fusion de MATEL et PC MARKET au 30/09/2006.

- Les principales règles et méthodes du groupe sont les suivantes

- Principes et méthodes de consolidation.

(a) Méthodes utilisées.

Le périmètre de consolidation comprend la société MATEL SA et la société PC MARKET SA fusionnée par Absorption. Les sociétés QUALITECH SARL, ARCHE SARL qui sont sous contrôle exclusif sont consolidées par Intégration Globale (IG). La société ATOLL SARL, contrôlée de manière exclusive n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation en raison de son caractère non significatif et dont l'activité est appelée à être exercée directement par MATEL PC MARKET. Les sociétés ARCNET SARL d'un capital de 300.000 dh et COMPATIBLE SARL d'un capital de 100.000 dh dont les titres sont totalement provisionnés sont des sociétés en veilleuse et n'ont pas été incluses en conséquence dans le périmètre de consolidation.

- Principes comptables et méthodes d'évaluation

(a) Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais préliminaires et de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles ont été éliminées en consolidation.

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

(c) Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, ou de réévaluation le cas échéant.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les sociétés utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les taux usuels au Maroc, soit :

Logiciel	: 6,66 ans et 5 ans
Constructions	: 25 ans
Agencement des constructions	: 10 ans
Matériel et outillage	: 10 ans, 5 ans et 4 ans
Matériel de transport	: 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	: 10 ans, 5 ans et 3 ans
Matériel informatique	: 6,66 ans et 5 ans
Agencement et aménagements	: 10 ans.

La réévaluation des actifs de PC MARKET SA dans le cadre de la fusion avec MATEL est prise en compte en consolidation.

(d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

(e) Stocks

Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

(f) Créances

Les créances (ainsi que les dettes) sont enregistrées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains de change latents sont constatés en écarts de conversion passifs et n'imputent pas le résultat consolidé.

(g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

(h) Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable.

L'enregistrement d'impôt différé est constaté eu regard de la situation fiscale de l'entreprise, dans le respect du principe général de prudence.

(i) Provision à caractère fiscal

La provision pour investissement inscrite au bilan de PC MARKET a été annulée en consolidation.

• **Informations relatives au périmètre de consolidation**

Liste des sociétés.

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthodes de consolidation
Maghreb Télécommunications S.A	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
PC Market SA	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
Qualitech SARL	80.00%	80.00%	I.G
Arche SARL	96.25%	96.25%	I.G
ATOLL SARL	99.80%	99.80%	Hors Périmètre
ARCT NET SARL	90.00%	90.00%	Hors Périmètre
COMPATIBLE SARL	96.00%	96.00%	Hors Périmètre

4.1.1.2. Exercice au 31/12/2005

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2005 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés pro forma. Ces comptes consolidés ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CGNC et résultent de la simulation de la fusion de MATEL et PC MARKET au 31/12/2005.

- **Les principales règles et méthodes du groupe sont les suivantes :**

- Principes et méthodes de consolidation,

- (a) Méthodes utilisées.**

Le périmètre de consolidation comprend la société MATEL SA et la société PC MARKET SA fusionnée par Absorption. Les sociétés QUALITECH SARL, ARCHE SARL qui sont sous contrôle exclusif sont consolidées par Intégration Globale (IG). La société ATOLL SARL, contrôlée de manière exclusive n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation en raison de son caractère non significatif et dont l'activité est appelée à être exercée directement par MATEL PC MARKET. Les sociétés ARCNET SARL d'un capital de 300.000 dh et COMPATIBLE SARL d'un capital de 100.000 dh dont les titres sont totalement provisionnés sont des sociétés en veilleuse et n'ont pas été incluses en conséquence dans le périmètre de consolidation.

- Principes comptables et méthodes d'évaluation

- (a) Immobilisations en non-valeurs**

Elles sont constituées essentiellement de frais préliminaires et de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles ont été éliminées en consolidation.

- (b) Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

- (c) Les immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, ou de réévaluation le cas échéant.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les sociétés utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les taux usuels au Maroc, soit :

Logiciel	: 6,66 ans et 5 ans
Constructions	: 25 ans
Agencement des constructions	: 10 ans
Matériel et outillage	: 10 ans, 5 ans et 4 ans
Matériel de transport	: 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	: 10 ans, 5 ans et 3 ans
Matériel informatique	: 6,66 ans et 5 ans
Agencement et aménagements	: 10 ans.

La réévaluation des actifs de PC MARKET SA dans le cadre de la fusion avec MATEL est prise en compte en consolidation.

(d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

(e) Stocks

Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

(f) Créances

Les créances (ainsi que les dettes) sont enregistrées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains de change latents sont constatés en écarts de conversion passifs et n'imputent pas le résultat consolidé.

(g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

(h) Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable.

Annexes : MATEL PC MARKET

L'enregistrement d'impôt différé est constaté eu regard de la situation fiscale de l'entreprise, dans le respect du principe général de prudence.

(i) *Provision à caractère fiscal*

La provision pour investissement inscrite au bilan de PC MARKET a été annulée en consolidation.

- **Informations relatives au périmètre de consolidation**

Liste des sociétés.

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthodes de consolidation
Maghreb Télécommunications S.A	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
PC Market SA	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
Qualitech SARL	80.00%	80.00%	I.G
Arche SARL	96.25%	96.25%	I.G
ATOLL SARL	99.80%	99.80%	Hors Périmètre
ARCT NET SARL	90.00%	90.00%	Hors Périmètre
COMPATIBLE SARL	96.00%	96.00%	Hors Périmètre

4.1.1.3. Exercice au 31/12/2004

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2004 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés pro forma. Ces comptes consolidés ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CGNC et résultent de la simulation de la fusion de MATEL et PC MARKET au 31/12/2004. Les valeurs d'apports réévaluées ont été maintenues telles qu'elles figurent dans le traité de fusion.

- **Les principales règles et méthodes du groupe sont les suivantes**

- Principes et méthodes de consolidation,

(a) Méthodes utilisées.

Le périmètre de consolidation comprend la société MATEL SA et la société PC MARKET SA fusionnée par Absorption. Les sociétés QUALITECH SARL, ARCHE SARL qui sont sous contrôle exclusif sont consolidées par Intégration Globale (IG). La société ATOLL SARL, contrôlée de manière exclusive n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation en raison de son caractère non significatif et dont l'activité est appelée à être exercée directement par MATEL PC MARKET. Les sociétés ARCNET SARL d'un capital de 300.000 dh et COMPATIBLE SARL d'un capital de 100.000 dh dont les titres sont totalement provisionnés sont des sociétés en veilleuse et n'ont pas été incluses en conséquence dans le périmètre de consolidation.

- Principes comptables et méthodes d'évaluation

(a) Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais préliminaires et de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles ont été éliminées en consolidation.

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

(c) Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, ou de réévaluation le cas échéant.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les sociétés utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les taux usuels au Maroc, soit :

Logiciel	: 6,66 ans et 5 ans
Constructions	: 25 ans
Agencement des constructions	: 10 ans
Matériel et outillage	: 10 ans, 5 ans et 4 ans
Matériel de transport	: 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	: 10 ans, 5 ans et 3 ans
Matériel informatique	: 6,66 ans et 5 ans
Agencement et aménagements	: 10 ans.

La réévaluation des actifs de PC MARKET SA dans le cadre de la fusion avec MATEL est prise en compte en consolidation.

(d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

(e) Stocks

Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

(f) Créances

Les créances (ainsi que les dettes) sont enregistrées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains de change latents sont constatés en écarts de conversion passifs et n'imputent pas le résultat consolidé.

(g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

(h) Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable.

L'enregistrement d'impôt différé est constaté eu regard de la situation fiscale de l'entreprise, dans le respect du principe général de prudence.

(i) Provision à caractère fiscal

La provision pour investissement inscrite au bilan de PC MARKET a été annulée en consolidation.

Informations relatives au périmètre de consolidation

Liste des sociétés.

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthodes de consolidation
Maghreb Télécommunications S.A	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
PC Market SA	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
Qualitech SARL	80.00%	80.00%	I.G
Arche SARL	96.25%	96.25%	I.G
ATOLL SARL	99.80%	99.80%	Hors Périmètre
ARCT NET SARL	90.00%	90.00%	Hors Périmètre
COMPATIBLE SARL	96.00%	96.00%	Hors Périmètre

4.1.1.4. Exercice au 31/12/2003

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2003 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés pro forma. Ces comptes consolidés ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CGNC et résultent de la simulation de la fusion de MATEL et PC MARKET au 31/12/2003. Les valeurs d'apports réévaluées ont été maintenues telles qu'elles figurent dans le traité de fusion.

- **Les principales règles et méthodes du groupe sont les suivantes**

- Principes et méthodes de consolidation.

(a) Méthodes utilisées.

Le périmètre de consolidation comprend la société MATEL SA et la société PC MARKET SA fusionnée par Absorption. Les sociétés QUALITECH SARL, ARCHE SARL qui sont sous contrôle exclusif sont consolidées par Intégration Globale (IG). La société ATOLL SARL, contrôlée de manière exclusive n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation en raison de son caractère non significatif et dont l'activité est appelée à être exercée directement par MATEL PC MARKET. Les sociétés ARCNET SARL d'un capital de 300.000 dh et COMPATIBLE SARL d'un capital de 100.000 dh dont les titres sont totalement provisionnés sont des sociétés en veilleuse et n'ont pas été incluses en conséquence dans le périmètre de consolidation.

- Principes comptables et méthodes d'évaluation

(a) Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais préliminaires et de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles ont été éliminées en consolidation.

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

(c) Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, ou de réévaluation le cas échéant.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les sociétés utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les taux usuels au Maroc, soit :

Logiciel	: 6,66 ans et 5 ans
Constructions	: 25 ans
Agencement des constructions	: 10 ans
Matériel et outillage	: 10 ans, 5 ans et 4 ans
Matériel de transport	: 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	: 10 ans, 5 ans et 3 ans
Matériel informatique	: 6,66 ans et 5 ans
Agencement et aménagements	: 10 ans.

La réévaluation des actifs de PC MARKET SA dans le cadre de la fusion avec MATEL est prise en compte en consolidation.

(d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

(e) Stocks

Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

(f) Créances

Les créances (ainsi que les dettes) sont enregistrées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains de change latents sont constatés en écarts de conversion passifs et n'imputent pas le résultat consolidé.

(g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

(h) Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable.

L'enregistrement d'impôt différé est constaté eu regard de la situation fiscale de l'entreprise, dans le respect du principe général de prudence.

(i) Provision à caractère fiscal

La provision pour investissement inscrite au bilan de PC MARKET a été annulée en consolidation.

- Informations relatives au périmètre de consolidation**

Liste des sociétés.

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthodes de consolidation
Maghreb Télécommunications S.A	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
PC Market SA	100.00%	100.00%	Comptes fusionnés
Qualitech SARL	80.00%	80.00%	I.G
Arche SARL	96.25%	96.25%	I.G
ATOLL SARL	99.80%	99.80%	Hors Périmètre
ARCT NET SARL	90.00%	90.00%	Hors Périmètre
COMPATIBLE SARL	96.00%	96.00%	Hors Périmètre

4.2. BILANS

Bilan Actif

Actif	31/12/03	31/12/04	31/12/05	30/09/06
Immobilisations en Non valeurs	0	0	0	0
Frais Préliminaires Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement des obligations Amortissement abonnés				
Immobilisations Incorporelles	22 515 045	22 460 944	22 318 634	22 196 402
Immobilisation en R&D Brevets, Marques, Droits et Valeurs similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles	515 045 22 000 000	460 944 22 000 000	290 616 22 000 000 28 018	196 402 22 000 000
Immobilisations Corporelles	46 240 256	50 435 196	54 559 667	62 453 770
Terrains Constructions Installations techniques, Matériel et Outillage Matériel de transport Moblier, matériel bureau et aménagements divers Autres immobilisations Corporelles Immobilisations Corporelles en cours	17 705 213 24 022 805 213 667 269 139 2 926 533 52 191 1 050 706	17 705 213 26 561 908 275 219 160 463 3 790 362 55 211 1 886 820	17 705 213 25 689 620 843 704 410 142 4 346 661 70 384 5 493 944	17 705 213 38 986 731 851 546 522 751 4 235 853 151 676
Immobilisations Financières	3 160 977	3 633 009	2 988 395	3 119 262
Prêts immobilisés Autres créances financières Titres de participation autres titres immobilisés	164 100 286 643 2 710 233	154 000 759 698 2 719 311	158 900 415 318 2 414 177	156 667 548 950 2 413 645
Ecart de Conversion- Actif				
Diminution de créances immobilisées Augmentation de dettes de financement				
Total actif Immobilisé	71 916 277	76 529 149	79 866 697	87 769 434
Stock	62 484 728	81 446 690	85 359 749	107 022 141
Marchandises Matières et fournitures consommables Produits en cours Produits interm. et produits resid. Produits finis	60 943 036 1 541 692	79 909 285 1 537 404	84 105 119 1 254 630	104 994 525 2 027 616
Créances de l'actif circulant	197 405 353	235 032 114	260 044 094	260 510 038
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes Clients et comptes rattachés Personnel Etat Comptes d'associés Autres débiteurs Comptes de régularisation actif	1 403 960 175 912 105 3 400 19 352 780 297 627 438 882	890 893 210 480 101 3 400 22 852 347 381 457 423 915	1 041 017 233 494 759 42 500 24 406 698 681 671 377 449	4 572 421 224 973 180 59 599 29 712 567 883 292 308 978
Titres et valeurs de placement	1 552 084	1 593 206	1 625 169	1 625 169
Ecart de conversion actif (Elts Circ)	589 509	463 587	246 387	100 000
Total - Actif circulant	262 031 675	318 535 596	347 275 399	369 257 348
Trésorerie actif	3 632 282	1 940 280	12 279 317	10 725 140
Chèques et valeurs à encaisser Banques, TG et CCP Caisse, régie avances et accreditifs	3 483 182 149 100	1 814 284 125 996	10 359 015 1 900 539 19 763	8 647 431 1 901 872 175 837
Total Général	337 580 234	397 005 025	439 421 413	467 751 922

Bilan Passif

Passif	31/12/03	31/12/04	31/12/05	30/09/06
Capitaux Propres	105 932 452	118 103 738	135 049 882	144 254 053
Capital Social ou Personnel	57 600 000	57 600 000	57 600 000	57 600 000
Primes d'Emission de Fusion et d'Apport	32 914 798	38 326 468	45 246 139	54 397 986
Ecart de Réévaluation				
Réserves Légales				
Autres Réserves				
Réserves consolidée	11 528 216	10 191 039	14 154 453	17 040 916
Résultat net consolidé part du groupe	3 321 037	11 123 104	17 015 213	14 193 133
Report à Nouveau				
Résultat Net en Instance d'Affectation				
Résultat Net de l'Exercice				
Intérêts minoritaires	568 401	863 128	1 034 077	1 022 017
Total des Capitaux Propres	105 932 452	118 103 738	135 049 882	144 254 053
Capitaux Propres Assimilés	0	0	0	0
Subventions d'Investissement				
Provisions Réglementées				
Dettes de Financement	9 095 782	6 818 950	5 691 129	4 577 764
Emprunts Obligataires				
Autres Dettes de Financement	9 095 782	6 818 950	5 691 129	4 577 764
Provisions durables pour R & C	0	0	0	150 000
Provisions Pour Risques				
Provisions Pour Charges				150 000
Ecart de Conversion Passif	0	0	0	0
Augmentation de créances Immobilisées				
Diminution des dettes de financement				
Financement Permanent	115 028 234	124 922 689	140 741 011	148 981 817
Dettes du Passif Circulant	126 158 469	153 443 319	181 923 771	179 391 306
Fournisseurs et comptes rattachés	74 054 969	92 488 021	109 584 509	105 025 928
Clients CD, Avances et Acomptes	279 651	352 741	329 377	104 076
Personnel	67 690	45 000	50 000	810 097
Organismes sociaux	766 183	942 005	984 731	927 432
Etat CR	44 111 547	52 904 446	63 965 639	63 999 019
Comptes d'Associés CR	4 063 996	4 811 506	5 285 006	6 720 007
Autres Créanciers	1 632 800	1 171 422	969 836	943 473
Comptes de Régularisation Passif	1 181 633	728 178	754 673	861 274
Autres Provisions Pour R & C	589 509	463 587	346 387	381 343
Ecart de Conversion Passif (Eltis Circ)	422 866	655 538	162 721	
Total - Passif Circulant	127 170 845	154 562 444	182 432 879	179 772 649
Trésorerie Passif	95 381 155	117 519 893	116 247 524	138 997 456
Crédits D'Escompte	31 520 754	52 083 585	56 087 788	57 175 243
Crédits de Trésorerie	37 805 253	39 125 085	31 225 953	45 320 617
Banques (soldes créditeurs)	26 055 148	26 311 223	28 933 783	36 501 596
Total Général	337 580 234	397 005 025	439 421 413	467 751 922

4.3. COMPTES DE PRODUITS ET DE CHARGES

Compte de résultat

	31/12/03	31/12/04	31/12/05	30/09/06
Produits d'Exploitation	531 999 563	563 608 927	638 644 455	535 789 480
Ventes de Marchandises	494 489 796	533 728 155	609 879 082	515 118 388
Vente de Biens et Marchandises Pdots	19 157 300	25 265 324	23 845 969	17 089 747
Variation de Stocks de Produits				
Immo Pdots par l'E pour elle même	13 769 068	1 012 639	890 429	203 587
Subv d'exploitation				
Autres Pdots d'expl.				
Reprises d'Expl, Trsft de Charges	4 583 399	3 602 810	4 028 975	3 377 758
Total I	531 999 563	563 608 927	638 644 455	535 789 480
Charges d'Exploitation	515 696 455	538 310 696	603 606 247	506 735 638
Achats revendus de marchandises	448 381 388	483 129 149	541 873 453	455 936 804
Achats consommés de Matières et Fourn.	22 571 805	13 756 970	13 586 670	9 440 480
Autres Ch externes	11 842 283	11 182 688	13 416 372	9 830 027
Impôts et Taxes	859 567	457 499	560 123	633 490
Charges de Personnel	21 530 630	22 044 443	24 158 484	20 535 525
Autres Ch. d'expl.	1 205 794	96 506	518 445	9 982
Dotations d'Expl.	9 304 988	7 643 441	9 492 699	10 349 329
Total II	515 696 455	538 310 696	603 606 247	506 735 638
Résultat d'exploitation (I-II) III	16 303 108	25 298 231	35 038 208	29 053 841
Produits Financiers	4 111 733	4 967 700	3 484 623	3 302 482
Prdots de Titres de Part et Titres immos	772	988 572	898 772	1 605
Gains de Change	1 623 348	2 355 671	1 828 300	1 967 772
Intérêts et Autres Pdots Financiers	1 315 441	1 033 948	293 964	1 268 060
Reprises Fin et Trsft de Ch	1 172 172	589 509	463 587	65 045
Total IV	4 111 733	4 967 700	3 484 623	3 302 482
Charges Financières	14 156 519	12 386 137	12 415 184	9 955 406
Charges d'Intérêts	9 158 985	9 662 609	9 057 074	8 219 337
Pertes de Change	4 381 754	2 257 065	2 347 399	1 570 475
Autres Ch Financières	26 271	2 876	39 631	65 593
Dotations Fin	589 509	463 587	971 080	100 000
Total V	14 156 519	12 386 137	12 415 184	9 955 406
Résultat Financier (IV-V) VI	-10 044 786	-7 418 436	-8 930 561	-6 652 924
Résultat Courant (III+VI) VII	6 258 322	17 879 795	26 107 647	22 400 918
Produits Non Courants	31 323	96 202	443 952	52 912
Produits de Cession d'Immos		14 500	429 000	4 167
Subv d'équilibre				
Reprises s/ Sub d'Invt				
Autres Pdots non Courants	31 323	81 702	14 952	48 746
Reprises non Courantes, Tsft de Ch				
Total VIII	31 323	96 202	443 952	52 912
Charges Non Courantes	44 188	95 014	528 766	20 611
Valeur d'Amo des Immos cédées	30 734	74 726	525 852	5 997
Subv accordées				
Autres Charges non courantes	13 455	20 288	2 914	14 613
Dot. non courantes aux amos et Prov				
Total IX	44 188	95 014	528 766	20 611
Résultat non courant (VIII-IX) X	-12 865	1 188	-84 814	32 302
Résultat avant Impôt (VII+X) XI	6 245 457	17 880 983	26 022 833	22 433 219
Impôts sur les résultats	2 742 429	6 463 152	8 752 103	8 102 027
Résultat Net (XI-XII) XII	3 503 027	11 417 831	17 270 730	14 331 192
Total des Produits (I+IV+VIII)	536 142 619	568 672 829	642 573 029	539 144 874
Total des Charges (II+V+IX+XII)	532 639 592	557 254 999	625 302 299	524 813 682
Résultat Net	3 503 027	11 417 831	17 270 730	14 331 192
Part du Groupe	3 321 037	11 123 104	17 015 213	14 193 133
Part des minoritaires	181 990	294 727	255 517	138 059